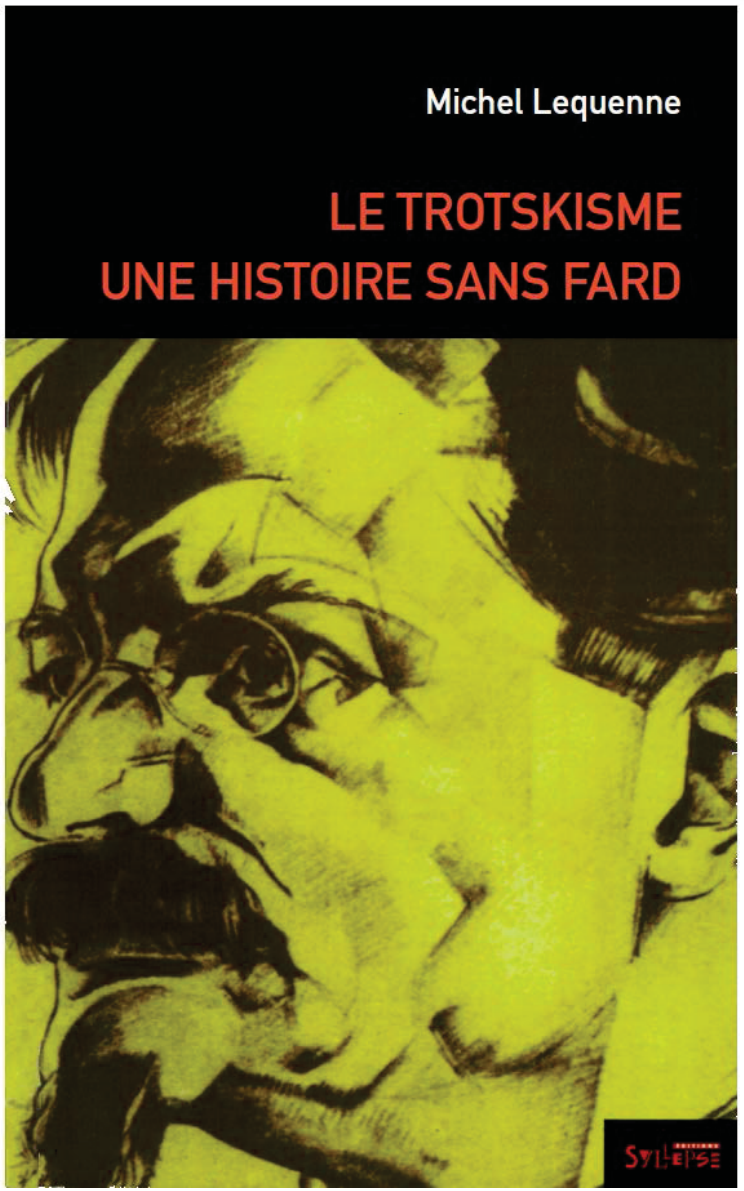


Le trotskisme
Une histoire sans fard

Michel Lequenne

2005

« On agit comme l'on sait. »
Lénine

Remerciements

Je dois les plus vifs remerciements, d'abord à mon ami Gilles Bounoure pour sa lecture attentive et critique. Puis à tous mes amis et camarades qui m'ont aidé de l'apport de leurs souvenirs, documents, livres et pistes de recherches : Pierre Avot-Meyers*, Roger Bossière*, Jean-René Chauvin*, Gilbert Dalgalian, Albert Demazières*, André Fichaut*, Marcel Gibelin*, Hoang Don Tri*, Claude Koval, Jean-Guillaume Lanuque, Maurice Laval*, Simonne Minguet*, Anne-Marie Pavillard, Maurice Rajfus, et Roland Vacher. (Les astérisques indiquent que ces amis sont morts).

Pour la réédition, je dois à mon très cher ami Patrick Habersack, les plus vifs remerciements pour son aide précieuse.

Photos : Collection personnelle de l'auteur.

Illustration de couverture : *Portrait de Trotsky* par Georges Annenkov

Table des matières

5. *Introduction 2018*

7. *Avant-propos*

11. *Chapitre 1.* Fallait-il créer une quatrième Internationale ?
- Pouvoir, révolution et contre-révolution
- L'Opposition de gauche internationale
- 1933 et 1934, années du grand tournant
- *Contrepoint de l'auteur*
- L'histoire et les écrits critiques

29. *Chapitre 2.* Difficile construction
- Conditions, succès et dangers des entrismes
- La révolution espagnole
- Vers la guerre
- La fondation de la 4e Internationale
- La question de l'URSS
- *Contrepoint de l'auteur*
- L'histoire et les écrits critiques

55. *Chapitre 3.* L'épreuve de la guerre
- L'armement théorique
- Du trouble à la réorganisation
- Un an de guerre sans guerre
- L'Europe sous la botte allemande
- Vers l'unité, sous la tempête de la guerre germano-soviétique
- La répression
- Dernière année de guerre dans la France libérée
- *Contrepoint de l'auteur*
- L'histoire et les écrits critiques

117. *Chapitre 4.* Deux ans d'équilibre mondial contre-révolutionnaire (1945-1947)
- L'état du monde
- La France dans ce monde
- Réorientation trotskiste dans une situation inattendue
- Quelle 4e République ?
- Le réveil de la lutte de classes
- Le début des révolutions coloniales
- À nouveau, la question de l'URSS
- La première scission
- *Contrepoint de l'auteur*
- Critique des historiens et des critiques

169. *Cahier photos*

175. *Chapitre 5*. Les « années yougoslaves » (1948-1950)
Le 2e congrès mondial de la 4e Internationale
Mobilisations pour la guerre froide
Première crise du stalinisme : la Yougoslavie
L'Internationale et la Yougoslavie
La révolution chinoise
1950, une année cruciale
La guerre de Corée
Contrepoint de l'auteur
L'histoire et les écrits critiques

223. *Chapitre 6*. Le temps de la grande crise (1951-1952)
L'amorce d'un tournant
« Où allons-nous ? » et sa critique
Dysfonctionnement de l'Internationale
« Où va Pablo ? »
Préparation du 3e congrès mondial
Le 3e congrès mondial
Vers la scission
Contrepoint de l'auteur
L'histoire et les écrits critiques

263. *Chapitre 7*. Les années de la dispersion (1953-1968)
Deux dégénérescences
De l'« affaire Marty » à la mort de Staline
La grève générale d'août 1953
Extension internationale de la scission
L'impasse de l'entrisme *sui generis*
La guerre d'Algérie
La Voie communiste
Le PSU et sa tendance socialiste révolutionnaire
Réunification et dernière scission
Contrepoint de l'auteur
L'histoire et les écrits critiques

319. *Chapitre 8*. Renaître pour se dépasser
La Ligue communiste, nouvelle section française
de la 4e Internationale
L'Internationale
Socialisme ou barbarie
Contrepoint de l'auteur
Histoire et critique

339. *Notes*

347. *Index*

Introduction 2018

La première édition de ce livre parut en 2005 et fut assez vite épuisée. Son pari de n'être pas contredit avait été tenu (à deux petites erreurs près, que l'ami qui me les avait signalées trouvera corrigées). Plus important était un oubli de ma part concernant la position de Marcel Gibelin en 1944. C'est le seul ajout à la réimpression.

En 2005, déjà, la IVe Internationale était en crise, divisée en deux sections mondiales, l'une centrée sur le SWP des USA, avec une politique droitière, l'autre sur la France, centre des sections du reste du monde, et tendant, à l'inverse, vers un certain gauchisme. Mais l'altermondialisme ouvrait des espoirs d'une Ve Internationale. Cependant, le chaos mondial me fit reprendre l'alternative « socialisme ou barbarie ». C'est le second terme que nous vivons, et l'Internationale n'y a pas échappé.

Dans les conclusions de ce livre, et malgré la suite de politiques d'erreurs de la LCR, j'exprimais encore un possible redressement. C'était une erreur.

Au-delà, l'Internationale a cessé d'agir en tant qu'organisation mondiale portant une seule politique révolutionnaire. Elle devint une organisation fantôme, dont la plupart des sections sont des groupes « entristes » dans diverses organisations plus ou moins radicales, selon *Inprecor*, qui lui tient lieu de porte-parole.

Son 16e Congrès, en février 2009, suivait de peu la formation du NPA, qui en dissolvant la LCR, la section française de l'Internationale, prétendait à un progrès par cet élargissement, donné comme modèle au Congrès. Certes, le Congrès lui-même apparaissait comme fasciné par les « révolutions bolivariennes ». Celles-ci, n'étant pas « prolétariennes », c'est-à-dire ne reposant pas sur des comités ouvriers et paysans (des soviets, en russe), sont vouées à l'échec, comme nous en voyons déjà les prémices (voir la situation du Venezuela). Le problème d'une nouvelle Internationale était posé là, mais dans quelle voie programmatique ?

Qu'auraient dû faire des marxistes révolutionnaires ?

Soutenir de façon critique les plus avancées de ces révolutions, et combattre les dirigeants qui se contentaient d'être du type « leader maximo ». Ce qui sortit du 16e Congrès fut le contraire : la marche arrière ; l'assimilation à tous les « anticapitalistes », soit la voie du NPA.

Celui-ci a vu, dès sa fondation, sortir de ses rangs un premier « groupe unitaire ». Allait-il faire renaître la LCR ? Non ! Un de ses leaders, un certain Christian Picquet, réussit à l'entraîner à la pire dégénérescence : le vendre au PCF, sans que l'on sache combien d'ex-membres de la LCR l'y suivirent. Puis un second groupe sortit à son tour et disparut dans le Front de gauche. Enfin, ce fut un troisième, paradoxalement dirigé par plusieurs des fondateurs du NPA ! Celui-ci allait lentement se décomposer lui aussi. On ne peut expliquer cela que

par une profonde démoralisation. Que restait-il, dans ce NPA, des trotskistes qui ne sont plus considérés comme membre de la IVe Internationale ?

Il fallut que huit ans passent pour que cette Internationale invisible annonce la préparation de son 17e Congrès. On n'en attendait guère. Ce fut pire que tout ce qu'on pouvait craindre.

Les pires congrès du passé restaient sous l'égide de son fondateur, Trotski, et des principes marxistes-révolutionnaires. Il n'en était plus question. La séparation n'était pas un fossé, mais un abîme !

Son document politique n'était rien d'autre que ce qu'aurait pu écrire n'importe quel journaliste de gauche. Quant aux tâches, en se fixant le but d'exister, elles trahissaient la pauvreté de ce qui existait, et que nous révélait le peu de chiffres qui nous était fourni : 13 000 militants pour 40 pays sur quatre continents, en comptant ceux d'organisations sympathisantes et observatrices. Toutes étaient représentées par 180 délégués.

La seule France fournissant des chiffres, il était aisé d'en déduire la réalité. Elle avait droit à 5 délégués pour une section de 364 membres élus selon le principe de 5 votants, eux-mêmes représentant chacun 5 militants. Ces chiffres misérables, qui ne correspondent pas entre eux, étaient ceux qui restaient dans le seul NPA. Ils se partageaient trois plateformes : la majoritaire, qui eut droit à 4 délégués, avait pour base les textes adoptés par le Comité international (?) ; la deuxième en eut 1 en se prononçant pour une Internationale révolutionnaire par 11 votes (mince espoir dans cette misère !). Trois autres votes se perdaient. L'ensemble donnait 49 voix, qui multipliées par 5 donnent 245 membres votants, et non pas 367. Acceptons-les en mettant la différence sur ceux qui ne sont pas venus voter.

Était-il possible que toute l'Internationale ait connu la même dégénérescence que celle de France ? Le mystère se résout sans doute par l'activité propre d'un Comité exécutif, dont nous ne connaissons que quelques membres français, lesquels ont dû opérer comme en France, jetant les rétifs dans la démoralisation.

Il resterait donc 55 sections et organisations sympathisantes et observatrices, dans 40 pays, regroupant au total plus de 13 000 militants. Comme leurs délégués ne pouvaient être élus que selon les mêmes lois que ceux de France, il suffit de diviser deux fois par 5 ces 13 000, ce qui donne 5 200.

La conclusion est simple : il n'y a plus de IVe Internationale.

Cependant, la situation générale ne tardera pas à redevenir prérévolutionnaire. Les luttes actuelles contre les gouvernements des représentants directs du Grand Capital montreront la voie d'une nouvelle Internationale, dont la politique ne peut que revenir au marxisme-révolutionnaire. L'Histoire l'exige pour que la Barbarie ne mène pas à la fin du monde.

Avant-propos

À tous mes camarades de soixante années de lutte, aux noms perdus, oubliés, tombés ou usés à la tâche sans jamais désespérer de notre cause, je dédie ce livre.
M. L.

On ne trouvera pas ici une histoire de la 4e Internationale en tous ses groupes sur cinq continents, et encore moins celle de toutes les organisations qui se réclament du trotskisme. Ce n'est pas davantage un recueil de souvenirs.

Mais en revanche, on trouvera une histoire globale du trotskisme en tant qu'activité et pensée théorique du mouvement communiste créé par Léon Trotski, que l'auteur – qui l'a vécue presque entièrement –, a pu revisiter et méditer avec sérénité, en ce soir de sa vie, sous le choc des polémiques militantes et des attaques extérieures.

Que toute histoire interprète le passé du point de vue du présent n'implique pas qu'elle doive corriger ou falsifier celui-là pour justifier ou, au contraire, condamner celui-ci.

D'autre part, que les souvenirs des témoins soient précieux ne saurait faire oublier que la mémoire la plus honnête peut être sujette à bien des déformations et des oublis. Parce qu'ils sont histoires personnelles et vues particulières, les Mémoires permettent certes de comprendre comment telle et telle situation a été vécue par tels ou tels auteurs, et donc expliquer quelles positions ils y ont prises. Mais de tels points de vue particuliers peuvent aboutir à de graves déformations optiques, surtout de la part de ceux qui, depuis longtemps, sont passés à d'autres horizons ou activités. Que ces souvenirs, en ce qui concerne les anciens de ce mouvement, soient presque

toujours nostalgiques d'une jeunesse aventureuse, voire héroïque, ils n'en sont pas moins, parfois aussi, aigris devant les « occasions manquées », ou ironiques pour les « illusions perdues ». En histoire, comme en justice, les souvenirs doivent donc être comparés entre eux et avec les documents, et rétablis dans le flux historique global.

Parallèlement aux Mémoires, au long des dernières décennies, ont paru nombre d'études partielles et des pseudo-histoires, écrites de façon tendancieuse, voire autojustificatrice, par des militants ou des sympathisants de tel ou tel courant. Encore plus myopes que les pires Mémoires, ce sont des histoires dualistes, manichéennes : exaltation d'un côté, accablement de l'autre. Elles caricaturent systématiquement ceux auxquels elles s'opposent ou se sont opposées. Leur déformation optique s'apparente dans ces cas à celui des miroirs déformants du musée Grévin, comme on le verra dans la partie critique des chapitres qui les touchent.

Ces derniers temps, l'entrée du « trotskisme » en histoire, voire en d'autres sciences humaines, a suscité un nombre important de thèses et de mémoires, trop souvent rédigés avec négligence, et presque toujours souffrant de méthodes universitaires vicieuses (en particulier de la recherche d'un point de vue de neutralité fallacieux), ou de pratiques modernes plus journalistiques que sociologiques, telles que l'accumulation des interviews, sans confrontations ni rapports aux documents. Les inconvénients des deux séries précédentes peuvent alors se croiser, voire s'additionner dans ces travaux.

Enfin, pour couronner le tout, la nécessité politique du combat contre un adversaire jusqu'ici jugé sans grande importance, mais surgissant brusquement au premier plan, à la fois des luttes sociales et des compétitions électorales, a fait éclore de volumineux ouvrages antitrotskistes, qui vont de l'hostilité ouverte la plus haineuse à la feinte neutralité objective, ou bien encore se masquent de sympathie un peu distante. Sous ces différentes apparences littéraires, il est remarquable qu'on trouve le même contenu, les mêmes thèmes et les mêmes légendes, les mêmes calomnies et la même inintelligence politicienne du politique. La tâche du rétablissement de la vérité est là à la fois herculéenne (les écuries d'Augias) et bactériologique. Plutôt que d'essayer d'écraser ces moustiques un à un, il vaut mieux les asperger de grands flots de vérité.

Mais d'où vient que l'auteur se prétende capable d'apporter ce flux de lumière ? Comme tous les acteurs (y compris ceux qui ont écrit des Mémoires), n'a-t-il pas vécu cette histoire à la façon de Fabrice Del Dongo la bataille de Waterloo, dans la fumée des explosions, sans vue totale du champ de bataille ni connaissance des décisions d'états-majors ? Toutefois, à la différence des Del Dongo venus là en passagère crise d'adolescence, de ceux qui se sont arrêtés en route, ont pris d'autres voies après la bataille de leur vie, voire sont politiquement morts de longue date, sa continuité ininterrompue le laisse à la fois sans ivresse et sans gueule de bois, avec un regard d'autant plus facilement distancié qu'il retrouve maintenant des militants qui, comme lui, n'ont pas dételé, mais ont suivi d'autres parcours, ont été à différents moments ses adversaires, mais dont les itinéraires, menés avec la même bonne foi, lui permettent maintenant, par comparaison, de relativiser ou de comprendre les raisons profondes de tels ou tels désaccords anciens, et ainsi de mieux saisir le mouvement général de ce courant trotskiste, pris au sens large.

Cela peut-il garantir une parfaite objectivité ? Naturellement pas ! D'autant que celle-ci n'existe en aucune histoire. Comme l'écrivait l'éminent professeur de l'université de Strasbourg Georges Gusdorf dans l'introduction de ses *Principes de la pensée au siècle des Lumières*[1] à propos de l'histoire, pourtant beaucoup plus lointaine, de ce temps de luttes :

> « Le grand combat n'a pas pris fin, et l'historien, en dépit de son honnêteté intellectuelle, ne peut éviter de se trouver à la fois juge et partie dans le débat dont il retrace les péripéties. On peut d'ailleurs se demander jusqu'à quel point serait fidèle, à supposer qu'elle fût possible, l'histoire non passionnelle d'un temps qui fut éminemment passionné ? »

À plus forte raison notre histoire contemporaine. L'auteur accepte donc de répondre à la question qu'avaient l'habi-

tude de poser les gauchistes de 1968 : « D'où parlez-vous ? » Je parle du point de vue du prolétariat (au sens de la classe des travailleurs qui ne possèdent pour vivre que leur force de travail), où je suis né et dont je ne suis jamais sorti, éclairé par la conception matérialiste de l'histoire qu'on appelle le marxisme. Et j'ajoute : avec la passion toujours vive de la lutte pour un monde plus humain, et le culte de la vérité, dont j'ai pu maintes fois vérifier qu'elle était bien, par essence, révolutionnaire.

Ce livre est donc à la fois de l'histoire, aussi méticuleusement que possible fondée sur des documents et des archives consultables ; avec, en deux contrepoints distincts, d'une part le témoignage vécu de l'auteur (lui aussi très souvent appuyé sur des documents d'époque, dont ses propres écrits), et d'autre part l'examen critique des publications historico-politiques sur le sujet, qu'il a pu consulter.

Si, après lui, les faits et leur interprétation en ce livre sont encore contestés, voire contredits, il faudra qu'on ait passé par lui avec des documents et des démonstrations qui le dépassent, du double point de vue historique et théorique, sous peine de nullité.

1

Fallait-il créer une quatrième Internationale ?

Trotski hésita longtemps. Aussi longtemps qu'il pensa que le mouvement communiste international, regroupé dans le Komintern, pouvait avoir la capacité de se redresser contre son cours de sclérose bureaucratique.

Aux pseudo-historiens, journalistes et autres écrivassiers, jusqu'aux communistes « ultra-gauches », qui ne voient la crise de l'Internationale communiste, et celle du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, que comme une lutte de pouvoir entre deux hommes, on ne pourrait que reprocher une grave myopie, voire une imbécillité chronique, s'il ne s'agissait pas, la plupart du temps, d'une tentative réactionnaire parfaitement maîtrisée.

La finalité de leur opération consiste à poser deux candidats dictateurs, le vaincu ne valant pas mieux que le vainqueur. En dessous de ce combat de crocodiles, il n'y aurait eu que des masses abruties, droguées par une utopie absurde, dont la seule réalité fut ce qu'elle devait être : un système totalitaire inhumain.

Pouvoir, révolution et contre-révolution

La réalité, abondamment établie, est tout autre. Dès 1929, en son premier ouvrage d'exil, sa biographie, *Ma Vie*, Trotski expliquait :

> « On m'a demandé plus d'une fois, on me demande encore : Comment avez-vous pu perdre le pouvoir ? Le plus souvent, cette question montre que l'interlocuteur se représente assez naïvement le pouvoir comme un objet matériel qu'on aurait laissé tomber, comme une

montre ou un carnet qu'on aurait perdu. En réalité, lorsque des révolutionnaires qui ont dirigé la conquête du pouvoir arrivent à le perdre "sans combat" ou par catastrophe à une certaine étape, cela signifie que l'influence de certaines idées et de certains états d'âme est décroissante dans la sphère dirigeante de la révolution, ou bien que la décadence de l'esprit révolutionnaire a lieu dans les masses mêmes, ou bien enfin que l'un ou l'autre milieu sont à leur déclin.»

Tout le reste de ce chapitre 41 montre ces glissements de la conscience des cadres, du parti révolutionnaire transformé par le gigantisme de son élargissement, des masses travailleuses épuisées enfin. Et Trotski commence le dernier paragraphe de ce chapitre par ces mots qui expriment sa conclusion du moment :

«Je me dis : nous passons par une période de réaction. Ce qui a lieu, c'est un déplacement politique des classes, c'est une modification dans la conscience des classes. Après la grande tension, il y a reflux. Jusqu'à quel point ira-t-il ? En tout cas, il n'ira pas jusqu'à l'extrême. Mais nul ne saurait indiquer d'avance la limite.»

Ces derniers mots indiquent une manière de penser l'histoire selon la dialectique du matérialisme historique, qui est à l'envers de celle des politiciens et aventuriers, mais, certes, en même temps, à quel point il sous-estimait les capacités du cynique contre-révolutionnaire qu'était, placé à la barre du Parti, un Staline.

La lutte politique qui commença avant même la mort de Lénine et s'intensifia aussitôt après, eut lieu dans le secret du sommet de l'appareil d'État et ne fut pas un affrontement entre deux hommes, mais une lutte pour l'élimination de Trotski, de la part d'un triumvirat de direction du bureau politique composé de Staline, de Zinoviev et de Kamenev. Une lutte d'hommes, donc ? Mais dont Trotski ne fut pas un antagoniste, mais une cible, représentant, au-delà de sa personne, une orientation politique qui s'était manifestée dans le feu même de la révolution.

Au départ, ce fut Zinoviev qui prit l'initiative de cette lutte. Il se considérait comme l'héritier légitime de Lénine, dont il avait été le compagnon durant toute la période de l'exil. Et Trotski, qui le dominait de son immense supériorité, lui faisait une ombre insupportable. Celui-ci n'avait-il pas été le second personnage de la Révolution ? Cette stature l'imposait comme successeur naturel, et il fallait donc, pour les dirigeants de moindre envergure, accepter cette domination de fait ou trouver le moyen de le déboulonner. Pour Zinoviev, certes, il ne s'agissait que de l'écarter du sommet du pouvoir. Trotski écrivit plus tard :

«Il pensait que l'épais Staline resterait son chef d'état-major. Le secrétaire général [Staline] ne s'avançait à cette époque que très prudemment. Les masses l'ignoraient complètement. Il n'avait d'autorité que chez certains fonctionnaires du Parti, et encore n'était-il pas aimé de ceux-là mêmes. Il fut très hésitant en 1924. Zinoviev le poussait. Staline avait besoin de Zinoviev et de Kamenev pour couvrir son activité cachée : tel fut l'agencement du triumvirat. Zinoviev se montrait le plus actif ; il remorquait son futur bourreau[1].»

Combattre Trotski sur les tâches de l'heure était difficile. Cela aurait entraîné une discussion générale dans le Parti. Cela commença donc par une offensive révisionniste sur l'histoire de la révolution, où fut inventé le «trotskisme», sous la forme dénonciatrice de l'«antitrotskisme». Il s'agissait de démontrer que Trotski n'avait été qu'un exécutant de Lénine, et que ses conceptions théoriques propres, bien loin d'avoir été vérifiées par et dans la révolution, avaient au contraire été anti-léninistes. Et à cette fin, il fallait mettre en avant les débats où, avant la révolution, Trotski s'était opposé à Lénine.

Contre cette offensive, bien loin d'utiliser les atouts personnels dont il pouvait disposer, Trotski n'usa que d'armes politiques. Et, bien plus, c'est lui-même qui, en janvier 1925, demanda à être «libéré de [ses] fonctions de président du conseil révolutionnaire de l'armée». À ce moment, ce que cherchaient Zinoviev et Kamenev, en tant qu'ils étaient des adversaires politiques, c'était son éviction du bureau poli-

tique. Staline, au contraire, dont les visées étaient plus lointaines, préféra le garder sous la main, et accepta la démission qui privait son principal adversaire d'une redoutable position.

Un aspirant dictateur n'aurait évidemment jamais renoncé à un tel poste, alors que son autorité de « constructeur » et de dirigeant de l'Armée rouge, sa popularité d'homme qui l'avait menée à la victoire contre tous les assaillants de la révolution, lui aurait permis de s'appuyer sur elle pour un coup d'État… s'il avait été celui que croient ses médiocres historiens.

Il y eut, il est vrai, des militants pour se demander s'il n'aurait pas dû le faire. Tel fut le cas, en particulier, en 1935, du jeune dirigeant Fred Zeller. Trotski lui répondit longuement, le 12 novembre, dans un texte intitulé « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition » :

> « Un homme qui se serait appuyé sur les officiers pour prendre le pouvoir n'aurait pu être qu'un homme prêt à aller au-devant de leurs convoitises de caste, c'est-à-dire à leur assurer une position privilégiée, leur donner grades et décorations, en un mot, leur donner d'un coup ce que la bureaucratie stalinienne leur a accordé pendant les dix ou douze années suivantes. Il n'est pas douteux qu'il aurait été possible d'opérer un coup d'État militaire contre la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, etc., sans aucune difficulté et sans verser même une goutte de sang, mais le résultat d'un tel coup d'État aurait été d'accélérer le rythme même de cette bureaucratisation et du bonapartisme contre lesquels l'Opposition de gauche avait engagé le combat[2]. »

Ceci étant écrit en 1935, dira-t-on qu'une dictature de Trotski n'aurait pu en rien ressembler à l'épouvantable despotisme sadique de Staline, qui ne commença à se révéler dans toute son horreur qu'à partir de 1936 ? À coup sûr… Mais s'il n'avait aucun doute sur ce qu'aurait été sa situation entre les deux mâchoires du processus bureaucratique et du restaurationnisme, à l'inverse, et pas plus que quiconque, il ne pouvait prévoir alors ce qu'allait être le stalinisme. Bien loin de là, son mépris pour Staline, cette « plus grande médiocrité du

Parti », était une grave sous-estimation des capacités de nuisance de l'homme, placé imprudemment par les politiques du comité central à un poste stratégique qui avait été considéré comme purement administratif. Malgré son mépris pour l'« apparatchik », Trotski croyait tout de même que ce médiocre et ignare Staline était un bolchevik, dont le but restait, comme pour tous les membres du comité central d'Octobre, sinon la poursuite de la révolution, du moins la défense de l'État prolétarien. N'écrivait-il pas encore en 1936, dans la *Révolution trahie* :

> « Dans les premières années qui suivirent la prise du pouvoir, quand le Parti commençait à se couvrir de la rouille bureaucratique, n'importe quel bolchevik, et *Staline comme tout autre* [c'est nous qui soulignons], eût traité d'infâme et calomniateur quiconque eût projeté sur l'écran l'image du Parti tel qu'il devait devenir dix ou quinze ans plus tard[3]. »

Certains bolcheviks étaient mieux renseignés que Trotski sur ce qu'était vraiment Staline. Par exemple, son secrétaire Boris Bajanov, qui l'ayant mis à jour dès les premiers temps de son travail sous ses ordres, réussit à le fuir à temps[4]. Celui-ci n'aurait pas été étonné en 1924 de l'image projetée de 1934-1938. Et pas non plus le « bolchevik-léniniste » anonyme, ex-cavalier de l'armée Rouge, un des rares trotskistes qui ne mourut pas en camp de concentration, et qui put ainsi nous rapporter les crimes contre-révolutionnaires dont Staline s'était rendu coupable dès la guerre civile, dont, en 1920, le premier procès truqué (dont Trotski lui-même fut dupe) : celui de Doubenko, fusillé sur la base de calomnies, et en fait pour s'être violemment heurté à Boudienny, séide de Staline[5].

Pourtant, en 1926, dès que Staline fut assez fort pour se retourner contre ses triumvirs, et que ceux-ci rejoignirent Trotski et formèrent avec lui l'Opposition unifiée, ces derniers lui avaient révélé toute la personnalité criminelle de leur ex-allié :

> « Vous pensez, disait Kamenev, que Staline réfléchit maintenant à la façon de répondre à vos critiques ? Vous vous trompez. Il se demande comment vous détruire…

D'abord moralement, ensuite physiquement si c'est possible. Vous calomnier, monter une provocation, fabriquer un complot militaire, organiser un attentat. Croyez-moi, ce n'est pas une hypothèse: il nous arriva, au triumvirat, de parler en toute franchise, bien que les relations personnelles fussent quelquefois tendues à se rompre. Staline combat sur un tout autre terrain que nous. Vous ne connaissez pas cet Asiatique… »

Et Zinoviev :

« Vous croyez que Staline n'a pas réfléchi à votre suppression physique ? Il y a pensé maintes fois. Il n'a été arrêté que par cette considération que les jeunes eussent rendu le triumvirat responsable, l'eussent peut-être accusé lui-même, eussent pu recourir aux attentats. Il tenait pour nécessaire de détruire d'abord les cadres de la jeunesse d'opposition. On verrait ensuite. La haine qu'il nous porte, surtout à Kamenev, s'explique du fait que nous savons trop de choses sur lui…[6] »

De telles révélations pouvaient-elles changer quelque chose à la stratégie de Trotski ? D'autant moins que le processus bureaucratique s'était fortement développé en deux ans, que Staline avait utilisé son poste de secrétaire général pour placer des hommes à sa dévotion à tous les postes cruciaux, à tous les niveaux du Parti, en une pyramide savamment construite, et pour les étayer de commandos de choc ; enfin que, déjà, les méthodes de violence se substituaient aux débats démocratiques. Trotski considéra comme de l'« optimisme bureaucratique » la proposition que lui fit Kamenev, lors de leur reprise de contact : « Il suffit que vous vous montriez avec Zinoviev sur une même tribune ; le Parti trouvera aussitôt son nouveau comité central. » Il lui répondit, ainsi qu'à Zinoviev : « Il nous faut viser loin. […] Il faut que nous nous préparions à une lutte sérieuse et pour longtemps[7]. »

Cependant, la nouvelle Opposition marqua de nombreux points une année durant, et sa lutte connut un écho international de longue portée. Mais chacune de ses avancées se traduisit par un niveau supérieur de la répression. Les exclusions pleuvaient. Des membres de l'Opposition pensaient qu'il fallait opposer un nouveau parti au Parti bolchevik bureaucratisé. Les dirigeants, et Trotski en particulier, considérèrent que ce serait se couper de la base ouvrière du parti où il fallait rester pour un redressement qu'ils croyaient encore possible. À cette fin, ils négocièrent une trêve.

On peut s'étonner aujourd'hui que, connaissant Staline comme nous venons de voir qu'ils le connaissaient, ils n'aient pas compris qu'accepter de faire une autocritique sur les questions de discipline à la majorité du comité central allait leur passer la corde au cou. Mais c'est qu'alors Trotski craignait davantage les conséquences contre-révolutionnaires que pourrait avoir un éclatement du Parti, et, à la fois, espérait encore des développements internationaux qui réagiraient sur l'URSS, tels que furent successivement l'éclatement de la révolution chinoise, puis la grève générale anglaise de mai 1926.

L'analyse qu'il faisait alors de la nature de l'État est que le « Thermidor » de la révolution prolétarienne n'avait pas encore eu lieu. Ce n'est que plus tard qu'il comprendra qu'il avait mal appliqué ce parallèle avec la Révolution française : notre Thermidor de 1794 ne fit pas passer le pouvoir d'une classe à une autre, mais de la gauche bourgeoise à sa droite. Appliqué à l'URSS, le Thermidor avait eu lieu en 1924, comme il allait s'en apercevoir plus tard. Ce qui se profilait à l'horizon n'était pas un Thermidor, mais une contre-révolution.

Trotski a-t-il, de ce fait, commis une erreur stratégique, voire des erreurs tactiques, en cette fin de 1926 ? Peut-être ! Mais gardons-nous de la tentation de refaire l'histoire. Nous devons considérer que ce qui se passait en URSS constituait des phénomènes sans précédents. L'Opposition unifiée se débattait dans la plus confuse des situations, où les meilleures têtes tournaient dans des vents de tempête, sans que de larges débats ouverts puissent se mener. Elle ne cessa cependant pas de se battre, et Trotski de la façon la plus brillante, en particulier en décembre 1926, lors du 7e exécutif élargi de l'Internationale communiste[8]. L'Opposition se manifestait enfin publiquement, mais dans des débats qui n'atteignaient pas les grandes masses et passaient même par-dessus la tête d'une grande partie du Parti.

Toutefois, une quantité de cadres furent ébranlés par les effets de la ligne stalinienne qui mit au service du Kuomintang le jeune Parti communiste chinois, ce qui aboutit à la destruction de l'avant-garde révolutionnaire dans le massacre du prolétariat de Shanghai, ouvrant le coup d'État de Tchiang Kaï-Chek. Mais qu'en cette affaire, et encore une fois, Trotski et l'Opposition aient eu raison publiquement contre Staline pouvait-il conduire au renversement de ce dernier ? C'est ce que crurent nombre de militants, jeunes et vieux, auxquels Trotski démontra qu'au contraire

> « l'Opposition ne pouvait nullement remonter grâce à la défaite de la révolution chinoise. Que nos prévisions se soient justifiées, cela nous attirera un millier, cinq ou dix milliers de nouveaux adhérents. Pour des millions d'hommes, ce qui a une signification décisive, ce n'est pas la prévision, c'est le fait même de l'écrasement du prolétariat révolutionnaire[9] ».

Trotski voyait clair, car si, effectivement, des milliers de militants rejoignirent l'Opposition, en revanche la direction stalinienne para au danger par une répression impitoyable : c'est par autant de milliers que les opposants remplirent prisons et camps, tandis que les cadres de l'Opposition, trop populaires pour être à ce moment l'objet de mesures de répression radicale, étaient d'abord envoyés en des missions diplomatiques ou commerciales loin d'URSS, et que les moins connus étaient exclus du Parti les uns après les autres. Enfin, en octobre 1927, soit dix ans exactement après la révolution qu'il avait dirigée au premier plan, Trotski était exclu du comité central bolchevik, en compagnie de Zinoviev. Staline avait réussi enfin l'élimination qu'il visait depuis des années, et venait de manquer en août.

Ce ne fut toutefois pas suffisant. L'Opposition ne désarma pas. Il fallut encore élever la répression d'un cran : déporter Trotski à Alma Ata, en Asie centrale, en janvier 1928. Trotski put écrire :

> « L'année qui suivit le XV^e^ congrès fut la plus troublée de l'existence du Parti. En fait, ce fut seulement après le XV^e^ congrès que de larges couches du Parti et de la classe ouvrière commencèrent à prendre un intérêt réel dans cette lutte qui se déroulait au sommet et réalisèrent que des divergences fondamentales de principe étaient en jeu, puisque des dizaines, des centaines, et même des milliers de gens, connus dans tout le pays ou au moins dans leur région, districts ou entreprises, étaient disposés à encourir l'exclusion du Parti et la déportation pour leurs idées. En 1928, malgré des vagues de répression continuelles, l'Opposition a grandi de façon remarquable, surtout dans les grandes entreprises industrielles[10]. »

Sans secrétaires, avec la seule aide des siens, Trotski continua sa lutte politique, par des textes qui atteignaient encore même les déportés, malgré les délais prolongés de transmission et la censure.

Éliminer tous les cadres de la révolution était pour Staline une tâche difficile. Pour vaincre cette avant-garde, c'est pas à pas, et par degrés qu'il dut s'enfoncer dans sa voie contre-révolutionnaire : remplir les prisons, les « isolateurs »… Il avait fait capituler Zinoviev et Kamenev, et les avaient ainsi rendus muets. Mais Trotski, lui, était inébranlable. En 1929, Staline ne pouvait encore tuer ses adversaires, et surtout pas Trotski. Pour tenter de décapiter l'Opposition, il obtint de le faire expulser d'URSS. Il le regretta plus tard. Cela lui rendit plus difficile son assassinat, et après les quelques années qui permirent à Trotski de créer l'Opposition de gauche internationale qui devint la 4^e^ Internationale.

Ainsi, tout montre bien que, pour Trotski, le problème du pouvoir n'a rien eu de personnel un seul instant, mais ne s'est posé à lui qu'en terme de classe, et dans la seule visée du devenir de la révolution. Avec raison, il a identifié sa cause personnelle à celle de la révolution. Ses propres apports théoriques au marxisme, celui du développement inégal et combiné, et la théorie de la révolution permanente, lui permettaient même de comprendre que, sans révolution dans les pays de grands prolétariats, une URSS isolée risquait une longue régression. Et c'est cette intelligence qui permet de comprendre le caractère défensif de sa lutte. Il comptait cependant encore, à

terme, sur les ressources de la forte tradition révolutionnaire du prolétariat russe et de son magnifique encadrement bolchevik. L'impensable eut cependant lieu : en moins de dix ans, Staline allait exterminer totalement cette avant-garde. Trotski comptait aussi sur l'enracinement de la 3e Internationale dans les pays avancés qui, elle, n'était pas sous la domination directe de la bureaucratie contre-révolutionnaire. Là encore, il sous-estima les capacités de manipulation, de bureaucratisation et de corruption de ce qui devint rapidement un *Stalintern.*

L'Opposition de gauche internationale

De son expulsion d'URSS en 1929 jusqu'à l'accession au pouvoir de Hitler, Trotski continua à croire que des sursauts, à partir d'événements intérieurs ou extérieurs allaient permettre un redressement de l'Internationale communiste. Tout son effort porta donc sur la construction de l'Opposition de gauche internationale. Quasiment de mois en mois, durant la première année de son séjour à Prinkipo, en Turquie, ses liens avec l'URSS vont s'amenuiser. Ses correspondants étaient déportés les uns après les autres ; la correspondance avec les prisonniers des « isolateurs » et les déportés s'éternisait en route, puis ne fut plus transmise. Et, dans de telles conditions d'une répression qui s'aggravait au rythme même de sa résistance, l'Opposition intérieure se dissociait en perdant à la fois ses moyens d'action et nombre de ses têtes.

Bien qu'isolé lui-même en Turquie, et comme placé en résidence forcée du fait de refus de visa de tous les gouvernements de tous pays, Trotski se mit immédiatement au travail. Il s'agissait en somme maintenant de constituer une force qui puisse, hors d'URSS, être une sorte de balancier politique au Komintern bureaucratisé. Mais ceux qui accoururent vers lui à Prinkipo ne furent d'abord que des individus, ou, au mieux, des représentants de petits groupes, d'origines et de générations différentes. Au lieu d'un corps forgé par l'unité de luttes et de débats, il s'agissait de militants de milieux et d'histoires politiques différentes, issus d'expériences vécues selon des rythmes pas toujours semblables. En particulier, des opposants récemment exclus étaient d'ex-zinoviévistes qui avaient mené une dure lutte antitrotskiste. Se retrouver maintenant n'était pas sans difficultés politiques et personnelles. Et puis, dans les pays capitalistes, ces militants et groupes qui venaient tous, et souvent depuis peu, de formations social-démocrates, n'avaient pas les mêmes raisons qu'en URSS de ne pas former, sinon de nouveaux partis, du moins des groupes politiques indépendants d'opposition. Ainsi, en Allemagne, le Leninbund, bien que fraction publique du KPD, n'en était pas moins une sorte de petit parti opposé au grand. Du petit Parti communiste de Belgique, passé tout entier à l'Opposition, à la France, où chaque rupture avait produit son groupe ou groupuscule avec son organe de presse, tous les types et degrés d'organisation existaient. Seuls les États-Unis avaient réussi un regroupement d'une certaine stabilité[11].

Pierre Broué a résumé parfaitement les choses en écrivant :

> « Il devait cependant apparaître très vite que le bilan de l'Opposition de gauche en dehors de l'URSS n'était pas de la même valeur que celui de l'Opposition russe. En Union soviétique, la jeune génération, celle de 1917, avait suscité en son sein une pléiade de militants et de combattants, théoriciens et soldats, révolutionnaires de la tête aux pieds, comme [Trotski] se plaisait à le dire. [...] Il n'en était pas de même en Occident, où les partis communistes n'avaient jamais, même de loin, été des organisations comparables au Parti bolchevik et étaient passés presque directement, de partis socialistes ou socialistes de gauche qu'ils étaient primitivement, à l'état de partis bureaucratisés par la "bolchevisation" à l'époque de Zinoviev. »

Et plus haut :

> « Trotsky ne se fait vraisemblablement aucune illusion sur la qualité d'un mouvement qui a le mérite d'exister et d'être militant, mais qui est en même temps très composite, attirant bien des communistes de hasard, aventuriers ou confusionnistes, à se réclamer de l'opposition. C'est la raison pour laquelle [...] il s'engage dans la voie de la "délimitation principielle". Il s'agit d'abord de déterminer les critères qui permettront de caractériser et d'éprouver groupes et tendances[12]. »

Ses critères vont partir de questions qui manifestent la radicale opposition entre politique révolutionnaire internationaliste et soumission de celle-ci aux intérêts de l'État soviétique ; entre la révolution permanente et l'« étapisme » de collaboration de classes, qui a mené, d'une part à la défaite en Chine et d'autre part à l'orientation du « socialisme en un seul pays ».

À peine, en juin 1929, Trotski a-t-il créé sur ces bases un comité international provisoire de l'Opposition qu'éclate le conflit du chemin de fer de l'Est chinois, hérité par l'URSS du tsarisme, et dont s'empare Tchiang Kaï-Chek. Affaire mineure, aussi bien à l'échelle de l'histoire que des conséquences politiques prévisibles sur le moment même, mais qui, pour la première fois, projette parmi ses partisans, et sur une question qui exige une prise de position claire, la question de la nature de l'URSS. Celle-ci sera la cause de quasiment toutes les divergences et ruptures dans le mouvement trotskiste. Si l'URSS reste un État ouvrier, il faut défendre cette « conquête » comme n'importe quelle autre ; s'il ne l'est plus, cette possession est coloniale, et la revendication soviétique doit être dénoncée. Mais surtout, elle avive la divergence sur le type d'organisation à construire : tendances et fractions d'opposition ou nouveaux partis potentiellement réunis dans une nouvelle Internationale.

Pour Trotski, le problème théorique est lié à celui de la conscience du monde militant communiste, et par-là aux tactiques organisationnelles les plus propres à la faire évoluer. Cet ensemble est loin d'être compris par tous ses partisans.

La première déchirure qui va avoir lieu sur cette question de la nature de l'État soviétique est loin de séparer des individus et des groupes clairement antagonistes. La liste des premiers « trotskistes » est à cet égard éloquente. Mais d'abord, il faut noter que les agents staliniens introduits à des fins d'envenimement des conflits et d'espionnage auront un rôle d'autant plus terrible qu'ils trouvent, en Allemagne comme en France, des conflits de personnes dont ils sauront jouer. Par ailleurs, on trouve quelques éléments qui vont capituler, démoralisés ou prenant espoir quand Staline abandonne son cours droitier pro-koulak pour un cours ultra-gauche, directement

opposé, celui dit de la « troisième période ». D'autres vont glisser vers un centrisme, voire la social-démocratie, ou, inversement, vers la gauche ou l'ultra-gauche. Certains de tous ceux-là reviendront plus tard vers Trotski, puis la 4e Internationale. Mais les pertes des anciens seront importantes. Même en France, où une unité avait pu être faite, autour du vieux fidèle Alfred Rosmer, de jeunes qui apportaient leur enthousiasme tout neuf, tels Pierre Naville et Gérard Rosenthal d'un côté (lesquels, en 1927, avaient déjà rencontré Trotski en URSS), les frères Molinier de l'autre, des tensions, qui tenaient plus à des rivalités personnelles et organisationnelles qu'à des divergences politiques, et dans lesquelles, là aussi, des agents staliniens jouèrent leur rôle, allaient conduire d'abord au retrait du premier, puis à la séparation de longue portée des deux pôles de jeunes. De loin, Trotski maîtrisa mal de tels conflits, prêchant la conciliation et la primauté du politique sans bien juger à temps les individus et sans voir les petits faits et petites manœuvres quotidiennes. Autant Naville et Rosenthal, intellectuels sans expérience militante, et qui venaient du mouvement surréaliste, lui inspiraient une méfiance qui fut excessive, autant il apprécia d'abord l'activisme et la hardiesse des initiatives d'un Raymond Molinier, avant de s'inquiéter de ses méthodes, des plus contestables, puis de rompre avec lui en découvrant les ravages de son fractionnisme.

Très vite, les illusions qu'avait pu créer le « tournant à gauche » de Staline s'effondrèrent devant la manifestation de l'ultragauchisme de cette « troisième période » qui va être celle de la collectivisation forcée, entraînant la mort de millions de paysans, et qui dressera le mouvement communiste contre la social-démocratie, sacrée « ennemi principal ». En URSS, le désastre de cette politique renouvela les oppositions à Staline et suscita une esquisse de rapprochement entre elles. Mais, déjà, l'appareil bureaucratique et policier était trop solidement installé pour que ce sursaut ne fût pas violemment brisé. Hors d'URSS, cette politique isola les partis communistes et réduisit leurs rangs. Mais ce fut en Allemagne que cette ligne conduisit à la plus terrible des catastrophes, en ouvrant la voie à Hitler : l'effondrement honteux du Komintern dans la lutte

contre le nazisme montant, traité comme moindre mal par rapport à la social-démocratie, et promis à n'être qu'un « feu de paille ».

1933 et 1934, années du grand tournant

Trotski, qui avait vu venir le danger, et appelé en vain au front unique des organisations ouvrières contre le nazisme, espéra quelques mois un sursaut contre la prise de pouvoir de Hitler. Là encore, on ne peut le comprendre si l'on ignore le contrecoup de cet événement en URSS même. À nouveau, la politique de Staline aboutissait à une faillite, et d'une gravité pire encore, du point de vue de la perspective de révolution prolétarienne, que celle qui avait abouti à la défaite de la révolution chinoise. Et cette fois, ce fut dans les rangs de la direction stalinienne elle-même que se posa la question d'écarter Staline de la direction. Il semble même que cela put aller, au début de 1934, jusqu'à une initiative de Kirov, faisant sonder Trotski sur l'éventualité de sa réintégration et son retour en URSS ; ce même Kirov qu'au 17e congrès du Parti bolchevik, un groupe, comprenant Ordjonikidzé et Mikoyan, sondait lui-même pour remplacer Staline comme secrétaire général, ce qui allait entraîner son assassinat à la fin de la même année 1934[13]. Cette année-là est celle où Staline joua l'apaisement et la modération, en préparant son coup d'envoi de la terreur et de la contre-révolution ouverte, précisément en faisant assassiner Kirov et en accusant de son crime tous ses adversaires, les uns après les autres.

Le KPD, le Parti communiste allemand, lui, s'était effondré comme un château de cartes sous le double effet de la démoralisation et de la bureaucratisation, auxquels s'ajouta même une certaine infiltration de son appareil par les nazis. Trotski en conclut que le prolétariat allemand se relèverait, mais pas ce parti communiste. Il fallait en construire un nouveau. En revanche, il hésita encore quelques mois pour conclure, au vu de l'autojustification du Komintern pour sa politique allemande, la faillite définitive de cette troisième Internationale et, en conséquence, de la nécessité de la construction d'une quatrième.

Un an et demi plus tard, l'affaire Kirov et le commencement des purges sanglantes ne purent que le fortifier dans sa position. Staline devenait l'étoile jumelle de Hitler.

L'étrange est que nombre de ses compagnons, parmi lesquels certains des plus importants et des plus fidèles, et qui pour beaucoup l'avaient devancé dans la volonté de rupture totale avec l'Internationale communiste et les partis communistes stalinisés, crurent inversement que la fondation d'une quatrième Internationale était inopportune.

> « L'argument principal, écrit Pierre Broué, était que les deux Internationales précédentes avaient été fondées dans des périodes révolutionnaires, alors que la victoire des nazis en Allemagne venait d'ouvrir pour le prolétariat une période de reflux et de terribles défaites. Ils soulignaient aussi que Marx comme Lénine avaient attendu le moment favorable pour une "proclamation" et n'avaient pas cherché à appliquer mécaniquement une nécessité historique. Toujours selon eux, les Internationales précédentes s'étaient appuyées sur l'existence de forts partis nationaux, alors que la 4e Internationale n'avait, pour sa part, aucune base en partis de masse. Ils attiraient aussi l'attention sur le fait que la 4e Internationale aurait à être construite face à deux rivales déjà solidement établies et disposant de moyens matériels réels importants, et ce à un moment où elle ne pouvait s'attendre qu'à une répression accrue[14]. »

Ceux-là, et sans doute Trotski lui-même, ignoraient qu'Engels avait pensé, à propos des conditions de fondation d'une Internationale, exactement le contraire. N'avait-il pas écrit à Adolph Sorge, en septembre 1874, et approuvant ce dernier qui résiliait ses fonctions de secrétaire général de la 1re Internationale :

> « L'Internationale a d'un côté – du côté de l'avenir – dominé dix ans de l'histoire de l'Europe et elle peut jeter un regard de fierté sur son travail passé Mais, sous sa forme ancienne, elle a fait son temps. Pour susciter une nouvelle Internationale à la manière de l'ancienne, une alliance des partis prolétariens de tous les pays, il faudrait un abattement général du mouvement ouvrier, tel

qu'il a prédominé de 1849 à 1864. Pour cela le monde du prolétariat a maintenant trop grandi, il a pris trop d'ampleur. Je crois que la prochaine Internationale – quand les œuvres de Marx auront agi pendant quelques années – sera directement communiste et que ce sont justement nos principes qu'elle arborera[15].»

Engels voyait l'Internationale achevée par sa victoire même, et généralisait le processus de sa formation par chaque nouvel état du mouvement prolétarien, et à partir d'une défaite (comme avait été celle de la Commune), d'un nouveau stade de développement et de l'acquisition d'une nouvelle conscience. Il suffirait du remplacement de peu de mots, et du nom de Marx par celui de Trotski, pour que ce qui était écrit en 1874 s'applique cinquante ans plus tard.

À ceux qui l'avaient précédé dans la condamnation de l'Internationale communiste, il justifiait l'attente du moment :

«Il nous aurait été impossible de nous proclamer nous-mêmes la nouvelle Internationale. Il nous fallait démontrer notre valeur, la valeur de nos idées, former des cadres. Et on ne pouvait le faire qu'en tant que fraction. C'était là une étape inévitable.»

Et à ceux qui croyaient bon d'attendre :

«Il n'y a pas de miracle à espérer. [L'Internationale communiste] est vouée à la défaite. Il faut rejeter l'idée de réformer, que ce soit sur le plan national ou international, l'Internationale communiste dans son ensemble, parce qu'elle n'est rien d'autre qu'une caste bureaucratique sans scrupule, qui est devenue la pire ennemie de la classe ouvrière mondiale. Il faut absolument libérer l'avant-garde prolétarienne de la dictature de la bureaucratie stalinienne. Mais cela sans cacher que nous ne serions que "les embryons de nouveaux partis"[16].»

Trotski avait raison qui, raisonnant comme Engels, pensait que c'est dans le cours de ces périodes de reflux que se sont trempés les futurs cadres de la révolution. Mais il fallut la guerre pour que cela se manifesta par la vie et les luttes de la 4e Internationale.

Contrepoint de l'auteur

Je n'ai vécu cette période qu'enfant et jeune adolescent, dans une famille non-militante. Mais j'ai connu plus tard nombre des premiers trotskistes, ce qui m'a permis de comprendre assez bien ce que furent leurs rapports avec Trotski, et aussi bien les réserves de celui-ci à l'égard de Pierre Naville et de ses amis que ses illusions et désillusions à l'égard de Raymond Molinier, et par-là même le malentendu avec Rosmer, avec lequel j'ai été lié d'amitié au cours des dernières années de sa vie.

L'histoire et les écrits critiques

Dans l'histoire de cette première époque se côtoient ou se combinent l'histoire de Trotski et celle des débuts du mouvement trotskiste, hors d'URSS. Quant aux biographies de Trotski, celle de Pierre Broué, *Trotsky* (Paris, Fayard, 1988), est à un tel point supérieure à toutes autres qu'elle les rend complètement obsolètes, y compris celle d'Isaac Deutscher, *Trotsky. Le Prophète armé, 1879-1921* ; *Le Prophète désarmé, 1921-1929 ; Le Prophète hors-la-loi, 1929-1940* (Oxford, Oxford University Presse, 1954-1959, Paris, Julliard, 1965). Celle-ci, d'ailleurs, par la qualification de «prophète» appliquée à Trotski, faussait plus la puissance de sa pensée qu'elle ne la servait. D'autre part, elle fourmille d'erreurs, dont Jean van Heijenoort, dans son livre de souvenirs *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Trotski* (Paris, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1978) fit un relevé non exhaustif. Ce qui est plus qu'une erreur, c'est le mépris que Deutscher attribue à Trotski quant aux personnalités qui venaient lui rendre visite à Prinkipo. C'est là une transposition du propre mépris de Deutscher à l'égard du mouvement trotskiste en formation, auquel Trotski accordait au contraire tous ses soins avec l'infinie patience, voire l'indulgence d'un révolutionnaire soucieux de ne perdre aucune des forces qui peuvent se révéler plus tard décisives. L'ouvrage de Jean van Heijenoort est le plus précieux des livres de témoignages écrit sur tout ce périple sur «la planète sans visa», par le plus fidèles des authentiques secrétaires de Trotski (titre que beaucoup s'attribuèrent en

n'ayant fait que passer auprès de lui, et de s'être vus mis au travail, comme c'était son usage militant). Son annexe « Remarques sur quelques écrits touchant Léon Trotski » porte sur d'autres ouvrages et écrits que celui de Deutscher, et ses rectifications vont de simples erreurs, entre autres celles de Natalia Sedova, dans le livre de Victor Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky* (Paris, François Maspero, 1973, et réédition en 2003, qui ne tient pas compte de ces erreurs), aux affabulations d'André Malraux, Fritz Sternberg, Fred Zeller, aux exagérations d'André Breton, et jusqu'aux falsifications du Museo Frida Khalo, à Coyoacan. Également précieux est le *Trotski vivant* (Paris, Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1962/1979), de Pierre Naville.

Sur le mouvement trotskiste de cette époque, on a essentiellement des chapitres introductifs à des ouvrages traitant plus au long les périodes suivantes, dont les auteurs se partagent en général entre incompréhensions et ironies quant aux tactiques changeantes et aux luttes de personnes. Inutile de dire que les jugements sont souvent déterminés par la suite des événements et les positions politiques des auteurs dans ceux-ci. Il existe quand même des études intéressantes, comme celle de Damien Durand, parue en deux numéros des *Cahiers Léon Trotsky* sur les premières années de l'Opposition de gauche internationale.

2

Difficile construction

Même si Trotski pouvait rappeler que, dès février 1933, il avait donné la victoire du fascisme en Allemagne comme une des causes possibles de la mort de l'Internationale communiste[1], il dut faire de grands efforts pour convaincre ses plus proches partisans de prendre radicalement le tournant de construction d'une nouvelle Internationale.

Il croyait pouvoir compter sur des vétérans, tels le Hollandais Sneevliet (qui l'avait précédé dans la construction d'un nouveau parti), et les Espagnols Andres Nin et Juan Andrade. Mais c'est avec ceux-là qu'allaient avoir lieu les ruptures les plus inattendues et les plus douloureuses. Et ce sont essentiellement des jeunes qui vont être les artisans de la nouvelle organisation.

Pourtant, même les Français, de par leur jeunesse, même les plus dociles à une autorité dont la supériorité leur était évidente, eurent constamment du mal à comprendre et à s'engager dans les tournants tactiques qui, sur une ferme ligne stratégique de classe, étaient imposés par les bouleversements rapides d'une situation politique nationale et internationale fiévreuse. Si c'est assez vite que toutes les sections de l'Opposition de gauche comprirent la nécessité d'en finir avec une attitude de « fraction » de l'Internationale communiste, et donc avec la lutte pour un redressement des partis communistes, en revanche, elles furent plus déroutées par les problèmes que posèrent l'apparition ou le développement de courants de gauche dans les partis sociaux-démocrates.

Pour Trotski lui-même le phénomène était inattendu. Mais lui en comprit immédiatement la cause : il dut expliquer à ses partisans que c'était précisément du fait de la défaite subie en Allemagne, et de la responsabilité de l'Internationale communiste dans celle-ci que, par un retour en arrière, la social-démocratie trouvait un regain de vitalité, voire de légitimité aux yeux des masses travailleuses, dont il fallait tirer parti pour un redressement de la conscience de classe.

Ne disposant que de petits groupes propagandistes, composés presque exclusivement de militants sans passé révolutionnaire et sans expérience de travail dans la classe ouvrière, pour jeter les bases d'une quatrième Internationale, il expliqua que l'entrée dans les partis sociaux-démocrates en effervescence était la voie pour en détacher des pans entiers, sur une ligne révolutionnaire, voire pour renverser leurs majorités.

Nous touchons là le problème de l'« entrisme » qui a fait de nos jours couler des fleuves d'encre, dans une confusion où se mêlaient à l'incompréhension simple et à l'ignorance, la bêtise, la peur et la haine, face à des méthodes tactiques très différentes selon les temps et les circonstances, et dont certaines se sont révélées complètement étrangères à des visées révolutionnaires.

Conditions, succès et dangers des « entrismes »

L'entrée, proposée alors par Trotski, des bolcheviks-léninistes (c'était le nom que les « trotskistes » se donnaient à eux-mêmes) dans les partis sociaux-démocrates était une sorte de congrès de Tours à l'envers. Les militants devaient la mener à « drapeau déployé », c'est-à-dire en affichant ouvertement leurs positions politiques, et s'organiser en tant que courant le plus radical du socialisme, en s'appuyant sur la gauche critique de ces partis, et au nom de la démocratie prolétarienne. Et c'est ainsi que cela s'exécuta dans plusieurs pays, de façon différenciée en fonction des rapports de forces et des particularités nationales des organisations pénétrées… mais non sans succès. Soulignons d'autre part que cela se situait sur un fond de propagande acharnée pour le front unique des organisations ouvrières, dont le refus avait précipité la victoire de Hitler.

Bien loin que Trotski ait « imposé » un entrisme semblable partout, il tint compte des différences nationales. C'est ainsi que celui qu'il conseilla à ses partisans anglais dans l'Independent Labour Party (ILP), ne visait pas à y rassembler une fraction pour l'en extraire, mais était conçu comme une entrée durable, visant à entraîner l'organisation tout entière du centrisme vers la gauche révolutionnaire[2]. Pour l'Espagne, Trotski insistait sur ce que l'entrisme dans le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) permettrait de donner le champ le plus large à l'influence révolutionnaire, et permettrait d'éviter l'isolement catalan où se trouva de fait le POUM. En revanche, aux États-Unis comme en France, si la politique entriste provoqua des ruptures, dont les unes purent être tenues comme décantation (telle celle du groupe de Budenz qui s'en alla droit vers le Parti communiste), mais dont la plupart se firent, et dans le plus grand désordre, sur des arguments de « gauche », l'essentiel des sections, après des hésitations, l'opéra et en sortit avec des gains militants importants.

Comment expliquer qu'il y ait eu une telle résistance à l'autorité de Trotski, dont le passé offrait les plus grandes garanties ? Certes par le désarroi devant une situation de reflux chaotique. Mais surtout parce que ceux qui y étaient affrontés étaient sans expérience et de médiocre formation. Si les militants de la génération de la révolution d'Octobre étaient des « communistes », c'était au sens de révolutionnaires radicaux, mais, dans leur masse, sans être des marxistes[3]. Quant aux plus jeunes que les petits groupes trotskistes recrutaient, c'étaient beaucoup plus des étudiants que des ouvriers, et ils n'avaient, les uns et les autres, qu'une formation élémentaire. Yvan Craipeau le dit clairement quand il évoque le cercle d'études de la première Ligue communiste de 1931 : « La formation politique ne présente qu'une faible partie de notre activité. » Et plus haut :

> « C'est un des griefs que nous faisons aux Jeunesses communistes de délaisser l'éducation politique. Les jeunes, disait Trotski, doivent "ronger avec leurs dents le granit de la science". Une quinzaine de jeunes participent au cercle. Ce n'est pas un succès triomphal. Visi-

blement, les jeunes ont peur de s'user les dents ou de se charger l'estomac[4]. »

Malgré cela, les jeunes trotskistes avaient une grande supériorité sur leurs adversaires : la vérité politique qu'ils portaient dans toute sa clarté critique.

Yvan Craipeau a noté que leur entrée dans le Parti socialiste « se fit sans problème. Les dirigeants du PS n'étaient pas fâchés de jouer un tour au Parti communiste en accueillant des communistes dissidents qu'il considérait comme des ennemis mortels. Ils accueillirent les trotskystes en leur accordant les droits d'ancienneté qui leur permettaient de voter et d'être élus[5] ». Et puis, face à la montée fasciste, c'était là des combattants qui ne craignaient pas l'affrontement physique avec les commandos d'extrême droite. Ils rejoignent les TPPS (Toujours prêts pour servir) et bientôt ils en seront le noyau dur avec Raymond Molinier dans le triangle de direction[6]. À coup sûr, les cadres sociaux-démocrates rassis pensaient les absorber comme ils en avaient absorbé bien d'autres. La SFIO n'était-elle pas le plus puissant des partis ouvriers, comptant des dizaines et des dizaines de milliers de membres ? Qu'avait-elle à craindre de quelques poignées de jeunes excités ? Pour l'instant, cependant, ils recrutaient largement, de nombreux jeunes, et des ouvriers qui manquaient déjà grandement au vieux Parti.

Mais comme l'entrée dans les partis sociaux-démocrates s'était faite ouvertement, et qu'elle eut bientôt son organe de tendance, titré clairement *Révolution,* elle y provoqua une intensification d'une vie politique déjà agitée du fait de la défaite allemande.

Cet élan foudroyant, qui justifiait la prévision de Trotski, trouva cependant sur sa route l'obstacle du tournant stalinien. Il y a moins de deux ans entre le choc de la victoire de Hitler et le tournant à 180° du Kremlin vers la tactique des fronts populaires. Comprenant enfin, mais trop tard, que la victoire hitlérienne ne serait pas un « feu de paille », Staline, affolé, allait chercher l'alliance des États bourgeois, de quelque prix qu'il dût la payer. De « pires que le fascisme », les partis sociaux-démocrates devinrent les alliés naturels auxquels on

tend la main, mais… sur la ligne même de la collaboration de classes avec les gouvernements « démocratiques », c'est-à-dire, en France, à ce moment, celui de Pierre Laval. Il y avait donc un prix à payer par les socialistes pour cette alliance : leur participation à l'antitrotskisme.

D'un seul coup, les premiers et les plus ardents partisans du front unique devenaient les ennemis à abattre. L'offensive des agents staliniens ne reculait devant rien. Y compris à des excès qui allaient se retourner contre eux. Ainsi, ils ébranlèrent un moment des membres de la direction des Jeunesses socialistes, à qui ils offraient l'entrée dans l'Internationale communiste de la jeunesse, et où certains acceptèrent le badge « *Je ne suis pas trotskiste* ». Mais quand Fred Zeller et Mathias Corvin, dont le groupe avait jusque-là marché avec les trotskistes, acceptèrent de rencontrer les dirigeants russes de cette Internationale communiste de la jeunesse, Kossarev et Tchémodanov, et que ces staliniens leur expliquèrent que leur action devait être subordonnée aux nécessités de la diplomatie soviétique, et qu'il fallait empêcher toute révolution en France, ces jeunes socialistes comprirent la vérité des positions trotskistes, auxquelles ils furent alors gagnés[7].

Mais la direction du PS, elle, pour qui la révolution n'était plus que le sujet d'allusions dans les discours du dimanche, et plus social-patriote encore qu'en 1914, s'engagea à fond avec le PCF, et ne vit plus alors dans les jeunes trotskistes que des diviseurs perturbateurs qui, au lieu d'être absorbés, entraînaient la crème de leurs cadres, tels ce même Fred Zeller et David Rousset. En juillet 1935, un traquenard au congrès national de Lille permit l'exclusion d'une douzaine de trotskistes, dont tous les cadres. Puis ce fut le tour des militants adultes dans le Parti, en tête desquels Raymond Molinier, Pierre Frank et Pierre Naville, tous condamnés pour leur « antimilitarisme ».

Il aurait dû être clair pour tous qu'il fallait, comme Trotski les y incitait, tourner en fonction du nouveau tournant de la situation, et sortir avec tous les militants gagnés pour construire l'organisation révolutionnaire indépendante de la 4e Internationale. Pourtant, c'est une résistance inverse à la première

qui se manifesta. Dopés par les succès rencontrés dans la social-démocratie, où ils avaient presque triplé leurs forces (113 membres en août 1934, 317 un an après), et myopes au cours de l'histoire, bien des trotskistes étaient prêts à tenter une conciliation avec la bureaucratie de la SFIO pour s'y maintenir, et pas seulement de jeunes cadres récemment gagnés, et habitués à « la Vieille Maison », mais certains des plus anciens, tel. .. Raymond Molinier lui-même, tentés par le ralliement à la gauche socialiste de Marceau Pivert, lequel leur ouvrit les bras... à condition qu'ils mettent une sourdine à leur « trotskisme ».

Heureusement, ce furent les socialistes eux-mêmes qui réglèrent le problème par une exclusion générale, en deux temps: après les Jeunesses socialistes et le groupe Naville, ce fut le tour du groupe Molinier.

L'unité, cependant, ne fut pas rétablie pour autant, car Molinier, qui renâclait à l'affirmation de la 4e Internationale, en laquelle il voyait un obstacle à un recrutement large, rompit la discipline d'organisation, et tenta une sorte de centrisme en créant ses propres Groupes d'action révolutionnaires (GAR) et en lançant, avec ses propres moyens financiers, l'« organe de masses » *La Commune.*

Cette fois, c'en était trop ! Les « moliniéristes » furent exclus en décembre 1935, et Trotski rompit avec Molinier, pour lui enfin définitivement démasqué par ces opérations. Il ne reviendra pas sur ce jugement négatif, même alors qu'un regroupement éphémère se réalisa en 1936 du Groupe bolchevik-léniniste (GBL) avec le Parti communiste internationaliste (PCI) de Molinier, dans un premier Parti ouvrier internationaliste (POI).

Les possibilités de la situation étaient gâchées. Au lieu d'une ferme petite organisation révolutionnaire, on en avait trois: les Jeunesses socialistes révolutionnaires (dont la direction signa la « Lettre ouverte pour la 4e Internationale »), pas encore fondues avec le GBL qui publie *La Vérité,* et bientôt la transformation des GAR en Parti communiste internationaliste, que Trotski qualifie de centriste.

Cette question du centrisme n'a guère cessé d'être mal comprise, non seulement par les observateurs politiques en général, mais par les trotskistes eux-mêmes. Trotski savait distinguer entre les deux mouvements inverses des centrismes, c'est-à-dire des groupes et partis se situant politiquement entre voie réformiste et orientation révolutionnaire, à savoir: combattre aussi vigoureusement ceux qui faisaient blocage au mouvement de la social-démocratie vers la gauche révolutionnaire, qu'encourager ceux qui s'éloignaient du réformisme vers la gauche. La tendance puissante vers le centrisme au sein du réformisme avait été comprise par lui comme positive, alors que nombre de ses partisans ne le comprirent pas, tels ceux d'Angleterre qui s'étaient refusés à entrer dans l'ILP pour y soutenir le cours gauche, et ceux qui s'étaient opposés aux États-Unis à la fusion avec l'American Workers Party – qui fut ainsi entraîné sur les positions trotskistes –, et en Espagne à l'entrée dans le PSOE. Cette tendance vers la gauche se renversant, devenait frein dans la confusion créée par le tournant « front populiste » de l'Internationale communiste, et alors qu'une montée ouvrière éclatait en 1936, exigeant une attitude également inversée des révolutionnaires. Dans une confusion totale s'opposèrent adversaires et partisans de l'entrisme d'hier, et parfois à front renversé, à la colère désespérée de Trotski devant les « querelles de cliques » régnant entre leaders de ses petits groupes.

En France, l'explosion de la grève de mai 1936 allait tout de même provoquer un sursaut – qui prouve combien les conjonctures surdéterminent les hommes et les mouvements. Les trotskistes furent partout à l'avant-garde du mouvement. Mais leur implantation était des plus limitée. Le 2 juin, les deux fractions réunies par cette montée forment le Parti ouvrier internationaliste (POI), et créent son organe, *La Lutte ouvrière*, dont le premier numéro lance le mot d'ordre: « Dans les usines et dans la rue, le pouvoir aux ouvriers !... Comités d'usines permanents !... Milices ouvrières armées ! » Le journal est immédiatement saisi par le gouvernement de Front populaire.

Trotski n'avait pas tort de proclamer que c'était là le début, ou du moins l'amorce, d'une révolution. Léon Blum fut appelé

à la fois par le président de la République, Albert Lebrun, et par les représentants du grand patronat terrorisés, pour, dit-il à son procès de Riom, « liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet »[8]. Trotski ne la surestimait donc pas, mais en revanche sous-estimait, encore une fois, la force acquise par le stalinisme pour freiner le mouvement, puis l'arrêter.

Quasiment dans le même temps éclatait en Espagne, en riposte au coup d'État militaire de Franco contre l'instauration d'un gouvernement de front populaire, un soulèvement révolutionnaire déterminant une guerre civile.

La révolution espagnole

Là encore, Trotski, bien loin de s'arrêter aux débats de la veille, saisit ce qu'un tel affrontement radical, dans un pays où la majorité du prolétariat était anarcho-syndicaliste, pouvait entraîner comme renversement de la situation mondiale, alors que le POUM prétendait qu'il méconnaissait la spécificité espagnole. Les désaccords essentiels n'étaient pas là. Certes, il définissait le POUM comme une organisation centriste, et cela ne pouvait paraître à celui-ci que comme injurieux alors que, de toutes ses forces, il s'était engagé dans la révolution. Mais, pour Trotski, il s'agissait, comme nous venons de le voir, de considérer l'alliance dont ce parti était issu comme le déportant à droite dans une situation où il lui aurait fallu au contraire radicaliser son cours. Maurin, qui devenait le codirigeant du POUM avec Nin et Andrade, était bien un « centriste », au sens théorique d'oscillant entre communisme authentique et démocratisme révolutionnaire. Il se définissait clairement comme n'étant pas trotskiste. Et l'opposition du POUM au mouvement de la 4e Internationale le jeta, à l'extérieur, dans les bras d'organisations du pire centrisme, celles du Bureau de Londres, rassemblant toutes ces organisations centristes de blocage, suspendues entre réformisme et révolution, et auquel appartenait en particulier le Parti socialiste ouvrier allemand (SAP)[9].

Alors, Trotski se trouve bien loin de l'Espagne, exilé en Norvège, et quasi prisonnier. Une partie de ses courriers se

perdent, créant des malentendus qui aggravent les relations. Et c'est peu de dire que ses représentants et amis n'ont ni sa profondeur de vue ni sa capacité de souplesse tactique. Tout tend à montrer qu'ils durcirent sa position, voire envenimèrent les divergences. Le 19 février 1937 encore, Trotski répondait du Mexique aux questions du correspondant de l'agence Havas, dans l'article paru plus tard sous le titre « La Révolution espagnole peut sauver l'Europe »[10], disant :

> « Le POUM se situe à la gauche de la coalition gouvernementale espagnole et en partie dans l'opposition. Ce parti n'est pas "trotskiste". J'ai à maintes reprises critiqué sa politique, malgré la chaude sympathie que j'éprouve pour l'héroïsme avec lequel les membres de ce parti, surtout sa jeunesse, combattent au front. Le POUM a commis l'erreur de participer à la combinaison électorale du Front "populaire" [...]. La direction du POUM a commis la deuxième erreur d'entrer dans le gouvernement de coalition catalan ; pour se battre sur le front aux côtés des autres partis, il n'est nul besoin d'endosser aucune responsabilité pour la politique gouvernementale fausse de ces partis. Sans affaiblir militairement le front un seul instant, il faut savoir comment rassembler politiquement les masses sous le drapeau de la révolution. Dans une guerre civile, infiniment plus encore que dans une guerre ordinaire, la politique domine la stratégie. »

Dès la première heure du soulèvement fasciste et la riposte révolutionnaire, Trotski était prêt à se rendre en Espagne, et Nin tenta de lui obtenir un visa pour la Catalogne. En vain. Sa présence aurait-elle pu changer le cours de la révolution ? On ne refait pas l'histoire. Il ne fait pas de doute, d'une part, qu'avec Trotski les immenses forces révolutionnaires auraient eu des chances de s'organiser en pouvoir révolutionnaire, et que, d'autre part, Trotski voyant mieux que ne le vit le POUM ce que pouvait donner la politique contre-révolutionnaire stalinienne, y aurait mieux fait front.

Car, là encore, et plus lourdement que partout précédemment, tout le poids de l'État soviétique stalinisé a été jeté dans la balance, du chantage diplomatique et de l'inversion de sa

politique internationale, jusqu'à l'usage des moyens matériels, en particulier de livraisons d'armes (d'ailleurs souvent médiocres et en quantités insuffisantes), en passant par l'intervention politico-policière et militaire sur place, pour empêcher la victoire des forces révolutionnaires, fût-ce au prix de la défaite devant le fascisme.

Si l'héroïsme du prolétariat anarchiste a été à la hauteur de ce que Trotski en attendait, à la politique de trahison stalinienne s'est ajouté le lamentable aplatissement apolitique des dirigeants de la CNT-FAI, glissant jusqu'à la participation au gouvernement bourgeois de front populaire, puis au désarmement du soulèvement de Barcelone, en mai 1937, devant les forces militaro-policières staliniennes. Face à une telle conjonction contre-révolutionnaire, les désaccords de Trotski avec le POUM peuvent être relativisés.

On ne peut guère ignorer ainsi que Nin lui-même ne semble pas avoir compris la nécessité des soviets (au sens propre de ce mot, de comités ou conseils démocratiques des ouvriers, paysans, soldats…), dont il attribue l'existence en Russie à l'absence de traditions démocratiques, sans voir que ces « soviets » avaient fait apparaître l'authentique forme de pouvoir prolétarien, et qu'il put écrire : « Notre prolétariat a ses syndicats, ses partis, ses propres organisations. C'est pour cette raison que des soviets n'ont pas surgi parmi nous. » D'autre part, Nin définissait la « dictature du prolétariat » comme celle du Parti – grave erreur de suites infinies – l'opposant à un gouvernement de démocratie ouvrière totale, dont on ne voit pas ce qu'elle pouvait être sans « soviets[11] ». Ces partis, syndicats et autres organisations s'opposaient à toute unité du front prolétarien, et à sa constitution en contre-pouvoir postulant au seul pouvoir. Si l'on ne reste pas fasciné par l'évolution des mots jusqu'à leur renversement de sens, ne voit-on pas que, dès l'éclatement de la révolution en Catalogne, on a eu de tels « conseils » (c'est le sens de « soviet »), dans les comités, puis le Comité central des milices qui avait tout le pouvoir en Catalogne dès le premier jour du contre-soulèvement populaire. Certes, les dirigeants anarchistes étaient farouchement opposés à les dresser en pouvoir « ouvrier »

contre… l'État bourgeois. Mais la position théorique de Nin ne pouvait qu'être un frein à un dépassement de ce crétinisme anti-pouvoir, qui allait conduire la CNT-FAI, dès le 4 novembre 1936… à désigner des ministres dans le gouvernement bourgeois de front populaire, dont Garcia Oliver qui devint ministre de la justice. Et c'est ce gouvernement, bientôt dominé par les staliniens, qui va être celui de la contre-révolution intérieure, dissolvant les comités, reconstituant la police, militarisant les milices… Une tentative du POUM de déborder la direction de la CNT-FAI aurait-elle pu réussir ? Ne peut-on pas se poser la question quand on considère les réactions de la base « cénétiste » lors du départ du gouvernement de Madrid pour Valence – telle celle des miliciens anarchistes du front de Sigüenza, qui arrêtèrent à Tarrancon le cortège officiel, molestant et menaçant les ministres et les ambassadeurs, dont celui d'URSS, Rosenberg ; les réactions antibourgeoises violentes de la Colonne de Fer de Durruti ; et jusqu'au soulèvement de Barcelone de juin 1937 ?[12] Et, un tel débordement réussi aurait-il donné la capacité de l'emporter sur le fascisme ? La question, en fait, était dépassée dès la dissolution du Conseil des milices et… l'entrée du POUM dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne. Sans organismes de pouvoir des masses travailleuses, les seules forces révolutionnaires militantes, divisées, ne pouvaient affronter de façon efficace le double ennemi extérieur et intérieur. Ainsi, quoi qu'il en eût été, cette disproportion des forces de la révolution dans l'étau du fascisme et du stalinisme rendait quasi inévitable la défaite des premières. Seules les leçons de la lutte auraient pu être différentes.

Il n'y a qu'un mois entre l'avortement du soulèvement révolutionnaire de Barcelone et l'arrestation de la direction du POUM. Entre-temps, Andres Nin et Kurt Landau ont été enlevés et assassinés par les tueurs staliniens. Jusqu'à la défaite finale, la guerre sans révolution agonise, malgré l'invraisemblable résistance des forces républicaines, se battant à un contre dix, et avec des fusils contre les avions et les tanks. Et cela se passe sur fond de procès de Moscou où tombe toute la vieille

garde bolchevik. À la fin mars 1939, Franco est vainqueur. La seconde guerre mondiale va pouvoir commencer.

Vers la guerre

La défaite de la guerre-révolution d'Espagne était à la fois la victoire du fascisme et de la contre-révolution stalinienne. Les yeux du prolétariat du monde entier, et au premier plan de l'Europe, furent tournés vers ce combat décisif, et les cœurs battirent à tous les sursauts de cette agonie du peuple le plus révolutionnaire d'Europe. Des trotskistes de toutes nations allèrent s'y battre. Ses échos retentissaient dans les luttes extérieures, et d'abord en France.

Il peut apparaître comme un paradoxe que, loin d'unifier les révolutionnaires, la tragédie de l'Espagne les divisa plus que jamais. Mais c'est que ce sont les victoires qui rapprochent, tandis que les défaites désunissent. Que des révolutionnaires, tels que Rosmer, Landau, Sneevliet et Victor Serge... se soient éloignés de Trotski au long de cette période montre assez, au-delà de l'insuffisante compréhension, y compris chez les plus radicaux, des leçons de la Révolution russe et de l'apport théorique de Trotski, les difficultés à trouver des voies de renversement de la conjoncture, alors que les défaites se sont accumulées.

Dès décembre 1933, la conférence dite des Quatre – le SAP allemand, le Parti socialiste révolutionnaire (RSP) et le Parti socialiste indépendant (OSP), tous deux de Hollande, et la Ligue communiste internationale – vit s'opposer deux conceptions du type d'alliance à réaliser. Nul plus que Trotski n'était tendu vers la nécessité d'alliances. Mais si, pour lui, le nouveau programme était encore à élaborer dans l'action et la discussion, l'union ne pouvait cependant se réaliser sans base de quelques principes rigoureux. SAP comme OSP ne pensaient qu'en masses militantes, et dans le mépris des questions programmatiques du « marxisme instruit[13] ». Trois ans plus tard, l'isolement des trotskistes est total. À la confusion des problèmes enchevêtrés du temps s'ajoute enfin ce type de découragement propre aux petites formations, où, d'une part, les divergences s'hypertrophient, chaque prise de position tendant à considérer l'opposée comme une trahison, et, d'autre

part, où les ruptures n'apparaissent plus comme comportant un enjeu important.

Sombres années ! Trotski est au Mexique, acculé et faisant front aux monstrueux procès de Moscou dont il est, à distance, le premier et le principal accusé, donc menacé de la mort qui va bientôt l'atteindre, et qui déjà frappe l'un après l'autre ses plus importants partisans. Ce sera successivement Erwin Wolf, parti à Barcelone où il disparaît en juillet 1937, puis Rudolf Klement, enlevé, tué, dépecé et ses restes jetés à la Seine, à Paris en juillet 1938. S'il semble bien que ce soit accidentellement que Léon Sedov meurt en février 1938, il n'en était pas moins serré de près par les tueurs de Staline, voire entre leurs mains dans la clinique où il fut opéré[14].

L'imminence de la guerre mondiale va changer encore une fois l'orientation de construction de l'Internationale. Dès août 1937, Trotski prévoyait, dans une stupéfiante analyse, quasiment tous les aspects de cette guerre qui venait, y compris l'éventualité du pacte Hitler-Staline, la participation nécessaire quoique tardive des États-Unis, et même qu'en dépit des perspectives de « guerre éclair », « malgré la conquête de l'azur, de la stratosphère et du pôle, malgré les rayons de la mort et autres horreurs apocalyptiques, l'armée sera tout aussi enfoncée dans la boue que pendant la dernière guerre et peut-être encore bien plus profondément[15] ». Il faut donc resserrer les rangs pour affronter la plus difficile épreuve à laquelle aient eu à faire face les révolutionnaires.

En 1937, c'est aux États-Unis que la nécessité de sortie du Parti socialiste rencontre des résistances, en particulier de la part de Burnham[16], du même type que celles qui ont eu lieu en France. Là, en 1938, apparaît soudain le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) formé par la gauche socialiste exclue de la SFIO. Craipeau s'est demandé tardivement pourquoi Trotski, alors qu'il savait la guerre imminente, avait recommandé à ses partisans l'entrée dans ce PSOP, cette organisation centriste[17]. Il avait oublié que Trotski n'avait pas approuvé cette décision, choisie par une partie des dirigeants du POI, dont Jean Rous, sans hésitation ; et il écrivait même à Cannon : « Je suis réellement embarrassé pour formuler mon opinion

sur cette question.» Il savait certes que le déclenchement de cette guerre, comme de toutes, serait une défaite pour le prolétariat, et donc une poussée politique négative. Mais, d'une part, le PSOP représentait typiquement un centrisme allant de la droite vers la gauche, et comptait 10 000 membres, alors que, d'autre part, les forces trotskistes restaient extrêmement faibles, et de plus stagnaient dans la division. Trotski eut avec Marceau Pivert, dirigeant du PSOP, et avec Daniel Guérin, leader de sa gauche, des échanges de lettres où, à la fois, il montrait clairement quel marais était la politique centriste, et quelle nécessité il y avait d'unir les forces révolutionnaires sur des positions claires et rigoureuses face à la guerre imminente.

Marceau Pivert refusa toute idée de «fusion» avec le POI, et même d'entrée en bon ordre des bolcheviks-léninistes. Il ferma également le PSOP à Molinier et aux plus connus de ses partisans. La question de l'entrée individuelle faisait planer la menace d'une scission du POI. Mais l'entrée pouvait permettre un succès en gain de militants, tel que celui qui avait été réalisé dans la SFIO. Trotski opta, contre Naville et la majorité, pour le soutien à Jean Rous et Craipeau. Il se trompait sur le premier, dont Craipeau dit justement qu'il était «une main de velours dans un gant de fer», et qui précise ici :

> «Le gant de fer, c'était celui de Trotski. L'homme doux et timide devenait vite le plus violent des sectaires : à l'égard des trotskystes espagnols, qui avaient constitué le POUM au lieu d'adhérer au PSOE, comme le leur avait conseillé "le Vieux" ; à l'égard de Molinier et de ses partisans ; à l'égard des militants du POI qui refusaient d'adhérer au PSOP et qu'il fit exclure, malgré moi, de la 4e Internationale[18].»

Malgré le chaos dans lequel se réalisa cette décision, l'exclusion du POI de l'Internationale, entraînant après coup l'acceptation par Naville de la ligne d'entrisme, et enfin la coexistence dans le PSOP des entristes du POI avec ceux du groupe de Molinier, le renforcement escompté des forces trotskistes eut lieu. Le calcul ne fut donc pas absolument vain. Et bien que le PSOP allait s'effondrer devant la guerre, comme

c'était prévisible, les trotskistes n'en sortirent pas absolument seuls.

Donc, entraînant de nouveaux militants, mais plus divisés que jamais, déchirés dans des querelles violentes, et non sans de nombreuses démoralisations, provoquant des dispersions. Deux problèmes allaient porter ce chaos au rouge.

La fondation de la 4e Internationale

Passant outre aux résistances persistantes de nombreux militants éminents (tels Victor Serge, Isaac Deutscher et Yvan Craipeau), c'est précisément l'imminence de la guerre qui conduisit Trotski à précipiter la fondation officielle de la 4e Internationale. Elle eut lieu le 3 septembre 1938, lors d'une conférence soigneusement préparée, qui se tint à Périgny, dans le «pavillon-grange» de la petite propriété de Rosmer. Les délégués ne représentaient que douze pays, pour vingt-huit organisations ou groupes affiliés. Plusieurs étaient des exilés. Les liens avec leur pays, tels ceux d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche, étaient problématiques ; et celui d'URSS était Mark Zborowski… un agent du Guépéou infiltré. Un si mince point de départ ne pouvait manquer d'augmenter les contestations des adversaires quant à la validité d'un tel congrès, sans parler des ironies ultérieures des ennemis.

Mais, là encore, Trotski, qui n'ignorait rien des faiblesses de son mouvement, voyait pourtant beaucoup plus loin que tous. Les documents adoptés, même si ce furent les moins «prophétiques» qu'il ait écrits ou inspirés, eurent toutefois le mérite de permettre la survie, le maintien et le développement même de l'Internationale dans et au travers de la guerre. Face à la confusion de cette période chaotique, les textes – et en particulier le manifeste *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* dit «Programme de transition» – fournissaient à la fois un bilan de la lutte oppositionnelle communiste, une analyse lucide des conditions du monde à la veille d'une seconde guerre mondiale, et dessinaient les voies de la lutte révolutionnaire. Seule la perspective de l'issue d'une telle guerre demeurait trop calquée sur l'issue de la première guerre mondiale, trop optimiste révolutionnaire, essentielle-

ment par une sous-estimation de l'efficacité de la politique contre-révolutionnaire stalinienne.

La question de l'URSS

Et ce fut bien la « question russe », c'est-à-dire la discussion sur la nature sociale de l'URSS, qui fut au fond des plus graves divisions de la 4e Internationale naissante.

Très tôt, des opposants communistes avaient considéré la sclérose bureaucratique totale de l'URSS, sous l'égide d'un chef au pouvoir absolu, comme mettant fin au régime socialiste prolétarien. De là, très vite, se saisissant d'un mot de Lénine selon lequel l'État prolétarien pratiquait un « capitalisme d'État[19] », certains en inférèrent que celui-ci caractérisait maintenant l'État tout entier, puisqu'il n'y existait plus de démocratie prolétarienne et que les soviets étaient réduits à des chambres d'enregistrement des décisions du sommet d'un « appareil » tout puissant. D'autres théoriciens, en URSS même, constataient que l'on voyait s'y développer un système étatique d'un type nouveau, ni bourgeois, ni socialiste.

Un théoricien marxiste tel que Trotski ne pouvait se laisser aller aux improvisations théoriques, du type du « capitalisme d'État » sans bourgeoisie et fonctionnant par sa nature propre, comparé, sinon assimilé, au véritable capitalisme d'État qui existait au moins en Allemagne nazie[20]. Il avait nettement expliqué dans *La Révolution trahie* que :

> « Les tentatives faites pour présenter la bureaucratie soviétique comme une classe "capitaliste d'État" ne résistent visiblement pas à la critique. La bureaucratie n'a ni titres ni actions. Elle se recrute, se complète et se renouvelle grâce à une hiérarchie administrative, sans avoir de droits particuliers en matière de propriété. Le fonctionnaire ne peut pas transmettre à ses héritiers son droit à l'exploitation de l'État. Les privilèges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus. Elle feint de ne pas exister en tant que groupe social. Sa mainmise sur une part énorme du revenu national est un fait de parasitisme social. Voilà ce qui rend la situation des dirigeants soviétiques au plus haut point contradictoire, équivoque et indigne, en dépit de la plénitude de leur pouvoir et de l'écran de fumée de la flagornerie[21]. »

Il savait fort bien qu'à moins de jeter *Le Capital* à la poubelle, on ne pouvait définir comme capitaliste n'importe quel système d'appropriation du surproduit du travail. Il constatait d'autre part que l'économie collectivisée fonctionnait à l'envers du capitalisme dans le reste du monde et permettait – certes dans un gaspillage monstrueux, humain et matériel, dont il était d'ailleurs loin de connaître toute l'horreur – un essor prodigieux des forces productives. Un tel développement pouvait-il se poursuivre sans que ses effets ne conduisent à une résistance prolétarienne au joug « bonapartiste » de la bureaucratie ? Cette considération n'allait pas cesser de dominer sa pensée. Pour lui, même la terreur ouverte en 1934 – dont il comprit immédiatement le caractère contre-révolutionnaire –, même les effets de la nouvelle guerre mondiale ne pouvaient donner une stabilité à la bureaucratie stalinienne. Quand il informait ses partisans, en janvier 1937, que plus de 200000 militants venaient d'être chassés du Parti, soit « presque l'effectif total de tout le Parti bolchevik pendant la période où il conduisait le prolétariat à la prise du pouvoir[22] », n'en déduisait-il pas que d'immenses forces révolutionnaires « dormantes » s'accumulaient encore sous les coups de la répression ? Il ignora qu'à partir de mars ou mai 1938, les déportés trotskistes furent exécutés en masse à la mitrailleuse au camp de Vorkouta. En 1940, extrêmement rares furent ceux dont le dossier portait, à tort ou à raison, la lettre « T » (comme trotskiste) à avoir échappé au massacre. Sa confiance en l'énergie révolutionnaire du prolétariat soviétique ne lui permettait pas de voir à quelle atomisation et à quelle démoralisation ce prolétariat était réduit par la contre-révolution. Cependant, cette erreur de perspective ne donnait pas pour autant plus de lucidité à ses adversaires.

Commencée, dès 1930, contre Urbahns, dirigeant du Leninbund, qui, sur cette question, rompit avec l'opposition trotskiste, la discussion sur la nature sociale de l'URSS et celle de l'État soviétique prit une grande extension à partir de 1936, avec les procès de Moscou, et ce que l'on apprit alors de ce

qu'on appelle maintenant le Goulag. Le 11 juin 1937 fut un sommet des procès : celui de tout le haut état-major de l'Armée rouge[23], dont la décapitation allait avoir des conséquences effroyables au début de l'offensive nazie de 1940. Comment pouvait-on encore considérer un tel État comme « ouvrier » même en y ajoutant « dégénéré » ?

Une telle question surgissait plus d'une indignation morale, d'ailleurs bien compréhensible, que de la réflexion théorique. Mais, de Craipeau à Burnham et Shachtman, le constat de la domination bureaucratique se heurtait au problème de la nature de classe de cette bureaucratie. Simple mutation en bourgeoisie ou nouvelle classe « impérialiste bureaucratique » sortant en quelques années et toute armée du front du Jupiter tonnant stalinien ? La seconde solution, sous ses multiples formes, de Burnham à Djilas, et de Castoriadis à Voslensky, allait mener – et jusqu'à l'effondrement du système lui-même – ses théoriciens à sortir du marxisme, et à passer de l'antistalinisme à l'anticommunisme, souvent jusqu'à ses formes les plus réactionnaires, voire à devenir des idéologues de la « guerre froide ». La première thèse, moins radicale, assimilait systèmes bourgeois et soviétique, mais n'en conduisit pas moins nombre de ses tenants à accorder un soutien plus ou moins critique aux États jouissant de la démocratie bourgeoise à l'encontre du terrible système oppressif de l'URSS.

Craipeau ne fut certes jamais de ceux-là. À la veille de la guerre, sa position ne concluait qu'au refus de la défense de l'URSS, auquel il opposait le défaitisme révolutionnaire, que les communistes devaient pratiquer dans toutes les guerres inter-impérialistes. Dans les faits, nous verrons que le problème de la « défense de l'URSS » demeura purement théorique pendant la guerre, et que la nature de celle-ci enleva tout sens au « défaitisme ».

Mais, sur le moment, Trotski voyait fort bien les risques politiques qui pouvaient découler de ces bricolages théoriques. Et d'autant mieux que des interrogations lui parvenaient sur ces questions de la part de ses meilleurs partisans en URSS même, lesquelles avaient une autre force que celle des théoriciens amateurs de l'extérieur[24]. Pour cette raison, sa prudence

fut extrême quant au devenir de la société soviétique. Dès novembre 1937, dans « Une fois de plus : l'Union soviétique et sa défense », qui répondait aux argumentations de Craipeau, il écrivait :

> « Personne n'a nié la possibilité – particulièrement dans le cas d'un déclin mondial prolongé – de la restauration d'une nouvelle classe possédante issue de la bureaucratie. L'actuelle position de la bureaucratie qui, par le biais de l'État, tient "une certaine mesure" les forces productives entre ses mains, constitue un point de départ d'une extrême importance pour un tel processus de transformation. Il s'agit toutefois d'une possibilité historique et non d'un fait déjà accompli[25]. »

Nous verrons la pertinence – et la limite – de cette hypothèse.

En octobre 1939, il approfondissait encore les conditions d'une telle mutation :

> « Certains camarades ont visiblement été surpris de me voir parler dans mon article du système de "collectivisme bureaucratique" comme d'une possibilité théorique. Ils y ont vu une révision complète du marxisme. Il y a manifestement là un malentendu. La conception marxiste de la nécessité historique n'a rien de commun avec le fatalisme. Le socialisme ne se fera pas "tout seul", mais par la lutte de toutes les forces vives, des classes et de leurs partis. Le prolétariat possède dans cette lutte un avantage essentiel, du fait qu'il représente un progrès historique, alors que la bourgeoisie incarne la réaction et la décadence. C'est en cela que réside la source de notre certitude de la victoire. Mais nous avons parfaitement le droit de nous demander : quel caractère présenterait la société si les forces de la réaction l'emportaient. Les marxistes ont maintes et maintes fois formulé l'alternative suivante : ou le socialisme ou le retour à la barbarie. […] Marx a parlé de la dictature du prolétariat et de son dépérissement ultérieur, mais il n'a rien dit de la dégénérescence bureaucratique de la dictature. Nous sommes les premiers à observer et à analyser par l'ex-

périence une telle dégénérescence. Est-ce là réviser le marxisme ?[26] »

On voit là à quel point la pensée de Trotski était souple et riche, ce qui ne fut pas le cas, nous le verrons, ni de ceux de ses héritiers qui dogmatisèrent des conclusions qui étaient celles de l'époque, ni des exégètes qui extrapolèrent sur des hypothèses dont la formulation était – et ne pouvait être – que très générale. L'« excroissance bureaucratique », que Trotski caractérisait, faute de meilleur mot, comme une caste, lui apparaissait, du fait même de sa monstruosité, trop instable pour subsister aux bouleversements de la guerre, d'où il estimait qu'elle y succomberait, soit sous les coups d'une nouvelle révolution « politique », soit sous ceux de l'impérialisme victorieux.

Il disparut trop tôt pour corriger sa dernière analyse ; et ses héritiers n'en eurent pas la capacité, et furent trop respectueux de sa réflexion interrompue, voire dogmatisée, pour que le phénomène sans précédent du stalinisme ne se transformât pas en fruit empoisonné de la pensée marxiste révolutionnaire.

La 4e Internationale entra ainsi dans la seconde guerre mondiale dans les pires conditions de division et de confusion théorique. Dix mois après l'écriture des lignes citées ci-dessus, Staline réussissait l'assassinat de l'homme dont il estimait qu'il était le seul capable d'unir contre lui les forces d'une renaissance communiste. Le coup de piolet dans le crâne de Trotski, à Coyoacán, le 21 août 1940, n'allait-il pas être la fin de cette opposition à la contre-révolution stalinienne ?

Contrepoint de l'auteur

Comme pour la partie précédente, j'ai vécu cette période sans connaître le trotskisme autrement que par quelques rumeurs, erronées et même assez étranges. Ainsi, la première fois que le mot de « trotskistes » atteignit mes oreilles, ce fut de la bouche de mon frère aîné qui m'avait précédé d'environ deux années aux Auberges de jeunesse, et il parlait de « leur PanEurope » (!!). J'étais, depuis la fin 1935, un jeune travailleur surexploité, petit commis et aide-comptable chez un courtier en coton brut, dans cette ville du Havre où, plus

tard, l'histoire m'a appris qu'il y avait là un groupe trotskiste dont je n'ai rien su. Mais les mots de mon frère m'étaient restés dans la mémoire, et quand j'appris l'existence et l'histoire du couple Binet, je m'en souvins et pensais qu'ils devaient être déjà en ce temps d'étranges trotskistes.

En 1936, les grands événements commencèrent à me bousculer profondément : la grève générale qui allait mûrir ma conscience de classe et ma révolte sociale ; la guerre d'Espagne à laquelle participa, dans les Brigades internationales, un ami de ma famille, lequel me donna, à son retour, ma première alerte à l'égard du stalinisme ; les procès de Moscou qui me firent problème, sans que je me souvienne comment j'en fus atteint, et dont je crus trouver l'explication dans les *Faux passeports*, de Charles Plisnier, soit une seconde alerte contre le stalinisme ; enfin le pacte germano-soviétique, troisième et plus grave alerte.

Quant aux acteurs trotskistes de ce temps, je n'ai connu que plus tard tous ceux qui ont continué à militer pendant et après la guerre, voire quelques autres qui avaient changé d'activité. Beaucoup de ces acteurs étaient et sont restés anonymes pour l'histoire de l'époque. Au contraire, les figures qui dominent là ont, à l'exception de quelques-uns, tels Yvan Craipeau, Henri Molinier, Pierre Frank…, quitté la scène trotskiste pour des destins divers. C'est là la manifestation de la terrible usure de l'activité révolutionnaire, d'autant plus grande qu'elle se mène à contre-courant.

Une mention particulière doit être faite pour le cas de Raymond Molinier, étant donné l'apparition de la théorie d'un « moliniérisme », dont le courant courrait tout au long de l'histoire de la 4e Internationale. C'est là une légende antitrotskiste. Trotski lui-même distingua entre les deux frères Molinier, et garda toute sa confiance à Henri. Beaucoup de militants du « courant Molinier » en furent membres, en cette période, en raison de désaccords politiques avec le groupe officiel, voire du fait de méfiances personnelles qui n'étaient pas toujours dénuées de justifications. Jean van Heijenoort, interviewé par Rodolphe Prager (numéro 1 des *Cahiers Léon Trotsky,* 1979) faisait judicieusement remarquer que le jeune Raymond Moli-

nier de 1929, qui alla rencontrer Trotski à Prinkipo, n'était pas le même que celui de 1933 :

> « Et celui de 1933 n'était pas le même que celui de 1937. [...] Après la crise de 35-36, qui a sûrement beaucoup signifié pour lui, car il était très attaché à Trotski, il a certainement subi une transformation. Le Molinier des années 1938-1939 n'était plus du tout celui que j'ai connu en 1932-1933. Je crois que l'on ne peut pas nier qu'il y a eu un caractère personnel dans la crise. C'était tout de même des groupes assez minces, et les qualités psychologiques des gens qui se trouvaient à la direction avaient une influence. On ne peut pas rechercher les causes de l'opposition entre Molinier et Naville dans la structure sociale de la société française. »

Ayant connu plus tard ces deux hommes, et jusqu'au terme de leur vie, il m'apparaît bien que leurs qualités et faiblesses, opposées, ne pouvaient se compenser, mais au contraire se repoussaient. Naville était un intellectuel révolutionnaire, pas un homme d'action, et encore moins un rassembleur et un dirigeant d'hommes ; Raymond Molinier était tout au contraire un activiste aventureux, très capable de rassembler et d'entraîner des militants ardents et hardis, mais qui n'avait assurément pas assimilé les leçons de *Leur Morale et la nôtre*, regardant peu aux moyens pour aller vers une fin qui s'en trouvait déformée. À partir de son exil, ses côtés aventuriers ne cessèrent de se développer, et si son attachement passionnel au trotskisme le ramena finalement à la 4e Internationale, il ne put plus y jouer aucun rôle. L'opposition Naville/Molinier peut apparaître, du point de vue historique, comme assez typique de la double polarisation aux extrêmes qui se présente dans toutes les organisations révolutionnaires : d'un côté des intellectuels qui unissent intelligence et générosité ; de l'autre des tempéraments qui combinent la même générosité au goût de l'aventure. Dans les périodes de luttes et de succès, ils peuvent fort bien jouer ensemble des rôles positifs. Dans celles de recul et de défaites, on en voit un grand nombre quitter la voie révolutionnaire de deux façons différentes : les premiers par un retour à leur cabinet de travail, parfois combiné avec

des théorisations hasardeuses et des recherches de « voies transversales » ; les seconds en des dérives diverses qui peuvent aller jusqu'à sombrer dans la contre-révolution. L'histoire superficielle braque souvent ses regards vers ces types, oubliant la masse des figures plus modestes, voire anonymes, auxquels leur conscience de classe permet une rectitude de vie et d'action.

Pierre Frank qui, dans cette période de l'avant-guerre, était généralement apparu comme le premier lieutenant de Raymond Molinier, n'eut jamais rien à voir avec ses pratiques financières et vécu au contraire personnellement comme un ascète. Il tira les leçons de leur opposition de groupe à Trotski (il m'en fit personnellement l'autocritique) et devint au contraire un si strict tenant de l'« orthodoxie » trotskiste que c'est paradoxalement à ce titre que bien des critiques lui furent faites plus tard. S'il y eut un disciple de Molinier, c'est du côté de Pierre Boussel, dit Lambert, qu'il faut chercher, et tel qu'on le trouvera évoqué bientôt, et plus tard.

Au-delà des personnes, les divisions et scissions ont polarisé l'attention, de la moquerie aux désespoirs. Plus que par des vices particuliers au « trotskisme », un regard serein doit les appréhender comme l'effet de la corrélation d'un double phénomène : d'une part la difficulté à trouver les voies de la marche vers le but révolutionnaire alors qu'on se heurte à des obstacles d'autant plus gigantesques qu'on se trouve dans une période de défaites ; d'autre part dans les insuffisances théoriques de compréhension des mouvements de l'histoire. Il est évident que tout cela est bien au-dessus de la compréhension de ceux qui ne pensent qu'en fonction de la combinaison de leurs pulsions irrationnelles et des idéologies du temps.

L'histoire et les écrits critiques

Sur cette seconde période de l'histoire du trotskisme, se superposent :

- La fin des biographies de Trotski, examinées dans le premier chapitre.
- Les aspects du trotskisme dans l'histoire des événements de l'époque. Ainsi, et à titre d'exemples les plus significatifs : sur le Front populaire et Juin 36 : Jacques Danos et

Marcel Gibelin, *Juin 36* (rééd., Paris, La Découverte, 1986) ; sur la guerre d'Espagne : Felix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne* (Paris, La Brèche, 1978) ; Mika Etchebéhère, *Ma guerre d'Espagne à moi* (Paris, Babel, 1998) ; sur l'URSS : *Mémoires d'un bolchevik-léniniste* (Paris, François Maspero, 1970).

- Les collections de documents ; essentiellement : Léon Trotski, *Œuvres, 1933-1940,* 24 volumes (Grenoble, Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1978-1987) ; *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)* (Paris, Minuit, 1967) ; *La Révolution espagnole (1930-1940)* (Paris, Minuit, 1975) ; *Les Congrès de la 4e Internationale,* t. 1 *Naissance de la 4e Internationale (1930-1940)* (Paris, La Brèche, 1978).
- Les Mémoires, surtout Jean van Heijenoort, *De Prinkipo à Coyoacán, Sept Ans auprès de Léon Trotsky* (Paris, Maurice Nadeau/Lettres nouvelles, 1978) ; et Pierre Naville, *Trotsky vivant* (Paris, Maurice Nadeau-Lettres nouvelles, 1979). D'Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskiste en France* (Paris, Syros, 1971) et les *Mémoires d'un dinosaure trotskiste* (Paris, L'Harmattan, 1999) souffrent d'une défense, avouée, de ses positions propres, et de faiblesses, non avouées, d'une écriture de mémorialiste, d'une part souvent privée de vérifications historiques, d'autre part sans recul sur son histoire vécue. Il est ainsi tout à fait remarquable qu'il « oublie » systématiquement la fondation de la 4e Internationale (*Mémoires d'un dinosaure trotskiste*), ou l'expédie en cinq lignes (*Le Mouvement trotskyste en France*).

Il est à remarquer que les militants révolutionnaires, qu'ils aient été compagnons de Trotski ou qu'ils se soient éloignés de lui pendant cette période, mais qui avaient en commun de n'accorder aucune confiance à l'Internationale qu'il créait, n'ont eu aucun futur politique.

- Les rares histoires du trotskisme se partagent en trois catégories : celles qui sont issues de la 4e Internationale (telles celle, très schématique, de Pierre Frank, *La Quatrième Internationale,* Paris, François Maspero, 1969, et

celle de Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes,* Paris, PUF, Paris, 2002), dont la rectitude générale n'évitent cependant pas un certain esprit de parti, voire des justifications discutables et des erreurs de faits ; celles qui sont écrites comme défense et illustration d'un courant se « réclamant du trotskisme », extérieur à l'Internationale, et de ce fait sont plus ou moins entachées de distorsions diverses (les pires étant celles des « lambertistes », de Jacques Roussel à Daniel Coquema et Jean-Jacques Marie…), soit enfin par les plus divers adversaires, mêlant mépris et haine, et toujours d'une inintelligence politique remarquable, tel en dernier lieu Christophe Nick.

3

L'épreuve de la guerre

Toute guerre est une épreuve. Pour la 4e Internationale naissante, elle fut particulièrement dure, et à tous points de vue.

L'armement théorique

Certes, Trotski y avait préparé les siens, et avec une acuité de jugement sans pareil. Dès 1937, dans son article du 9 août, « Devant une nouvelle guerre mondiale », il livrait une de ces analyses saisissantes, de celles qui lui ont valu un renom de « prophétisme ». En particulier, comprenant que c'est l'Allemagne hitlérienne qui serait l'épicentre de cette nouvelle guerre mondiale, il écrivait :

> « Pour l'Allemagne [...], l'amitié incertaine avec l'Italie est un moyen à long terme pour acquérir la neutralité bienveillante de la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne pourrait renoncer à cette étape sur la voie de la domination du monde qu'au cas où elle s'arrangerait avec l'Union soviétique. Cette variante n'est pas exclue non plus ; mais elle reste une réserve, à l'arrière-plan. Ce n'est pas par hostilité de principe au communisme que Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique (pas un homme sérieux ne croit encore au rôle révolutionnaire de Staline), mais parce qu'il veut avoir les mains libres pour s'arranger avec Moscou contre Paris, au cas où un arrangement avec Londres contre Moscou ne réussirait pas. [...] Le souci essentiel des États-Unis est actuellement de se tenir aussi éloignés que possible du brasier européen. Mais, en 1914, c'était exactement la même chose. On n'est pas impunément une grande puissance,

> à plus forte raison la plus grande. La neutralité est plus facile à décréter qu'à maintenir. En outre, il y a aussi, en plus de l'Europe, l'Extrême-Orient. Au cours des années de la crise économique mondiale, qui a paralysé la volonté de la plupart des grandes puissances, le Japon a définitivement conquis la Mandchourie, et a occupé les provinces septentrionales de la Chine, menaçant ce vaste et malheureux pays de morcellements ultérieurs. La crise intérieure de l'URSS, la décapitation de l'Armée rouge et la lamentable capitulation de Moscou dans la question des îles de l'Amour, ont laissé les mains définitivement libres à la clique militaire japonaise. À présent, il s'agit du sort de l'Extrême-Orient dans son ensemble. »

La situation du monde entier posée, il prévoyait la capitulation des « démocraties » devant Hitler qui serait celle de Munich, ridiculisait la mythologie d'une « guerre éclair », et prévoyait qu'à la fin « la domination du monde écherra aux États-Unis » Il ne se trompait pas davantage sur la nature de cette guerre :

> « Le nouveau massacre des peuples commençant là où le dernier a fini, les destructions de vies humaines et les dépenses en matériel de guerre, seront, dès le début, de beaucoup plus élevées qu'au début de la dernière guerre, tout en ayant tendance à un accroissement rapide. Les rythmes seront plus fébriles, les forces destructrices plus grandioses, les souffrances des peuples plus insupportables. »

Il en tirait la conclusion qu'il y avait « tout lieu de penser que la réaction des masses se fera jour, non pas après deux ans et demi, comme dans la Russie tsariste, ou après plus de quatre ans, comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais bien plus tôt. Cependant, seuls les événements eux-mêmes peuvent donner une réponse définitive à la question des délais[1] ». Cette dernière prudence était toutefois en deçà des effets finaux de ce nouveau conflit, et du rythme de ses conséquences. Nous verrons pourquoi.

Un an plus tard, le 10 octobre 1938, il tirait les leçons de la capitulation de Munich :

> « On peut, dès maintenant, dire avec assurance que le quatuor de Munich [Allemagne, Italie, Angleterre, France] est aussi peu capable de maintenir la paix que le fut le "front des démocraties" jamais réalisé. L'Angleterre et la France ont jeté en pâture à Hitler la Tchécoslovaquie, pour lui donner, durant un certain temps, quelque chose à digérer et reculer ainsi dans l'avenir la question des colonies. D'une manière extrêmement nébuleuse et incertaine, Chamberlain et Daladier ont promis un accord général sur les questions litigieuses. De son côté, Hitler a promis de ne plus présenter de revendications territoriales en Europe. Par là, il a en tout cas indiqué qu'il avait l'intention de présenter des revendications territoriales pour les autres parties du monde. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le Schleswig, etc., Hitler, dans le meilleur des cas, diffère la solution de ces questions jusqu'à la nouvelle guerre mondiale. »

De là, et examinant les éventualités intérieures de la France et de l'Angleterre, il en déduisait que, de toute façon, cela « ne fera que conduire à une nouvelle crise, à laquelle il faut s'attendre sous peu. L'impérialisme marche fatalement et irrésistiblement à un repartage du monde qui corresponde aux transformations dans les rapports de forces. Pour prévenir la catastrophe, il faut étrangler l'impérialisme ». Mais s'il voulait croire encore à la possibilité de révolutions avant la guerre, il ne se cachait en rien l'éventualité inverse :

> « Bien entendu, si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles chaînes pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte cela tacitement et passivement, non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne)[2]. »

Là encore, quoique inversement, si la perspective put sembler trop catégorique pendant des décennies, du moins en ce qui concerne les impérialismes « démocratiques », six décennies plus tard, une telle chute dans la barbarie n'est-elle pas devenue un horizon possible du monde ?

Dans ces études sur la guerre, Trotski parlait de « heurts d'impérialismes », ce qui est devenu, assez généralement, « politiquement incorrect ». De là à l'accuser, ainsi que les trotskistes, de n'avoir pas distingué l'Allemagne nazie de ses adversaires « démocratiques », il n'y a qu'un pas, toujours allégrement franchi. La réalité est tout autre. Dans le même article, il écrivait :

> « Tout cela ne signifie pas, bien entendu, qu'entre démocratie et fascisme il n'y ait en général aucune différence, ou que cette différence soit sans importance pour le prolétariat, comme l'affirmaient tout récemment encore les staliniens. Les marxistes n'ont rien à voir avec un nihilisme politique aussi enragé. Il faut seulement, dans chaque cas donné, comprendre clairement le contenu réel de cette différence et ses véritables limites. »

De là, Trotski passait à l'examen de ces « cas » divers, de ceux des pays coloniaux et semi-coloniaux où la défense nationale contre l'impérialisme était non seulement un droit, mais même un devoir, jusqu'au soutien critique de la démocratie contre le fascisme à l'intérieur de pays impérialistes, et jusqu'à la lutte impitoyable du prolétariat soviétique contre la bureaucratie contre-révolutionnaire.

Mais quelle devait être l'attitude du prolétariat des pays de démocraties bourgeoises ? On n'était plus, comme en 1934, dans une situation où on pouvait encore se limiter à la formule très générale de « défaitisme révolutionnaire » proposée à tous les prolétariats des futurs pays belligérants. D'autre part, bien que sans illusion sur l'infériorité militaire française face à l'Allemagne, Trotski ne pouvait prévoir un effondrement éclair aussi honteux, et encore moins une situation comme celle qui allait être celle de la France occupée. La conférence extraordinaire de la 4e Internationale de New York, dite « conférence d'alarme », de mai 1940, donnait, dans son Mani-

feste *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, une consigne claire à tous les militants révolutionnaires :

> « La militarisation des masses s'intensifie chaque jour davantage. Nous rejetons la grotesque prétention de supprimer la militarisation par de creuses protestations pacifistes. Toutes les grandes questions seront décidées dans un proche avenir les armes à la main. Les ouvriers ne craindront pas les armes : au contraire, ils apprendront à s'en servir. Les révolutionnaires ne se séparent pas plus du peuple pendant la guerre que pendant la paix. Un bolchevik s'efforce de devenir non seulement le meilleur syndiqué mais aussi le meilleur soldat[3]. »

Et en août 1940, à la veille de son assassinat, Trotski s'élevait encore violemment contre les tendances pacifistes qui se faisaient jour aux États-Unis, dans le Socialist Workers Party[4].

Mais comment se comporter sous l'uniforme ? Il est bon de rappeler, comme l'a fait Rodolphe Prager, que la formule, « souvent reprise de Lénine : souhaiter et concourir effectivement à la défaite de sa propre bourgeoisie, n'a jamais eu le sens de désirer et de faciliter la victoire de la partie adverse – c'est une ineptie, disait Lénine. Il ne s'agit pas davantage de se livrer à des actes de sabotage et d'aventurisme, l'arme des révolutionnaires demeurant l'action de masse, mais de la poursuite et de l'intensification d'une lutte de classe intransigeante sans égard pour le déroulement de la guerre. "L'ennemi est dans notre propre pays." La défaite envisagée est celle résultant de l'offensive révolutionnaire du prolétariat », etc.[5] Or, il est vrai que la reprise de cette formule de « défaitisme révolutionnaire », supposant la possibilité d'une action révolutionnaire face à l'offensive nazie, et telle qu'elle fut encore utilisée dans *L'Étincelle,* organe des Comités de la 4e Internationale, du 15 septembre 1939, avait déjà perdu toute base sociale au temps de la « drôle de guerre », où un front, quasi sans combat, immobilisait les troupes sur une « ligne Maginot » faisant face à la « ligne Siegfried ». Les tâches décrites (comités de soldats, exigence d'élection des officiers…) sur le modèle de la fin de la première guerre mondiale, n'auraient pu, dans les conditions de 1939 et du début de 1940, être comprises comme ayant quelque possibilité que ce soit. Sous leurs officiers, en leur immense majorité de droite ou d'extrême droite, les soldats, partis comme du bétail à l'abattoir, étaient les vaincus des luttes de 1936 à 1938, leur avant-garde démoralisée par le pacte germano-soviétique. L'histoire bâtie depuis par l'idéologie dominante a fait de ce défaitisme de démoralisation, et donc apolitique, le responsable de la défaite, alors que sa cause fut à la fois l'impréparation militaire de l'état-major[6], et un très large défaitisme contre-révolutionnaire régnant dans un corps des officiers qui craignait quasiment davantage ses troupes que l'ennemi.

On sait qu'il fallut à peine plus d'un mois, de la mi-mai à la mi-juin 1940, pour que la Wehrmacht envahisse les Pays-Bas, la Belgique et la moitié de la France, dont les chefs militaires, Weygand et Pétain (ce dernier la veille ambassadeur auprès de Franco), refusèrent un repli du gouvernement en Afrique du Nord et signèrent la capitulation – « divine surprise » pour Maurras et ses pareils.

Le premier Manifeste, après la mort de Trotski, du nouveau comité exécutif de l'Internationale, écrit en novembre 1940 et publié dans le n° 1 de *La Vérité,* d'avril 1941 (édité à New York et envoyé clandestinement en France où il entra tardivement et fut diffusé en petite quantité), modifiait les mots d'ordres trotskistes en les adaptant à la situation d'une France occupée. Mais si l'analyse du gouvernement Pétain comme bonapartiste, et non fasciste, était correcte, il en sous-estimait (mais, soulignons-le encore, depuis New York), la capacité de répression, et surestimait, par cela même, les possibilités d'action ouvrière, et encore plus pour la zone d'occupation allemande, partie de ce qui était bien défini comme « un vaste camp de concentration de nations[7] ». Stratégie et tactiques étaient à réinventer.

Du trouble à la réorganisation

Comment les trotskistes ont-ils traversé cette première époque de la guerre ? Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'ils l'abordèrent dans un grave état de division. La France avait été le principal refuge des révolutionnaires de

l'Europe centrale et de l'Espagne qui avaient pu échapper à l'écrasement par la botte fasciste. Cela eut l'effet contradictoire d'un apport de cadres de haute valeur pour la 4e Internationale et… d'éléments supplémentaires de démoralisation.

Les conditions mêmes de la guerre, puis de la défaite et de l'Occupation ne pouvaient d'abord qu'accentuer la dispersion. Pour y voir clair, il convient d'y considérer trois périodes distinctes par leurs conséquences dans la vie pratique comme dans les réactions politiques : celle de la « drôle de guerre », celle de la défaite et de l'invasion, suivie de la division de la France en deux zones, enfin celle qui commence avec le retournement allemand contre l'URSS en juin 1941.

Un an de guerre sans guerre

Dans le premier temps, deux éléments accentuèrent les divergences : le violent virage à droite du gouvernement Reynaud (« Elle est finie la semaine des deux dimanches », jappait ce nouveau Premier ministre à la radio, pour marquer la fin des conquêtes de Juin 36), et le pacte germano-soviétique.

Le tournant à droite du pouvoir va se marquer par la répression de tout ce qui porte le nom de communiste. Le pacte germano-soviétique en est une bonne occasion.

Dès mars 1939, Trotski avait écrit : « Il n'est pas non plus exclu que Hitler soit entré à Prague avec, en mains, la preuve que Staline s'était séparé des "démocraties" » et « il semble bien aujourd'hui que Staline se prépare à jouer avec Hitler[8] ». En juin, dans une analyse plus développée, il montrait à la fois les raisons qu'avait Staline de s'allier avec l'Allemagne, et ce qui faisait prévoir que celle-ci, en définitive, devrait engager une guerre contre l'URSS, d'ailleurs annoncée par Dimitrov, au lendemain de Munich. Mais s'il prévoyait bien que Hitler, « avec l'infaillibilité d'un somnambule, court à la plus grande catastrophe de l'Histoire », il croyait en même temps que « l'oligarchie de Moscou, dans tous les cas, ne survivra pas à la guerre dont elle a si peur[9] ». C'est pourquoi, s'il ne fut en rien étonné par le pacte signé le 23 août, il en attendait une grave crise du Komintern… qui eut bien lieu, mais fut contrainte par la terreur et ne laissa en place que les structures internationales corrompues du « Stalintern ». En revanche,

le pacte Hitler-Staline n'entraîna pas une démystification du stalinisme qui aurait favorisé le passage des ouvriers communistes vers la 4e Internationale, mais leur profonde démoralisation et, jusqu'à la fin de la guerre, un retrait massif loin de la lutte. La première conséquence fut l'ouverture d'une brèche dans les rangs trotskistes.

Trotski en avait bien expliqué les raisons dans l'interview qu'il avait accordée à CLR James, en avril 1939 :

> « La vérité c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier, si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. Car cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et qui ont toujours cherché une tendance plus radicale ou plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des outsiders, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se constituer n'est-elle pas à prédominance ouvrière. Ce sont des intellectuels qui sont les premiers mécontents des organisations existantes. »

Et après avoir examiné les divers aspects des faiblesses du mouvement, des Français comme des étrangers en France, il n'en concluait pas moins :

> « Si la guerre éclate maintenant – et il semble qu'elle doive éclater –, dans le premier mois, nous perdrons les deux tiers des militants que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés, d'abord, jeunes, ils seront mobilisés ; mais subjectivement ils resteront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront ni arrêtés ni mobilisés et qui resteront fidèles, peut-être trois ou

quatre, je ne peux dire au juste, ils seront complètement isolés[10].»

Cette lucidité pessimiste allait assez ressembler à la réalité. Elle fut cependant plus complexe, les pertes furent moins lourdes, et le redressement, plus long, fut plus complet.

La dispersion tint naturellement d'abord à la division qu'avait entraîné l'entrisme dans le PSOP. Encore une fois, la solution allait venir de la direction de l'organisation investie. Marceau Pivert, son dirigeant, par centrisme antitrotskiste, «suicida» son organisation. L'éclatement de la guerre, entraînant le tournant à droite du pouvoir, ne permettait plus la vie légale d'une organisation révolutionnaire. L'exclusion de fait, le 20 novembre 1939, des trotskistes, entraînant quelques éléments radicaux du PSOP, qui avaient créé, comme une sorte de fraction, un Comité pour la 4e Internationale, précéda de peu la dispersion de ce parti. Mais Trotski, et le comité international de New York, ne purent voir un tel Comité «pour»... que comme un recul par rapport à la fondation de l'Internationale, représentant les positions de dirigeants qui y étaient hostiles, et donc, tout d'abord, celle d'Yvan Craipeau, et d'autant plus que celui-ci ne changea pas le nom de ce Comité, devenu organisation indépendante, après l'exclusion du PSOP. C'est pourtant le noyau qui allait être le pôle de regroupement dont sortit le POI reconstitué, mais qui ne reprit ce nom qu'en mai 1942.

L'explosion fut plus grave pour le groupe du PCI, mais du fait de la répression: dès la mi-1939, condamné pour «menées antimilitaristes», Pierre Frank fit partie de la Délégation internationale des communistes internationalistes pour la construction de la 4e Internationale qui alla s'installer en Belgique, et comprenait ses principaux dirigeants, de Raymond Molinier à Ernesto Morris (Eduardo Mauricio) et Maurice Segal.

En France, ce sont de simples militants et quelques sympathisants qui sont arrêtés en février 1940, de façon lamentable. Une imprudence en a fait arrêter deux, qui bavardent (ils seront exclus plus tard), ce qui entraîne l'arrestation d'une dizaine d'autres. Au tribunal, plusieurs ont une attitude si veule que cela indigne les autres, en particulier le responsable,

Charles Margne. L'un de ceux-là, Pierre Boussel, dit Lambert, sera réintégré, mais «sous certaines réserves, prévoyant, entre autres, qu'il ne pourra accéder à des postes de responsabilité[11]». Ils ont été condamnés à des amendes et à treize mois de prison, simplement pour «propagande communiste nuisant à la défense nationale», un seul pour «travail antimilitariste». Raymond Molinier est accouru clandestinement d'Angleterre en avril-mai pour aider à la réorganisation du groupe français durement éprouvé par ce coup dur.

Rodolphe Prager, qui est mobilisé, désertera pour rejoindre en Belgique la délégation étrangère de l'ex-PCI, à la direction de laquelle s'est joint Vereecken, dirigeant d'un petit groupe belge, et qui publie *Correspondance internationaliste*. Les cahots de la guerre, puis l'invasion de la Belgique vont disperser cette «délégation». Frank, passé en Angleterre, y sera finalement arrêté en octobre 1940, condamné à six mois de prison, puis interné comme personnage dangereux jusqu'en novembre 1943. Raymond Molinier, envoyé au Portugal pour rétablir les liaisons avec la France, s'y trouvera finalement bloqué, et, au travers de maintes aventures et combinaisons dont il avait le secret, se retrouvera au Brésil, puis en Argentine sans pouvoir en sortir.

Mais dès mai 1940, Frank et Molinier avaient écrit à Trotski en lui proposant de renouer les relations politiques avec l'Internationale, rompues depuis quatre ans. Méfiant, Trotski leur demanda des engagements précis. Le 5 août, ils lui adressèrent l'expression d'un tel engagement. La lettre ne parvint qu'après l'assassinat du destinataire. Bien que Sam Gordon et van Heijenoort aient poursuivi positivement cette correspondance, la séparation des deux dirigeants de l'ex-PCI de leur formation française ne permit pas ce qui aurait pu être l'unification de deux principales tendances trotskistes françaises dès ce début de la guerre[11].

Les autres membres de la Délégation étrangère... rejoindront la France dans le flot de l'exode. Pour sa part, Prager, arrêté, deux fois emprisonné et deux fois évadé, va se retrouver seul à regagner la France en juillet 1940 et à entreprendre le regroupement des militants dispersés. Selon sa notice du

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, il forme un triangle de direction avec Roger Foirier et Jacques Grinblat[12]. Mais d'après son article de *Pour un portrait de Pierre Frank,* Henri Molinier aurait également été membre de cette direction. Grinblat était un jeune qui, avec Pierre Boussel, dirigeait auparavant un groupe d'anciens membres des Jeunesses communistes de Montreuil, et ils venaient d'être gagnés peu avant la guerre. Le groupe prend le nom de La Seule Voie, qui sera le titre de leur journal. Ce sera la base du futur CCI.

Ce sont bien environ les deux tiers des militants, prévus par Trotski, qui sont perdus, la débâcle de la France devant l'invasion allemande, puis la coupure du pays en deux zones rompant les contacts. À cela se sont ajoutées la démoralisation et l'exacerbation des désaccords

Ceux-ci ne sont pas toujours clairs : ainsi ceux de Barta (David Korner) et de sa compagne Louise, dès la fin 1939, et qu'ils n'ont guère explicités. Selon Craipeau, c'est l'inexécution d'une tâche – l'impression d'un tract – par Barta qui conduit à son exclusion. Mais elle a été exigée par Spoulber, Roumain comme Barta, et leur inimitié connue n'est pas sans inquiéter sur la justesse de cette mesure, que Craipeau attribue à une excessive rigueur de principes. Quoi qu'il en soit, c'est ce qui va provoquer la naissance d'un groupe minuscule, violemment critique à l'égard des autres. Si, tout d'abord, ce groupe de quatre personnes, et finalement d'une dizaine de membres, a condamné à juste titre les errements de départ du Comité de la 4e Internationale et de La Seule Voie, il se refusera à l'unification des forces trotskistes redressées, réalisée à la fin 1943, et restera un courant marginal par rapport à la 4e Internationale, se caractérisant, avec une continuité de longue portée, par un ouvriérisme rigide et un grand dogmatisme théorique.

Les divergences les plus importantes étaient celles qui portaient sur la fondation de l'Internationale. Ceux qui s'éloignèrent sur ce point dériveront en général vers la droite ou vers l'ultra-gauche. Mais que ceux qui ne dérivaient pas politiquement, avec Craipeau à leur tête, se soient donné le nom

de Comité pour la 4e Internationale avait d'autant plus gravement inquiété le secrétariat international, à New York, que, dans le même temps, la formation française se permettait d'appeler à l'unité, aux États-Unis, du SWP avec le Workers Party de Shachtman – dont Craipeau se sentait proche –, lequel parti rompait avec la politique définie par Trotski, tandis que son second dirigeant, Burnham, en démissionnait, dès mai 1940, en annonçant son abandon du marxisme.

Pendant toute cette période, et jusqu'au début de l'invasion allemande, le comité exécutif international eut en France un représentant de haute qualité : Sherry Mangan. Mais il ne put cependant parer les effets de ce qui fut la « débâcle » pour tous.

Importants furent les effets de la démoralisation. La plus grave, en France, fut à coup sûr celle qui atteignit Pierre Naville, la veille premier dirigeant du POI, et le plus ancien, qui ne rejoindra plus le trotskisme après sa mobilisation. De manières diverses s'éloignaient aussi Gérard Rosenthal, qui avait été l'avocat de Trotski ; Jean Rous, qui était apparu comme une sorte de lieutenant politique de Trotski ; Alexis Bardin, dirigeant syndical de premier plan dans le mouvement, d'autres encore. Des cadres qui s'étaient distingués dans l'avant-guerre, ne resteront plus en France, du côté du POI, que le seul Yvan Craipeau, et du côté du PCI, Henri Molinier. Ce sont donc des jeunes, quasi inconnus avant 1940, et le plus souvent de très sommaire formation théorique, qui vont assurer la relève.

Mais la cause essentielle de désorientation fut encore la question théorique de la nature de l'URSS. Pour nombre de militants, y compris de cadres, le pacte germano-soviétique, suivant les procès de Moscou, remettait en question l'analyse de Trotski. Comment pouvait-on « défendre l'URSS » (entendue comme ensemble des conquêtes acquises de la révolution), alors que l'État stalinien était allié de l'Allemagne hitlérienne et que l'Armée rouge pénétrait en conquérante dans la moitié de la Pologne ?

L'Europe sous la botte allemande

1940 : l'Allemagne occupe l'Europe de la Norvège à la Yougoslavie, de la France à la Pologne. Sa domination est limitée au Sud et à l'Est par ses alliés : l'Espagne franquiste, l'Italie fasciste, la Hongrie sous la dictature du régent Horthy, la Slovaquie de Mgr Tiso qui s'est mise sous la protection de l'Allemagne et a participé à la campagne de Pologne, la Roumanie dont le roi Charles II vient de capituler devant l'Allemagne et de former un gouvernement avec la fasciste Garde de fer, et… l'URSS. L'Angleterre n'a pu être envahie, mais l'insularité qui la protège lui rend aussi la contre-offensive très difficile. Orwell l'expliquera parfaitement dans une de ses chroniques à la radio de Londres en 1940 : « La Grande-Bretagne était seule à poursuivre la lutte, tout juste capable de se défendre et bien loin d'envisager l'éventualité de lancer une attaque sur un sol étranger. » Un second front à l'Ouest exigeait « le transport et surtout l'approvisionnement d'une force expéditionnaire [nécessitant] la mobilisation d'une flotte considérable[13] ».

L'effondrement militaire de la France et l'occupation de sa moitié la plus industrialisée et la plus peuplée, avec celle de toute la Belgique et celle des Pays-Bas, allaient poser une autre question, celle de l'oppression nationale en Europe. Cette question, qui avait été centrale dans les débats marxistes du début du siècle, et sur laquelle Lénine et Trotski s'étaient opposés à des théoriciens aussi éminents que Rosa Luxemburg et Boukharine, était devenue étrangère aux communistes de l'Ouest européen – et le demeura pendant la guerre mondiale pour tous les groupes sectaires, y compris celui de Barta. La direction internationale la jugea à juste titre pertinente pour toute l'Europe occupée, y compris pour des États, impérialistes la veille, comme la France et la Belgique, mais en s'opposant toutefois à la dérive de l'IKD (Internationalen Kommunisten Deutschlands) qui, dans ses *Trois thèses* et surtout dans ses *Problèmes de la révolution européenne* considérait l'intégration sans conditions aux mouvements de libération nationale comme sans possibilité d'autonomie de la politique et de l'action révolutionnaire[14]. Mais comment

intégrer la résistance à l'oppression nationale dans le programme révolutionnaire prolétarien sans confusion nationaliste, alors que, même si la fonction impérialiste de l'État français était menacée, la France gardait toutes ses structures sociales et économiques réactionnaires ; ce que l'opposition bourgeoise en exil était loin de remettre en cause, mais couvrait au contraire dans l'union sacrée et le chauvinisme ? Cela n'allait pas de soi et ne trouva guère de solution satisfaisante. Toutefois, il suffit de lire la réédition en fac-similé de *La Vérité*[15] pour constater les efforts faits pour orienter la conscience populaire vers l'organisation d'une résistance à la fois contre l'oppression nationale, se manifestant depuis la vie économique quotidienne, et le régime pétainiste de collaboration, tout en maintenant une stricte ligne de classe et d'internationalisme prolétarien. Ce journal se distingua aussi des autres par sa dénonciation de l'antisémitisme. Il faut d'autant plus souligner ce point qu'on a pu reprocher aux trotskistes de ne pas avoir dénoncé le génocide systématique du peuple juif. C'est ignorer que l'on n'a connu les camps d'extermination qu'après la guerre. Ce n'était, en revanche, sans doute pas le cas des Alliés, qui n'en dirent rien et ne firent rien pour s'y opposer.

Dans une telle situation catastrophique, complètement inattendue, et pour les trotskistes marquée du sang de Trotski, assassiné en août par l'agent stalinien Ramon Mercader, un nouveau vent de démoralisation s'abattit sur ces petits groupes, orphelins de leurs principaux cadres de la veille.

Le pire effet de démoralisation fut celui que théorisa Henri Molinier, dans le groupe de La Seule Voie. Considérant que les victoires allemandes étaient celles de la forme ultime de la domination capitaliste qu'incarnait le nazisme, il en tira la conclusion de son installation pour toute une période historique. Certes, Craipeau a pu écrire qu'alors « presque tout le monde croit que la victoire nazie est définitive[16] ». Il n'en reste pas moins étonnant que des trotskistes aient pu s'abandonner à une pareille analyse, alors que, comme nous l'avons vu, Trotski avait prévu, et l'inévitable retournement de Hitler contre l'URSS, et la non moins inévitable entrée des États-

Unis dans la guerre. Mais Henri Molinier était de ceux qui avaient abandonné la théorie de l'État ouvrier dégénéré, et il considérait désormais l'URSS comme un capitalisme d'État totalitaire, donc assez proche du système de l'Allemagne nazie. On avait donc là un premier cas (ils n'allaient pas cesser de se multiplier après la guerre) où cette théorisation conduisait à des conséquences politiques dangereuses. D'autre part, se souvenant que le fascisme n'avait pu vaincre que par un appui sur une aile « plébéienne », et qu'en France celle-ci se manifestait par le courant de l'ex-socialiste de gauche Marcel Déat, qui passait du socialisme national au national-socialisme, et fondait à ce moment le Rassemblement national populaire (RNP), il préconisa un « entrisme » dans ce mouvement.

Comme, plus tard, cette analyse et cette orientation gravement erronées allaient être montées en épingle par tous les adversaires du trotskisme, et qu'elles restent constamment ressassées, comme si c'était là un stigmate marquant tout le mouvement, il est bon de rappeler, d'une part que si l'analyse influença quelque peu le groupe, elle n'entraîna pratiquement qu'un tout petit nombre de militants. En fait, les plus acharnés adversaires n'en trouvent que deux, Henri Molinier lui-même et Maurice Déglise ; Roger Foirier n'y faisant qu'un bref passage. (La dérive du couple Binet, du Havre, qui alla jusqu'au pur passage au nazisme, ne dépendait pas de cet entrisme, et semble bien avoir commencé dès avant la guerre par de graves confusions de pensée.) D'autre part, cette aberration fut corrigée en moins d'un an, grâce sans doute au retour de Rodolphe Prager en France, où il reprit la barre du groupe avec Jacques Privas (Grinblat), lequel avait été jusqu'à justifier l'analyse de Molinier, mais sans participer à l'entrisme. Il faut souligner de plus qu'il n'était en rien une pratique collaborationniste, mais visait, sinon à créer un courant d'opposition révolutionnaire, du moins à gagner des militants égarés par un discours confusionniste qui atteignit alors un certain nombre de socialistes, de même que Doriot entraînait nombre de communistes de la période ultra-gauche du Komintern stalinien. N'oublions pas que *L'Œuvre,* où Déat donnait le ton des années avant la guerre, et dont il prit la

direction en septembre 1940, était aussi le quotidien où Geneviève Tabouis avait dénoncé le nazisme avec force. La gravité de l'erreur fut cependant marquée par l'effective dérive collaborationniste de Déglise. Mais si, inversement, on ne sache pas que les « entristes » aient arraché à leur dérive certains des socialistes et anarcho-syndicalistes entraînés là, en revanche c'est dans cette mouvance qu'Henri Molinier rencontra Jean Maillot, et sans doute d'autres « abondancistes » en crise, avec lesquels il allait, moins de deux ans après, fonder son Groupe Octobre. Il est important de signaler aussi qu'Henri Molinier expliqua à ces abondancistes, lorsqu'il les eut gagnés au trotskisme, que c'était pour se protéger d'une arrestation qu'il avait feint une conversion à la collaboration.

Il convient donc ici d'expliquer ce qu'était ce courant « abondanciste », bien oublié, créé par Jacques Duboin, et qui avait eu un certain écho dans les milieux de techniciens et de moyenne bourgeoisie d'affaires. La théorie échafaudée par Duboin, ex-banquier qu'une faillite avait conduit à la réflexion sur le capitalisme, partait du constat des crises de surproduction vécues dans les années trente, et en tirait la conclusion de la nécessité inéluctable d'une société de distribution des richesses sociales, dont il croyait possible de convaincre les capitalistes eux-mêmes, en faisant l'économie de la lutte de classes. Certes, l'association porteuse de cette utopie naïve avait vu apparaître en son sein, et sur sa gauche, un courant qui pensait nécessaire de regrouper des forces pour l'imposer, et qui se donna le nom de Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale (JEUNES), dont le principal dirigeant avait été Jean Nocher, lui aussi journaliste à *L'Œuvre*. La guerre mondiale ne pouvait que faire voler en éclats de si douces rêveries. Un homme au moins y vit de l'intérêt : rien moins que le ministre de l'économie du Troisième Reich, le Dr Sachs, qui s'efforça de convaincre les abondancistes que le nazisme était la réalisation même de leur projet. Ce fut, semble-t-il, sans grand succès. Toutefois, Jean Nocher commença par entrer dans cette voie de collaboration, avant d'aller se blanchir à Londres, où il devint un des speakers de la radio France Libre. Un petit groupe, dont le dirigeant était

Henri Pouget, dit Henri Claude, qui avait succédé à Nocher à la direction des JEUNES, comprit que seul le véritable communisme – et donc pas le stalinisme – pouvait réaliser une société d'abondance, et se tourna vers le marxisme révolutionnaire. La part d'Henri Molinier dans cette évolution semble avoir été importante. Nous les retrouverons dans le Groupe Octobre.

L'aberration théorique d'Henri Molinier et sa pratique ne furent pas sous-estimées dans le groupe La Seule Voie, mais condamnées, et semble-t-il sanctionnées par un éloignement temporaire de la direction. Pourtant, Roger Foirier, avant la guerre brillant jeune dirigeant des Faucons rouges, tenta une expérience du même type, et en plein accord avec la direction du CCI, avec d'explicites buts fractionnels et de couverture légale, en participant, en avril 1942, à une « refondation », sous égide allemande, du Centre laïque des auberges de la jeunesse (CLAJ).

Cette organisation avait été créée en 1933 sur le modèle d'un mouvement allemand datant de 1909, et en parallèle à la Ligue française des auberges de la jeunesse, fondée en 1929, mais dans un esprit social-chrétien, par Marc Sangnier. Ce fut d'abord une création personnelle de Mme Grunebaum-Ballin, qui en appela à l'aide du jeune Daniel Guérin, lequel connaissait bien l'expérience allemande. Mais une telle organisation dépassait les forces et les moyens individuels. Mme Grunebaum-Ballin rechercha alors l'appui des organisations de tendance sociale-démocrate (Syndicat national des instituteurs, CGT, Ligue de l'enseignement, Fédération des municipalités socialistes, Union des villes et communes de France, Amis de l'enfance ouvrière, etc.), qui s'occupaient de la jeunesse et qui fournirent un conseil d'administration chapeautant ce CLAJ. Le Front populaire, avec la création des « congés payés », avait donné son plein essor à ce mouvement laïque qui dépassa vite le mouvement chrétien. Mais les organisations sociales qui le patronnaient craignaient les risques de sa politisation. L'activité politique y fut donc prohibée, ainsi que la structuration régionale et nationale des clubs d'usagers, qui s'appelaient eux-mêmes les « ajistes ». Un tel refus

de vie politique dans un climat d'agitation sociale comme celui de la fin des années trente, c'était refuser à la mer d'avoir des marées. Il était impossible de limiter les jeunes travailleurs qui se retrouvaient là à chanter des chansons du folklore autour des feux de camp, bref à être des sortes de scouts laïques, dont rêvaient les fondateurs, et Léo Lagrange, le ministre de la jeunesse et des sports du Front populaire. Très vite, les ajistes ne l'entendirent pas de cette oreille. Leur volonté d'autogestion s'imposa et, de leur seule autorité, ils organisèrent un congrès pendant l'été 1938, dont la résolution décida l'établissement de « bons rapports » avec toutes les autres organisations de jeunesse, y compris politiques. En fait, tous les partis et toutes les organisations de gauche avaient vu en le CLAJ un lieu de propagande et de recrutement ; et particulièrement les trotskistes, pour qui ce fut un vivier fructueux. Inquiets de cette politisation, qui, à la même époque, les dépassait dans leurs propres organisations de jeunesse, les sociaux-démocrates des organisations de parrainage tentèrent d'y faire obstacle. Ainsi, pour le congrès mondial de la jeunesse de New York, Léo Lagrange n'accordait qu'un délégué aux usagers, l'autre représentant le CLAJ, c'est-à-dire les « parrains » adultes ; et l'unique délégué « ajiste » fut… Marc Augier, un fasciste masqué qui s'était hissé à la direction et était devenu le rédacteur en chef du journal des usagers. La guerre allait régler ce problème à sa manière, comme tant d'autres. Les organisations socialistes éliminées par la réaction pétainiste, Mme Grunebaum-Ballin favorisa la prise en main de la direction du CLAJ par Maurice Laval et Lucienne Abraham, deux trotskistes du POI, mais inconnus comme tels des diverses autorités.

Dès le lendemain de la « débâcle » de l'été 1940, les jeunes trotskistes du POI jouèrent la partie aventureuse d'un renouvellement du CLAJ, comme mouvement centralisé des seuls jeunes. Sommés de participer à la création des camps de jeunesse pétainistes, ils se proposèrent de faire du CLAJ un instrument de pénétration et de détournement de ceux-ci. À cette fin, ils provoquèrent des congrès régionaux des clubs – qui ne demandaient que ça ! – et organisèrent un congrès national, clandestin, à Suresnes, le 14 décembre, sous la protection

du maire socialiste encore en place, Henri Sellier. Une telle réunion de 200 jeunes, et alors que le fasciste Marc Augier venait tout juste de se démasquer, c'était une gageure. Moins de quinze jours plus tard, le CLAJ était suspendu, ses locaux mis sous scellés, après une véritable bataille contre les fascistes pour le local de la rue de Valois, d'abord gagnée puis perdue par les trotskistes. C'en était fini de cette organisation, bien que sa dissolution officielle n'ait eu lieu qu'un an plus tard[17].

En zone sud, Georgette Gabai et Henri Kustlinger réussirent, dans les premiers jours de janvier 1941, à réunir un congrès qui enleva la direction à une équipe ralliée à l'« Ordre Nouveau ». Là, le CLAJ, rebaptisé Compagnons de la route, réussira à infiltrer les Chantiers de jeunesse, qui réussiront si bien que… tout sera dissous par Vichy.

Cependant, si les trotskistes du POI semblent avoir, en zone occupée, abandonné les Auberges de la jeunesse dès le rapide échec de décembre, et après que Maurice Laval en eut récupéré et détruit les fichiers, des ajistes, en électrons libres, s'acharnèrent à maintenir des liens entre eux. Certains, acceptant la collaboration et ses interdits, en particulier d'interdiction des juifs, allaient obtenir des autorités d'occupation l'autorisation d'une refondation, en avril 1942. C'est à celle-ci que Roger Foirier participa. Cette opération, plus irréaliste encore que la première, et beaucoup plus compromettante, ne servit d'ailleurs à rien. Vite repéré pour son travail « séditieux », et dénoncé comme trotskiste, Foirier dut s'éclipser de cette formation en août. L'enjeu ne valait pas les risques. Cette erreur, qui n'était pas personnelle, pesa sur Roger Foirier. De ce fait, et pour parer aux calomnies intéressées staliniennes et nationalistes, ses responsabilités politiques, comme celles d'Henri Molinier, restèrent clandestines, au-delà même de la fin de la guerre, d'où l'erreur de certains historiens qui écrivirent qu'ils avaient été exclus ou, du moins, écartés des postes de direction. L'acharnement des staliniens, au-delà du jury d'honneur qui le lava de leurs accusations, alla jusqu'à tenter de l'assassiner, en septembre 1944. L'un d'eux, embusqué sur le pont de Suresnes, tira sur lui et le manqua,

Mais Marguerite Bonnet, qui était à son côté, fut atteinte à la tempe par la balle qui lui sectionna le nerf optique, ce qui lui fit perdre la vue d'un œil.

Il faut enfin mesurer l'erreur théorique d'Henri Molinier, et les aventures politiques qui en découlèrent directement ou indirectement, en la comparant à la nette dérive de Jean Rous, de Fred Zeller, de Lucien Weitz et de quelques autres, anciens du PSOP, de divers groupuscules, et jusqu'à des radicaux du courant d'un Bergery rallié à Pétain. Ceux-là, sous la direction « théorique » de Rous, partaient d'une même analyse d'une domination de longue durée de l'Allemagne en Europe, base de la formation d'une nouvelle société dépassant « le capitalisme, classique » (sans le dire rejoignant ainsi les positions de Burnham), et créèrent le Mouvement national révolutionnaire français (MNR), une organisation d'un confusionnisme noir, sinon collaborationniste, du moins nationaliste de collaboration de classes, pour une indépendance nationale, à la fois « impériale » et corporatiste, et opposée aux « impérialistes » en lutte. Leurs deux organes successifs ne se nommèrent-ils pas *La Révolution française*, puis *Le Combat national révolutionnaire*. Cette déviation fut condamnée sur-le-champ par le groupe de Craipeau comme une trahison impardonnable, et dénoncée par *La Vérité* en son numéro 19 du 5 septembre 1941. Cela rend d'autant plus curieux que cette fuite panique hors du trotskisme soit à la fois utilisée, tantôt comme un signe de déviation trotskiste, tantôt, voire en même temps, présentée avec une certaine indulgence par rapport à celle de Molinier, du fait que ce MNR une fois dissous par les autorités d'occupation, en juin 1941, et ses animateurs arrêtés, Jean Rous, après six mois de prison (une peine légère par le temps qui courait) se soit blanchi en passant à la Résistance nationale, tandis que le seul Zeller était récupéré par le POI, mais sans y être réintégré, pour le reste de la durée de la guerre (ce qui, soulignons-le, relativise le trotskisme que, toute sa vie, il ne cessera de porter en sautoir, avec le titre d'ex-secrétaire de Trotski qu'il n'a jamais été, jusque sous le collier de Grand Maître du Grand Orient de France).

Ces deux et inégales aberrations, marginales, et toutes deux basées sur une conception théorique du système de l'URSS que Trotski avait combattue avec acharnement jusqu'au dernier jour de sa vie, n'ont rien de commun avec la ligne collaborationniste menée alors par la direction du PCF sous directives moscoutaires. À ce titre, elles ne doivent donc pas continuer à voiler ce qui fut, pendant cette première période de l'Occupation, l'activité essentielle des deux formations trotskistes.

Ce fut d'abord le travail de regroupement patient des forces, dans un pays coupé en deux par une ligne de démarcation qui, malgré sa longueur, fut toujours difficile à franchir. Travail difficile, sérieux et à hauts risques que ces reprises de contact et cette remise en activité des trotskistes dispersés, mais qui restaient debout. On ne doit pas oublier que, dans ce premier temps de l'Occupation, la France, où la classe ouvrière était écrasée et muette, la majorité de la population était partagée entre un « gaullisme » discret, réduit à l'écoute de Radio Londres, et un pétainisme de soulagement, rassuré par la « correction » momentanée d'une armée allemande disciplinée.

Les trotskistes français manquaient de toute expérience de la lutte clandestine. Une rééducation du comportement politique était nécessaire. La formation en triangles fut souvent difficile à imposer à des garçons et filles qui, étant peu nombreux, avaient l'habitude de militer en contacts familiers, voire dans le plus total copinage. Les tâches non plus n'étaient plus les mêmes. Ce fut une véritable « refonte » du mouvement qui eut lieu, ce qui fit qu'à la fin de la guerre, l'organisation unifiée ne ressemblait plus à ce qu'avaient été les formations des années trente.

Nous avons vu que la répression commença tôt. Marcel Beaufrère, membre du premier triangle de direction de l'ex-POI, avait été arrêté dans un local du PSOP dissous. Il parviendra à s'évader dans le chaos de la débâcle. Le deuxième triangle fut brisé par l'envoi dans un camp de concentration français, comme étranger, de Spoulber, que remplaça Marcel Gibelin, qui sera le seul dirigeant, avec Craipeau, à échapper à la répression pendant toute la guerre, et dont le rôle, très effacé, sera pourtant essentiel.

Le premier regroupement fut celui des deux morceaux des deux parties du POI qu'avait séparées l'ordre d'entrée dans le PSOP. Il ramena au groupe « officiel » un fort noyau de jeunes intellectuels de qualité : Marcel Hic, Paul Parisot, David Rousset, Maurice Laval, Marc Paillet et Émile Guikovaty (Swann) qui venait d'être gagné dans le CLAJ. Il faut souligner que sont eux, que Craipeau appela « les ajistes », qui firent pencher la balance majoritaire vers l'analyse d'« oppression nationale » de la France, et qu'il y a là la tête du noyau de ceux qui seront la minorité de l'immédiat après-guerre, puis la majorité de fin 1946 à 1947, enfin théorisèrent la nécessité de l'entrée dans le RDR.

Tâche centrale : établir des contacts entre les deux côtés de la « frontière » franco-française. Cela fut opéré, mais sans permettre une véritable unité de fonctionnement, d'autant qu'à la très faible perméabilité frontalière s'ajoutait un assez net divorce politique.

En cette zone sud, dont Albert Demazière, à Marseille, fut le principal dirigeant, l'accord était total avec les positions de Trotski, puis du secrétariat international, à la fois sur la nature de l'URSS et sur la reconnaissance de la fondation de l'Internationale. Il y eut donc là une nette opposition, d'abord à Craipeau, puis à la conception de la question nationale, devenue majoritaire au nord, où les thèses de Hic théorisaient la nécessité du front commun avec une bourgeoisie et une petite-bourgeoisie « nationales », à la fois opposées au fascisme et aux impérialistes anglo-américains. Gibelin s'y opposa radicalement, comme Demazière de son côté ; Craipeau flottait, ne les condamnant pas, mais jugeant, avec raison d'ailleurs, leur stratégie comme dépourvue de toute base sociale réelle.

Une autre tâche, élémentaire et prioritaire, c'était la protection des militants immigrés, les plus directement menacés par la répression. La plupart de ceux qui le purent gagnèrent la zone sud. Un asile provisoire original fut la création à Marseille d'une société Croquefruit, fabriquant avec des dattes des friandises chocolatées. Marcel Bleibtreu – encore un de

ces jeunes, la veille inconnus – a eu l'idée de cette entreprise. Tandis qu'il part reprendre ses études de médecine à Paris, son frère René, le comédien Sylvain Itkine, Georgette Itkine et Elio Gabai, tous anciens bolcheviks-léninistes, en seront les fondateurs. Guy d'Hauterive et Jean Rougeul auraient amené les fonds. Coopérative : tout le monde y est au même salaire. Elle emploiera, plus ou moins temporairement, environ deux cents personnes (juifs, surréalistes, antifascistes divers), en attente d'une possibilité de s'embarquer vers l'Amérique. Vite suspect, et objet de mille tracasseries, Croquefruit verra les trotskistes s'en dégager peu à peu, les derniers après les arrestations de juin 1942. L'affaire bouclera ses portes en novembre, alors que la Méditerranée, d'où transitent les dattes, matière première de sa pâtisserie, se trouve fermée[18].

Des deux côtés de la « frontière », les survivants politiques regroupés des deux groupes de la veille de la guerre mènent sans tarder des activités d'organisation et de propagande. La plus importante fut la publication assez régulière de *La Vérité,* simplement ronéotypée jusqu'en août 1941. Mais la plupart des régions eurent leur petit journal ronéoté, et tous des tracts en fonction des événements locaux ou régionaux. Ainsi, le groupe de Clermont-Ferrand, selon Laurent Schwartz qui en était membre, comptait onze militants, diffusait *La Vérité* et produisait des tracts.

Cette pauvreté montre assez quelles minces forces constituaient les Comités de la 4e Internationale. Combien y avait-il alors en tout de trotskistes dans cette formation ? Craipeau a écrit tantôt entre cent et deux cents, tantôt de trois cents à quatre cents. C'est beaucoup plus que n'avait craint Trotski. C'est autour de trois cents que semble être la bonne estimation, ne serait-ce qu'en en jugeant par le nombre de ceux qui tombèrent : un tiers selon Craipeau, qui dit ailleurs une centaine. Le groupe de La Seule Voie était beaucoup moins nombreux. Ses forces ne durent pas dépasser beaucoup la cinquantaine. Gibelin pense qu'à la fin de la guerre il y avait moins de deux cent cinquante militants dans l'organisation unifiée. Il y eut donc comme un équilibre entre les arrestations et un recrutement que rien ne permet de chiffrer. Le

Groupe Octobre semble avoir eu moins de vingt membres. La balance des forces, du début à la fin de la guerre, semble avoir à peine bougé, d'une cinquantaine tout au plus. C'est en fonction de ces nombres qu'il faut mesurer ce qui a été fait et… les critiques sur ce qu'il « aurait fallu faire ».

S'il y avait eu une drôle de guerre de 1939 à l'été 1940, ce fut aussi une drôle de défaite-occupation que l'année qui s'écoula entre l'effondrement de la France et le déclenchement de l'offensive allemande contre l'URSS. L'Allemagne jouait l'alliance avec la France du Maréchal, étayée par les partis fascistes. Bien que cet attelage fût conflictuel, Pétain et les siens tentant une impossible autonomie, le régime de « collaboration » modéra dans le premier temps la répression par rapport à la férocité qu'elle avait déjà dans le reste de l'Europe occupée. Toutefois, la police de Vichy, bien informée par les fichiers établis sous le Front populaire, fut plus acharnée que celle de l'occupant lui-même, et plus efficace à la chasse aux révolutionnaires, ainsi que le prouve le démantèlement du réseau de la zone sud ; les arrestations de la zone nord étant toutes ou quasi toutes le résultat de hasards malheureux ou des prises en otages de militants connus.

Tout était masqué et truqué dans cette situation de la France. Le pacte germano-soviétique paralysait les forces communistes, sous influence d'un PCF dont les dirigeants, Duclos en tête, devenus essentiellement des dénonciateurs des impérialismes anglo-saxons, allèrent jusqu'à tenter la parution légale de *L'Humanité* ou, à son défaut, de *Ce soir*. On ne sait jusqu'où cela serait allé si la police, aux ordres de Vichy, n'avait rendu au Parti communiste le service de poursuivre la politique de classe du dernier gouvernement de la 3e République, avec une haine déchaînée, traquant ses dirigeants, députés et cadres locaux. Cette répression, coûteuse en militants, permit au Parti communiste, après son retournement à 180° – toujours sur ordre de Moscou dès que l'URSS fut envahie par l'Allemagne –, de camoufler sa politique honteuse de presque deux ans.

On peut dire que, dans cette période, il n'y eut pas de résistance générale organisée. La seule Résistance française fut

celle de quelques militaires « patriotes », soit se contentant de dissimuler des armes – voire les détruisant –, soit agissant comme agents secrets en contact avec l'Angleterre. Quant aux rares manifestations de résistance communiste, ce furent le fait de petits groupes agissant sur les marges du PCF, hostiles à la ligne stalinienne, ou croyant à l'argument de la « ruse » du pacte germano-soviétique.

Avec leurs tracts et leurs petits journaux, *L'Étincelle,* puis *La Vérité*, les petits groupes trotskistes, tellement dépourvus de moyens, n'avaient pas un bilan si médiocre.

Vers l'unité, sous la tempête de la guerre germano-soviétique

Tout changea avec l'offensive allemande contre l'URSS. Pour les trotskistes, c'était la vérification de ce qu'avait prévu Trotski. Curieusement, pourtant, la poursuite des interrogations sur la nature du stalinisme avait continué à être pensée depuis trois ans comme si l'URSS allait rester à l'écart de la guerre !

Dès 1937, Trotski s'était demandé ce qu'il adviendrait de l'URSS en guerre, après « l'épuration politique sanglante [...] entraînant la suppression des meilleurs généraux[19] ». Il modérait ses craintes à la fois par la situation de défensive où se trouverait l'URSS, par l'importance de ses fortifications, la valeur des soldats et officiers soviétiques, ainsi que par la qualité de leurs tanks et avions, et ajoutait :

> « Le reste dépendra du "facteur moral", c'est-à-dire des hommes vivants, le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. L'issue de la guerre est en dernière analyse décidée par la guerre elle-même. »

Sa lucidité, là encore, ne fut pas démentie par l'histoire, bien que d'abord tout semblât le contredire.

Le stupide entêtement de Staline, qui le conduisit à refuser de croire que l'offensive allemande aurait lieu à ce moment, alors que pourtant tout l'annonçait, y compris ses meilleurs espions, fit que l'attaque entraîna un désastre pour l'URSS. Selon une tactique mise au point dans toutes les précédentes offensives, l'aviation allemande détruisit au sol celle de l'ennemi. Douze armées, soit 98 divisions constituant toutes les troupes du front ouest, furent encerclées et détruites ; 4 500 chars, 3 000 canons furent pris ainsi que 500000 prisonniers. Certes, les Allemands avaient 470000 tués ou blessés, mais les Soviétiques en avaient 1 300 000. Lancée le 22 juin, la Wehrmacht était à Odessa le 15 août et commençait le siège de Leningrad le 9 septembre. Le 19, elle avait déjà pris Kiev.

Ce que Staline avait éliminé en 1937 et 1938, ce n'était pas seulement le meilleur état-major révolutionnaire, mais aussi ce qu'avait été sa conception de la guerre moderne, et celle, complémentaire, de la guerre révolutionnaire, populaire, que le « tsar » craignait de ne pouvoir contrôler. Il avait donc remplacé des stratèges de haut niveau par ses vieux complices, archaïques bravaches ignares, du type Vorochilov et Timochenko.

Devant le désastre, Staline commença par s'effondrer, disparaissant du 23 juin au début de juillet, et, selon Khrouchtchev, passant tout ce temps à boire. Il y avait là les conditions, prévues par Trotski, de l'effondrement de tout l'appareil de l'État stalinien... s'il n'y avait pas eu auparavant, en moins de quinze ans, l'élimination, dans toutes les couches dirigeantes, de tous les hommes capables d'une relève. Le redressement eut lieu dans la guerre elle-même, au prix le plus élevé, d'autant que, revenu à la barre, Staline la dirigea en dépit du bon sens, continuant à refuser des reculs stratégiques, ce qui coûta encore des centaines de milliers de morts, jusqu'à ce que de jeunes généraux, élèves des assassinés, réussissent à s'imposer. La victoire finale ne fut donc pas celle du « Bureaucrate suprême », qui s'était autopromu généralissime, mais fut bien obtenue grâce ces valeurs de dévouement et de courage d'un peuple conscient de défendre à la fois sa vie et ce qu'il regardait comme ses conquêtes, et à celles de ses milliers de cadres, militaires, techniques et scientifiques, issus de la révolution, et dont beaucoup payèrent chèrement, après la guerre, d'avoir été plus clairvoyants, hardis, voire héroïques que les sommets pourris de la bureaucratie.

L'entrée de l'URSS dans la guerre mondiale amena Staline à un tournant radical, non seulement de sa politique, mais

aussi des manifestations de l'idéologie afférente. Les valeurs patriotiques russes prirent définitivement le pas sur les références au communisme. Et les gages nationalistes (soulignés un an plus tard par la dissolution du Komintern) donnés aux impérialistes anglo-saxons allaient s'accompagner de directives d'alignement de chaque parti « communiste » sur son nationalisme particulier.

De ce fait, le retournement d'alliance de l'URSS, qui pouvait donner une valeur théorique au mot d'ordre de « défense inconditionnelle de l'URSS », s'il se réalisait spontanément en URSS même, en particulier de la part d'opposants lucides, allait rester parfaitement abstrait dans un pays comme la France, face au tournant nationaliste chauvin du PCF. Bien loin, en effet, que le changement d'adversaire favorise un front unique « communiste », il porta au contraire à la plus extrême violence l'antitrotskisme stalinien.

Du même coup, cette politique contre-révolutionnaire du stalinisme, entraînant sa recherche d'un « front national » de collaboration de classes avec la résistance bourgeoise (alliance accueillie par celle-ci avec méfiance, et qui resta constamment antagonique), fermait aux forces trotskistes toute combinaison de la lutte de classes avec celle de libération nationale. Les partis communistes, devenus ultranationalistes, renvoyaient, et seulement en catimini, les objectifs révolutionnaires à l'« après-guerre » (comme ils l'avaient fait en Espagne). Inversement, toute politique internationaliste, en particulier vis-à-vis des soldats allemands en cours de démoralisation, mais redevenus des « Boches » pour les staliniens, les séparait des trotskistes. Il y eut certes un journal allemand du PCF, *Soldat im Western,* mais s'il évoque des comités de soldats, on n'a nulle trace de leur existence, et il s'agissait essentiellement de démoralisation des troupes : des passeports délivrés pour passer à l'Armée rouge sur le front de l'Est n'avaient aucune chance de validité[20]. Ce cours « anti-Boche », poursuivi par *L'Humanité* clandestine jusqu'au dernier jour de la guerre, constitua un frein puissant à tout développement révolutionnaire en Allemagne.

Les historiens ont, en général, trop peu vu que le PCF connut dans cette période un changement de génération, dont la formation politique détermina toute la période de l'après-guerre. Alors que les ouvriers, base de masse du PC depuis 1936, étaient laissés passifs dans les usines, la plupart du temps sans directives, ce sont des jeunes – surtout à partir de la mobilisation du Service obligatoire du travail (STO), avec ses innombrables réfractaires – qui allaient fournir sa base militante et ses futurs cadres à ce parti.

Les dirigeants staliniens, craignant une radicalisation de cette jeunesse, la blindèrent avec l'épouvantail de l'hitléro-trotskisme. L'accusation vaudra condamnation à mort des trotskistes qui tomberont dans leurs mains. Ainsi en ira-t-il de quatre des cinq trotskistes de la zone sud arrêtés en juin 1942, et qui furent envoyés à la prison du Puy-en-Velay. Ils s'y trouvèrent avec des prisonniers du PCF. Le 1er octobre 1943, ils étaient partie prenante d'une évasion organisée par les Francs-tireurs et partisans (FTP) du maquis de Queyrière. Tous les évadés furent conduits au maquis de Wodli, où Pietro Tresso (ex-dirigeant du Parti communiste italien), Maurice Segal, Abraham Sadek et Jean Reboul furent assassinés, semble-t-il sur un ordre arrivé de plus haut. Revenant d'une corvée, Albert Demazière, le cinquième, s'égara et échappa ainsi à la mort. Ces assassinats n'ont toujours pas été avoués et élucidés. Ils montrent ce qu'aurait pu être une participation trotskiste à la résistance stalinienne : un guêpier mortel.

Certains ont donné comme un exemple de ce qu'il aurait fallu faire l'engagement dans les FTP d'André Calvès, tel qu'il l'a lui-même rapporté dans son *Sans bottes ni médailles.* Il suffit pourtant de le lire pour voir combien cette expérience particulière, d'une part fut déterminée par les circonstances, au plus haut point accidentelles, de la destruction de la cellule brestoise du POI, conséquence du drame qui mit fin à son travail en direction des soldats allemands (dont nous parlerons plus loin), et d'autre part que son aventure fut menée dans la plus stricte clandestinité de son trotskisme, enfin qu'elle n'entraîna aucune influence, ni même aucun gain militant[21].

Faut-il attribuer ce bilan nul au fait que l'expérience fut purement individuelle ? L'expérience du groupe de Gérald Suberville prouve le contraire. Fils d'officier supérieur, et devenu officier lui-même, mais d'esprit contestataire, Gérald Suberville choisit de commander dans la Légion étrangère et se trouva, en 1940, chef d'une section d'un régiment de volontaires étrangers antinazis, annexés à cette Légion. Décidant de passer à la résistance, il la mena avec des anars espagnols et des artilleurs prolos parisiens. L'expérience de ses contacts avec des résistants militaires le conduisit à se détourner d'eux et à s'unir aux ouvriers qui agissaient de façon autonome. Toutefois, beaucoup d'entre eux étaient des communistes. Et dès que l'appareil clandestin stalinien se fut mis en place, c'est une autre expérience douloureuse qui commença pour ces militants qui n'avaient aucune connaissance profonde du stalinisme. Ainsi de l'arrivée parmi eux d'un « commissaire » venu pour l'exécution, pour indiscipline, d'un vieux cheminot, résistant spontané de la première heure. Et lorsque la victoire s'annonça, ce fut à la militarisation pour chasser le « Boche » qu'on les invita, en passant sous les ordres de ces officiers soudain sortis de terre pour les mener, ces hordes de gueux mal armés, sur les fronts où ils avaient le plus de chance de se faire massacrer. Cette expérience confirme celle d'André Calvès : les 800 hommes de sa compagnie Saint-Just, et la colonne Fabien où ils furent intégrés, durent choisir entre l'incorporation dans l'armée De Lattre ou… le retour à la vie civile. Ceux qui signèrent leur « engagement » furent conduits sur les fronts les plus exposés, alors qu'ils étaient les plus mal armés. Il semble bien que Fabien, Lebon et Dax, les trois chefs de la colonne, furent assassinés (c'est du moins ce que pensaient les survivants). Ceux qui ne signèrent pas, et ne suivirent pas Calvès dans le retour à la lutte trotskiste, pour la plupart, finirent mal[22].

Quant au maquis de Guingouin, dans le Limousin, son fondateur avait pris ses distances avec la politique du PCF, alors que celle-ci était orientée par le pacte germano-soviétique, en engageant la lutte armée. Son programme de guerre était d'alliance « ouvriers et paysans » pour transformer la lutte nationale en « révolution populaire ». Ce programme, il le réalisera à la Libération, par une véritable prise du pouvoir, avec tribunaux populaires. Mais, isolé, il dut s'incliner. Le PCF lui imposera de se soumettre à l'État gaullien et, en dépit de cette capitulation obligée, il lui fera payer cher son indiscipline quand l'« ordre » sera rétabli. Il sera dénoncé de la même façon que l'étaient les trotskistes, exclu, et abandonné à la justice bourgeoise quand celle-ci décida d'équilibrer son épuration si limitée par des procès contre les « excès » des maquisards.

Contrairement à ce que pensait Calvès, une participation de nos forces si limitées aux FTP n'aurait pas donné aux militants survivants une autorité politique, après la Libération, quels qu'aient pu être leurs états de service, eussent-ils été héroïques : la répression et la calomnie staliniennes ne s'arrêtaient pas à de tels détails.

La question est néanmoins sans cesse reposée de la nécessité qu'il y aurait eu pour les trotskistes à participer à la Résistance (la majuscule la fondant comme unique, ce qui n'a jamais été le cas, même quand il y eut un Conseil national de la Résistance). Yvan Craipeau lui-même, pour qui les voies de notre participation à la lutte armée furent une préoccupation constante, n'en souligne pas moins à quel point la résistance gaulliste, dans son « nationalisme », était assez proche de celui des hommes de Vichy avec lesquels elle entretenait nombre de liens, et était surtout soucieuse, « constatant l'impossibilité d'empêcher l'existence d'une armée d'irréguliers, [de] la mettre sous la coupe de l'état-major traditionnel ». Et n'écrivit-il pas finalement :

> « Au moment des discussions avec Jean Moulin, nous n'écartions pas l'hypothèse de recevoir des armes des Alliés. Avec Marcel Hic, nous évoquions les mots de Lénine acceptant les fournitures des brigands alliés contre les brigands allemands. Cela supposait bien sûr que ne soit exigée de nous aucune contrepartie, comme l'adhésion à la résistance bourgeoise. Je reste convaincu qu'une telle adhésion aurait été un suicide politique : les socialistes de gauche de *L'Insurgé* ont bien reçu des armes pour leur maquis, mais ce maquis n'a pu jouer un rôle autonome. »

Et plus haut :

« Nos efforts pour constituer les maquis rouges indépendants ont échoué pratiquement partout (dans *Contre vents et marées,* je cite l'exemple de la Haute-Savoie, mais le maquis de Sérignac était également FTP)[23]. »

Il dut reconnaître l'échec de toutes ses tentatives, en particulier celle de Haute-Savoie, avec des « ajistes » devenus réfractaires, qui, finalement passèrent aux FTP pour être armés.

Dans ses Mémoires inédites, Marcel Bleibtreu, de son côté, fait aussi grief aux « diverses organisations qui se réclament de la 4e Internationale », et en particulier à « la direction droitière du POI [de n'avoir] pas su accorder la priorité à l'encadrement politique de ces milliers de réfractaires [du STO] dont beaucoup deviendront, par défaut, membres ou électeurs du PCF d'après-guerre » :

« Or, il n'est pas douteux que les militants du POI, notamment ceux qui avaient fait la preuve de leur intelligence et de leur dévouement dans les Auberges de la jeunesse, auraient pu être les excellents éducateurs d'une grande masse de partisans. »

N'est-ce pas oublier ce qu'était le rapport des forces militantes disponibles, le cruel manque de moyens (en argent, et plus encore en armes), et de l'absence de bases arrières. C'est oublier aussi que si Craipeau, par son goût de l'action, cédait quelque peu à la pression « résistantialiste », c'est la gauche du POI qui s'opposa constamment à lui et à ce qu'elle considérait comme de l'aventurisme.

Participer à la Résistance nationale, à défaut de s'enliser dans les rangs staliniens, dont les actions répondaient à des buts obscurs pour les exécutants, et en général consistaient en des opérations terroristes dont les conséquences répressives dépassaient monstrueusement l'efficacité aléatoire, cela aurait été devenir des supplétifs du gaullisme, tels que le furent les maquisards qui allèrent, sur ordre criminel, se sacrifier sans aide et sans espoir sur le plateau des Glières, dans le Vercors ou autre « pièges à résistants » – comme les nomme Maurice Rajsfus, dans sa *Libération inconnue*[24] – des « grands maquis

mobilisateurs ». Quant aux petits maquis, les inévitables pertes dont ils étaient menacés étaient un enjeu dont le bénéfice révolutionnaire était très aléatoire.

Une vérification concrète du piège que pouvait constituer un groupe de résistance composite, fût-il d'extrême gauche, a été donnée par l'aventure du groupe La Main à plume. Trotskisme et surréalisme avaient connu une zone de fusion après la rencontre fructueuse entre Trotski et André Breton et leur *Manifeste de la FIARI* (Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant) en 1938. Tout un groupe de jeunes trotskistes devint surréaliste. Le noyau historique du mouvement ayant dû quitter la France, sauf Éluard qui commença son mouvement de chute vers Aragon, ce sont ces jeunes surréalo-trotskistes du POI qui formèrent le groupe clandestin La Main à plume. C'est le problème de la participation à la lutte armée, et très précisément dans les FTP, qui allait faire éclater ce groupe. Les débats et heurts furent violents. Ceux qui choisirent cette voie et ne trouvèrent pas la mort dans des engagements dérisoires se rallièrent au stalinisme, tel André Stil, qui devait devenir un antitrotskiste débridé en tant que rédacteur en chef de *L'Humanité,* puis prix Staline. Le reste du groupe explosa. Pour leur part, les trotskistes allaient se rabattre sur l'activité politique dans le POI, puis le PCI, certains devenant même des membres de la direction, tels Émile Guikovaty et Louis Dalmas de Polignac ; Gérard de Sède, pour sa part, en éternel hussard flanc-garde[25].

C'est complètement à l'inverse de la politique d'« à chacun son Boche » que se situa celle, internationaliste, du trotskisme. Jamais la 4e Internationale n'est tombée dans la mystification de la responsabilité collective du peuple allemand. On y connaissait trop bien l'histoire et les raisons de la « résistible » montée et de la victoire du nazisme, et du prix qu'en avait payé l'avant-garde ouvrière allemande.

Dès 1941, Jean Meichler, un des premiers et des plus éminents militants trotskistes, ex-dirigeant du PCI, bien qu'ayant quitté le mouvement, fut arrêté le 3 juillet et fusillé en septembre comme otage, mais non par hasard : il a été choisi en tant qu'ex-rédacteur d'*Unser Wort,* le journal des trotskistes

mobilisateurs ». Quant aux petits maquis, les inévitables pertes dont ils étaient menacés étaient un enjeu dont le bénéfice révolutionnaire était très aléatoire.

Une vérification concrète du piège que pouvait constituer un groupe de résistance composite, fût-il d'extrême gauche, a été donnée par l'aventure du groupe La Main à plume. Trotskisme et surréalisme avaient connu une zone de fusion après la rencontre fructueuse entre Trotski et André Breton et leur *Manifeste de la FIARI* (Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant) en 1938. Tout un groupe de jeunes trotskistes devint surréaliste. Le noyau historique du mouvement ayant dû quitter la France, sauf Éluard qui commença son mouvement de chute vers Aragon, ce sont ces jeunes surréalo-trotskistes du POI qui formèrent le groupe clandestin La Main à plume. C'est le problème de la participation à la lutte armée, et très précisément dans les FTP, qui allait faire éclater ce groupe. Les débats et heurts furent violents. Ceux qui choisirent cette voie et ne trouvèrent pas la mort dans des engagements dérisoires se rallièrent au stalinisme, tel André Stil, qui devait devenir un antitrotskiste débridé en tant que rédacteur en chef de *L'Humanité,* puis prix Staline. Le reste du groupe explosa. Pour leur part, les trotskistes allaient se rabattre sur l'activité politique dans le POI, puis le PCI, certains devenant même des membres de la direction, tels Émile Guikovaty et Louis Dalmas de Polignac ; Gérard de Sède, pour sa part, en éternel hussard flanc-garde[25].

C'est complètement à l'inverse de la politique d'« à chacun son Boche » que se situa celle, internationaliste, du trotskisme. Jamais la 4e Internationale n'est tombée dans la mystification de la responsabilité collective du peuple allemand. On y connaissait trop bien l'histoire et les raisons de la « résistible » montée et de la victoire du nazisme, et du prix qu'en avait payé l'avant-garde ouvrière allemande.

Dès 1941, Jean Meichler, un des premiers et des plus éminents militants trotskistes, ex-dirigeant du PCI, bien qu'ayant quitté le mouvement, fut arrêté le 3 juillet et fusillé en septembre comme otage, mais non par hasard : il a été choisi en tant qu'ex-rédacteur d'*Unser Wort,* le journal des trotskistes

mal vu de la plupart des journalistes et mémorialistes : les Espagnols en direction des émigrés de leur révolution et, plus important encore, celui qui fut mené en direction des travailleurs vietnamiens.

Ce fut l'œuvre, au départ, de trois militants seulement. D'abord du seul jeune Hoang Don Tri, venu en France en 1937, mais qui avait eu au Vietnam Ta-Thu-Thâu, comme professeur d'histoire et de morale. Au lycée d'Angoulême, en 1940, il avait gagné son condisciple en classe de philosophie, Claude Bernard (Raoul), qu'il avait fait glisser de l'anarchie vers son trotskisme, alors plus moral que politique. Inversement, venus tous deux poursuivre leurs études à Paris, Raoul pour continuer la philosophie, sous Bachelard, c'est lui qui guida Tri, lequel allait devenir un mathématicien et un physicien de haut niveau, vers l'Internationale. Ensemble avec Duoc, « Pierre », un Vietnamien, du même village que Tri, qui s'engagea un peu plus tard dans la lutte parce que sa compagne, une jeune juive, venait d'être déportée, ils menèrent un travail prodigieux.

Il y avait en zone sud des camps de travailleurs vietnamiens, requis dans les plus inhumaines conditions d'arbitraire, et amenés en France de force comme « volontaires » au début de la guerre[28]. Le régime des camps où ils avaient été internés après la défaite tenait plus de celui des camps de concentration que de ceux de prisonniers de guerre. Les trois jeunes militants, dès 1942, réussirent un travail d'infiltration et de formation dans ces camps. Deux courants divisaient la colonie vietnamienne de France : d'un côté les nationalistes, dorlotés par les nazis, qui allaient pousser ces pauvres travailleurs illettrés à s'engager dans une Waffen SS vietnamienne ; de l'autre les staliniens, qui se tenaient cois avant l'invasion de l'URSS, et après celle-ci vinrent parler aux travailleurs un langage nationaliste français qui ne pouvait que les repousser. Un tract de Tri, diffusé dans les camps, expliqua aux travailleurs quel piège mortel leur était offert par les nazis, et que le fascisme allemand était le pire des colonialismes. Le recrutement allemand en fut extrêmement limité. Et l'influence trotskiste eut le caractère d'un feu de prairie. Dans le même

temps, de brillants étudiants étaient recrutés, notamment Than, dit « Le Poète », qui avait traduit le *Manifeste communiste* en vietnamien, et un cousin de Bao Dai, étudiant au Collège de France dont les machines et ronéos servirent à l'impression des tracts. Le groupe vietnamien dénonça le scandale des camps au siège genevois de la Croix-Rouge. Des évadés des camps rejoignirent le groupe, dont le travail de formation et d'information fut tel que la contre-offensive calomnieuse des staliniens fut vaine, et qu'à la fin de la guerre le groupe vietnamien devint majoritairement composé de travailleurs. Ses publications et sa propagande eurent un profond écho dans la colonie vietnamienne de France, dont les traces demeurent encore aujourd'hui, voire se réveillent.

À de telles activités se mesure l'argument des « historiens » qui écrivent d'une plume docte qu'elles furent « essentiellement propagandistes ». Essentielles, assurément, bien que le mot de « propagandistes » les réduise péjorativement. Certes, il s'agissait essentiellement de publications, tracts et journaux. Mais y voir une tâche mineure, c'est ne rien comprendre à la situation d'occupation et de régime fasciste. Sans presse d'opposition, sans possibilité de libre association, le matraquage du bourrage de crâne ne peut susciter que deux réactions élémentaires possibles : le dévoiement de la pensée ou l'opposition aveugle, mécanique. Il y avait, bien sûr, la radio de Londres, écoutée clandestinement. Mais elle-même était à sens unique et strictement censurée. Les chroniques de George Orwell, citées plus haut, furent si largement coupées par ses censeurs militaires qu'il finit par démissionner. Avant, ce révolutionnaire antistalinien, futur auteur de *1984* et de *La Ferme des animaux,* avait dû avaler bien des couleuvres, en particulier quand il devait parler de l'URSS. En août 1943, il écrivit à un ami :

> « À propos de cynisme, vous deviendriez vous-même aussi cynique que moi si vous faisiez le métier que je fais. En tout état de cause, je compte quitter définitivement mon poste dans environ trois mois. Plus tard peut-être, en 1944, serais-je en mesure de redevenir un être à peu près humain. Pour le moment, j'ai tout de l'orange pressée[29]. »

Jamais le langage de la vérité (ô combien ce titre était justifié !) n'avait été aussi nécessaire. Ce n'est que les pauvres petits écrits trotskistes qui tenaient ce langage. Car ceux de la Résistance, y compris la stalinienne, étaient aussi manichéens que ceux de l'ennemi. Et réaliser ces publications, c'était, pour les organisations trotskistes, à plus grands risques que pour quiconque, du fait de la misère de nos moyens et de notre absence totale de base arrière.

L'histoire de la réalisation de *La Vérité* n'a pas été faite. Quand elle fut imprimée, ce fut d'abord avec les moyens les plus anciens de la typographie, en petits caractères et signe à signe, par les prodiges de talent et de dévouement des frères Texier, et d'Hélène, la femme de l'aîné, Guy, sous la direction de Marcel Gibelin. L'équipe Texier réussit même, sans connaître l'allemand, à réaliser en cette langue les numéros d'*Arbeiter und Soldat*. La seconde imprimerie, bien cachée en face de la prison de Fresnes, fonctionna sans accroc jusqu'en décembre 1944.

Une fois réalisés, les tracts et journaux devaient être diffusés. C'était là une action qui n'allait pas non plus sans risques. Rares étaient les lieux où, comme à Brest, ainsi que le raconte André Calvès, il suffisait de poser les tracts ou *La Vérité* sur une pile de pont pour que les ouvriers les prennent tranquillement. À Paris, les numéros étaient en grande partie semés dans le métro, selon une technique savamment mise au point, mais où se perdait tout de même une grande partie du tirage. Dans les entreprises, il fallait inventer des systèmes qui ne permettent pas le repérage des militants qui les déposaient. Le CCI, de son côté, distribuait les exemplaires de son *Soviet* dans les immeubles ouvriers, la nuit, en commençant par les étages supérieurs, ce qui pouvait permettre une fuite éventuelle. Une seule erreur, un accident pouvaient être catastrophiques.

De même l'affichage de nuit, sous couvre-feu, exigeait toute une technique hasardeuse. Il s'effectuait en général par groupes de quatre : un couple pour le collage, pouvant se trans-

former éventuellement en apparence d'étreinte amoureuse, et deux veilleurs aux bouts opposés de la voie en cours d'affichage, avec lampes électriques destinées à donner l'alerte.

À l'appui, et à côté de ce travail d'information et de débroussaillage des esprits, indispensable pour préparer la reprise de la lutte de classes, il fallait assurer la clandestinité des liaisons, les publications, les faux papiers, les refuges : tâches immenses et délicates, en particulier pour les trotskistes étrangers exilés en France, dont la survie, tout en continuant leur combat auprès de leurs compatriotes, était au plus haut risque. Ne suffisait-il pas d'être pris dans une de ces rafles qui pouvaient avoir lieu n'importe où, et où l'on tamisait une foule avec soin ?

Ce fut ce qui arriva à Jean-René Chauvin. Il avait été démobilisé à la fin de 1941. Il était donc libre et en règle. Le contact immédiatement repris avec Craipeau, il devient l'homme de toutes les liaisons dans les deux zones. Pas de papiers en poches, tout dans la tête. Mais quand il est arrêté au cours d'une simple rafle, en février 1943, il est retenu parce que fiché depuis 1939 pour un tract, et les policiers français ne négligent aucun de leurs moyens musclés pour le faire parler. S'il avait parlé, toute l'organisation tombait. Mais il ne parlera pas, ni sous les coups de nos « compatriotes », pendant plusieurs jours, ni une fois remis par ces derniers dans les mains de la Gestapo, dont les agents assurèrent les nôtres qu'eux faisaient parler n'importe qui. Ils échouèrent pourtant, comme cela leur arrivait tout de même assez souvent, finissant par tuer les plus coriaces. Lui, ils ne le tuèrent pas. Et bien que déporté en fort mauvais état, il devra à sa solide constitution et à son moral de fer de survivre successivement à Mauthausen, à Auschwitz et à Buchenwald.

L'essentiel du recrutement ne pouvait se faire qu'au « bouton de veste », après avoir acquis une bonne connaissance, non seulement de la pensée de l'individu intéressant, mais de sa vie et de son caractère. Là encore, toute erreur pouvait être fatale. Tel fut le cas pour Maurice Laval, « donné » par un des membres du petit groupe de sympathisants qu'il avait formé dans l'usine Ratier, et qui fut arrêté à l'occasion d'un simple

contrôle allemand, et pour un simple sac de pommes de terre. Mais Laval, qui avait dirigé peu avant une grève dans l'usine qui redressait les pales d'avions Messerschmitt, avait disparu et était recherché. Livré, cela lui valut d'être remis entre les mains de la brigade antiterroriste française, puis entre celles de la Gestapo. Il ne semble pas qu'il y ait eu d'autre cas, bien que le recrutement ait été important à l'échelle des deux groupes.

Dès janvier 1942, la volonté unificatrice permit la rencontre du noyau franco-belge de ce qui allait devenir, un an et demi plus tard, le secrétariat provisoire européen. Là encore, une place importante est occupée par des jeunes militants, plus étrangers aux violentes oppositions de l'avant-guerre. Ainsi en ira-t-il des Belges Henri Opta, Abraham Wajnsztok (Léon), Camille Loots et Ernest Mandel, et, du côté français, de Marcel Hic et Émile Guikovaty (Swann) qui accompagnèrent Craipeau, seul dirigeant d'avant la guerre, lors de la première rencontre.

Auparavant déjà, Marcel Gibelin avait rencontré Rodolphe Prager. Mais il n'était que le dirigeant de la tendance minoritaire du POI, tandis que Prager, membre de la direction du CCI, était des plus hostiles à ce qu'il considérait comme l'« opportunisme » de la direction majoritaire du groupe frère. Ce premier contact avait donc échoué. Michel Raptis (Pablo), exilé grec, et l'un des délégués qui avaient fondé l'Internationale en 1938, était, malgré l'ampleur des divergences entre les deux formations, un partisan décidé de l'unification. Il est certain que, grâce à une certaine autorité – qui de là devint durable –, et à une grande faculté diplomatique de conviction, il en fut le principal réalisateur. Dès l'été 1943, le secrétariat provisoire européen exista. Ce ne fut pas sans tiraillements, dus autant aux divergences politiques qu'aux difficultés de communications, mais la structure tint bon. Et les discussions commencèrent entre les deux organisations françaises. Le désir d'une unité encore plus large existait en même temps, mais les groupuscules ultra-gauches et celui de Barta se récusèrent, comme aussi le POUM, et pour des raisons opposées, le sectarisme d'un côté, le refus du trotskisme de l'autre.

Il y avait au moins une perspective commune entre les diverses formations de la 4e Internationale : celle de la transformation de la guerre mondiale en guerre civile, à laquelle il fallait se préparer. Et pour cela, il y avait un accord commun pour un investissement militant, aussi important que possible, dans les grandes entreprises employant de nombreux prolétaires. Mais, des deux côtés, on avançait de façon absolue des éventualités contradictoires – dont les éléments existeront, mais en se combinant ou en se contrecarrant. Ainsi, du côté du POI, on développait l'idée que la conjonction politique dominante déboucherait sur une « révolution nationale démocratique », ce à quoi le CCI opposait que cela aboutirait à la restauration du pouvoir des monopoles : ce qui aura lieu en effet, mais dans le cadre du bloc national « démocratique » qui n'aura pas besoin du moindre début de révolution pour assurer son pouvoir, grâce au soutien respectueux de toutes les organisations ouvrières, et surtout du PCF. Inversement, le CCI développait une vision apocalyptique de la fin de la guerre. On y estimait que l'impérialisme américain mènerait une violente politique contre-révolutionnaire dans une Europe où le prolétariat se soulèverait, voire amènerait à un affrontement des États-Unis contre l'URSS, en tant que pire ennemi que le Troisième Reich lui-même. Aucune de ces deux analyses ne saisissait la dialectique de la politique impérialiste mondiale en rapport avec celle du stalinisme. Aucun dirigeant trotskiste n'approchait la puissance d'analyse dialectique qu'avait eue Trotski. Mais, surtout, ils ne pouvaient se douter à quel point Staline avait réussi à convaincre Roosevelt et Churchill de sa « bonne foi » contre-révolutionnaire, sans que d'ailleurs ils aient en même temps compris à quel point cela n'impliquait en rien de sa part l'abandon d'une volonté d'expansion de son empire. D'autre part, *La Vérité* (10 décembre 1943, 15 janvier 1944) avait révélé une alimentation de l'Allemagne en essence, via l'Espagne et le Portugal, que les Alliés, pour le moins n'avaient pu ignorer. Aussitôt après le Débarquement, les troupes américaines, qui avançaient en rasant les villes sous leurs bombes, avaient désarmé des maquis. Le 27 mai, l'aviation américaine écrasa les quar-

tiers de Marseille où les militants ouvriers disputaient la ville aux troupes allemandes : cinq mille victimes sous les décombres, mais « aucun objectif ennemi égratigné » écrira Charles Tillon qui ajoute : « Ainsi se trouve brisé un mouvement populaire contre lequel [les] hitlériens [...] se trouvaient impuissants. » De tels événements semblaient confirmer une décision contre-révolutionnaire des Alliés, d'où la mise en garde du « Ils se valent » de *La Vérité*, de juin 1944, et le fait que, sous la direction de Marcoux (Spoulber) qui vient du POI, cet article ait souligné en même temps la tentative qui était faite d'évincer de Gaulle lui-même (au profit du plus réactionnaire Giraud), et d'empêcher la réalisation de son projet de parlement français. L'auteur du titre lui-même ne lui donnait certainement pas le sens théorique d'égalité du fascisme et de l'impérialisme bourgeois qu'il prend à distance, mais était seulement une violente dénonciation des illusions mises en les « libérateurs ». Il est de fait aussi que sa raideur théorique avait son parallèle dans ses illusions sur les « libérateurs soviétiques », dont les drapeaux allaient, selon lui, se mêler à ceux des prolétaires allemands soulevés. Un tel schématisme jette une vive lumière sur sa démoralisation et l'inversion de ses positions, moins de dix ans plus tard. Cependant, ce gauchisme panique allait avoir des conséquences polémiques qui ne se sont pas éteintes soixante ans plus tard.

Il est donc bon de préciser, pour ceux qui n'ont vu et ne verraient là que fantasmagories, que même si Roosevelt surtout, et Churchill dans une certaine mesure, avaient compris que Staline n'encouragerait aucune révolution, la division du monde en deux blocs n'allait pourtant attendre pour se réaliser que deux ans après la guerre. Dès 1944, ils craignaient en débarquant à France, et après l'expérience de l'Italie, la possibilité d'un grand mouvement révolutionnaire spontané à partir des maquis FTP, et étaient effectivement prêts à l'écraser s'il se manifestait. C'est cette crainte qui favorisa l'entreprise de De Gaulle, dont ils auraient pourtant aimé se passer. Enfin, on sait comment, dans l'Allemagne envahie, les États-Unis allaient s'efforcer de limiter la répression du nazisme aux plus hauts dirigeants connus, et protéger, autant qu'ils le

pourraient, tous les criminels de guerre nazis des zones économiques et scientifiques, ainsi que ceux qui étaient les moins connus, laissant enfin s'échapper jusqu'aux pires bourreaux de la SS et de la Gestapo[30].

Contre-épreuve : un stratège, fort éloigné des trotskistes, avait une perspective comparable à la leur, et une semblable crainte, bien qu'avec des espoirs inverses. Personne d'autre que, précisément, ce général de Gaulle qui écrivit :

> « Ils [nos alliés] se souciaient donc fort peu d'y ajouter, à l'improviste, des lots [de matériel qui alimentait la bataille] à livrer aux Français. D'autant plus que c'eût été au profit d'unités tirées de nos forces de l'intérieur. Or, pour les Anglo-Saxons, celles-ci ne laissaient pas de paraître choquantes aux états-majors et inquiétantes aux politiques. Sans doute avait-on, lors des combats de la libération, fait passer quelques moyens aux "troupes de la révolte". Mais, à Washington et à Londres, il n'était pas question, maintenant, de leur fournir de l'armement lourd qu'on devrait faire venir d'Amérique en surchargeant les convois. Et qui pouvait assurer qu'un jour ces forces hors série n'emploieraient pas à des fins subversives la puissance qu'elles auraient acquise ? Surtout, en remettant au gouvernement du général de Gaulle de quoi équiper huit ou dix divisions nouvelles, il faudrait prévoir qu'à la fin de l'hiver l'armée française aurait doublé, qu'elle jouerait dans la bataille un rôle accru, peut-être décisif, et qu'alors on devrait admettre la France au règlement de l'armistice, ce que voulait éviter Roosevelt[31]. »

On ne saurait être plus clair : de Gaulle craignait à la fois le soulèvement populaire et la mise de la France sous tutelle et protectorat américains, et, à cette fin, les FTP avaient été privés de parachutages d'armes. Pour éviter l'un et l'autre des deux périls conjugués, il allait mettre en œuvre une politique dont il faut admettre l'intelligence, qui dépasse de loin celle de ses partenaires de l'heure et de ses successeurs. Mais il faut remarquer aussi qu'il ne le put que grâce à l'aide amicale de Staline, mettant le PCF à sa botte.

Ce que la perspective d'un affrontement immédiat – commune à la direction française et au secrétariat européen – manifesta, ce fut précisément la sous-estimation de l'efficacité de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et de ses partis communistes, et de leurs conséquences quant à la stabilisation pacifique des rapports de forces inter-impérialistes.

En France, dans chacune des deux organisations s'était constituée une opposition. Dans le POI, l'« opposition internationaliste », dont Marcel Gibelin était le principal dirigeant ; dans le CCI, une fraction dirigée par Henri Molinier, appuyée sur le Groupe Octobre : elles allaient devenir la base de la majorité du PCI.

Un événement très mineur, et qui de ce fait laissa d'autant moins de traces que celles-ci furent effacées, dans un esprit de conciliation, doit être éclairé maintenant en raison de l'importance qu'allait prendre son personnage principal de longues années après : il s'agit de l'exclusion de Pierre Lambert (Boussel) du CCI. Mis sur la touche de toute direction, comme nous l'avons vu, celui-ci se rallia en 1943 à la tendance d'Henri Molinier. Mais, chargé dans le CCI d'un groupe de formation des stagiaires, lesquels, selon les principes du Comité, ne devaient pas être impliqués dans les débats de tendance, il brisa cette discipline en tentant de les gagner à la minorité. L'une de ces stagiaires, Marguerite Bonnet, plus respectueuse que Lambert des principes de l'organisation, en informa la direction. Il fut exclu sur cette base, et Henri Molinier lui-même refusa de le défendre. Aussitôt après cette exclusion, Lambert se précipita pour demander son entrée dans le POI. La direction de celui-ci demanda à celle du CCI s'ils pouvaient accepter cette « adhésion ». Le CCI ne s'y opposa pas. Mais, avec l'esprit fractionniste qui n'a jamais cessé de dominer son comportement politique, on trouve encore Lambert, pendant l'été 1944, donc après la fusion, dans une éphémère fraction secrète avec la minorité du CCI et le Groupe Octobre, à laquelle participa aussi Roger Bossière, en rupture récente avec le petit Groupe révolutionnaire prolétarien (qui avait compté parmi ses membres Paul Thalmann et Maximilien

Rubel), et qui, ainsi, se trouva représenter brièvement le Groupe Octobre au comité régional parisien du PCI.

Ces micro-événements se trouvèrent dissous par l'unification, dans le nouveau Parti communiste internationaliste (PCI), où, brusquement, les minorités des deux organisations constituantes polarisèrent une nouvelle majorité, aux positions intermédiaires entre celles de l'ex-CCI et de l'ex-POI, tendance il est vrai assez hétérogène, et dont Spoulber, appuyé sur Raptis, devenait pour un premier temps le principal dirigeant et théoricien. Le noyau dur du CCI constitua une minorité pour un temps très bref, puis se rallia au congrès d'octobre 1944, laissant comme seule minorité l'ancien noyau de direction du POI qui n'avait pas accepté la condamnation de sa conception de la question nationale.

La répression

Tout au long de la guerre, la répression saigna les rangs trotskistes. Lors de la grande fusillade de vingt-sept otages à Chateaubriant, en octobre 1941, se trouvaient l'instituteur trotskiste Marc Bourhis et un militant du PCF qu'il venait de gagner: Pierre Gueguen. En septembre, Albert Bordes et Henri Lebacher, typos de la première *Vérité* clandestine, furent arrêtés et condamnés aux travaux forcés. Lebacher fut finalement fusillé comme otage le 12 mai 1942, tandis que Bordes échappa vivant aux camps de Neuoffringen et d'Aichbach.

En janvier de cette année 1942, Jeanne Katz était arrêtée à Montauban ; elle fit trois ans de prison et, déportée seulement en 1944, échappa ainsi à la mort à Ravenbrück. En avril, Lucien Braslawski, Bella Lempert et Jules Joffe (responsable de la fabrique des faux papiers) avaient été arrêtés, déportés, et allaient mourir à Auschwitz. En juillet, Mieczyslaw Bortenstein (Casanova), exilé polonais qui avait combattu en Espagne, fut déporté à Auschwitz. En août, c'était le tour de Pierre Barthélemy et de Jacques Lebrun, qui moururent aussi en déportation, et de Mathias Corvin qui revint. En novembre tombait Henri Souzin, membre de la direction du POI, qui avait organisé une fraction révolutionnaire dans son syndicat du bâtiment. Pour sa part, le CCI avait perdu Hans Alexandrowicz, arrêté au passage de la frontière des zones, trahi

par les papiers qu'il portait cachés sur lui, et qui disparut à Auschwitz-Birkenau. Cette même année 1942 fut celle de la décapitation-destruction de la zone sud du mouvement, dans la traque déjà évoquée, et où, en plus du groupe des cinq emprisonnés (dont Demazière, les quatre autres étant ceux qui furent assassinés par les staliniens), furent pris Gérard Bloch, Henri Colliard, Maurice, Charles et Régine Felzenschwalde, Marguerite Usclat et nombre d'autres qui disparurent sans que l'on sût leur nom.

Le congrès de fusion, en février 1944, eut lieu entre deux vagues d'arrestations, dont la première décapita le POI, avec celle de Marcel Hic, qui mourut à Dora, David Rousset, Roland et Yvonne Filiatre, qui survécurent. En revanche, la plupart des militants bretons qui avaient mené le travail allemand n'eurent pas cette chance et tombèrent, ainsi que les douze à dix-sept soldats allemands gagnés par eux, et dont nous ignorons les noms. Robert Cruau fut abattu par les gendarmes allemands ; Georges Berthomé, Yves Bodenès, Albert Le Floch et Albert Goavec moururent à Buchenwald ; André Charpentier et Gérard Trévien en revinrent, ainsi que Marcel Beaufrère, arrêté aussi en Bretagne, et, de Ravensbrück, Éliane Ronel. Le délateur, autrichien, ayant eu la ruse de se faire donner un contact à Paris pour son retour d'une permission simulée, les arrestations s'étendirent, à partir de filatures, à quatre des membres la direction du POI, Marcel Hic, David Rousset, Roland et Yvonne Filiatre.

La seconde vague eut lieu presque immédiatement après le congrès de fusion, en mars 1944, secouant les faibles forces du parti en cours d'unification. On ignore encore comment la police découvrit que c'était dans l'atelier de peintre d'un sympathisant, Samuel Mandelbaum, que s'effectuait la distribution des paquets de *La Vérité*. Le choix d'un tel lieu et d'un tel système de distribution est de ceux qui justifient la condamnation par le CCI des fautes de clandestinité du POI. La souricière installée dans l'atelier de Sam fonctionna et permit toute une série d'arrestations, dont celle de Pauline Kargeman. En ce même mois furent arrêtés et déportés Maurice et Renée Laval, Jacques Letellier ; en mai Marguerite Baget ; en

juin Morand... L'ignorance des noms de certains militants ou sympathisants arrêtés et disparus tient à la clandestinité du système des triangles : si le responsable disparaît en même temps que sa base, dont on ne connaît au-dessus que des pseudonymes, ils peuvent disparaître complètement pour l'organisation et pour l'histoire.

Ce n'était pas fini, puisqu'il y eut encore des arrestations. En juillet, Spoulber et sa compagne Janine. Lui, grièvement blessé par la torture, réussit à s'échapper pendant le sommeil de ses geôliers, en glissant par une gouttière d'un deuxième étage, puis réussit à se rendre chez Zeller. Janine, elle, devint folle sous la torture et allait mourir à Ravensbrück. Dans ce même dernier mois avant la libération de Paris, Martin Monat (Widelin), pris et torturé par la Gestapo, abandonné pour mort dans le bois de Vincennes, fut recueilli et conduit à l'hôpital Rothschild où, dénoncé par un médecin, il fut repris par la Gestapo peu de temps avant l'arrivée du groupe de militants qui avaient organisé son sauvetage, et disparut.

Les reproches faits par le CCI au POI quant à la responsabilité qui lui incombait dans la plupart de ces arrestations, pour son manque de rigueur quant aux règles de clandestinité, étaient-ils mérités ? En partie, comme nous l'avons signalé. Mais les raisons en furent dues le plus souvent à la légèreté de certains jeunes militants plus qu'à un laxisme général. Et l'examen de chaque cas montre de grandes différences dans les causes des arrestations, sans oublier l'efficacité des traques policières.

Dans le même temps, le secrétariat européen avait perdu en Belgique deux de ses têtes principales : en mars, à Liège, Ernest Mandel, et en juin, à Charleroi, Abraham Wajnsztok (Léon). Quand on considère la valeur que représenta Ernest Mandel pour le trotskisme, on mesure en même temps ce qui a été perdu avec Léon qui, en mourant à Auschwitz, laissait derrière lui son incontournable thèse sur la *Conception matérialiste de la question juive*[32].

Ce n'était pas seulement dans l'îlot franco-belge et des Pays-Bas que le trotskisme avait été actif pendant cette guerre mondiale, mais quasiment dans le monde entier. De la Chine

et du Vietnam à la Grèce, sans contacts les uns avec les autres, les trotskistes luttèrent et tombèrent à la fois sous les coups des fascistes, des alliés « démocratiques » (le Kuomintang en particulier), et sous ceux des staliniens. Dès le début de la guerre, Staline avait fait massacrer systématiquement dans ses camps tout ce qui était trotskiste et tout ce qui y était assimilé (portant la lettre T dans leur dossier). Seul le désordre bureaucratique permit à quelques-uns d'échapper. En Allemagne et en Autriche, la répression avait précédé la guerre. La section polonaise avait été entièrement détruite, et celle de Tchécoslovaquie totalement décapitée. En Grèce, ce sont les staliniens qui se chargèrent de tuer plus d'une centaine de trotskistes, et en Indochine tous ceux qui tombèrent entre leurs mains. Le grand Ta-Thu-Thâu ne survécut dans le terrible bagne colonial de Poulo-Condor que pour être exécuté peu après sa libération par ordre de Hô Chi Minh. L'Angleterre réserva sa plus implacable répression aux révolutionnaires de ses colonies, et sur son sol se contenta de les emprisonner, ainsi qu'il en alla aux États-Unis, où les principaux dirigeants du SWP passèrent plus d'un an en prison. Cela n'empêcha pas le maintien d'une activité importante, dont celle des marins de la « fraction maritime » du SWP, comme Sam Gordon, qui entreprirent un travail de liaison décisif avec l'Inde, l'Afrique du Sud, les Antilles, et jusqu'en URSS où des tracts furent diffusés à Mourmansk. Sept de ces militants moururent en mer, leurs navires étant coulés par des sous-marins allemands[33].

Toutes ces pertes font du mouvement trotskiste celui qui, de tous ceux engagés dans les luttes de cette période, eut *proportionnellement* le taux de déportés et de morts le plus élevé.

Dernière année de guerre dans la France libérée

La libération de Paris fut l'objet d'un jeu de dupes. De Gaulle ne voulait pas d'une insurrection parisienne qui livrerait la ville au Parti communiste. Et pour y parer, ses représentants, Alexandre Parodi, Georges Bidault, Jacques Chaban-Delmas, entraînent les socialistes Daniel Mayer et Léo Hamon et vont signer une trêve avec le général von Choltitz, gouverneur allemand de Paris, via le consul de Suède, derrière le dos du Comité national de la Résistance, et sous prétexte d'évi-

ter un écrasement de la capitale sous les bombes. De leur côté, les chefs staliniens de la résistance de Paris, avec à leur tête Rol-Tanguy, veulent, non seulement le soulèvement parisien, mais enfermer ce qui reste de troupes allemandes dans la ville, quel que soit le coût humain que cela doive entraîner. Ces contradictions, avec les allers-et-retours de forces allemandes qui s'efforcent d'évacuer Paris, tentant seulement de garder ouvertes les voies de repli des troupes reculant devant l'avance alliée, permettront une victoire facile à la Résistance, avec des pertes limitées, quoique le plus souvent inutiles[34].

Pendant ces journées, c'est dans les entreprises que le PCI va exercer son action pour la création de comités ouvriers, et leur armement, entraînant y compris les membres du PCF, et non sans succès, en particulier dans le « rayon » de Puteaux-Suresnes, base ouvrière du CCI, mais dont Bleibtreu est devenu le principal responsable. Des rencontres, voire des ébauches de comités inter-usines, eurent lieu dans les banlieues nord-ouest et à partir de l'usine Renault, mais sans lendemain. Clandestinement, le PCF freinait toute activité ouvrière qui tendait à prendre forme politique, d'où retombée dès que l'occupation eut pris fin. Le mot d'ordre de grève générale n'avait pas eu, le plus souvent, l'effet de faire occuper les entreprises, mais au contraire de les faire déserter. À peine y eut-il quelques combats de ces milices dans les banlieues ouvrières, tel celui qui devait coûter la vie à Henri van Hulst, tué dans l'attaque, à Neuilly, d'un nid de miliciens fascistes. La perte la plus grave pour le mouvement fut en ces jours celle d'Henri Molinier, responsable militaire du PCI nouveau né, fauché par un obus.

C'est peu de jours après qu'un tueur stalinien faillit abattre Roger Foirier, le rata, mais blessa gravement Marguerite Bonnet.

Dès la libération de l'occupation allemande, la vie politique changea du tout au tout. Les contacts pouvaient être repris ; plus de cloisonnements ; cellules et assemblées pouvaient fonctionner normalement. Dans les entreprises, les militants pouvaient apparaître, certes non comme trotskistes, mais comme des militants d'avant-garde, organiser les syndicats,

voire créer des comités ouvriers, participer aux milices « patriotiques ». Cependant, le PCI resta dans la clandestinité. Le congrès d'octobre 1944, à une quasi unanimité, fit l'autocritique de la « faute politique faite par sa direction [du Parti] pendant les événements d'août 1944 » :

> La direction n'a su sur aucun plan, et principalement celui de la presse, exploiter ces événements pour faire faire au parti un pas en avant. La conséquence, c'est que nous n'avons rien capitalisé après la tourmente d'août, que nous sentons le poids du manque d'un organe légal et qu'un certain découragement se fait jour chez les éléments les plus faibles.»

Le handicap allait demander plus d'un an à être surmonté. Mais comment comprendre cette erreur ? Par le terrible sentiment d'isolement, de situation à « contre-courant » du mouvement. À distance, et au vu de ce qu'allait être l'année suivante, il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il aurait été possible de s'emparer d'une imprimerie de journal sans affrontement armé avec les forces staliniennes. Craipeau lui-même, qui évoque la possibilité de « pertes » dans une semblable aventure, ne pose pas la question d'un possible échec qui aurait saigné le Parti, puisque, pour une telle action, il proposait de prélever des militants investis dans les entreprises.

Et sur le moment, de telles propositions spéculaient sur une explosion sociale qui fut bien loin de se manifester. Le climat politique fut d'abord à un joyeux patriotisme le plus chauvin, porté par un Parti communiste voué au tricolore, et dont les jeunes partisans obéissaient à leurs chefs sans demander d'explications quand on leur désignait qui que ce soit comme traître.

Aussitôt après, ce fut un automne et un hiver gris, vécus dans la misère continuée. La joie populaire se ranima un moment avec la défaite définitive de l'Allemagne en mai 1945. Dans le même temps, les poussées révolutionnaires apparues en France comme dans tous les pays libérés, mais dispersées, voire locales, avaient été éteintes ou étouffées, souvent brisées par les soins des forces staliniennes, drapées dans l'autorité de leur résistance et du reflet des victoires de l'Armée

rouge. En France, les adhésions au PCF furent massives. Il allait bientôt compter un million de membres, qui n'étaient certes qu'un million de cartes, mais n'en représentaient pas moins une poussée populaire formidable. Toutes les forces bourgeoises ralliées autour de De Gaulle devaient compter avec ce PCF. Si elles lui tenaient la dragée haute dans les sphères du pouvoir en constitution, elles lui abandonnaient d'autant plus facilement le contrôle du monde ouvrier qu'elles en avaient besoin pour le tenir en laisse et qu'elles étaient assurées de sa politique de collaboration de classes. De Gaulle sut, de la bouche de Staline, en novembre 1944, qu'il n'aurait pas de problème de la part du PCF. Devant sa grise mine, en apprenant le retour de Thorez à Paris (qu'il avait cependant acceptée), Staline lui avait déclaré : « Je me permets seulement de vous dire que je connais Thorez et, qu'à mon avis, il est un bon Français. Si j'étais à votre place, je ne le mettrais pas en prison ! » Et de Gaulle précise qu'il ajouta avec un sourire : « Du moins, pas tout de suite ![35] ». Ce qui est bien caractéristique de l'« humour » cynique si particulier de l'individu. De Gaulle allait immédiatement vérifier combien le conseil était bon. Bien qu'il traite ces « communistes » avec le plus grand mépris dans ses *Mémoires de guerre*, il leur saura gré des services qu'ils lui ont rendus en disant plus tard qu'il avait dû utiliser ces « saboteurs », mais n'avait pas eu à s'en plaindre. En effet, toute contestation sociale fut stoppée par eux en cette période de fin de guerre.

Dans la perspective commune des affrontements de classes au travers de la défaite de l'Axe, le POI et surtout le CCI (dont la composition sociale était plus prolétarienne), puis l'organisation unifiée avaient pratiqué un investissement militant, aussi large que le permettaient les forces disponibles, dans les grandes usines et entreprises. Partout, l'opération connut le même succès… sans lendemain. Avant la Libération comme dans sa suite immédiate, le succès tint d'abord à l'activité et au comportement de ces militants qui acquirent autorité et estime de leurs camarades de travail. Ce sont les trotskistes qui, partout où ils s'étaient incrustés, comme en particulier à Puteaux-Suresnes, impulsèrent l'occupation des usines. Mais

dès la reprise en mains par les cadres du PCF, et le réveil de leurs membres laissés en sommeil sur la ligne de collaboration de classes, avec les mots d'ordre de « Relèvement de la France » : « La grève est l'arme des trusts », « Travailler d'abord, revendiquer ensuite »… les trotskistes se trouvèrent bloqués, puis bientôt repérés et dénoncés comme hitléro-trotskistes. Certes, dans bien des entreprises, la ligne stalinienne ne fut pas acceptée d'emblée, et les cadres staliniens durent pendant un certain temps faire montre de pédagogie, promettant que ce n'était qu'un moment à passer. Ainsi, à Marseille, où les ouvriers avaient réquisitionné quinze usines, et où il fallut attendre 1948 pour que le PCF parviennent à leur faire lâcher prise. Partout, progressivement, ceux qui n'acceptaient pas d'être convaincus furent isolés, et naturellement aussi les trotskistes et les ouvriers qu'ils avaient réussi à convaincre autour d'eux. Avoir pris sa carte du PCF pour se fondre dans « la classe organisée » n'était pas une protection suffisante. Et la répression commença qui put aller jusqu'à la dénonciation pour sabotage et à l'arrestation. Ainsi en advint-il de Daniel Righetti, de Jean Lefebvre et de Brunet, tous trois militants de l'usine d'aviation Amiot, qui passèrent quatre mois en prison, d'avril à juillet 1945, malgré leurs changements successifs d'inculpation, d'atteinte à la sécurité extérieure de l'État à la publication de journal sans autorisation, et en dépit de la prise de position d'un juge d'instruction qui se refusa « à instruire contre des communistes, alors qu'il ne l'avait pas fait sous l'Occupation ».

Le point le plus brûlant de cet affrontement fut celui de la constitution des milices, que les trotskistes voulaient « ouvrières », et auxquelles les staliniens donnèrent le nom de « patriotiques ». À partir des combats de la libération de Paris, leur succès fut foudroyant. Pour les trotskistes, c'était là la voie de l'armement du prolétariat. Mais pour quelle lutte ? Les comités qui s'étaient créés dans quelques usines visaient à exiger et assurer le ravitaillement ; peu se posèrent des problèmes d'autogestion[36]. Le PCF garda soigneusement le contrôle des milices, distribuant les cartes et les brassards (tricolores) ainsi que les grades. Malgré les résistances à la base,

elles ne survécurent pas au discours de Thorez, rentrant de Moscou, et proclamant qu'il ne devait plus y avoir qu'« un seul État, une seule armée, une seule police ». Par compromis, elles seront transformées en « gardes civiles républicaines ». Un peu plus tard, la direction du PCF fera rentrer un certain nombre de leurs membres dans les… Compagnies républicaines de sécurité, les CRS.

En octobre 1944, le PCI tint son premier congrès. Il dut constater qu'il n'y avait eu ni installation d'un protectorat yankee sur la France, ni soulèvement anticapitaliste. Où était l'erreur… ? Non pas dans l'absence de tensions de classes, avec, à leur pointe, l'élan des résistances et des guérillas radicalisées, car elles étaient bien présentes, aussi bien que la volonté de changement social dans l'avant-garde ouvrière large. Elle tenait à deux éléments propres à cette guerre. L'un, inattendu : pas de capitulation du vaincu, mais son écrasement total dans un vaste champ de ruines où toute une génération d'hommes avait disparu, morte ou prisonnière ; les femmes et les survivants assommés de terreur et de misère ; quant aux pays « libérés », ils étaient eux aussi ruinés, assommés, et… sans direction. Car l'autre différence avec la guerre précédente, c'était le stalinisme, dont l'efficacité terrible de la contre-révolution avait été sous-estimée par Trotski lui-même. Le peuple soviétique avait été atomisé comme classe, dépolitisé, dopé et drogué au chauvinisme. Les minorités révolutionnaires qui restaient étaient réduites au mutisme par la terreur[37]. Ainsi, on verra les troupes soviétiques qui, entrant en Allemagne, et voyant venir à eux des cortèges de femmes portant des drapeaux rouges, les dispersèrent avec la pire violence. Le Komintern dissous laissait en place tous les rouages du Stalintern, dissimulant sa politique contre-révolutionnaire sous les voiles « attentistes » d'une étape nécessaire, voire avec l'argument qu'il fallait attendre le départ des troupes américaines, susceptibles d'écraser des actions de classe.

La direction du PCI comme le comité exécutif européen tinrent compte de tous ces éléments et admirent qu'il faudrait du temps pour que les incontestables signes de radicalisation mûrissent et éclatent. Cette rectification s'opéra d'autant

mieux que les dirigeants du début de la guerre étaient minorisés par ceux de la nouvelle majorité, dans laquelle apparaissait Marcel Bleibtreu, qui avait quitté le POI, d'abord repoussé par le mépris ouvriériste de Lucienne Abraham (Michèle Mestre), puis par son désaccord avec la ligne de « libération nationale », et ignorant la minorité qui se rassemblait autour de Gibelin.

La fusion avait été réalisée finalement au plein sens du mot. Et les militants de l'organisation qui sortait de l'illégalité se sentaient fraternellement unis, peu ou pas du tout impliqués dans les vieilles oppositions plus ou moins endormies au sommet. Rodolphe Prager a rappelé comment Sherry Mangan, rentrant en France comme correspondant de guerre, retrouva avec joie une organisation qu'il avait quittée en morceaux, réduite à rien, et qu'il craignait de retrouver décimée par la répression. Il « fut extrêmement surpris de trouver un parti unifié, rajeuni, combatif, déployant une forte activité dans les entreprises. L'existence d'un SE élu par une conférence des sections européennes ajouta à son enthousiasme, sentiment partagé par la 11e conférence nationale du SWP de novembre 1944[38] ».

Les trotskistes avaient passé l'épreuve de la guerre mieux que ne l'avait craint Trotski. Mais ils se trouvaient devant une situation très différente de celle de la fin de la première guerre mondiale. Paradoxalement, en France, on n'allait pas avoir une nouvelle chambre « bleu horizon », mais de centre gauche. Inversement, le pouvoir ne voyait pas une gauche révolutionnaire s'opposer à lui, mais un bloc de partis réformistes soumis à un Bonaparte *new-look* qui avait compris les risques d'explosion sociale et que :

> « Ou bien il serait procédé d'office et rapidement à un changement notable de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent, ou bien la masse souffrante et amère des travailleurs glisserait à des bouleversements où la France risquerait de perdre ce qui lui restait de substance[39]. »

Il allait agir en conséquence.

Contrepoint de l'auteur

C'est immédiatement après la « débâcle », au tout début de l'Occupation, dans la seconde moitié de 1940, que j'ai rencontré mes premiers trotskistes. Et ce fut par le biais du CLAJ, dont j'étais membre depuis 1938. Le plus étonnant, en ce qui me concerne, c'est que mon club du Havre ne comptait aucun militant organisé, si presque tous les courants de pensée y avaient des représentants, sauf… les trotskistes ; le PCF ayant pour sa part son groupe propre, très prolétarien, triste et gris. De ce fait, jusqu'à la guerre, les débats, tout passionnés qu'ils étaient, restaient amicaux. En revanche, j'étais de ceux qui désiraient passionnément des rencontres inter-clubs, dont je ne comprenais pas l'interdit des lointaines autorités adultes. Ce fut la disparition de celles-ci sous le coup de la défaite et de la mise en place du pouvoir pétainiste qui accorda à notre mouvement quelques mois de démocratie paradoxale. Très actif dans la formation d'une Union des clubs de Normandie, je rencontrai Maurice Laval qui vint à notre congrès régional, à Bernay, nous expliquer un début de publication d'un manifeste du CLAJ, dans *Aujourd'hui*, et que nous réprouvions.

Délégué au congrès national de décembre 1940, j'y vins enflammé par la découverte du manifeste des JEUNES. Mon intervention « abondanciste » tomba complètement à plat, mais deux paires d'oreilles n'y furent pas sourdes : celle d'un membre des JEUNES, Henri Thomas, qui prit discrètement contact avec moi, et celle de Maurice Laval qui jugea que, dans l'élection délicate du comité national, j'étais un « neutre » fort éligible, et gagnable ultérieurement. Ma candidature posée, je fus en effet élu à un comité qui ne se réunit jamais, la CLAJ étant interdit par la police huit ou quinze jours plus tard.

Pourquoi ne suis-je donc pas devenu trotskiste en 1940 ? D'une part parce que les trotskistes que je croisai en ces deux premières années me trouvèrent sans doute sans intérêt : ni ouvrier ni vraiment intellectuel. Et il aurait d'autre part fallu du temps, qui leur manqua, pour gagner un garçon qui avait une tête pleine d'idées bizarres, et donc à clarifier. Lucienne Abraham me heurta, lors de la réunion de la fraction trotskiste

du congrès à laquelle je fus invité, en me faisant taire sans répondre à ce que je disais ; Marc Paillet, venu dans mon club après la fermeture du CLAJ pour nous inciter à passer à l'action politique, trouva ridicule (à juste titre, quoique…) ma proposition de continuer clandestinement les AJ ; plus tard, Rolande Depaepe se moqua de mon nietzschéisme au lieu d'en faire la critique. Enfin, le seul qui m'avait trouvé intéressant à « travailler », Maurice Laval, n'en eut pas le temps et… s'y prit mal, se méprenant sur ce que j'étais, commençant par le thème « oppression nationale » et le caractère « relativement positif » de l'opposition nationale dirigée par de Gaulle. Pour élémentaire et hétéroclite qu'elle fût, ma formation était violemment antibourgeoise et antimilitariste. J'étais vacciné de longue date contre les discours patriotiques qui nous arrivaient maintenant de Londres. Je me sentais, non pas neutre, mais au-dessus de la mêlée. Les discours trotskistes les plus à gauche m'auraient gagné immédiatement. Et ce sont ceux-là que je ne trouvai qu'au début de 1943 chez Henri Thomas, passé des JEUNES au Groupe Octobre qui venait de se former.

Je consacrai mes loisirs des années 1941 et 1942, d'une part à l'étude de l'histoire, de la philosophie et… des livres « abondancistes » que m'envoyait Henri Thomas, puis à des débuts d'études de chimie biologique, et d'autre part à cet « ajisme » clandestin qui, tout naïvement utopique qu'il était, contribua tout de même à l'installation et à l'équipement de bâtiments de fermes abandonnés en « refuges » (dans les Alpes mancelles et à Saint-Mars-d'Outillé), qui purent servir d'étapes à des militants en route vers la frontière des deux zones : d'où, pour moi, la rencontre de nouveaux trotskistes, dont Pauline Kargeman et Samuel Mandelbaum, que je devais retrouver trois ans plus tard… au retour de leur déportation.

Ma décision d'être réfractaire au STO ne fut donc pas politique, et encore moins « patriotique », mais purement personnelle : je vivais mon premier amour-passion et n'avais aucune envie de m'en éloigner. Cependant, le passage à la vie clandestine qu'elle m'imposa, m'arrachant aux études que j'avais commencées, s'accompagna d'une nette volonté de passer à

la résistance. Renversement dialectique de la propagande : les affiches dénonçant les bandits bolcheviks, arrêtés et fusillés, me firent rechercher, par esprit romantique, un contact du côté du PC. Réfugié à Paris, je retrouvai Henri Thomas qui eut l'habileté de me passer des numéros de *L'Humanité* clandestine en même temps que de *La Vérité*, les premiers tracts du Groupe Octobre et un ou deux bulletins intérieurs du CCI. Le « À chacun son Boche » me fit trouver le journal stalinien aussi raciste que la propagande collabo. Au contraire, les publications trotskistes me furent une révélation : ce fut mon « chemin de Damas ». Je ne vis aucune des différences entre les publications des trois formations, et donnai mon adhésion immédiate au groupe de mon copain.

Sans autres faux papiers qu'un faux sursis d'étudiant qui s'épuisait vite, le sol de Paris me brûla bientôt les pieds, et je dus me replier au sein d'un groupe d'ajistes passés aux FTP, à Mérangle, en Eure-et-Loir, en emportant mes publications trotskistes et un livre échappé au pilon, qui tombait entre mes mains par un typique hasard objectif, sans couverture, page de titre et nom d'auteur, mais dont le titre courant m'avait retenu *: L'An 1 de la Révolution russe,* et dont j'ignorai pendant deux ans que c'était l'œuvre d'un certain Victor Serge (dont le nom ne m'aurait d'ailleurs rien dit). Avec ce seul bagage marxiste, je commençai ma vie de propagandiste trotskiste. D'emblée, je me trouvai en face de jeunes portant l'enseignement stalino-nationaliste. Si je n'eus pas de peine à gagner mon compagnon de fuite, Wilfred Harding, encore plus neuf que moi en politique, je crus parler dans le désert dans ce séjour, qui dura à peine plus d'un mois. Pourtant, j'eus la joie de découvrir, un an et demi plus tard, que l'argumentation que j'avais semée avait levé dans le meilleur crâne du groupe de ces « francs-tireurs », le Suisse Frédéric Hanni, et qu'un second, André Jan, en tira aussi les leçons au vu des événements de la Libération. En revanche, lors de cette étape de mon retour vers Paris, en 1944, au sein de ce groupe devenu petit maquis, un « pur » à qui je tendais la main la retira en me disant : « Au revoir, traître ! » Frisson dans le dos, que je dédie

aux conseilleurs postérieurs du « Il aurait fallu entrer dans les FTP ».

De fuite en fuite en 1943, j'aboutis, avec enfin de bons faux papiers – simplement me rajeunissant de cinq ans – à Savigny-sur-Braye, dans le Loir-et-Cher où, pris comme comptable d'une société laitière, je formai mon premier groupe de jeunes, dont tous les membres adhérèrent au PCI après la Libération. Pendant une année, je n'allais faire que de courts passages à Paris.

Lors de l'un d'eux, mon adhésion au Groupe Octobre fut validée par Henri Molinier, qui m'impressionna comme le premier vrai révolutionnaire que je rencontrais. Il m'interrogea soigneusement, m'informa des risques que nous courions, et me donna des directives strictes de clandestinité (dont j'avais bien besoin). Lors d'un autre voyage, je fus conduit chez Henri Claude et présenté aussi à Jean Maillot. Je revins encore pour assister à une unique assemblée du Groupe, qui se tenait dans un grand bureau. Nous étions soit moins de vingt, et sans doute pas plus de quinze.

Alors que les trois organisations trotskistes venaient de fusionner, les arrestations de mars 1944 me coupèrent de mon unique contact, Henri Thomas, mon « sommet de triangle », qui avait dû s'enfuir. Avec Wilfred, mon second de base de triangle, nous continuâmes notre travail dans notre petit groupe de jeunes. Un autre hasard objectif me fit rencontrer Hoang Don Tri (d'où une longue amitié qui durera ce que durera notre vie). Mais le strict cloisonnement du groupe vietnamien ne me permit pas de renouer par lui le contact avec le nouveau parti. Le débarquement allié en Normandie me décida à tenter l'aventure du retour à Paris, où je réussis à retrouver l'immeuble de Henri Claude, et ainsi Henri Claude lui-même.

Ainsi retrouvé moi-même, je fus caché chez l'amie française de Mauricio, le temps que l'on me fasse de nouveaux faux papiers. On m'expliqua qu'il fallait s'investir en milieu ouvrier pour préparer l'insurrection libératrice, « pour que la défaite d'Hitler soit la victoire des travailleurs », comme allaient le crier *La Vérité* et nos affiches. Je fus d'accord pour aller m'embaucher comme terrassier sur les chantiers de La Cha-

pelle et de La Plaine, et versé au « rayon Nord » dont le responsable était Pierre Lambert. Je dus passer devant la commission qui filtrait tous les militants du parti unifié. Mes deux « contrôleurs » étaient Marcel Gibelin et Jacques Grinblat. Je perçus, sans bien la comprendre, une tension entre mes interrogateurs. Je sentais que mon appartenance au Groupe Octobre faisait problème à Grinblat. J'ignorais que les membres de l'ex-Groupe avaient formé une fraction avec des minoritaires de l'ex-CCI. Quant à mon sondage théorique, il porta sur la théorie de la Révolution permanente, et j'y fus lamentable. C'était pourtant le seul livre trotskiste que j'avais lu, prêté par Tri, pour qui, en tant que Vietnamien, c'était évidemment le livre essentiel. Mais moi, faute de toute base marxiste, je n'en avais pas compris le fond. Je dus sûrement à Gibelin d'être tout de même admis comme militant, et non à titre de stagiaire, sur le rapport de ce que j'avais fait.

Dans les conditions de travail de cette époque, je me coulai assez aisément dans ma fonction de terrassier, et assez habilement pour ne pas dévoiler mon trotskisme tout en me liant avec les militants du PCF, aussi clandestins que moi. Je ne fus pas soupçonné d'être un des auteurs des tracts du PCI, semés sur le chantier avant la prise du travail. Mais je devins assez connu par mon travail de « bouton de veste » pour qu'au lendemain de la Libération je sois élu en tête aux élections de délégués, au grand étonnement des hommes du PCF qui avaient trop bien observé les consignes d'attentisme. Sans peine, je les convainquis de la nécessité de créer une milice des chantiers, que les consignes du centre de Saint-Denis rendirent « patriotique ». La nôtre disparut, sans avoir rien fait, avec le discours de Maurice Thorez, rentré de Moscou.

Tous les trotskistes que j'avais rencontrés depuis mon entrée dans le mouvement et jusqu'à la libération de Paris m'avaient impressionné par leur caractère et leurs connaissances. L'estime qu'ils m'avaient inspirée demeura, voire se renforça ultérieurement. Un seul m'était apparu comme peu sérieux : mon responsable de rayon, Lambert. Je devais apprendre plus tard que, s'il s'était lui aussi investi dans une entreprise, il n'y avait pas fait, comme tous les autres, un

travail d'implantation à la base, mais avait trouvé le moyen de se mettre en contact avec l'appareil clandestin de la CGT et d'y monter, sous le pseudonyme de Temansi, et... si haut que notre direction découvrit tout à coup que ce trotskiste, sous sa fausse identité, était sur le point de devenir membre de la direction confédérale, ce qui aurait pu être la source d'un énorme scandale, avec l'accusation de provocation. Il fallut faire disparaître Temansi de la circulation.

Ma première participation à la vie démocratique du PCI fut la discussion et le vote pour le congrès d'octobre 1944. Dans l'assemblée de mon rayon, c'est Roger Foirier (Roland) qui vint défendre la position de la minorité CCIste. Il le fit de façon peu convaincante, et je pense, l'ayant bien connu plus tard comme un esprit fin, que c'est parce qu'il n'était pas lui même convaincu de la validité des thèses de ses plus proches camarades. D'autre part, j'avais eu une discussion avec je ne sais plus lequel des anciens du Groupe Octobre qui m'avait dit que la majorité croyait que nos positions étaient proches de celles de l'ex-CCI, mais qu'il n'en était rien. Je n'en fus que plus à l'aise pour voter les thèses de la majorité.

L'histoire et les écrits critiques

Il y a peu d'histoires consacrées au seul sujet des trotskistes pendant la deuxième guerre mondiale. Le meilleur ouvrage est incontestablement le *Contre vents et marées (1938-1945)* d'Yvan Craipeau (Paris, Savelli, 1977), malheureusement épuisé, auquel on ne peut guère reprocher que quelques erreurs que nous nous sommes efforcés de corriger, quelques partis pris « fractionnels » touchant la période de l'unification dans le PCI, et une minorisation, touchant à l'effacement, de Marcel Gibelin dans son rôle de dirigeant central pendant toute cette période de guerre. Cet ouvrage est heureusement complété par la publication en fac-similés de la collection de *La Vérité* (1940-1944) (Paris, EDI, 1978), ainsi que, bien que limitées par leur objet même, par les introductions de Rodolphe Prager à *L'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, tome 2 des *Congrès de la Quatrième Internationale* (Paris, La Brèche, 1981), où sont rassemblés les textes essentiels des organismes internationaux de la période. Le mémoire de maî-

trise d'histoire de Jean-Michel Brabant, « Les Partisans de la IVe Internationale en France sous l'Occupation (POI, CCI, groupe Octobre) et leur fusion (1940-1944) », inédit, est un bon travail sur le sujet. Il comporte cependant un certain nombre d'erreurs, importantes surtout en ce qui concerne le Groupe Octobre.

L'ouvrage de Jacqueline Pluet-Despatins, *Les Trotskistes et la guerre, 1940-1944* (Paris, Anthropos, 1980), longtemps seul, a ainsi presque fait fonction d'« histoire officielle ». Bien qu'en apparence son information semble large, elle est cependant loin d'avoir l'exhaustivité que lui aurait permise l'époque, et elle favorise largement les sources « lambertistes » avec ce que cela implique comme erreurs et adultérations plus ou moins importantes. Mais le pire défaut de ce livre réside dans son point de vue « résistantialiste ». Ainsi, Jacqueline Pluet-Desplatins trouve « paradoxal » que, pendant la première année d'occupation, les trotskistes aient dénoncé le « neutralisme » et le « pacifisme » du PCF, alors qu'eux-mêmes reconnaissaient une oppression nationale de la France. Elle ne semble pas mesurer l'importance de la différence entre neutres et pacifistes d'une part, et d'autre part la lutte contre l'oppression nationale en termes de classe. Cette « incompréhension » prend sa source dans le camouflage de la politique collaborationniste du PCF, dont elle accepte les propres interprétations alambiquées dans le chapitre qu'elle lui consacre. Cela s'ajoute à la critique de la non-participation à la « Résistance nationale », qu'elle martèle sans comprendre qu'elle n'aurait été possible qu'en devenant des petits soldats « entristes », muets ou… morts.

Parmi les histoires générales du trotskisme, toutes insatisfaisantes par leur superficialité ou leur hostilité, celle de Frédéric Charpier (*Histoire de l'extrême gauche trotskiste, de 1929 à nos jours,* Paris, Éditions 1, 2002) mérite une place particulière pour la part qu'il donne à la période de la guerre mondiale. Son histoire a deux sources principales, les archives des Renseignements généraux, auxquelles il semble avoir eu un accès aisé et large, et des interviews sélectives qui font la plus large place aux anecdotes croustillantes. Malheureu-

sement, ce matériel utilisé sans vérifications, est bourré de fantaisies, d'erreurs, d'extrapolations, assez typiques du journalisme à sensation, qui font de son livre un roman dépourvu de toute valeur historique. Sur cette période de guerre en particulier, et en dehors de l'histoire de la traque policière de la zone sud, dont la documentation policière est très détaillée, il a donné, avec gourmandise, une si belle part aux affabulateurs que les survivants n'en croient pas leur mémoire. En revanche, Gibelin y fait l'objet d'une anecdote ridicule, dont notre enquête nous a révélé le caractère calomniateur, mais qui a permis à l'auteur d'en tirer une conclusion générale de médiocrité de l'activité du PCI.

Nous avons cité ci-dessus un certain nombre de Mémoires : ils sont tous importants, dans les limites évidentes, d'une part de la compréhension que leurs auteurs ont eue de ce qu'ils ont vécu (ce qu'on peut appeler l'effet « Fabrice Del Dongo à Waterloo ») ; d'autre part de leur évolution ultérieure, qui a pu en amener certains à la révision de leur passé, que ce soit dans le registre de l'ironie ou de l'aigreur.

Laurent Schwartz, dans son *Un mathématicien aux prises avec le siècle* (Paris, Odile Jacob, 1997), exprime fort bien les contradictions, entre désir d'action, y compris armée, et l'impossibilité de le faire sans renoncer à notre propre voie, écrivant :

> « Quand la Résistance, beaucoup plus tard, s'étoffa, j'aurais peut-être pu entrer dans le maquis, en cachant mes idées bien entendu, tout en les exprimant sous une forme un peu raisonnable [*sic*]. Mais ces groupes étaient en général en alliance étroite avec les Anglais, recevaient d'Angleterre du matériel et des armes, donc dépendaient des Anglais, et nous n'étions pas prêts à faire cela. »

Et plus loin :

> « Nous pouvions naturellement rejoindre le maquis, celui du Vercors, celui d'Aiguillères. On pouvait y entrer sans révéler sa tendance politique, essayer de répandre quelques idées "saines" parmi les autres, sans être étiqueté, car la plus grande tolérance y régnait concernant

les opinions personnelles ; mais les communistes ont assassiné des trotskistes, et n'auraient pas hésité à se débarrasser d'eux s'il y en avait eu davantage.»

Puis, avouant son balancement («Je luttais contre moi-même, au milieu d'inextricables complications psychologiques»), il résout la difficulté, alors que, mémorialiste, il a rompu de longue date avec le marxisme, en invoquant la langue de bois, l'extrémisme et le sectarisme des idées qu'il partageait alors.

Les Mémoires de Fred Zeller, *Trois points, c'est tout,* s'efforcent de justifier son aventure douteuse du MNR. Il comble l'absence de son activité ultérieure par de magnifiques anecdotes sur les services, d'ailleurs incontestables, qu'il a pu rendre successivement ensuite à Yvan Craipeau, puis à Spoulber. Rien pourtant qui puisse cacher que, dès ce temps, il n'appartenait plus au mouvement trotskiste.

Un cas particulier est celui du volume d'interviews de Pierre Lambert par Daniel Gluckstein, sous le titre *Itinéraires* (Paris, Le Rocher, 2002) ; Lambert y est particulièrement flou, et quasi muet sur sa vie militante pendant la guerre, dont il est pourtant le seul acteur cité.

Il est, bien entendu, impossible de traiter comme des livres d'histoire les pamphlets des ennemis du trotskisme, tel celui qui a eu le plus d'écho, *Les Trotskistes,* de Christophe Nick déjà cité, dont il faudrait deux fois le volume du livre pour répondre aux erreurs de faits, de noms, aux incompréhensions, calomnies et suggestions haineuses diverses. Toutefois, ce pamphlétaire étant allé jusqu'à oser écrire et répéter que, pour les trotskistes, le génocide des Juifs avait été un détail, citons à ce propos le témoignage de Schwartz :

«Pendant toute la guerre, je ne sus pas qu'il existait des chambres à gaz. Georges Glaeser nous avait livré les informations qu'il possédait : les déportés étaient envoyés dans les mines de sel de Pologne où ils travaillaient si dur qu'ils étaient décimés. Nous avons cru cela quelque temps. Lorsqu'on déporta les enfants, nous avons compris qu'on les envoyait à la mort, mais nous ne savions

pas laquelle. Les horreurs que nous révéla la fin de la guerre étaient tout simplement impensables.»

Le livre de ce monsieur Nick appelle au-delà une remarque, assez générale quand il s'agit d'auteurs pour qui, comme lui, la politique ne se comprend que comme luttes pour le pouvoir. Ces sortes de gens ignorent les luttes d'idées, qui font pourtant l'essentiel de la vie des marxistes. Bien entendu, dans les organisations trotskistes, comme dans les autres, le goût du pouvoir peut se manifester. Mais il est le plus souvent second par rapport aux idées et orientations défendues. Et il peut être totalement absent chez certains militants. Le cas de Marcel Gibelin est, à cet égard, typique. Attribuer son opposition à Craipeau ou Hic, dans le POI, à une volonté de pouvoir est totalement ridicule. Si Gibelin eut un défaut, du point de vue politique, ce fut, malheureusement, le plus exactement contraire : un refus du pouvoir acquis par la lutte intérieure, et purement organisationnelle. Il était un homme d'action et de conviction. Il détestait et méprisait tout ce qui était lutte intestine.

4

Deux ans d'équilibre mondial contre-révolutionnaire (1945-1947)

L'état du monde

La deuxième guerre mondiale se termina en mai en Europe, en août en Asie. Elle avait fait entre 40 et 52 millions de morts, dont la grande majorité de civils. Cette différente colossale de chiffres et de ceux qui suivent montrent à quel point ces si gigantesques massacres sont difficiles à chiffrer. Vingt à trente millions en URSS dont plus de la moitié de civils, et cinq à neuf millions en Allemagne dont au moins trois de civils. La Pologne vient en troisième position avec quatre millions dont trois de civils. La France en septième position avec entre 500 000 à 635 000 morts dont 250 000 (?) tombés au combat et 385 000 civils (160 000 sous les bombardements ou massacrés par les occupants ; 150 000 en camps de concentration et 75 000 en camps de prisonniers), elle compte aussi 585 000 invalides. Il semble que sur les sept millions de morts en déportations en Allemagne, la « Solution finale » d'extermination des Juifs, ce plus grand de tous les génocides connus, en ait entraîné près de six millions. Dans le Goulag stalinien, c'est 600 000 morts qui sont alors répertoriés pour la période de 1941 à 1943 (mais le chiffre semble extrêmement minoré. Il faut d'ailleurs y ajouter ceux de 1938 à 1941, que l'on ne donne pas séparément, et qui comportent les fusillades en masse des opposants politiques. C'est à plusieurs millions qu'il semble qu'il faut élever le total). Les deux bombes ato-

miques sur Hiroshima et Nagasaki ont fait 115 000 morts immédiates et 110 000 blessés dont une grande partie moururent dans les mois et années suivantes. C'est dire qu'en dehors de l'Amérique et de l'essentiel de l'Afrique, les populations du monde sont sorties de cette guerre réduites à une plus ou moins grande misère, condamnées à vivre dans un chaos de ruines.

Cette guerre, la plus effroyable de tous les temps, avait vu s'opposer deux systèmes de destruction massive. Le nazisme avait perpétré, sur la base d'une théorie raciste absolue, le plus systématique génocide des populations juives de l'Europe. Mais il ne faut pas se cacher que, dans la logique de ce système, les Juifs n'étaient que la première des « races inférieures » à détruire. Les Tsiganes furent aussi l'objet d'un génocide. Et celui des Slaves aurait suivi si le nazisme avait duré. Cela avait été complètement sous-estimé par les grands impérialismes qui n'avaient longtemps vu en l'hitlérisme qu'une dictature, traitée avec mesure, voire aidée, en tant que bon bouclier, voire fer de lance contre le « bolchevisme ». Quand le péril s'avéra mortel pour eux, les impérialismes n'eurent d'autres solutions que d'opposer au nazisme les moyens, à la fois de ce que de Gaulle appela « la force mécanique », puis des moyens de terreur : villes sans objectifs militaires rasées, d'abord par bombardements des forteresses volantes (dont la destruction de Dresde, par bombes au phosphore, fit entre 50 000 et 250 000 morts – le chiffre le plus bas est évidemment le chiffre officiel, « politiquement correct », mais qui parait bien invraissemblable pour une ville de 800 000 habitants entièrement rasée), puis par les bombes atomiques sur le Japon. En cela cette guerre mondiale anticipait les guerres partielles à venir.

Dans l'union sacrée contre le nazisme, la guerre terroriste des impérialistes fut acceptée comme allant de soi, voire admirée comme preuve de supériorité technoilogique et comme punition des puissances du mal. *La Vérité* fut

très seule en France à dénoncer, dès le 12 septembre 1945, les « terrifiants effets » de la bombe atomique, comme « ce qui constitue le plafond que peut atteindre la civilisation du capitalisme pourrissant ». Elle dénonçait en même temps l'illusion des bonnes âmes qui s'émeuvent sans « dénoncer le monstrueux régime qui engendre de telles monstruosités [et qui] émettent l'idée que la bombe atomique rend les guerres impossibles et, par conséquent, que nous connaîtrons la paix définitive », puis comparant les massacres des adversaires, concluait : « Tant que le capitalisme restera debout, il n'y aura pour l'humanité que souffrance et barbarie. »

Les trois puissances victorieuses, États-Unis, Grande-Bretagne et URSS se mettront d'accord à Yalta, en février 1945, et à Postdam, en juin, quoique non sans tiraillements entre Churchill et Roosevelt d'une part, et Staline de l'autre, pour se partager leurs zones d'influence et redessiner la carte politique du globe. L'Allemagne sera partagée en quatre zones d'occupation. Les trois puissances, qui s'adjoignent la Chine du Kuomintang, créent l'Organisation des Nations unies en juin. La France, en la personne de De Gaulle, s'ajoute après-coup aux quatre fondateurs, dans une grande mesure grâce à l'URSS qui comptait sur elle comme un élément de l'équilibre en sa faveur. Cet équilibre mondial semble alors établi. Il durera moins de deux ans.

En fait, le monde était déjà partagé en deux zones : l'une dominée par les impérialismes capitalistes, et l'autre par l'URSS. L'écrasement de toutes les tentatives révolutionnaires avait constitué un accord non écrit, mais effectif, entre les compères. Ainsi les Anglais purent librement écraser la résistance communiste de la Grèce que, dans le marchandage général, Staline avait abandonnée à l'Angleterre, de longue date sa « puissance protectrice », après que les forces qu'il contrôlait aient fait le plus grand massacre européen de trotskistes. Par ailleurs, il avait fait s'arrêter ses

troupes sur la Vistule, laissant aux troupes allemandes le temps d'écraser le soulèvement nationaliste polonais dans Varsovie. Un seul pays restait « entre parenthèses » : la Yougoslavie, « accordée » à l'Ouest par Staline, mais où le pouvoir de fait était entre les mains des forces communistes de Tito, qui fit la sourde oreille aux exigences de remise du pouvoir au « gouvernement » du roi Pierre, en exil à Londres.

La France dans ce monde

Si de Gaulle a pu réussir à réintroduire la France dans le concert des nations, c'est qu'il a réussi le coup de poker – grâce à l'appoint stalinien – d'y éviter un soulèvement révolutionnaire général. Il y revient à plusieurs reprises dans ses *Mémoires de guerre*. Il savait quel était l'état d'esprit de la classe ouvrière :

> « Le désastre de 1940 apparaissait à beaucoup comme la faillite, dans tous les domaines, du système et du monde dirigeants. On était donc porté à vouloir les remplacer par d'autres, d'autant plus que la collaboration d'une partie des milieux d'affaires avec les occupants, l'étalage du mercantilisme, le contraste entre la pénurie où presque tous étaient plongés et le luxe de quelques-uns, exaspéraient la masse française. [...] L'aversion à l'égard des structures d'autrefois s'est exaspérée dans la misère, concentrée dans la résistance, exaltée dans la libération[1]. »

De Gaulle crut d'abord que le Parti communiste voulait s'appuyer sur cette exaspération et la diriger vers une prise du pouvoir. Pour y parer, et dès Alger, il avait introduit « des communistes parmi les membres de [son] gouvernement ». Mais dès qu'il eût rencontré Staline, il n'eut plus de crainte de voir les « communistes » menacer son pouvoir. S'il insiste encore dans ses *Mémoires* sur les attaques dont il est l'objet de leur part, c'est moins par illusion sur leurs objectifs que pour souligner ses mérites et son prestige propres et la quasi-unanimité du ralliement

qu'il réalise. Il faut entendre que tout vient de lui et qu'aucune force n'est capable de lui résister :

> « Les choses étant ce qu'elles sont, j'entends employer au salut public tout ce qui en est capable. Bien entendu, les communistes ne sauraient en être exclus, dans cette période où la substance de la France serait gravement compromise si le peuple tout entier ne se mettait à la besogne, a fortiori si la guerre sociale le déchirait. Non point que je me fasse d'illusion au sujet du loyalisme du "parti". Je sais très bien qu'il vise à saisir le pouvoir total et que, s'il m'arrivait de fléchir, il monterait tout de suite à l'assaut. Mais la participation qu'il a prise à la résistance, l'influence qu'il exerce sur la classe ouvrière, le désir qu'éprouve l'opinion et que je ressens moi-même de le voir revenir dans la nation, me déterminent à lui donner sa place dans le travail de redressement. Ruant, mordant, se cabrant, mais attelé entre les brancards et subissant le mors et la bride, il va donc, lui aussi, tirer la lourde charrette. C'est mon affaire de tenir les rênes. [...] Assurément, jour après jour, les communistes prodigueront les surenchères et les invectives. Cependant, ils n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève. [...] Dès lors qu'au lieu de la révolution les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques. Il est vrai que, sur ma route, ils multiplieront les aspérités et mèneront, à la cantonade, une campagne de dénigrement. Pourtant, jusqu'à mon départ, ils se garderont toujours de méconnaître mon autorité ou d'insulter ma personne. Partout où je paraîtrai, leurs représentants seront là pour me rendre hommage et leurs électeurs, dans la foule, crieront, eux aussi : "Vive de Gaulle !" Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre, en plusieurs occasions, service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des "milices patriotiques" que certains, parmi les siens, s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet

> la sombre et dure rigidité de son parti, il s'oppose aux tentatives d'empiétement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. À ceux – nombreux, – des ouvriers, en particulier des mineurs, qui écoutent ses harangues, il ne cesse de donner pour consigne de travailler autant que possible et de produire coûte que coûte. Est-ce simplement par tactique politique ? Je n'ai pas à le démêler. Il me suffit que la France soit servie[2]. »

Aussi, on comprend pourquoi de Gaulle ne tint aucun compte, à la fin de 1945, des cris d'orfraie jaillis du PCF protestant contre son refus de ne lui accorder aucun des ministères décisifs du pouvoir. Il savait à coup sûr que ces protestations n'étaient destinées qu'à la galerie ouvrière. Et il raconte comment, devant sa fermeté

> « les communistes en tirèrent immédiatement les conséquences. Dès le lendemain [de son discours à la radio du 18 novembre], leur délégation vint me dire qu'ils étaient prêts à entrer dans mon gouvernement en dehors de toute condition et que je n'aurais pas de soutien plus ferme que le leur ».

Et en effet, dès le 15 décembre, alors que les fonctionnaires se proposaient d'entrer en grève générale, et que de Gaulle brandissait contre eux l'interdiction de la grève et le châtiment de contrevenants, tandis que des ministres socialistes menaçaient en retour de démissionner :

> « Par un étrange détour, au moment où une crise grave paraissait inévitable, le soutien des communistes me permit de la surmonter. Au sein du Conseil, qui tenait une nouvelle séance, Maurice Thorez affirma soudain qu'il ne fallait point céder à une pression intolérable et que, moyennant quelques menus aménagements, les propositions proposées par le ministre des finances et approuvées par le Président devaient être entérinées. Du coup, la perspective d'un éclatement du cabinet s'éloignait à l'horizon. L'après-midi, au Vélodrome d'hiver, alors que les orateurs, mandatés par les syndicats et liés au Parti socialiste, avaient invité l'assistance à cesser le

travail et à entrer en conflit avec le gouvernement, le représentant communiste, à l'étonnement général, s'en prit vivement aux agitateurs. "Pour les fonctionnaires, déclara-t-il, faire grève, ce serait commettre ; un crime contre la patrie !" Puis, à la faveur du désarroi produit par cet éclat imprévu du "parti des travailleurs", il fit décider que la grève était, tout au moins, différée[3]. »

Il faut reconnaître que cet appui accordé de Moscou n'aurait pas suffi à asseoir son pouvoir s'il n'avait pas mené sa politique d'équilibre bonapartiste avec une extrême habileté. Dès son arrivée en France, augmentation des salaires et… « emprunt de la Libération » pour assurer la monnaie ; intégration dans l'armée de 300 000 (?!) jeunes des « forces de l'intérieur » et… formation des Compagnies républicaines de sécurité ; contrôle de l'épuration qui fait passer les exécutions de miliciens et de collaborateurs des 10 842 abattus dans les combats du maquis ou par jugement populaire sommaire, à 779 en vertu de jugements rendus par les Cours de justice et les tribunaux militaires. De Gaulle admet que ce dernier chiffre est « très limité, il est vrai, par rapport au nombre des crimes commis et à leurs affreuses conséquences », mais il justifie tout de même la limite de cette « épuration », expliquant « qu'il s'agissait d'hommes dont la conduite ne fut pas toujours inspirée par des motifs de bas étage » :

« De ces miliciens, fonctionnaires, policiers, propagandistes, il en fut qui répondirent aveuglément au postulat de l'obéissance. Certains se laissèrent entraîner par le mirage de l'aventure. Quelques-uns crurent défendre une cause assez haute pour justifier tout. S'ils furent des coupables, nombre d'entre eux n'ont pas été des lâches. Une fois de plus, dans le drame national, le sang français coula des deux côtés. La Patrie… approuve leur châtiment, mais pleure tout bas ces enfants morts[4]. »

On comprend ainsi le fonctionnement de la justice en deux temps : 2 071 condamnations à mort et 1 303 grâces gaulliennes ; 39 900 condamnations à la détention, que de

Gaulle dit « équitables et modérées » en les comparant aux 55 000 de la Belgique et au 50 000 des Pays-Bas, et compte tenu que, toujours selon lui, nous avions eu 60 000 exécutés et plus de 200 000 déportés dont 50 000 seulement revinrent, et qu'en outre « 35 000 hommes et femmes s'étaient vus condamnés par les tribunaux de Vichy ; 70 000 "suspects" internés ; 35 000 fonctionnaires, révoqués ; 15 999 militaires, dégradés, sous l'inculpation d'être des résistants ». Nombre des condamnés de l'épuration ne firent qu'une petite partie de leur peine, et plus nombreux encore furent ceux qui passèrent entre les mailles des filets, tels les Papon et les Bousquet, sans parler de ces « égarés » qui renforcèrent petit à petit les nouvelles organisations d'extrême droite, développant, dès 1950, les thèses de ce qu'on appelle aujourd'hui le « négationnisme ».

Les condamnations à mort des figures les plus voyantes de la collaboration, Laval et Darnand en tête, couvrirent le plus petit gibier. L'âge sauva la vie de Pétain, qui allait finir paisiblement ses jours à l'île d'Yeu. Très curieusement, son crime majeur, pour de Gaulle, c'était « la capitulation, l'abandon de nos alliés, la collaboration avec l'envahisseur », et il considérait comme des délits fort secondaires, relevant d'un « procès partisan », voire de « règlements de comptes […] la détention des parlementaires, le procès de Riom, le serment exigé des magistrats et des fonctionnaires, la charte du travail, les mesures antisémites [*sic*], les poursuites contre les communistes, le sort fait aux partis et syndicats », etc.[5]

Parmi les autres mesures qui allaient assurer la popularité de De Gaulle, il y eut les nationalisations (mais sous étroit contrôle étatique) des sources d'énergie (houille, électricité et gaz, recherche pétrolière, puis création du Commissariat à l'énergie atomique) et de certaines grandes entreprises, propriétés de collaborateurs économiques notoires, comme Renault (mais opérées comme punition et non comme « principe »), puis de la Banque de France et des grands établissements de crédit ; la création d'Air

France ; la refonte et généralisation de la Sécurité sociale et la création des allocations familiales (pour favoriser la natalité) ; la refonte du fermage garantissant (en principe) l'attachement à la terre ; et enfin la création des comités d'entreprises, qui court-circuiteront les tentatives de contrôle ouvrier. À cela s'ajoutera le droit de vote, enfin accordé aux femmes.

L'extrême droite, jugulée par la défaite, ne pouvait apparaître au grand jour politique ; la droite comprenait qu'elle devait se courber devant la politique de De Gaulle, et attendre. Elle se regroupa presque tout entière dans le MRP (Mouvement républicain populaire), où se retrouvaient les vieux social-chrétiens et les inconditionnels du Général, nouveau centre droit. Avec la SFIO et le PCF, cela allait donner le « tripartisme ». De Gaulle avait bien vu « la décadence » de ces partis, cachée sous la « phraséologie », et compris que

> « la conquête des fonctions publiques, des postes d'influence, des emplois administratifs [les] absorbera désormais [...] au point que leur activité se déploiera désormais essentiellement dans ce qu'ils nomment la tactique et qui n'est que la pratique du compromis, parfois du reniement. Étant tous minoritaires, il leur faudra, pour accéder aux postes de commande, les partager avec leurs rivaux. D'où cette double inconséquence que vis-à-vis des citoyens, ils iront se démentant et se déconsidérant et que la juxtaposition constante, à l'intérieur du gouvernement, de groupes et d'hommes opposés ne pourra aboutir qu'à l'impuissance du pouvoir[6] ».

Ce n'était pas mal vu, et c'était sur ce jugement qu'il pensait pouvoir assurer son pouvoir fort, dont il avait déjà la Constitution en tête. Cependant, il faisait abstraction de la conscience des masses populaires qui donnèrent une majorité à leurs vieux partis, ce qui permit à ceux-ci d'enrayer le projet gaulliste. Le Général dut attendre longuement son heure pour constituer l'État fort de ses rêves que fut la 5e République.

Sa politique étrangère fut dans le même équilibre apparent. Mais là, entre l'URSS et les impérialistes anglo-saxons. Il y allait non seulement de la reconnaissance de la France en son gouvernement provisoire, mais du maintien de son empire colonial, en particulier dans le Moyen et l'Extrême-Orient. Si la reconnaissance de la nouvelle République française eut lieu de la part des trois Grands, ce ne fut que le 23 octobre 1944. Et à Yalta, en février 1945, la France ne fut pas invitée à participer au découpage de l'Europe. C'est avec peine, et grâce à la participation des troupes françaises aux derniers combats, que de Gaulle obtint une zone d'occupation de cette Allemagne qu'il rêvait de dépecer, en la ramenant à ce qu'elle avait été au début du 19e siècle.

Quant à l'empire, cela commença par des tensions avec l'Angleterre, à qui la Syrie fut rendue, après des combats acharnés, par le général pétainiste Dentz. Celui-ci, condamné à mort, fut peu après gracié par le Général, « compatissant au drame de ce soldat perdu ». Finalement, Français et Anglais durent se retirer ensemble de la Syrie, en reconnaissant son indépendance : première décolonisation ! De Gaulle avait su stabiliser la situation en Afrique du Nord en renouvelant les accords de protectorats avec le Sultan et le Bey, et en leur faisant des promesses sans lendemain.

Mais il en alla tout autrement en Indochine. À la tête du Viêt-Minh, Hô Chi Minh, qui avait mis l'empereur Bao-Dai dans sa poche, avait profité du départ des Japonais pour constituer un gouvernement indépendant au Tonkin, mais comme étape à l'unité des « trois Ky », donc aussi de l'Annam et de la Cochinchine. De leur côté, les Trois Grands avaient prévu un découpage du Vietnam entre Chine et Angleterre, sous contrôle américain. Mais comme Chiang Kai-Chek eut beaucoup à faire en son immense Chine en chaos, et que les Anglo-Français se heurtèrent en Cochinchine à la révolte indépendantiste, les Anglais – qui avaient d'autres chats à fouetter, et en particulier dans l'Inde – laissèrent les troupes françaises de Leclerc reprendre pied dans

le Sud. La guerre de libération du Vietnam venait de commencer, qui ne se terminera que vingt ans plus tard. Pour l'heure, de Gaulle était satisfait de n'avoir pas d'adversaire parmi les Grands. Ils ne lui disputaient plus son empire.

Réorientation trotskiste dans une situation inattendue

Pour toute l'Internationale, une telle situation était inattendue. Non seulement la bureaucratie stalinienne ne s'était pas effondrée, mais elle semblait renforcée par la victoire militaire. Les débuts de révolutions, feux de brousse éclatant sans contacts les uns avec les autres, avaient été éteints rapidement. En France, la vie politique semblait reprendre là où elle s'était arrêtée en 1939. Même le Front populaire sembla pouvoir renaître avec la majorité SFIO-PCF élue lors de l'élection du 21 octobre 1945. La perspective de Trotski ne s'était pas confirmée. Fallait-il la corriger ou l'abandonner ?

Paradoxalement, des hommes et des femmes qui avaient agi avec fermeté et détermination dans la nuit de la guerre se trouvèrent troublés et incertains devant cet inconnu. Comme il en va toujours, dans des situations semblables, un certain nombre de ceux qui avaient une pensée théorique se portèrent aux deux pôles extrêmes opposés du dogmatisme et de la révision. D'un côté, une fois le constat fait de l'avortement de toutes les tentatives révolutionnaires en Europe, il suffisait pour les premiers de renvoyer l'échéance à plus tard, et d'attendre que se produise ce qui ne s'était pas produit, tout en se durcissant dans une opposition radicale. Pour l'extrémité opposée, la tentation était de tout réviser, ce qu'on appelait « jeter l'enfant avec l'eau du bain » : si le pronostic s'était révélé erroné, c'était que la conception théorique était fausse. Au-delà de Trotski, c'était le marxisme qui allait être remis en question par certains. Entre les deux, les divergences entre majorité regroupée et minorité de l'ex-POI étaient plus complexes.

Si le courant dogmatique, d'abord dominant, joua d'abord un rôle négatif d'immobilisme, retardant la lutte pour la légalisation du Parti comme de son journal, il sut se redresser devant le démenti des faits. Son extrémité gauchiste, la direction de l'ex-CCI, fit en février 1945 une autocritique totale de sa politique d'avant comme d'après la fusion. Un débat vif avait eu lieu au sein de la fraction qu'elle avait constituée, où les éléments les plus jeunes jouèrent un rôle décisif, ce qui fut rendu manifeste par le fait que ce fut Marguerite Bonnet, une des plus jeunes, voire la plus jeune membre de sa direction, qui écrivit le texte de cette autocritique. Il faut noter que Pierre Frank, associé par nombre d'historiens et mémorialistes, dont Yvan Craipeau, au cours complètement erroné du CCI, y était parfaitement étranger, non seulement du fait de son isolement en Angleterre, mais par ses écrits, et qu'au contraire son retour tardif, en février 1946 seulement, acheva l'homogénéisation politique de la majorité.

Le redressement dut beaucoup au nouveau centre international qu'était le comité exécutif européen, qui comptait maintenant les meilleurs dirigeants de toutes les sections et groupes européens. Après avoir, encore en janvier 1945, titré sa résolution « Le mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe et les tâches immédiates de la IV^e^ Internationale », quatre mois plus tard, dans une nouvelle analyse sur « Les perspectives de paix impérialistes et nos tâches en Europe », il expliquait le piétinement et le recul des luttes et tournait le mouvement vers les tâches démocratiques et les revendications transitoires.

Au 2^e^ congrès du PCI, en février 1946, les thèses majoritaires étaient signées à la fois par Gibelin, Bleibtreu, Texier, Marcoux (Spoulber) et Michèle Mestre (Lucienne Abraham) ; par Privas (Grinblat), rallié, ainsi que par Lambert, qui avait trouvé sa « niche » dans le travail syndical ; plus Marguerite Usclat (qui allait mourir bientôt des suites de sa déportation) et un jeune : Robert Chéramy. Marcel Bleib-

treu devenait le secrétaire général du Parti. Le redressement n'alla cependant pas sans dégâts psychologiques. Spoulber, qui avait été l'homme de l'illégalité renforcée à la fin de 1944, avait, comme nous l'avons vu, et en parallèle avec les positions de l'ex-CCI, à la fois prophétisé la plus violente répression contre-révolutionnaire américaine et les drapeaux rouges de l'armée soviétique se mêlant à ceux de la révolution allemande ; puis une débâcle économique de la France, du type de celle de l'Allemagne de 1923. Dans la même période, c'est toute la rédaction du journal qu'il avait orientée avec cette raideur gauchiste. Fut-ce excès de tension ? Il allait ensuite s'effondrer, pour finalement partir aux États-Unis, pour une dérive le conduisant jusqu'au Parti républicain. De leur côté, les dirigeants du courant opposé, dont les critiques avaient été plus réalistes dans leur négation d'une probable explosion révolutionnaire, mais à l'inverse, fondaient des espoirs exagérés dans les possibilités d'une période de paix, allaient trouver, dans cette autre impatience, bientôt déçue, les germes de leur démoralisation. Leur illusion propre, c'était que le retour au militantisme légal dans un climat de liberté démocratique, plus à gauche même que celui de l'époque du Front populaire, à la condition d'adopter une politique adéquate, en arrondissant les angles du programme, devait permettre la construction d'un parti « de masse ». C'était une autre façon de ne pas comprendre la période, en ne tenant pas assez compte du contexte international. Le piétinement du PCI, dont ils allaient rendre responsable la politique majoritaire, sans que la leur, de septembre 1946 à la fin de 1947, ait de meilleurs résultats, allait lézarder progressivement leur courant, au long de ces deux années, et finalement amener sa décomposition.

Paradoxalement, c'est pourtant dans le Socialist Workers Party (SWP) des États-Unis, qui avait le moins souffert de la guerre, que la crise se développa d'abord, sans doute parce que le débat théorique sur « la question de

l'URSS », qui sous-tendait le projet de fusion avec le Workers Party (WP) de Shachtman, se combinait avec le conflit sur le dogmatisme autoritaire de James P. Cannon. Paradoxe inverse, c'est le secrétariat européen, issu de la fusion des organisations européennes qui avaient connu de si âpres oppositions, qui tenta désespérément de trouver une solution de conciliation au conflit du SWP. Mais en vain. La minorité de Morrow-Goldman rompit avec le SWP et rejoignit le WP[7]. Dans le même temps, le secrétariat international de New York, réduit à deux membres, van Heijenoort et Cochran, se décomposait. Les responsabilités de sa crise, que le premier attribuait au SWP, et précisément à son secrétaire Cannon, étaient fondées, et justifie l'appel au secrétariat européen et au comité exécutif européen de prendre en main la direction de l'Internationale. Cela n'en cachait pas moins une profonde démoralisation, qui allait conduire van Heijenoort à rompre successivement avec le trotskisme, puis avec le marxisme. Lourde perte, qui manifestait que la disparition de Trotski n'avait pas été compensée par les capacités théoriques de ses successeurs.

En Europe, pendant ce temps, et dans tous les pays, des petits groupes de survivants trotskistes sortaient du chaos sanglant de la répression fasciste (plusieurs avec l'aide énergique de Sam Gordon), et ralliaient l'Internationale. De ce fait, et avec la consolidation du centre international, la crise qui se dessinait en France n'éclata pas immédiatement, mais s'étala sur les deux années.

Les 3 et 5 mars 1946, une conférence internationale se tint clandestinement à Paris. Pour la première fois depuis la fondation de l'Internationale, huit ans auparavant, des cadres de douze sections, souvent nouveaux, se rencontraient, élisaient un nouveau comité exécutif international, et décidaient la tenue d'un 2e congrès mondial. Sur dénonciation du tenancier de la salle de réunion, la police, d'ailleurs mal informée sur ce qu'était cette assemblée, en arrêta tous les membres le matin du 5. Mais elle dut relâ-

cher immédiatement plusieurs délégués étrangers, anglais et américains, dont Sherry Mangan, journaliste, qui rassembla dans sa serviette tous les documents, qu'il refusa de livrer, et Bleibtreu qui alerta immédiatement et la SFIO et les journaux *Franc-Tireur* et *Combat,* lesquels dénoncèrent immédiatement cette atteinte aux libertés démocratiques. Deux militants espagnols et deux vietnamiens, sans papiers légaux, furent retenus deux jours. Mais l'effet de l'opération fut inverse de celui que l'on aurait pu craindre : Bleibtreu tint une conférence de presse, et annonça un meeting de protestation qui eut lieu le 12 mars, où, devant un millier de personnes, parlèrent les délégués anglais, espagnol, vietnamien, ainsi que Frank, Beaufrère et Bleibtreu. L'Internationale se trouvait ainsi légalisée, de fait et d'un seul coup. Un tel meeting chauffa, et au plus haut point, le cœur de toute la jeune génération militante.

Un autre élément positif joua en France : l'augmentation notable des effectifs. Non seulement le retour d'éléments, surtout provinciaux, qui avaient été isolés par la guerre, mais surtout des jeunes qui découvraient brusquement le trotskisme. Nombre de futurs dirigeants du PCI appartinrent à cette génération. Un an après la guerre, le PCI avait doublé ses effectifs ; deux ans plus tard, ils étaient triplés, pour atteindre entre 700 et 800 membres. Chiffres très modestes, mais importants, compte tenu du front d'union sacrée à laquelle se heurtait le trotskisme, et qui permirent une activité intense. Elle fut telle que, six ans plus tard, dans une discussion entre Bleibtreu et André Marty, qui venait d'être exclu du PCF, celui-ci demanda combien nous étions en cette époque où il nous combattait violemment, et il ajouta son appréciation de spécialiste : « Pas plus de 15000 ? » Il fut ahuri du chiffre que lui donna Michel Lequenne qui assistait à cette rencontre. C'est que la jeune génération, tant de la guerre que de l'après-guerre, ne connaissait pas les états d'âme de certains anciens, et était d'un activisme débordant, qui tentait ainsi de com-

penser nos faibles forces pour faire face aux exigences de la situation sociale et politique. Autour des déportés survivants qui rentrèrent pendant l'été 1945, l'idéalisme révolutionnaire flambait.

Quelle 4e République ?

Parti légal, le PCI ne pouvait se détourner des luttes électorales, et encore moins alors qu'il s'agissait de l'élection d'une Constituante. La première consultation électorale, le 21 octobre 1945, où, pour la première fois en France, les femmes votaient, fut celle, groupée, du référendum et de l'élection de l'Assemblée constituante. Le référendum comportait deux questions. La première portait sur le caractère constituant de l'Assemblée à élire, donc impliquait annulation de la Constitution de la 3e République. La seconde sur la limitation de sa durée et de ses pouvoirs selon le projet du gouvernement provisoire, c'est-à-dire de De Gaulle. La réponse ne faisait pas de problème pour le PCI, sans distinction de tendances : il fallait répondre « oui » à la première question et « non » à la seconde qui, entre autres mesures d'« État fort » ouvrait la voie au retour du Sénat. Une telle réponse aurait dû être celle de toute la gauche, et ce fut celle du PCF. Mais la SFIO céda au chantage du Général, mue aussi par son hostilité au Parti communiste et à son attachement aux vieux Parti radical, réduit à rien. Et ce fut un double « oui » qui l'emporta.

Mais, en même temps, l'élection de la première Assemblée constituante, grâce au scrutin proportionnel et par listes, donnait une majorité aux deux partis de gauche, SFIO et PCF, tandis que les partis bourgeois étaient écrasés. Le PCI lançait le mot d'ordre de gouvernement PS-PC-CGT, alors que le SFIO refusait ce qui pouvait être, non pas un nouveau Front populaire, mais ce que le PCI définissait comme un « gouvernement ouvrier et paysan », tout en se chamaillant sur le contenu qu'il fallait donner à ce mot d'ordre. Ce fut le tripartisme avec le MRP social-chrétien, où des

gaullistes servaient de caution aux bourgeois ralliés. Et de Gaulle était « démocratiquement » confirmé dans sa fonction de président de la République française.

Ce ne fut pourtant pour lui qu'une victoire de courte durée, car s'il put former un nouveau gouvernement d'« unité nationale » qui noyait SFIO et PC, n'accordant à ce dernier que des postes compromettants (dont Tillon à l'Air), et à Thorez le titre honorifique et vide de ministre d'État, il ne put imposer son projet d'État fort, contre PS et PC qui voulaient une assemblée unique, où il voyait le risque d'une domination communiste. Il joua alors une nouvelle partie de poker : en janvier 1946, il démissionna. Son mépris des partis lui faisait espérer un chaos et un rappel. Rien de cela n'eut lieu. Il allait lui falloir attendre douze ans, et la faillite de la 4e République devant la révolution algérienne pour que ces « partis » vérifient son mépris en le rappelant.

Il avait fait là sa première grande erreur tactique, car, le 5 mai 1946, la Constitution élaborée par l'Assemblée, et qui ne prévoyait qu'une chambre unique, était rejetée. Le comité central du PCI s'était divisé dans un débat violent quant au vote de cette Constitution. La majorité qui, appuyée par le comité exécutif international, préconisait le « non », fut battue par la minorité qui préconisait le « oui » (ce qui fut le prélude au renversement de majorité du PCI en septembre). Pour la majorité, il s'agissait d'une question de principe en face d'une Constitution bourgeoise, consacrant tous ses principes, de la propriété au colonialisme. Pour la minorité, il s'agissait du choix d'un mieux par rapport à celle de la 3e République, et de la moins mauvaise des Constitutions bourgeoises possibles dans les conditions des forces sociales. Ce calcul aurait été juste, à la rigueur, si le PCI avait pu peser d'un poids quelconque sur les résultats, puisque la Constitution du 5 mai aurait effectivement été plus démocratique que celle qui fut adoptée le 13 octobre, laquelle rétablit un sénat, et pour laquelle le PCI unanime

proposa le boycott. Mais l'influence du PCI était si faible que sa position ne pouvait être que de pédagogie politique, ce sur quoi insistait la majorité.

Le Parti avait participé aux élections des deux assemblées constituantes. Pour les élections du 21 octobre 1945, et alors que son organe *La Vérité* n'avait pas encore été légalisée, il n'y eut des candidats que dans deux circonscriptions, la première de la Seine, Paris-Sud, qui recueillit 8 113 voix, et celle de l'Isère, menée par Laurent Schwartz, qui n'en obtint que 2 700, malgré la présence sur sa liste de vieux communistes de la première heure, dont Raffin-Dugens, internationaliste de la première guerre mondiale, mais il est vrai affrontant une campagne hystérique du PCF sur le thème de l'hitléro-trotskisme. Au moins pour Paris, Marcel Bleibtreu assure qu'une grande quantité des bulletins du PCI furent « marqués » par des « dépouilleurs » du Parti communiste, et ainsi rejetés comme « nuls ».

Entre les deux campagnes, le petit parti fut forgé par la lutte pour la légalisation de *La Vérité*. La demande de son autorisation de paraître avait été déposée dès le 29 août 1944, mais la Fédération de la presse, dirigée par Albert Bayet, n'avait cessé de tergiverser, reconnaissant certes sa parution clandestine depuis août 1940, mais lui déniant d'avoir été un « organe de la Résistance », et insistant sur sa lutte contre le « gouvernement de l'URSS » et contre de Gaulle. Le ministre Teitgen était trop heureux de céder à l'interdit stalinien. Toutes les démarches avaient échoué, y compris quand, en mai 1945, fut nommé un « comité directeur » du journal composé d'Albert Demazière, ex-condamné de Vichy, et de trois survivants des camps de la mort : Marcel Beaufrère, Maurice Laval et Max Clémenceau (par ailleurs ex-responsable des Jeunesses communistes). Un appel à Malraux, dont certains croyaient encore qu'il pouvait garder quelque chose de ses sympathies des années trente, resta sans même une réponse.

L'Union sacrée contre-révolutionnaire jouait à plein. Du Mexique, Victor Serge s'indignait dans ses lettres à Emmanuel Mounier de voir les intellectuels personnalistes d'*Esprit* encenser le régime de la Russie victorieuse[8], et l'on sait que l'existentialisme de Sartre vivait à plein sa première période pro-stalinienne. *La Vérité*, de ce fait, publiée illégalement, et sans allocation de papier, était vendue tout de même dans la rue. Mais les groupes de vendeurs étaient régulièrement attaqués par les commandos du PCF, chassés des marchés, arrêtés et contraints de passer des journées au poste de police. Un autre ministre de l'intérieur, Tixier, fit arrêter ceux qu'il décida de considérer comme responsables de cette « parution illégale » : Rodolphe Prager, Maurice Felzsenwalde et... Fred Zeller qui, depuis le début de la guerre, n'avait rejoint le mouvement que de façon intermittente et n'y appartenait plus du tout depuis la fusion. Ils durent rester tout de même un mois en prison, où ils se retrouvèrent avec Daniel Righetti, Brunet et Jean Lefebvre, arrêtés dans les conditions que nous avons vues au chapitre précédent. Il fallait imposer la légalisation.

L'inattendu allait d'abord opposer le PCI, et au premier chef, son journal, à toute la presse, et donc à tous les partis au pouvoir : la grève, en janvier 1946, des rotativistes de la presse parisienne, la plus importante de celles qui brisaient le consensus d'interdiction des grèves, imposé au premier chef par le PCF. Or le ministère du travail avait judicieusement été accordé à un dirigeant de ce parti, Ambroise Croizat, qui condamna la grève en l'insultant. *L'Humanité* orchestrait la condamnation. Les grévistes bloquèrent sa parution comme celle les autres journaux. Sauf une exception, *La Vérité*, qui soutenait la grève et dont les grévistes autorisèrent la parution. Ce sera la plus grande vente historique du journal, seul édité : 50000 exemplaires. Cela ne pouvait que cimenter l'union sacrée contre la légalisation du journal trotskiste.

En février, le ministre de l'information, un certain Gaston Deferre, décida la saisie de *La Vérité*. Le nouveau secrétaire général du PCI, Marcel Bleibtreu, eut avec lui une entrevue houleuse, mais où intervint brusquement un secrétaire de cabinet, Jean-Maurice Herrman, qui conseilla fermement à son ministre la légalisation du journal trotskiste.

Il fallait en finir. Une opération massive fut décidée. Un dimanche du début de mars 1946, ce fut plus d'une dizaine de vendeuses, encadrées d'un service d'ordre de toutes les forces mâles du Parti qui « tint » la rue Mouffetard du 5e arrondissement parisien. La bagarre avec les commandos staliniens fut d'une extrême violence. Finalement, la police intervint... et arrêta tous les trotskistes. Ils passèrent la journée dans un poste de police du 13e arrondissement, chantant en chœur tous les chants révolutionnaires du répertoire, avec une coupure pour l'organisation d'un débat politique. Toutes les identités furent relevées. Un agent des Renseignements généraux tenta d'« interviewer» des jeunes militants. Il fut chassé. La libération par petits groupes s'étala jusqu'au soir.

Mais le soutien de la cause stalinienne commençait à devenir gênant pour ses alliés eux-mêmes. Outre l'intervention étonnante de Jean-Maurice Herrman, rapportée par Bleibtreu, Yvan Craipeau mentionne des protestations des Jeunesses et de certaines sections de la SFIO. Quelle qu'ait été la goutte d'eau déterminante, la légalisation de *La Vérité* fut enfin accordée. Le premier numéro légal parut le 23 mars. Cela n'arrêta pas les attaques staliniennes. Mais les trotskistes furent plus endurants que les commandos.

Ce fut donc dans des conditions d'action plus favorables que le PCI s'engagea dans la campagne de juin 1946 pour l'élection de la seconde Assemblée constituante, avec onze listes départementales qui obtinrent 45000 voix. Ce n'était qu'un et demi pour cent des suffrages, et en aucun lieu suffisant pour avoir un député. C'était toutefois encourageant, et à la mesure de l'influence d'un parti minuscule, large-

ment inconnu, sinon par la marée contraire des calomnies de toute la presse stalinienne. Sous la nouvelle direction issue du 3e congrès, ce fut dans seize circonscriptions que le PCI se présenta aux élections de novembre. Il obtint 60 000 voix ce qui représentait une baisse en pourcentage. Elle n'avait rien d'étonnant, compte tenu que s'était écoulée entre les deux élections une période sans grandes luttes, que les faibles résultats du PCI lors de l'élection précédente nuisait à la crédibilité de ses candidatures, et d'autant plus qu'il s'agissait de l'élection d'une chambre élue pour cinq ans. Cela ne rendait que plus intéressant le résultat obtenu par Yvan Craipeau en Seine-et-Oise Nord où le PCI se présentait pour la première fois : plus de 14000 voix ! Il manquait ainsi de très peu son élection. Et cela manifestait assurément l'existence d'un courant minoritaire attaché au programme révolutionnaire. Pourtant, ce n'était pas suffisant pour donner assise à un engagement militant, et, à la grande désillusion d'Yvan Craipeau, le travail acharné d'un demi-permanent ne parvint pas à trouver trois militants pour donner base à une seule cellule à Mantes, ville ouvrière qui avait pourtant donné le meilleur taux de voix. Le terrain électoral était trop fluide pour cristalliser des forces révolutionnaires.

Le réveil de la lutte de classes

Seuls les grands chocs sociaux peuvent provoquer la mutation brutale d'un petit parti radical. Une telle mutation, en France, après la première guerre, du courant « zimmerwaldien », était due à la Révolution russe. Le blocage social du nouvel après-guerre exigeait une grande patience révolutionnaire. Dans la situation de l'année 1946, les premiers frémissements sociaux, tel celui de la grève des postiers d'août, dans un climat international où commençaient à mûrir les révolutions coloniales, permettaient de percevoir la fin des effets « apaisants » de la Libération. Là se trouvaient les vrais terrains nourriciers d'un parti révolu-

tionnaire comme le PCI : ce ne pouvait être que l'action de classe et la lutte anticolonialiste.

Tant que le PCF resta au pouvoir, le frein du Parti s'opposa aux luttes, via la CGT unifiée dont les cadres nommés du sommet jetaient comme une grille de fer sur les possibilités d'expression des exploités. Mais le point faible de cette CGT unique, c'était précisément d'inclure des syndicats, voire des confédérations de la mouvance réformiste, et hostile à la tutelle stalinienne. Les perspectives révolutionnaires évanouies, les militants ouvriers du PCI s'impliquaient dans l'action syndicale, et leur travail patient rongeait la grille par un travail constant pour faire surgir les revendications sous-jacentes. Une commission syndicale avait été créée, que dirigeaient Marcel Gibelin et Lambert, et qui restera toujours sous direction de la gauche du Parti, du fait que la grande majorité des militants d'entreprises appartenaient à cette tendance. Cette commission était attentive à tous les frémissements de la lutte de classe, voire parfois tentée d'aller plus vite que l'évolution de la conscience ouvrière. Mais rien d'important ne pouvait lui échapper, et le PCI fut toujours prêt à saisir les luttes pour les soutenir et y participer quand il y avait des militants.

Ainsi de la grève des postiers d'août, la plus importante depuis la fin de la guerre, et dont le comité national de grève dénonça les « briseurs de grève », dont la nature n'avait pas besoin d'être précisée. Dès la fin de 1946 se succédèrent des mouvements spontanés. Pour le Parti unanime, c'était là le signe de la fin de la période de « la grève arme des trusts ». Les luttes allaient s'étendre. Mais jusqu'à quelle fin ? À nouveau, dans l'aile gauche du Parti, réapparut l'espoir d'un développement révolutionnaire « à la 36 », mais où cette fois le stalinisme serait débordé, en tant que pouvoir auquel la grève s'opposerait. Une telle éventualité n'avait rien d'impossible. L'erreur fut d'en faire une perspective à laquelle s'opposa radicalement la minorité. Ce débat, joint au fait que la majorité s'était présentée au

3e congrès divisée et avec deux thèses – dont l'une, de Marcoux (Spoulber), qui se dissociait ainsi, en compagnie de Michèle Mestre, du reste de la tendance –, et malgré une fusion de dernière minute de ces deux thèses, coûta la direction à l'aile gauche, battue par six voix, dans un congrès de 103 délégués.

L'opposition de la classe travailleuse et du PCF sembla bien être en cours dès le début de 1947, avec les grèves du gaz de la région parisienne, à l'Électro-mécanique du Bourget, aux usines Michelin de Clermont-Ferrand, et celle des dockers de Nantes ; enfin celle d'avertissement des fonctionnaires, et des débrayages dans la métallurgie parisienne. La manière d'y parer consista pour la CGT à combiner la dénonciation des grévistes avec la revendication d'un salaire minimum vital, négocié avec le gouvernement. Inversement, le PCI, par la voix de *La Vérité*, fixait ce que devait être le véritable minimum vital et donnait la grève comme le seul moyen de l'obtenir.

Dans les immenses usines Renault, citadelle de la classe ouvrière, il y avait déjà eu des grèves partielles. En avril elles se cristallisèrent. Là, les trotskistes avaient quelques forces : autour de Daniel Renard, le PCI en était arrivé à pouvoir constituer deux cellules, dont l'une forte dans le département 18 de l'usine ; et l'Union communiste de Barta avait un petit groupe, dont le leader était Pierre Bois, dans le « secteur Collas », le département 6. Ces derniers allaient jouer un rôle clef dans la mobilisation ouvrière avec le seul mot d'ordre martelé de dix francs de l'heure d'augmentation. Ce mot d'ordre était fort parce que général. Alors que, le 12 avril, ils dénonçaient les illusions colportées dans *La Vérité* sur un comité de lutte créé chez Renault, ils se trouvèrent portés à la tête d'un mouvement général et d'un comité de grève qui allait ébranler la France. Certes, encore une fois le PCF tenta de faire avorter le mouvement en proposant une « prime à la production » de dix francs que la

direction de l'usine devait accorder via le syndicat CGT. C'était peu et faible par rapport à la vague qui déferlait.

Et là se produisit le tournant de la rupture du tripartisme. C'était brusquement la fin d'une période, celle de l'union sacrée nationale. Le pouvoir ne pouvait céder à Renault sans que ce soit toute la classe qui se lève pour en finir avec le blocage des salaires, corrigé d'aumônes. Il devait tenir sur ce point, quel que fût le prix de cette grève. Le PCF, de ce fait, se trouva pris entre deux feux. Il pleura une concession : une prime seulement ! Et multiplia les diversions et tentatives de contre-feux : manifestations, grèves de durées limitées et... dénonciations des « provocateurs hitléro-trotskystes à la solde de De Gaulle », complices du patronat et ennemis de la nationalisation de Renault. Mais le mouvement se développait et avait gagné toute l'usine. Les mots d'ordre du PCI, et en particulier celui d'échelle mobile des salaires (alors que l'inflation était grande), eurent un écho jusqu'en province. C'était le moment pour les militants, bien intégrés dans leurs usines, et groupés dans une tendance du nom de « Front ouvrier », de s'efforcer de généraliser la grève, non sans succès dans la banlieue ouvrière parisienne.

Encore une fois les forces trotskistes se révélèrent trop limitées et le PCF remonta le courant en jouant son double jeu : d'une part reprise « corrigée » des mots d'ordre grévistes, et violences là où ses forces étaient importantes, d'autre part pression sur le gouvernement. SFIO et MRP, pourtant, ne lâcheront rien. Ils laisseront s'épuiser le mouvement, où les deux noyaux trotskistes, qui se sont rejoints dans l'action, sont toutefois trop faibles au milieu de leurs alliés provisoires. Petit à petit, ils seront isolés dans leurs secteurs 6 et 18. Le conflit s'arrêtera avec une prime de trois francs au lieu de l'augmentation de dix. Ministres et députés staliniens ont été contraints de démissionner. Certains d'entre eux, comme le vieux Marty, sont plutôt satisfaits de ce retour à l'opposition de classe, mais Thorez

pleure, assure qu'ils ne passent pas dans l'opposition. Tout indique, du côté de la direction « moscoutaire », une volonté de se raccrocher aux branches ultérieurement. Mais c'était trop tard. Il leur fut bien montré qu'ils avaient joué leur rôle et que l'on n'avait plus besoin d'eux, d'autant plus que l'union de Yalta et de Postdam se rompait.

Faute de relais, l'élan vers la grève générale était brisé. La fragile unité entre Union communiste et PCI se rompait, d'autant plus qu'aveugle sur la situation générale, Bois lançait une sorte de syndicat « de gauche », le Syndicat démocratique Renault, qui, bientôt très minoritaire devant une CGT ranimée par un PCF renvoyé dans l'opposition, allait disparaître deux ans plus tard, entraînant l'UC dans sa débâcle. Tous les contacts allaient être rompus pendant plus de vingt ans entre ce courant et le PCI. Avant la grève, il y avait eu deux tentatives de jeter un pont entre les deux organisations. Seulement, pour l'Union communiste, il ne s'agissait pas de divergences à discuter, mais d'une incompatibilité sociale. Dans le numéro 75 du 15 novembre 1946 de son organe *Lutte de classes,* on pouvait lire :

> « Le PCI représente au point de vue social un regroupement de petits-bourgeois rassemblés sur la base du programme trotskyste, mais qui ont été incapables de mettre en pratique ses idées dans la vie quotidienne et dans la lutte ouvrière, et de se transformer ainsi en Parti ouvrier révolutionnaire. »

Pourtant, Barta lui-même, mais il est vrai en 1972, devait reconnaître dans une lettre aux éditions Spartakus, qu'à l'époque en question le PCI possédait « un plus grand nombre de militants que nous dans les usines (et pas seulement dans la région parisienne) ». Les rencontres, dont l'une entre le comité central du PCI tout entier et une délégation de l'Union communiste, avaient été d'une totale stérilité.

L'épuisement de cette grande lutte gréviste suscita un violent débat dans le PCI. L'aile gauche, alors minoritaire,

reprocha à la direction la limite revendicative de ses mots d'ordre. Celle-ci rétorquait que c'était là la limite du possible, qui n'avait pas même réussi à une véritable extension générale de la grève. C'était là l'expression de ce qui était ressenti comme une défaite. Mais la vraie cause de la limite du conflit, ç'avait été le retournement du Parti communiste déterminé par la fin de l'union sacrée de Yalta-Postdam. L'expérience du caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne n'avait pas eu le temps d'être faite à un niveau de masse. Ce qui échappait à tout le mouvement trotskiste, c'est qu'on allait entrer dans toute une période de mystification, par la « guerre froide » entre deux blocs mondiaux d'États.

Le début des révolutions coloniales

C'est à un même renversement de la politique stalinienne à l'égard des révolutions coloniales – du moins celles sous direction de partis communistes stalinisés – que donna lieu la rupture de l'union sacrée.

Pour les peuples colonisés, ou sous régimes semi-coloniaux, la contradiction entre pays impérialistes colonisateurs et l'URSS n'avait pas cessé pas d'être perçue comme essentielle. C'est même le double effet de l'affaiblissement, par et dans la guerre, des pays colonisateurs, et inversement de la victoire de l'URSS, qui fut la double cause des révolutions coloniales. L'Inde d'abord allait imposer son indépendance – proclamée le 15 août 1946 –, à l'empire britannique. La Syrie allait l'arracher en un an (mars 1946), grâce à l'aide d'une des premières interventions de l'ONU l'imposant à la France et à l'Angleterre en conflit. En janvier 1947, c'est l'Égypte qui rompt avec la Grande-Bretagne.

Au Vietnam, Hô Chi Minh crut pouvoir réussir à imposer son État Viet-minh, national et indépendant, grâce à l'effet de vide provoqué par le chaos constitué de l'effondrement du Japon, de la faiblesse de la France (absente

entre la disparition sanglante du pouvoir pétainiste de Decoux en mars 1945, et l'arrivée des forces de Leclerc et de Thierry d'Argenlieu en août), et le début de réalisation du plan impérialiste de partage de l'Indochine entre Chine, Angleterre et États-Unis. En France, le PCF acceptait dans l'enthousiasme l'Union française du colonialisme *new-look*. On pouvait lire dans *L'Humanité* du 13 avril 1945 :

> « Il faut que la France accentue ses efforts pour envoyer en Extrême-Orient des forces qui collaborent avec les Alliés et les peuples d'Indochine à la libération de ce territoire [...] pour le bonheur des relations franco-indochinoises[9]. »

L'année 1945 connut une suite de retournements. Pendant sa première moitié, les Japonais, au nom de la constitution de la Grande Asie orientale, après avoir détruit le pouvoir pétainiste, avaient installé l'empereur Bao-Dai, comme une sorte de Quisling. Contre eux, Hô Chi Minh mena une guerre révolutionnaire sur le mode de celle de Mao Tsé-Toung. Les bombes atomiques d'août ayant mis le Japon à genoux, ses troupes furent obligées de mettre bas les armes. C'était le moment pour les trois Grands de mettre leur plan en action. Les Japonais restèrent passifs en attendant leurs ennemis de la veille, tout en libérant en douce leurs prisonniers politiques. L'effet de vide attendu par Hô Chi Minh se réalisait : le 2 septembre, il avait proclamé, à Hanoi même, l'indépendance et la République démocratique du Vietnam, laissant moisir, au palais du gouvernement général, Sainteny, l'envoyé de De Gaulle, qui avait atterri là le 25 août. Cette « révolution d'août » était cependant seulement nationaliste, et le Viet-minh réprima illico les 30 000 mineurs des Charbonnages du Tonkin qui avaient formé des soviets et instauré l'autogestion des entreprises d'État et du service public, et de même les paysans qui s'emparaient des terres et des rizières, et refusaient l'union nationale avec les propriétaires fonciers. Hô Chi

Minh n'était pas un Mao, il était un pur stalinien qui n'allait jamais outrepasser les directives de Staline. Une armée de 180 000 hommes de Chiang Kai-Chek entra au Tonkin et atteignit Hanoi le 9, puis descendit jusqu'au 10e parallèle. Le pouvoir Viet-minh fut éliminé par le général Le Huan, qui installa le sien en combinaison avec les nationalistes annamites qu'il amenait avec lui. C'est naturellement en vain que Hô Chi Minh proposa de participer à un gouvernement d'union nationale. Mais comme nous l'avons vu, tout avait tourné entre les Grands, et, dès le 20 septembre, une mission soviétique atterrissait à Hanoi et expliquait à Hô Chi Minh qu'il devait se placer dans l'« orbite » de la France.

C'était précisément au moment où, au Sud, la reconquête commençait. La révolution pour l'indépendance avait eu lieu là aussi, mêlant d'abord toutes les oppositions, de celles de droite pro-impériales jusqu'à celles des trotskistes, qui avaient retrouvé leurs dirigeants libérés de la maison centrale et du bagne de Poulo Condor, et clamaient leurs mots d'ordre communistes : « Armement du peuple ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! La terre aux paysans ! Nationalisations des usines sous contrôle ouvrier ! Comités du peuple ! Vive la révolution mondiale ! »

Entre eux, le Viet-minh, dont les dirigeants montraient à ce moment qu'ils n'ignoraient rien de la volonté des Grands d'évincer la France, et qui tentant naïvement d'amadouer Américains et Anglais, écrivait :

> « Le Viet-minh a été étroitement aux côtés des Alliés pour combattre les Français et les Japonais. Nous sommes les amis de la Russie, la Chine [de Chiang Kai-Chek] est avec nous comme dents et lèvres, l'Amérique rêve de commerce, non de conquête ; en Angleterre, le ministère Attlee est au pouvoir et penche vers la gauche. Il nous sera facile de négocier[10]. »

Sur cette base, ils n'en appelaient pas moins à un « Tout le pouvoir au Viet-minh » qui s'opposait au « Tout le pouvoir aux comités du peuple » des trotskistes. De tels comi-

tés apparaissaient spontanément partout, d'où la violence de la répression antitrotskiste de l'éphémère pouvoir Viet-minh. Dans cette période, les principaux dirigeants trotskistes furent tués immédiatement ou disparurent et furent exécutés plus tard, tel le principal, Ta-Thu-Thâu, dont nous savons maintenant qu'il fut emprisonné, puis fusillé ultérieurement, en province, sur l'ordre exprès d'Hô Chi Minh. Ce fut la liquidation quasi complète des forces de la 4e Internationale au Vietnam.

Alors, ce furent, conformément au plan des Grands, les troupes anglaises de Gracey qui arrivèrent à Saigon à partir du 6 septembre. Mais, le 17, elles étaient rejointes par un petit contingent français. En quelques jours, elles contrôlaient la ville, désarmaient les combattants indigènes, proclamaient la loi martiale, annulaient le pouvoir Viet-minh qui, dans son retrait, leur livrait ses prisonniers trotskistes.

De la même façon qu'au Tonkin, l'opération de De Gaulle de transformation de l'Empire français en Union française, avec projet de Fédération indochinoise, produisait enfin un troisième retournement de situation : Leclerc était à Saigon le 5 octobre, bientôt suivi de toute la flotte française débarquant troupes, tanks et automitrailleuses. Il trouvait la guerre déjà commencée, depuis le 23 septembre, et les gurkhas de l'armée britannique combattaient maintenant pour lui. La reconquête s'étendait dès la seconde quinzaine d'octobre au Laos et à l'Annam. Et dans le même temps la terreur coloniale régnait dans Saigon.

La reprise en main du Tonkin s'avéra plus difficile. En effet, les Chinois, conscients de leur incapacité à contrôler les masses, et par opposition à la France, avaient finalement accepté les offres de Hô Chi Minh d'un gouvernement d'union nationale et d'élections qui eurent lieu le 6 janvier 1946. Le leader du Viet-minh avait, d'avance, accordé soixante-dix sièges aux nationalistes. Ce furent de typiques élections staliniennes, sous terreur, et dont les résultats donnaient des majorités de 90 % aux candidats du

Viet-minh et... à Bao-Dai ! Pourtant, suivant les conseils soviétiques, Hô Chi Minh nouait de bonnes relations avec Sainteny. Non sans raison. Le 28 février, un accord franco-chinois obtenait de Chiang Kai-Chek le retrait de ses troupes, contre la session de toutes les bases françaises de Chine. Deux jours après ce retrait, le 17 mars, la flotte française portant 15000 hommes quitte Saigon. Nombre des hommes de ces troupes sont d'anciens FTP que le PCF a encouragés à participer à la défense de la France d'outre-mer. Le 6, Sainteny signe un accord avec Hô Chi Minh, reconnaissant sa République du Vietnam. Mais il s'agit du seul Tonkin. Annam et Cochinchine devront se prononcer par référendum. On ne peut prendre une telle capitulation, et celles qui vont suivre, pour de la naïveté. Il s'agit des ordres de Staline. Le 18 mars, Leclerc débarque. Toutes les places fortes du pays sont bientôt occupées sans résistance. De longues négociations de dupes commencent, où il ne peut s'agir que de sauver le minimum, sinon les apparences, alors que Thierry d'Argenlieu invente une République autonome de Cochinchine. La conférence de Fontainebleau s'ouvrira le 6 juillet. Elle traînera près d'un mois. La délégation vietnamienne regimbe, montrant ainsi qu'elle n'est pas dans le secret de la haute diplomatie internationale, refuse de signer le *modus vivendi* concocté par le gouvernement français, et finit par quitter la France le 13 septembre. Deux jours plus tard, Hô Chi Minh, qui est resté, signe et part. Il est de retour à Haiphong le 20 octobre. Un mois plus tard, la ville s'insurge. Elle est détruite par le bombardement de la flotte française. Encore un mois, et c'est le tour de Hanoi. Hô Chi Minh a pris le maquis. Ngo Van écrit : « Ce sera le début d'une nouvelle guerre de Trente Ans et de son cortège d'horreurs et de massacres[11]. »

Toute différente fut la situation en Algérie pendant ces deux années. Dès mars 1943, la revendication d'un État algérien doté d'une Constitution élaborée par une Assemblée constituante élue au suffrage universel avait été récla-

mée par un « Manifeste du peuple algérien », rédigé et signé par des élus algériens connus comme modérés, dupés par les déclarations d'un de Gaulle. La répression n'allait frapper d'abord, mais seulement par le sommet, que le Maroc et la Tunisie. Mais, dès mai 1945, la fin de la guerre mondiale avait provoqué des manifestations pour l'indépendance et pour la libération de Messali Hadj, leader du Parti du peuple algérien (PPA) et de ses co-détenus, incarcérés depuis 1939. Dans le Constantinois, elles furent attaquées par les colons « pieds-noirs », staliniens compris, ce qui leur donna une tournure d'émeutes. Leur répression fut sanglante et provoqua un soulèvement contre les colons, auquel la riposte fut terrible. Les villes de Sétif et Guelma furent écrasées de bombes. Charles Tillon était alors ministre de l'Air, et *L'Humanité* informait : « Il s'agit d'une provocation hitlérienne : c'est la cinquième colonne qui excite les Arabes », et concluait : « Il faut que l'Algérie se confonde avec la France [...], les Algériens sont des Français. » Le PC algérien lui fit écho : « Il n'y a pas de révolte arabe, mais un complot fasciste. » Toute la presse minimisa le nombre de morts. *La Vérité* les chiffra à 45 000, ce qui est admis maintenant par les chercheurs indépendants. Il était clair que c'était la revendication d'indépendance qui avait été visée. Le lien du parti trotskiste avec le PPA et son leader devint très serré. Ses militants algériens formeront le gros des participants aux manifestations du PCI contre la guerre du Vietnam, et, inversement, le PCI soutiendra de toutes ses forces les manifestations du PPA, bientôt devenu, à la suite de la libération et du retour de Messali Hadj en Algérie, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

La misère et le chômage de masse, s'ajoutant à l'oppression nationale, créèrent une situation explosive, qui ne fut suspendue que, d'une part, par l'émigration de masse en France, de l'autre par les longues négociations autour du projet d'Union française : cette « cage où personne ne

voudrait entrer », comme la qualifièrent, le 27 octobre 1946, les députés algériens et malgaches qui la refusèrent dans la forme du titre 8 de la Constitution. Les concessions, en termes d'abolition des pires mesures de discrimination, de citoyenneté et d'assemblées aux pouvoirs limités, destinées à sauver l'essentiel du pouvoir d'empire, se heurtaient à la volonté d'indépendance, puis, pour le moins, d'autonomie à titre transitoire. Cependant, ce qui retarda de sept ans l'insurrection fut le double effet de la violence au marteau-pilon de la répression de 1945 et, inversement, des espoirs mis par les modérés dans l'utilisation des petits moyens démocratiques du « statut octroyé » (assemblée paritaire de deux collèges, de 120 membres, votant le budget et ayant des pouvoirs législatifs limités, etc.) jusqu'à leur irrémédiable faillite.

La rupture de l'union sacrée de Yalta, entraînant en France celle du tripartisme, n'avait pas déterminé de la part du PCF un tournant sur l'Algérie aussi radical que sur le Vietnam. Ses députés s'étaient contentés de s'abstenir et pour certains de voter contre le statut d'août 1947, dont ils avaient pourtant auparavant dicté les termes. De même le soulèvement armé de Madagascar, et sa répression féroce – c'est sans doute là que fut initiée la précipitation sur les villages, depuis les avions, des leaders enlevés –, laissa les députés du PCF parfaitement passifs, s'abstenant sur la levée de l'immunité parlementaire des députés malgaches, alors que les ministres staliniens avaient déjà été chassés du pouvoir. L'URSS ne s'intéressait pas encore à des révolutions où elle n'avait pas de forces pour les contrôler. Les trotskistes restaient donc seuls avec les anarchistes à rendre compte de ces luttes, à les justifier au nom de l'unité de la lutte anti-impérialiste mondiale, de leur unité avec celle du prolétariat contre notre propre impérialisme, et à appeler à des actions et des manifestations de soutien. Mais contre les mensonges, coupés de grands silences des médias, cette agitation n'avait pas encore d'échos importants, et ne contri-

buait qu'à lier la 4e Internationale aux représentants de ces luttes en France même. D'où le peu d'effet quant au renforcement même du PCI.

À nouveau, la question de l'URSS

La jeune génération trotskiste ne pouvait échapper aux débats théoriques, d'autant qu'ils devaient aboutir à des mots d'ordre. Deux thèmes principaux allaient faire l'objet de débats, qui prirent souvent un aspect académique, peut-être parce qu'on se retenait de pousser les positions à leurs conséquences politiques pratiques ultimes. L'un porta sur l'aspect transitoire ou seulement réformiste de certains mots d'ordre démocratiques. Et l'autre, qui en fait commandait le premier, ce fut – comme on pouvait s'y attendre – à nouveau sur la nature de l'URSS.

Si la discussion fut relativement courtoise et modérée entre la majorité internationale, qui s'en tenait à la position de Trotski, de l'État ouvrier dégénéré – impliquant à la fois défense de l'URSS contre l'impérialisme et dénonciation radicale de la dictature bureaucratique –, et les tenants de la théorie dite du capitalisme d'État, voire avec ceux qui gardaient quelque chose de la théorie de Burnham d'un nouveau système d'« impérialisme bureaucratique », c'est qu'à ce stade du débat la manière de dénoncer le stalinisme et de le combattre n'était pas très différente à partir des théories opposées. Mais c'est sur un autre front qu'elle s'envenima.

David Rousset était revenu de sa déportation avec en tête une nouvelle conception de la nature de l'URSS qu'il allait développer peu à peu, et qui gagna un nombre assez important d'intellectuels, à la fois anti-impérialistes et mal à l'aise vis-à-vis du stalinisme. Le plus important de ceux-ci allait être Jean-Paul Sartre qui donna sa forme achevée à cette théorie en 1956 (à un moment où Rousset l'avait lui-même abandonnée par un tournant à 180°), en expliquant qu'il fallait « vouloir ce socialisme », parce qu'il n'y

en avait pas d'autre « sauf au Ciel de Platon ». Dès décembre 1945 parut la *Revue internationale,* où Rousset publia, en trois livraisons, son premier ouvrage, *L'Univers concentrationnaire*. Cette revue fut le lieu d'élaboration de sa conception théorique. Après Charles Bettelheim, qui y justifia la bureaucratie comme nécessaire à la construction du socialisme, Gilles Martinet alla plus loin en condamnant le trotskisme comme une utopie faillie. Le système soviétique stalinien, selon cette théorie, représentait pour le communisme ce que le bonapartisme de Napoléon 1er avait été pour les conquêtes de la Révolution française : une étape déformée, mais inévitable, donc nécessaire, et potentiellement expansive dans l'encerclement du monde impérialiste. La prodigieuse victoire militaire de l'URSS donnait raison à Staline. Dans cette perspective, le trotskisme était aussi vain que l'avait été le babouvisme. Le régime bureaucratique de l'URSS devait être considéré comme le résultat nécessaire de la construction concrète du socialisme dans un pays isolé, et il s'agissait de le défendre tel qu'il était, sans rechigner. Les thèses de Rousset (Leblanc) qui dès octobre 1945 développaient ces conceptions, bien qu'encore en mineur, soulevèrent un cyclone dans le PCI. Leur révisionnisme fut condamné au congrès de février 1946 et entraîna l'exclusion de leur auteur. Mais non sans malaise dans ce qui était appelé l'aile « droite » du Parti (non, bien entendu, au sens politique général, mais du point de vue interne des orientations), que sa démoralisation faisait pencher vers ce qui s'exprimait là sans détours, et qui sera, deux ans plus tard, au début de 1948, le fondement idéologique du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), où cette aile ira se fondre et, finalement, disparaître comme groupe politique.

La fermeté de la majorité, excluant pour la première fois un militant qui avait été un des cadres de la période de guerre, tenait aussi, alors qu'il fallait tenir tête aux deux courants « gauchistes » sur cette question de l'URSS, à ce

que ce révisionnisme droitier montrait une pente où pouvait glisser une interprétation opportuniste de la théorie de l'État ouvrier dégénéré. (Un paradoxe, c'est que Michel Raptis, qui mena cette bataille, d'abord contre Rousset, puis contre ceux qu'il appelait des « néostaliniens », allait reproduire, comme nous le verrons, la même déviation à peine quatre ans plus tard.) Enfin, un autre élément qui envenima ce conflit, c'est que David Rousset, inconnu comme trotskiste à Buchenwald et Neuengamme, avait pu entrer dans la « bureaucratie de camp », tenue par les staliniens, laquelle, par ses choix de corvées et de transfert, disposait largement de la vie et de la mort des détenus. Peu après son retour, il avait eu une altercation violente avec Mathias Corvin qui lui reprochait sa participation à un tel organisme, alors que Hic et Filiatre avaient été envoyés à Dora, l'« enfer de Buchenwald », où le premier mourut. Corvin regarda ensuite comme une véritable trahison de Rousset que, dans son roman *Les Jours de notre mort,* ayant utilisé les souvenirs et témoignages des déportés trotskistes, il ne les ait pas nommés, ni même mentionné leur identité politique[12]. Il lui était opposé Marcel Beaufrère qui, le 10 mai 1945, dès son retour de Buchenwald où il avait formé une cellule trotskiste, donnait à Bleibtreu une interview pour *La Vérité* ouvrant une toute autre perspective que celle d'un univers concentrationnaire et de la menace d'une universalisation du stalinisme.

La discussion sur l'URSS ne pouvait se limiter à des échanges d'articles, le Parti devait trancher. Le débat fut ouvert pour le congrès de septembre 1946. Cinq thèses s'opposèrent. La rédaction de celle de la majorité du 3e congrès fut confiée à Laurent Schwartz. Choix étrange ! Pourquoi pas à une des têtes politiques de la tendance de l'ex-POI ? Éminent mathématicien, Schwartz ne s'était pas distingué jusque-là comme théoricien marxiste, et il ne cachera guère dans ses Mémoires les limites de sa formation en ce domaine[13]. Craipeau ne s'expliquera à ce sujet

que tardivement[14]. En réalité, comme ses proches Filiatre, Essel et Chauvin, il partageait les conceptions de la tendance Pennetier-Gallienne quant à la nature de « capitalisme d'État » de l'URSS. Mais il ne voulait ni se séparer des autres dirigeants de sa propre tendance qui restaient sur la position trotskiste traditionnelle, ni se couper de la direction internationale. Il écrivit : « Une fois de plus, des considérations tactiques m'empêchent de me battre, sur ce terrain, sur mes propres idées. » Toute sa tendance vota le texte Schwartz « comme un seul homme ». Il précise que trois des cinq thèses « défendent en gros la même position », les deux autres étant celles de Chaulieu-Montal (Castoriadis-Lefort) et de Pennetier-Gallienne. Alors pourquoi trois thèses ? À bien lire celle de Schwartz, on s'aperçoit qu'en logicien il soupèse alternativement les facteurs rétrogrades et les facteurs de progrès de l'URSS, puis, considérant l'importance prédominante rétrograde de la passivité prolétarienne, aboutit… à une subordination de la lutte contre la bureaucratie à la défense de l'URSS. On est bien là à mi-chemin de la thèse révisionniste de Leblanc (Rousset) et… du RDR. L'unité alors gardée sur cette question avait bien une fêlure secrète. La troisième thèse évoquée par Craipeau était celle de Marcoux-Michèle Mestre (Spoulber-Lucienne Abraham). Si ceux-ci ne divergeaient que par des nuances avec les thèses majoritaires sur la nature de l'URSS, en revanche s'y opposaient radicalement leurs perspectives quant au devenir du « glacis » soviétique, constitué par les pays de l'Europe de l'Est. Cela allait être le point de départ d'un écart de Spoulber, suivi de son départ aux États-Unis. Par ailleurs, ce débat avait permis aux deux oppositions françaises à la théorie de l'État ouvrier dégénéré de cimenter leur tendance. Il y avait là deux autres fêlures.

Comment expliquer de telles conséquences des divergences sur la nature de l'URSS ? C'est qu'en face d'une situation qui apparaissait comme l'inverse de ce qu'avait prévu Trotski, il fallait à coup sûr une correction de son

analyse, mais que la faiblesse théorique commune à toutes les têtes pensantes de l'Internationale achoppa entre un conservatisme, à la limite dogmatique, et des révisions radicales. Les trois grandes thèses en présence étaient toutes fausses. Et ce n'était pas à l'extérieur qu'on pouvait en trouver une qui fût juste. La thèse du « capitalisme d'État » conduisait à tenir l'URSS (et bientôt ses États parèdres) comme des systèmes plus réactionnaires que ceux où il existait au moins une démocratie parlementaire et, ainsi, à un refus de soutien aux mouvements révolutionnaires conduits par les partis ou mouvements liés au stalinisme, ou soutenus par lui (pourtant, le plus souvent, « comme la corde soutien le pendu »), voire à les dénoncer commé réactionnaires et conduisant à des systèmes totalitaires. La théorie d'un « impérialisme bureaucratique » conduisant à la variante barbare du dilemme « socialisme ou barbarie », allait amener la plupart de ses tenants à tenir les impérialismes capitalistes comme le moindre mal, et pour beaucoup à passer, ouvertement ou discrètement, à leur service. La théorie maintenue de Trotski était, certes, d'un maniement délicat pour distinguer la lutte acharnée contre la bureaucratie et contre ses politiques contre-révolutionnaires, et le nécessaire coude à coude, voire le front unique avec les travailleurs stalinisés. C'était là marcher sur le fil du rasoir, d'où tant de chutes, à droite ou à gauche qui, pour ceux qui rejetaient globalement cette thèse, donnait la preuve de son caractère erroné.

La première scission

Les désaccords entre les deux grandes tendances sur les mots d'ordre de politique intérieure apparaissent à distance encore plus minces que sur la question de l'URSS. En apparence, ce sont elles qui vont provoquer la première des deux grandes scissions de la section française. Mais ce n'est qu'une apparence qui manifeste un effet du grand tournant de la situation mondiale. Brutalement, la rupture de l'URSS

avec les pays impérialistes va donner l'opposition des Blocs, polarisant toute la société. On va entrer dans les décennies de Guerre froide. À sa politique contre-révolutionnaire ouverte, l'URSS va progressivement substituer une politique d'opposition anti-impérialiste à allures gauchistes. Dans les pays impérialistes, elle va, sur cette base, pousser les masses à des luttes, souvent sans véritables objectifs de classe, mais destinées au pur harcèlement. Elles n'en sèmeront pas moins des illusions dans les masses travailleuses, et la dénonciation de cette nouvelle politique réactionnaire sera plus difficile pour les trotskistes.

C'est seulement à la lumière de cette situation mondiale prolongée que l'on peut comprendre les crises de la 4e Internationale. Tout d'abord, l'opposition entre les deux courants du PCI pouvait se réduire à une analyse de la situation, et à sa conséquence quant à la manière de se faire le mieux entendre des grandes masses travailleuses. Contre la majorité française et internationale qui continuait à spéculer sur les explosions révolutionnaires, la minorité était encore une fois plus réaliste. Mais les conséquences en mots d'ordre qu'elle en tirait étaient plus du type d'opposition de gauche des partis traditionnels que de dénonciation de leur collaboration de classe. Ainsi, quant à la participation gouvernementale, elle donnait à la formule « algébrique » de « gouvernement ouvrier et paysan », le contenu d'une étape parlementaire où elle sommait ces PCF et SFIO d'appliquer leur programme, tandis que la majorité dénonçait ces programmes et opposait à une telle vaine agitation la propagande sur ce que devait être un authentique programme de classe d'un véritable gouvernement des ouvriers et des paysans travailleurs.

Ces tiraillements pouvaient même se limiter à des questions superficielles de mode d'expression. Ainsi Magnin (Dalmas), prenant la direction de *La Vérité* après le 3e congrès, définissait le style quelque peu sévère, voire terne, qu'elle avait jusque-là, comme « une bigote vêtue de noir

du cou aux pieds », et proclamait qu'elle allait devenir « une superbe putain aux cuisses ouvertes ». Et, certes, il fit un journal plus aéré, sans doute mieux écrit et plus agréable à lire. Mais répondait-il mieux aux besoins des militants dans leurs usines et syndicats, à leurs colères et indignations ? Ripostait-il mieux aux arguments des adversaires ? De tels malentendus dissimulaient l'essentiel.

Dès après le congrès d'octobre 1944, où Craipeau s'était refusé à entrer dans la nouvelle direction, il avait initié un travail entriste dans les Jeunesses socialistes, en y faisant adhérer André Essel. Ce travail fut fructueux, car le même type d'opposition qui avait existé à la veille de la guerre mondiale s'était reconstitué contre la lamentable politique gaulliste de la direction de la SFIO.

En juillet 1946, la direction « blumiste » est renversée par sa gauche, dont le leader est Guy Mollet, qui devient le secrétaire général de la SFIO, avec Yves Dechézelles (depuis longtemps déjà sympathisant du trotskisme), comme secrétaire adjoint. Il s'agit d'un tournant politique encore très modéré, pour l'heure de simple pression sur le gouvernement que dirige le « socialiste » Ramadier.

Mais cela permet aux Jeunesses socialistes de pousser plus loin la critique. En octobre, Essel pilote la création de son hebdo, significativement titré *Le Drapeau rouge*, et qui va défendre précisément la politique définie par Craipeau et sa tendance qui ont pris la direction du PCI depuis un mois, de la dénonciation de la guerre coloniale jusqu'à la défense des revendications des luttes grévistes, de la rupture gouvernementale avec la bourgeoisie au contrôle ouvrier de la production.

Le rapprochement entre JS et JCI, organisation de jeunesse du PCI, progresse alors à grands pas. Dès le début de 1947, ils seront ensemble dans un large Front laïque antifasciste de la jeunesse (FLAJ), d'où seule l'UJRF stalinienne s'exclut, après l'échec de sa tentative d'en écarter la JCI sur la base des calomnies ordinaires, qu'elle est défiée

de prouver. En avril, le congrès de la JS soutient massivement sa direction par 187 mandats contre 8 et une abstention. Son engagement de solidarité avec la révolution vietnamienne, puis avec celle de Madagascar, alors que la SFIO mène ces guerres coloniales, conduit directement à la rupture qui intervient en juin, par l'exclusion des dirigeants et la dissolution des Jeunesses. Mais une petite minorité du Parti, suivant Yves Dechézelles, Jean Rous et Suzanne Clair, va s'engager aussi dans le chemin de la rupture, et formera en novembre l'Action socialiste révolutionnaire. Comme l'a écrit Craipeau :

> « L'unification du PCI avec la Jeunesse socialiste et l'ASR sur le programme de la IV^e^ Internationale semble imminente. Telle est la conclusion de tous les articles de discussion que publie *Le Drapeau rouge*, dans la tribune libre qu'il a ouverte à ce sujet : tous se prononcent pour l'unité avec le PCI et la JCI. »

Or, elle n'aura pas lieu. En quelques mois tout cet élan sera brisé.

Que s'est-il passé ? La conjonction de plusieurs phénomènes négatifs. D'une part, le retournement de la politique stalinienne a provoqué des effets en retour opposés dans le monde politique et intellectuel : à la fois détachements sur la gauche et sur la droite. Dans la SFIO, la tendance Bataille socialiste, qui compte Gilles Martinet dans sa direction, est exclue à son tour. Mais, tournée vers le PCF, elle refuse tout accord avec le PCI, et c'est avec elle que se regrouperont l'essentiel des forces de l'ASR, plus ou moins fondue avec la JS, et qui, ensemble, constitueront un éphémère Parti socialiste unitaire. C'est donc seulement une minorité de jeunes militants des Jeunesses socialistes qui entrent au PCI. Dans le même temps, Jean-Paul Sartre prend quelques distances avec le PC et, avec David Rousset et quelques autres membres de la *Revue Internationale*, Jean Rous et des journalistes de *Franc-Tireur*, fonde le non moins

éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR).

Peu auparavant, en novembre, le 4e congrès du PCI a eu un nouveau renversement de majorité, plus faible encore que celui du 3e congrès : un seul mandat, contesté comme obtenu par manipulation. Cela ne manifestait, en fait, que le partage véritable du Parti en deux moitiés presque égales. Les débats en avaient été d'autant plus tendus que les divergences exacerbées par la perspective du prochain congrès mondial réveillaient de graves oppositions de personnes. S'il est faux de caractériser la majorité française et internationale de sectaire, comme l'a fait Craipeau, en lui faisant ainsi porter toute la responsabilité de la crise de ce moment[15], il est vrai que certaines relations personnelles désastreuses s'étaient établies au niveau de la direction, que des oppositions de caractères tendaient à y devenir inconciliables, et que des accusations politiques mutuelles étaient souvent amplifiées par le soupçon. Il y avait des « ultras » dans chaque tendance, ainsi Swann (Guikovaty) sur la droite, et Privas (Grinblat) sur la gauche. Mais, il apparaît clairement à distance que ce qui a porté au rouge la majoration de ces questions de personnes a été la divergence radicale quant à la perspective de construction du Parti. Le rêve de la possibilité d'un grand parti de dizaines de milliers de membres, qui hantait Craipeau et ses proches, exigeait d'arrondir les angles du programme. Mais pour certains, à coup sûr, cet « allégement » programmatique impliquait nécessité d'un éloignement de la politique révolutionnaire de la 4e Internationale, comme ne correspondant plus à la situation historique. Craipeau, pour sa part, n'allait pas cesser de poursuivre cette chimère, dont les tentatives de réalisations n'allaient pas non plus cesser de s'effondrer ; les « centres », en politique, tombent toujours sur l'un ou l'autre des côtés, et en général sur celui de droite.

Le sens de cette opposition se manifesta très vite. L'aile « droite », redevenue minorité, proposa l'entrée des mili-

tants du PCI – car une fusion était impossible avec des groupes nettement antitrotskistes – dans le RDR. Le nouveau comité central rejeta cette éventualité. Rodolphe Prager a expliqué ce qui s'en suivit :

> « La tendance minoritaire n'engagea pas le débat pour tenter de faire prévaloir une proposition d'adhésion au RDR. Demazière se borna à adresser une lettre au comité central, l'informant de sa décision dans ce sens. Son choix était expliqué par son constat de faillite du mouvement trotskyste avant, pendant et après la guerre. Il prenait soin de préciser que son adhésion au RDR n'était pas une démarche entriste, et qu'il fallait désormais se borner à défendre "quelques valeurs clés". C'était à ses yeux la solution de la "dernière chance". Il n'était pas suivi par toute sa tendance. D'autres dirigeants minoritaires, tels Craipeau et Filiatre, ne s'associèrent pas à cette démarche, mais quittèrent cependant le PCI. Le comité central s'opposait à ce genre d'adhésions, perçues comme une démission et une rupture de discipline de dirigeants importants, qui ne tardèrent d'ailleurs pas à attaquer publiquement le parti. On assistait à l'effritement d'une tendance opportuniste, saisie par le découragement et remettant en cause un certain acquis trotskyste. Mais ce fut le départ, hélas, d'une partie notable des cadres du POI des années trente et de pionniers du trotskysme en France comme Craipeau et Filiatre, qui fut le seul à assister encore au congrès mondial[16]. »

Outre ceux qui partirent sans avoir été exclus, Jean-René Chauvin fut, en tant que dirigeant du groupe minoritaire, compris dans la charrette de l'exclusion alors qu'il ne participa pas à l'entrée dans le RDR. Et il s'indigna longtemps, à juste titre, que ses protestations n'aient pas été entendues. On doit remarquer que ceux qui avaient choisi la rupture étaient – à l'exception de Demazière – le groupe des ex-dirigeants du courant qui avait été celui de la ligne Hic de l'« oppression nationale », puis s'était trouvé en minorité dès la fusion dans le PCI. Une demande d'un travail entriste

partiel dans le RDR aurait peut-être pu se voir acceptée. Mais la lettre de Demazière montre que la démoralisation de ce groupe allait beaucoup plus loin qu'un désaccord purement tactique. Il s'agissait bien d'un doute profond quant à la perspective de l'évolution du monde, qui avait été exprimée par l'idée que « les bases sociales de la révolution socialiste étaient entraînées dans la décadence du système capitaliste », et le désespoir face au « bas niveau de la conscience ouvrière ». Typique usure militante, pense-t-on d'abord. Dans le cas de tels militants qui, pour la plupart, avaient eu une conduite courageuse, voire héroïque, pendant la guerre, cela doit être précisé. Dans une petite organisation, telle qu'était le PCI, les forces centrifuges sont plus fortes que dans les grandes. D'autre part, il s'agissait d'un groupe d'intellectuels qui n'avaient pas les forts liens de cohésion que ressentent les ouvriers qui, dans les périodes de crise se resserrent au contraire, par instinct de classe, sur leur organisation (ce qui a d'ailleurs aussi sa potentialité négative, comme nous le verrons bientôt). La plupart de ces ex-dirigeants trouvèrent de ces chemins de traverse qui ne s'offrent pas aux travailleurs sans diplômes ni relations ouvrant à des carrières gratifiantes : plusieurs s'illustrèrent dans le journalisme, et Essel en fondant la FNAC. Mais comment comprendre le départ de Craipeau et de Filiatre qui, sur la question du stalinisme, se situaient sur la position diamétralement opposée à celle de Sartre et Rousset ? Pour une part par le lien organique de compagnonnage politique avec les premiers, mais surtout par le choc traumatique de se sentir rejetés. Craipeau était respecté pour son courage, son ancienneté, et comme le principal dirigeant de la période de guerre. Mais cet homme d'action se trouvait humilié par ses mises fréquentes en minorité, et d'autre part se voulait aussi théoricien et n'admit jamais le rejet par la majorité de l'Internationale de ses conceptions – avant la guerre mises à mal par Trotski, mais dont il pensait que les changements survenus dans et après

la guerre restauraient leur validité. Quant à Filiatre, sa profonde amitié pour Craipeau s'accompagna aussi de velléités théoriques malheureuses, lui sur l'« embourgeoisement » de la couche supérieure du prolétariat. De ces sortants, le mouvement trotskiste devait retrouver un certain nombre, et d'abord Jean-René Chauvin. Quant à Yvan Craipeau et Laurent Schwartz, ils se retrouvèrent dans plusieurs luttes avec les militants de la 4e Internationale. Quasi tous avouaient à l'occasion avoir gardé au cœur l'étincelle du trotskisme.

Bien que très peu de militants aient suivi les dirigeants principaux de la minorité dans le RDR, le PCI n'en perdit pas moins 40 % de ses effectifs, par cet effet en chaîne de la démoralisation. La plupart de ceux qui partirent alors cessèrent de militer ou, dans le meilleur des cas, continuèrent dans leurs syndicats.

Cependant, le PCI allait rebondir. Le RDR, au contraire, ne vécut que deux ans. David Rousset allait tourner théoriquement à 180°, passant de son idéalisation « bonapartiste » du stalinisme à un antistalinisme radical.

> « [Il] se mit en quête, aux États-Unis, de l'appui des grands leaders syndicalistes, Walter Reuther, Dubinsky, inféodés au régime, et de ressources financières, [ce qui] causa un sérieux malaise. La crise s'accrut après les manifestations de la journée internationale contre la dictature et la guerre, du 30 avril 1949, au cours de laquelle le savant nucléaire Carl Crompton évoqua les effets dissuasifs de la bombe atomique face à l'expansion soviétique menaçant le monde. Les démissions furent nombreuses, et il ne resta que deux mille adhérents [sur les 5000 du début]. Sartre prit ses distances et quitta formellement le mouvement en octobre 1949, reprochant à Rousset d'évoluer vers la droite. C'en était fait du RDR[17]. »

L'échec du « centrisme » était là manifeste : il était possible de rassembler des milliers de militants désorientés par la politique des grands partis traditionnels du « mouvement

ouvrier», mais, sans claire orientation de classe, on ne pouvait en faire une force, la mettre en action et, sinon la multiplier, du moins la forger. C'était forger au moins un petit parti révolutionnaire qui était le but de la majorité du PCI et de l'Internationale.

Contrepoint de l'auteur

J'ai vécu la moitié de cette période (jusqu'à la fin 1945 ou au début de 1946) comme ouvrier du bâtiment. Mon implantation était si solide que je devins, dès après la Libération, secrétaire du comité inter-chantiers de La Chapelle et de la Plaine, c'est-à-dire de la représentation syndicale de 5000 ouvriers. Malgré l'interdiction syndicale des grèves, je parvins, contre les bureaucrates, à y faire décider un débrayage d'un après-midi pour le ravitaillement – essentiellement de vin, exigé par ces travailleurs de force – avec manifestations jusqu'à la direction de la SNCF, rue Saint-Lazare. Débordant les barrages de flics, la masse des ouvriers, avec pancartes et drapeaux, parvint à destination, et une délégation, dont j'étais le porte-parole, fut reçue. Il faut admettre que ce que l'on obtint fut dérisoire : le vin distribué était une sorte de boisson plus qu'à demi chimique, pour moi imbuvable.

Dans le même temps, j'avais été élu en tête de mon chantier, puis au comité central (national) de mon entreprise, qui n'était autre que la société Sainrapt et Brice, constructeurs du Mur de l'Atlantique, dont les patrons étaient en fuite. De ce fait, j'avais fait adopter par les ouvriers la revendication de nationalisation de l'entreprise, et mes co-délégués du PCF me suivaient. Aux réunions, au siège de l'entreprise, nous eûmes en face de nous, non seulement le haut encadrement, mais le ministre Dautry en personne. Les négociations s'éternisèrent dans un long dialogue de sourds. À la longue, je vis les membres du PCF m'abandonner les uns après les autres, le dernier étant le second de mon chantier. Me trouvant ainsi isolé et battu, il n'y avait

plus pour le bloc d'union sacrée des cadres et staliniens de la CGT qu'à trouver le moyen de me licencier. Ce fut fait avec art : mon chantier fut vidé petit à petit, jusqu'à ce que nous ne restions plus que trois, licenciés pour fin de chantier.

Nettement avant cela, et en dépit de mon adhésion au PCF (décidée en cellule, en présence du représentant du comité central, Dunoyer, alias Essel), j'étais devenu suspect à l'encadrement stalinien, non seulement à cause des actions susdites, mais aussi parce que la vaine quête des auteurs et distributeurs des tracts trotskistes avait fini par leur donner l'idée que ce ne pouvait être que moi. En épluchant les comptes-rendus du comité inter-chantiers que les délégués écrivaient à tour de rôle, les bureaucrates s'aperçurent que j'étais le seul qui écrivait le nom de Trotski correctement. Convoqué à la Bourse du travail, il m'en fut demandé compte. Je répondis que pour être terrassier je n'en étais pas pour autant analphabète, et que je lisais les journaux. Les soupçons en furent pourtant augmentés. La décision de la direction de Sainrapt et Brice, prise sans doute avec l'assentiment des bureaucrates de la CGT, les tira d'affaire. Et ils furent à coup sûr confirmés dans leurs soupçons par mon acharnement à rester à La Plaine en me faisant embaucher sur l'unique chantier tenu par des syndiqués de la CNT. Mais là, non seulement je n'avais plus aucun poste syndical, mais je n'étais plus terrassier, car c'en était fini de l'amateurisme du temps de guerre : j'étais devenu simple aide-cimentier. Au bout de peu de mois, j'étais épuisé par ma double vie de manœuvre et de militant, plus les mains rongées par la gale du ciment. J'étais épuisé, mais je ne me sentais pas vaincu. Les comités d'usines de la banlieue sud-ouest, où nous étions bien implantés, n'avaient-ils pas eux-mêmes été dissous. J'avais fait adhérer deux ouvriers : du bouton de veste, comme pendant la guerre. Il était clair que la révolution n'était pas pour le lendemain. Le courant contraire était trop fort. Mais j'étais trop frais pour être ébranlé par l'évanouissement de

notre perspective révolutionnaire. Je m'acharnai à rester manœuvre sur mon chantier, m'épuisant à ajouter à ce dur travail les innombrables réunions, séparées par l'étude des textes marxistes.

Je fus tiré de mon purgatoire par mon élection au comité régional parisien, et pris comme permanent, chargé de l'organisation. Je m'y trouvai seul homme dans un organisme de jeunes femmes brillantes, de bien plus haute culture marxiste que moi : Jeanne Danos, Lili Bleibtreu, Rolande Depaepe, Simonne Minguet et Jeanne Goujon. C'était intimidant. Mais elles étaient si amicales que nous formions un groupe cohérent et harmonieux ! Et depuis la Libération, et le retour des livres, je me formai à haute dose. Ce fut une période d'un autre surmenage, l'activisme.

En février 1946, au 2e congrès du PCI, Bleibtreu et Gibelin, conjointement, présentèrent ma candidature comme suppléant du comité central. Ce fut ma première entrée dans la direction française. Au congrès suivant, où l'aile gauche perdait la direction, je devins titulaire du comité central. Mais, en même temps, le changement de direction me faisait perdre mon poste de permanent de la direction régionale. Toutefois, comme il n'y avait guère de vocations de permanents dans la nouvelle majorité, Craipeau me proposa d'être demi-permanent pour organiser la région de Seine-et-Oise Nord où il avait eu son succès électoral. Un demi-salaire était insuffisant pour vivre. Ma tendance, désirant me garder disponible, me fournit une autre demi-permanence pour la fabrication de la revue *Quatrième Internationale*. Je fis là mes débuts de lecteur-correcteur. Quant à mon activité en Seine-et-Oise Nord, elle avait deux pôles : Pontoise, où il y avait une petite cellule, dont le noyau appartenait à la famille de Filiatre, et Mantes, le plus gros centre industriel de la région. Dans cette dernière ville, j'avais le fil conducteur d'une liste d'adresses recueillies par Craipeau dans ses meetings. Elle se révéla sans valeur. Les seuls militants qu'elle comprenait étaient des syndi-

calistes, antistaliniens, mais qui ne voulaient en aucune façon s'engager dans une activité politique trotskiste. Ils ne vinrent même pas à la réunion pour laquelle j'avais distribué des tracts à la porte de leur entreprise et retenu une grande salle de café. Je n'y eus qu'un seul auditeur : un curieux. Le couple d'enseignants, militants d'avant la guerre, qui m'hébergeaient, n'avaient aucune envie de remettre ça. De mes visites multipliées ne me resta, au bout du compte, qu'un vieux militant du PCF, qui avait participé au congrès de Tours et vomissait Thorez et Duclos. Mais c'était un marchand ambulant, qui vivait comme un demi-clochard et vendait jusque-là le petit journal local stalinien. Il se fit fort de vendre autant de *Vérité*. Las ! Les acheteurs de son petit canard le prenaient pour les nouvelles locales. Il ne vendit pas un numéro de notre journal. Il fallut me rabattre sur Pontoise. Un sympathisant de cette ville, Pierre Conte, qui avait assisté à notre manifestation anticolonialiste du 6 décembre 1947 à Paris, y fut sauvagement tabassé par la police et arrêté, puis encore tabassé pendant plusieurs jours. Ce fut l'occasion, entre autres actions pour sa défense, de l'organisation d'un meeting à Pontoise pour exiger sa libération. La salle nous fut interdite. Nous vînmes en commando dans un petit bus et fûmes accueillis par une armée de CRS. Nous réussîmes à parler une demi-heure, Marguerite Usclat et moi, accrochés à des grilles, devant moins de cinquante personnes cernées par les hommes à mousquetons. Certes, le sympathisant fut libéré peu après (quand il fut un peu guéri de ses graves blessures), mais la cellule n'en fut pas augmentée pour autant, au-delà des petits amis des filles de la maison. De tels résultats, qui voyaient s'effondrer les rêves de Craipeau, avaient de quoi démoraliser des militants moins « forgés » que je l'étais. Cela sonna la fin de ma demi-permanence. Notre tendance obtint la promesse du SWP de combler mon déficit de ressources, en attendant notre reprise de la direction. Mais l'argent ne vint pas, et je cherchai un travail salarié. Or, je n'avais

aucun métier et aucun diplôme. Le hasard me fit rencontrer Jean Malaquais chez Raymond Gorin (futur grand patron à l'hôpital des Enfants malades), avec qui je m'étais lié d'amitié depuis 1944, en notre cellule commune. Malaquais arrivait d'Amérique avec le manuscrit de son roman *Planète sans visa*, qui allait être édité par les Éditions du Pré aux Clercs. Il m'y fit entrer comme représentant. Ce fut le début, modeste, de ce qui allait être ma « carrière » dans l'édition.

Critique des historiens et des critiques

Sur cette période, le tome 2 des *Congrès de la Quatrième Internationale* ne fournit que l'« introduction » de Rodolphe Prager à « La première conférence internationale après la guerre ». C'est donc encore Yvan Craipeau qui est le plus complet avec son volume *La Libération confisquée. Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale. 1944-1947* (Paris, Savelli/Syros, 1978). Sa limite est encore là son égocentrisme, qui culmine en donnant son retrait du début de 1948 comme une fin du mouvement trotskiste « dispersé dans une poussière de sectes qui s'entredéchirent [et] a pratiquement disparu de la scène politique ». Les quelques lignes qui condensent les décennies suivantes sont largement erronées quant aux faits mêmes. Ses *Mémoires d'un dinosaure trotskyste* (Paris, L'Harmattan, 1999) ne reviennent pas sur ses illusions d'optique.

Les Mémoires de Laurent Schwartz, *Un Mathématicien aux prises avec le siècle* (Paris, Odile Jacob, 1997), sont du plus haut intérêt étant donné la richesse de sa personnalité, et des deux aspects de sa vie de savant et de lutteur politique. Comme beaucoup de mémorialistes, il ne contrôle pas assez ses souvenirs, et on y trouve beaucoup de petites erreurs, comme, par exemple, évoquer Pierre Frank, en France en 1944, alors qu'il ne rentra qu'au début de 1946. Quant à son « Adieu au trotskysme » (p. 272 et suivantes), il s'éclaire quand il écrit que « c'était l'ensemble du sys-

tème de Marx, de Lénine et de Trotsky qu'il me fallait reconsidérer » et qu'il l'explicite, et par l'incapacité du prolétariat, de par son inculture, à accéder au pouvoir, sinon pour un système « consistant essentiellement à couper les têtes qui dépassent », en quoi « le fondement même du socialisme marxiste est erroné », et par les erreurs de Marx et Engels en mathématiques supérieures, ce qui enlèverait toute valeur… au matérialisme dialectique. Suit une critique du même genre de Lénine. De telles incompréhensions grossières prouvent que l'on peut être un grand mathématicien et un médiocre marxiste. Page 278, il écrit cependant :

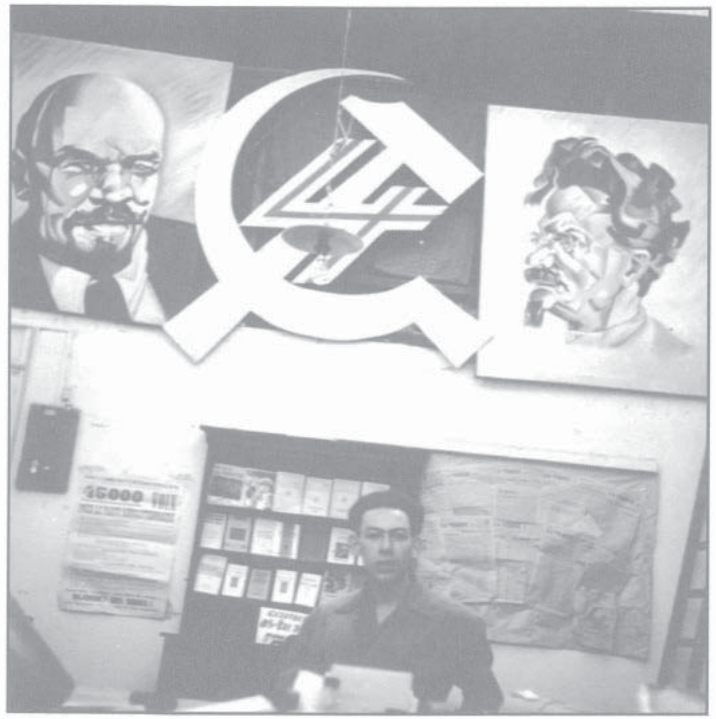
> « De cette formation politique, des années de réflexion sur les différents aspects théoriques du trotskysme, du marxisme-léninisme, de la révolution, j'ai conservé une forme de raisonnement et d'analyse politique particulière, dont la rigueur s'apparente à celle des mathématiques. Beaucoup de gens me considèrent toujours comme un trotskyste, ce qui n'est pas vrai du tout. Mais je ne renie pas mon passé et j'ai gardé des relations amicales avec de nombreux trotskystes. […] Mes idées trotskystes n'ont en tout cas guère évolué sur deux points : l'internationalisme et l'anticolonialisme. »

Une grande insistance de Schwartz touche à la morale en politique. Il en parle comme s'il n'y en avait qu'une, et non pas « leur morale et la nôtre ». Si nous avions eu l'occasion de parler de cette question avec lui, il fait peu de doute qu'il aurait admis que la rigueur morale de vrais marxistes révolutionnaires n'a rien de commun avec celles qui permettent, entre autres, le colonialisme et les guerres nationales et impérialistes. Cet accord profond explique que Laurent Schwartz se soit retrouvé avec les trotskistes dans ces luttes du plus grand écart avec les puissances dominantes, dont il traite dans la seconde partie de ses Mémoires.

Nous avons mentionné dans le chapitre l'excellent livre témoignage de Simonne Minguet, *Mes années Caudron, une usine autogérée à la Libération* (Paris, Syllepse, 1997).

Les Mémoires d'Oskar Hippe, *Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale* (Paris, La Brèche, 1985) sont une pantelante histoire d'une vie de jeune communiste puis de trotskiste, du Troisième Reich à l'Allemagne de l'Est, où il connut sept années dans les prisons : celles du NKVD pendant six ans, avec interrogatoires tortures, puis les tortures ordinaires, et le reste sous le pouvoir de la RDA, jusqu'à la libération en 1955 et le passage à l'Ouest, où il reprit son activité politique.

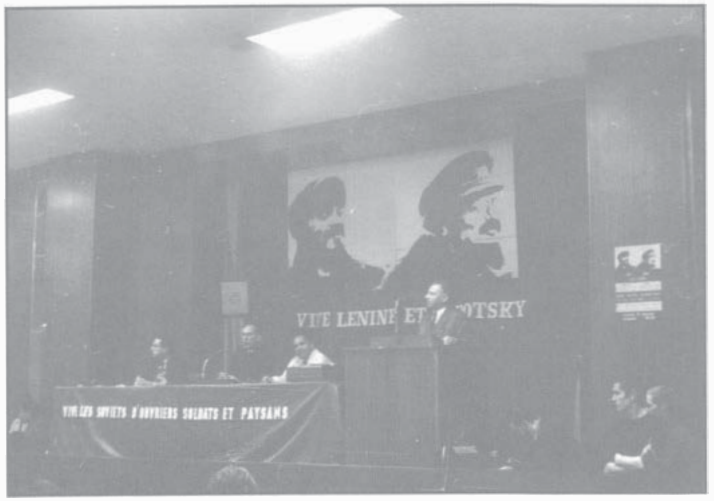
Tous les autres ouvrages qui traitent plus ou moins de cette période sont trop allusifs ou contiennent trop d'erreurs pour qu'il vaille d'en faire la critique.



1946. Michel Lequenne tient la permanence de la rue Daguerre, sous les portraits de Lénine et Trotski par le peintre russe et socialiste-révolutionnaire, Georges Annenkov.

1946. permanence de la rue Daguerre : table de la presse de la 4e Internationale.

Avril 1948. Au lendemain du 2e congrès mondial de la 4e Internationale, meeting interne réservé aux militants au Théâtre, local du PCI de la rue de l'Arbre-Sec, à Paris. De gauche à droite : Marcel Favre-Bleibtreu (PCI, France), Sal Santen (RCP, Pays-Bas), Pierre Frank, Jock Haston (RCP, Grande-Bretagne), Colvin de Silva (Lanka Sama Samaja Party, Ceylan), Grandizo Munis (GCI, groupe espagnol au Mexique), Nora Saxe (secrétaire). À l'avant-scène : Sylvia Coper (interprète).



10 novembre 1967. Célébration du 50e anniversaire de la révolution d'Octobre au Palais de la Mutualité, à Paris. De gauche à droite : Ernest Mandel, Michel Lequenne, Livio Maitan. À la tribune, Pierre Frank.

10 novembre 1967. Célébration du 50e anniversaire de la révolution d'Octobre au Palais de la Mutualité, à Paris. À la tribune : Ernest Mandel, Pierre Frank, Michel Lequenne. Livio Maitan au micro.

Obsèques de Pierre Frank, à Paris, le 27 avril 1984. Dans la cour du columbarium du Père-Lachaise, de gauche à droite au premier rang : Michel Lequenne, André Calvès, Raymond Molinier, André Fichaut (derrière lui, Jean-René Chauvin), Fred Zeller et, en retrait, David Rousset. Au second rang à droite : Jorge McGinty et Zbignew M. Kowalewski.

5

Les « années yougoslaves » (1948-1950)

Si douloureuse qu'elle ait été, la scission française ne brisa pas le PCI. Sa base ouvrière demeurait quasi intacte. L'équipe dirigeante manifestait une apparente bonne cohésion. La crise française n'avait pas eu d'écho dans les autres sections de l'Internationale. L'égide de sa direction, dont l'autorité était grande, donnait comme une garantie de validité aux positions majoritaires du 4e congrès, et d'autant plus que la tenue du 2e congrès mondial allait presque coïncider avec l'exclusion des minoritaires entrés dans le RDR.

Par ailleurs, c'était en pleine conscience que les militants avaient pris position, sans nul suivisme, mais après de longues discussions et étude des textes. En 1947 avait été organisée une école internationale de cadres de l'Internationale, où quatorze sections avaient envoyé chacune deux jeunes cadres de la guerre ou de l'immédiate après-guerre (la France, étant le pays où elle se tenait, en avait eu trois). Les cours avaient été donnés par Michel Raptis (« philosophie et marxisme »), Ernest Mandel (« économie politique »), Sam Gordon (« théorie de l'organisation »), les cours d'histoire des révolutions du demi-siècle étant dispensés par des cadres chevronnés qui les avaient parfois vécues, ou appartenaient aux différentes régions étudiées. Enseignement de haut niveau, et dépourvu de tout académisme et de tout dogmatisme. Au contraire, la discussion des cours y tenait la plus grande place, et jusqu'à la polémique : toute objection recevait sa réponse explicitée et documentée, sans qu'il y ait jamais argument d'autorité. Il ne s'agissait pas de savoir, mais de comprendre. Tous les pro-

fesseurs étaient plus ou moins polyglottes ; le champion étant Ernest Mandel, capable de préciser les difficultés du *Capital* en cinq ou six langues. Cette formation « trotskiste » a été remarquée, y compris par des adversaires. Elle avait quelque chose de comparable pour notre époque, par l'ampleur, la rigueur et la cohérence, avec ce qu'avait été l'enseignement jésuite aux 17e et 18e siècles.

Pendant l'été, un stage de formation de plusieurs dizaines de militants s'était tenu à Verdun-sur-Garonne, sous la direction de Marcel Bleibtreu. Jamais, dans le passé, un tel effort de formation n'avait eu lieu dans l'Internationale (et bien entendu encore moins dans les organismes et partis staliniens) assurant une base solide aux discussions théoriques dans les cellules. Et c'étaient précisément, les plus grandes et les plus diverses qui allaient se poser pour les sections si diverses de l'Internationale.

Le 2e congrès mondial de la 4e Internationale

Ce congrès mondial fut peut-être le plus grand de toute l'histoire de l'Internationale. Il se tint à Paris et réunit vingt-deux sections de l'Internationale, ce qui manifestait un mouvement véritablement mondial, présent sur les cinq continents, compte tenu que beaucoup de sections, ou groupes en attente de reconnaissance, n'avaient pu envoyer de représentants. Ainsi, pour l'Europe même, si l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, Chypre, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande et les Pays-Bas avaient des délégués, non seulement aucun Tchécoslovaque n'avait pu sortir de la zone occupée par l'URSS, mais le délégué italien lui-même n'avait pu obtenir un visa. Pour de pures raisons matérielles, les Autrichiens n'avaient pu venir, tandis que les Suisses avaient refusé leur participation, arguant des mauvaises conditions de préparation et de sécurité de ce congrès. Pour les autres continents, l'Afrique, où n'existaient que deux sections, n'était représentée que par celle du Sud, l'Internationale étant sans nouvelle des trotskistes d'Égypte. En revanche, l'Asie était représentée par toutes les sections existant alors, soit celles de Palestine, de Ceylan, des Indes et de l'Indochine (on ne disait pas encore Vietnam), représentée à la fois par le groupe

de France et par un groupe Octobre qui n'était pas la section, « La Lutte », dont on était sans nouvelles de la terrible répression qu'elle avait subie. Pour les deux Amériques, les absences étaient les plus importantes, puisque, pour le Nord, si les États-Unis avaient là les deux partis existants, dont le SWP en deux courants, le Canada était absent ainsi que le Mexique, et que, pour le Sud, si l'Uruguay était présent, et deux formations qui revendiquaient leur affiliation pour l'Argentine, il n'y avait pas de représentations du Brésil, du Chili et de la Bolivie où existait déjà un parti important. Ce congrès n'en était pas moins représentatif de l'état de l'Internationale, du fait que toutes les minorités y étaient représentées.

Contrairement à ce qu'affirmèrent ces minorités dans leur motion préalable, la préparation de ce congrès avait été le plus démocratique possible, dans les circonstances données. En France, si elle pécha, ce fut même par excès : le nombre des bulletins intérieurs, portant tant sur les questions générales que sur les débats intérieurs aux sections en crise était si grand qu'il était impossible à un militant normal de les lire tous. Mais les débats oraux y avaient suppléé. Et surtout quant à ceux qui portaient sur les divergences, bien connues de tous, entre les trois grands courants théoriques sur l'URSS et le stalinisme, lesquels avaient des tenants dans presque tous les pays. Là se situa la discussion centrale du congrès.

Rodolphe Prager a bien souligné les raisons du foisonnement des tendances minoritaires, qui toutes tendaient à trouver une théorie du stalinisme en remplacement de celle de Trotski :

> « Par la force des choses, l'URSS et le stalinisme ne pouvaient qu'être au centre des débats, avec ou sans l'offensive des "défaitistes", qui n'étaient pas sans rencontrer un certain écho. Hissée contre toute attente au rang de deuxième puissance mondiale, l'Union soviétique poursuivait une action d'"expansionnisme" et de pillage en Europe. Le stalinisme atteignait l'apogée de son influence en dépit de son action réactionnaire et multipliait les crimes contre-révolutionnaires. On était loin des perspectives d'ébranlement et de déclin de la bureaucratie soviétique et du stalinisme que l'on pouvait

entrevoir au début de la guerre. Il était donc normal, en tout état de choses, que la discussion sur la nature de l'URSS et sur le rôle du stalinisme s'engageât à nouveau. S'y ajoutait le problème récent, difficile, des États placés dans la zone d'influence du Kremlin. Sur ce dernier point, à l'encontre des amendements anglais repoussés, affirmant que l'"assimilation structurelle au régime soviétique des pays de l'Est avait été réalisée et que l'on se trouvait donc en présence d'États ouvriers", les thèses adoptées concluaient au caractère encore capitaliste de l'économie des pays du "glacis" soviétique[1].»

Ce nouveau débat manifestait l'impasse de la théorie de Trotski, et son point faible devant la critique des minoritaires. Comment l'économie de tout un groupe de pays pouvait-elle être transformée sans révolution sociale ? Pour Spoulber, l'assimilation était impossible. Pour la majorité, la domination de l'URSS était, à ce stade, purement politique sur la base d'une économie restant bourgeoise. Plus tard, elle allait considérer la collectivisation générale par expropriation de la grande bourgeoisie comme pure et simple assimilation structurelle. L'Internationale faisait l'impasse sur la «contre-révolution» en URSS, pourtant évoquée par Trotski, lequel, il est vrai, n'était pas allé au-delà de son aspect politique. Les minoritaires continuaient à fonder la nature de l'URSS sur des critères de propriété de fait des moyens de production et sur l'exploitation du prolétariat, mais non sur l'analyse du fonctionnement spécifique de cette économie. Par ailleurs, les résultats prodigieux atteints, en dépit des plus monstrueux gaspillages de biens matériels et de vies humaines, avant et pendant la guerre, continuaient à être attribués, comme Trotski l'avait fait, à une collectivisation de l'économie, donnée comme base subsistante des conquêtes prolétariennes de la révolution. Il allait falloir du temps pour que le constat de la faillite de l'économie du système démontrât qu'il s'agissait d'autre chose que d'une mauvaise gestion bureaucratique. Mais, inversement, dire que ce système n'avait plus rien de socialiste, mais était un collectivisme, d'un type nouveau et expansionniste, ne permettait pas de comprendre que sa stabilité supposée nécessitait une terreur permanente et une idéologie parasitaire fluctuante. Tous ces points posaient des questions récurrentes dont les réponses étaient toujours insatisfaisantes par quelque aspect. Et c'était sans doute l'impuissance à convaincre, en quelque sens que ce soit, qui était la base de l'exaspération du débat.

«En soi, poursuit Prager, les désaccords sur l'URSS ne justifiaient pas une remise en cause de l'unité du mouvement, comme l'avait souligné Trotsky qui déplora la scission provoquée par Shachtman en 1940. Mais comme on le vit au travers de ce différend, c'est toute une stratégie et des éléments essentiels au Programme de transition, tels que la politique de front unique, les nationalisations et le problème du gouvernement des organisations ouvrières, qui furent contestées. D'où la rupture qui se produisit, sans qu'on l'eût souhaitée.»

Non seulement la direction internationale avait eu le souci que tous les courants soient représentés (y compris en accordant des mandats d'observateurs à ceux qui représentaient des groupes très petits), mais elle désirait les conserver dans ses rangs, à la seule condition qu'ils observent la discipline des décisions à portée internationale du congrès. Et c'était là que ces minorités refusaient ce qui avait pourtant été, pour Trotski, une condition fondamentale de construction d'une Internationale : un parti mondial pour la révolution. Une Internationale fluide n'aurait été qu'un capharnaüm sans capacité d'action unifiée, avec les pires risques des contradictions les plus préjudiciables. Le congrès manifesta sa volonté de travailler à un tel parti mondial, et le manifeste qui en sortit, sous le titre de «Contre Wall Street et le Kremlin, pour le programme du *Manifeste communiste* », pour la révolution socialiste mondiale véritable mise à jour du Programme de transition de 1938, aurait dû assurer les minoritaires de la ferme fidélité à la pensée théorico-politique de Trotski qui s'y manifestait par l'équilibre de la lutte sur deux fronts, dont celui du stalinisme avait la particularité de continuer à mystifier d'immenses masses dans le monde. Mais pour la direction internationale, comme pour Trotski, le fait même de la mystification

contenait l'éventualité de possibles débordements de la politique stalinienne, y compris par des partis entiers, dans certaines conditions d'exacerbations de la lutte de classes. Cela, les minorités le niaient radicalement, ce qui détermina leurs positions ultérieures à l'égard de tels phénomènes.

En outre, faire de l'Internationale un parti mondial, c'était là un pari qui exigeait que se fonde une direction de qualité. Ce congrès montrait que les éléments en existaient, mais les minorités, de celle de Shachtman (Workers Party) à celle de Castoriadis, de celle de Munis (groupe espagnol du Mexique) à celle d'Armstrong (Irlande), n'étaient pas prêtes à le reconnaître. C'était même la principale raison pour laquelle, d'avance, elles ne reconnaissaient pas la validité du congrès et, pour la plupart, n'y étaient venues que pour un baroud d'honneur précédant une sortie à fins destructrices. Munis et Benjamin Péret n'avaient-ils pas fait précéder leur venue, dès 1946, d'un violent et insultant *Manifeste des exégètes*. Le bloc des minoritaires du 2e congrès n'était soudé que par cette négativité. Il n'allait pas survivre au congrès lui-même. Ses groupes s'en éparpillèrent et leurs départs s'étalèrent sur une année. La théorie du « capitalisme d'État » et celle de l'« impérialisme bureaucratique » purent parfois se combiner, et, comme nous l'avons déjà remarqué, conduire pareillement à considérer le système « stalinien » comme pire que l'impérialisme capitaliste, avec la conséquence de prises de positions contre-révolutionnaires, et d'une rupture avec le marxisme. Mais si cette dérive fut celle de Shachtman, lequel allait peu après soutenir la guerre américaine contre le Vietnam, il n'y entraîna pas tous les courants tenants de la théorie du capitalisme d'État, en particulier pas celui, français, de Pennetier et Gallienne (qui choisit la rupture avec le PCI peu après, mais pour se dissoudre rapidement). Au contraire, la seconde théorie menait inévitablement à une telle dérive, ainsi qu'il en advint, mais plus tard, au courant Socialisme ou Barbarie de Castoriadis-Lefort, qui rompit avec le PCI à la fin de 1948.

Malgré cet échec du maintien des minorités dans l'Internationale, le congrès fut un succès. Il révéla la capacité qu'avaient des sections si différentes par leur importance

numérique et par leurs problèmes nationaux à parvenir à un accord politique profond. Le rapport d'activité qui portait sur les dix années séparant ce congrès de celui de la fondation parvint à la fois à une autocritique claire des erreurs et à un bilan qui s'avérait incontestablement positif. Quant aux perspectives, elles mettaient l'accent sur le développement des révolutions coloniales. Outre les délégués de l'Inde, de Ceylan et du Vietnam, la commission coloniale du PCI, qui était en liaison avec toutes les forces révolutionnaires des colonies françaises, était représentée par Marguerite Bonnet et Rodolphe Prager, qui siégeaient en plus de la délégation du PCI composée de Bleibtreu et de Grinblat, dont le choix était bien celui des deux « ailes » de la majorité.

Enfin furent votés des statuts de l'Internationale, comme « parti mondial de la révolution socialiste », définissant strictement ce que devait être son fonctionnement centraliste démocratique, depuis ses congrès jusqu'au comité exécutif international de dix-neuf membres et six suppléants, au secrétariat de sept membres de celui-ci, et d'une commission de contrôle internationale autonome, ainsi que les conditions de reconnaissances des sections. Formellement, cette structure, votée à l'unanimité (sauf la voix de Munis), était parfaite. Mais elle fut loin, comme on le verra, de pouvoir fonctionner réellement selon les exigences pourtant prévues dans les considérants, en particulier celle que « les sections nationales doivent accepter quand c'est nécessaire de se priver de leurs plus importants dirigeants nationaux » pour siéger au comité exécutif international et au secrétariat international.

Le congrès fut suivi d'un meeting qui enthousiasma tous ses assistants. La présence d'un orateur comme Colvin de Silva, leader de la section de Ceylan qui, emprisonné en Indes pendant la guerre, avait réussi à s'enfuir avec ses geôliers gagnés à la perspective révolutionnaire, était particulièrement impressionnante : géant au rire sonore, il eut l'écho de toute la salle quand il répondit à une assistante qui lui demandait ce qu'il allait advenir des fameuses enclaves françaises de

l'Inde, Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, Karikal et Mahé, qu'il n'aurait pas fini de parler qu'elles n'existeraient plus.

Haut moment de la vie de l'Internationale, ce congrès redonna toute sa vitalité au PCI blessé, dont la jeune génération découvrait alors, physiquement, la réalité du mouvement trotskiste.

Mobilisations pour la guerre froide

Si le début de la guerre froide peut être daté de la fin de 1947, en octobre encore les États-Unis et l'URSS étaient toujours d'accord sur le partage de la Palestine, mais les deux côtés avaient déjà préparé leur affrontement, dont la première manifestation ouverte fut l'échec de la conférence de Londres sur l'Allemagne, en décembre. Depuis le début de l'année, le regroupement des États qui n'apparaissait pas encore comme deux « Blocs » se mobilisait pour l'affrontement : l'URSS dans l'investissement du pouvoir du « glacis » et la formation du Kominform, annoncée le 5 octobre 1947 ; les États-Unis dans l'apparence « humanitaire » du plan Marshall.

Le Kominform, de son vrai nom Bureau d'information des partis communistes, naquit dans une profonde ambiguïté, non seulement du côté des dirigeants impérialistes qui crurent y voir une reconstruction du Komintern, mais à l'intérieur même de cet organisme, qui semblait lâcher la bride aux éléments les plus à gauche des partis communistes. Ainsi, les représentants de la Yougoslavie y avaient dénoncé les partis italien et français comme n'ayant pas su exploiter les conditions révolutionnaires de 1944 pour prendre le pouvoir. Il ne devint clair qu'au cours des deux années suivantes que Staline avait tendu là un piège à ces éléments de gauche des partis d'Europe de l'Est, qui avaient été les dirigeants de la lutte clandestine antinazie, et dont il connaissait les tractations secrètes pour créer une Fédération balkano-danubienne d'États, force qui aurait été susceptible de contrebalancer l'hégémonie russe. Les ayant ainsi poussés à jeter le masque de leurs intentions révolutionnaires, Staline se préparait en fait à les liquider, à les remplacer par de purs agents serviles, et à s'assurer ainsi le contrôle absolu de ces pays, à la fois du point de vue politique et économique. Le débat théorique des trotskistes allait trouver là un éclairage fort net.

En fait, les forces armées soviétiques avaient envahi les pays qui allaient former le glacis, dans des conditions très différentes. Le roi Michel de Roumanie avait eu le bon goût de faire un coup d'État le 23 août 1944, renversant le gouvernement fasciste d'Antonesco, alors que les troupes russes avaient déjà franchi ses frontières, et, dès septembre, par un pacte avec Moscou, de reprendre les armes contre l'Allemagne. Cela n'empêcha pas le dépeçage du pays, qui dut céder la Bessarabie et la Bukovine du Nord à l'URSS, et la Dobroudja méridionale à la Bulgarie, se payant par la « récupération » de la Transylvanie septentrionale prise à la Hongrie. Ce à quoi s'ajouta le paiement d'énormes « réparations de guerre ». En revanche, les Alliés avaient obligé l'URSS à reconnaître la validité des gouvernements en exil de Tchécoslovaquie (un traité d'alliance étant signé dès le 12 décembre 1943 avec le gouvernement Benes réfugié à Londres), de Pologne et... du roi Pierre de Yougoslavie. Cela n'empêcha pas Staline de faire valider à Yalta, puis à Postdam, le démantèlement de la Pologne, conservant, jusqu'à la ligne Curzon, ce qu'il avait envahi en fonction du pacte germano-soviétique, et donnant en échange la partie allemande jusqu'à la ligne Oder-Neisse (d'où le transfert de six millions de citoyens allemands vers l'Allemagne). La Bulgarie et la Hongrie, dont les gouvernements étaient restés les alliés du Reich, devaient payer les plus lourdes indemnités de guerre.

Staline rusa d'abord avec les accords de Yalta-Postdam qui exigeaient la formation de gouvernements démocratiques dans tous les pays « libérés ». Il le dut d'autant plus là où les forces communistes étaient faibles. Ainsi, en Hongrie, les premières élections, en novembre 1945, n'avaient donné que 17 % des suffrages au bloc du Parti communiste et des sociaux-démocrates, le Parti des petits propriétaires emportant 57 % des voix. En Tchécoslovaquie, il n'y avait que sept communistes dans le gouvernement d'union nationale élu le 16 mai 1945. Les moyens mis en œuvre pour s'emparer du pouvoir politique demandèrent deux ans. Ce fut d'abord une épura-

tion sévère (particulièrement sanglante en Bulgarie, sous la direction de Dimitrov, rentré de Moscou), puis la nationalisation des industries lourdes, des mines, des banques, et jusqu'à des entreprises petites et moyennes (de plus de 100 personnes, en Hongrie, de 50 en Pologne…), enfin l'expropriation des grands domaines fonciers et des réformes agraires (en Pologne six millions d'hectares de terre distribués aux paysans). En dehors de la Bulgarie, où le Parti communiste prit directement le pouvoir, et de la Tchécoslovaquie, où il obtint 38 % des voix aux élections de mai 1946, et obtint de ce fait tous les postes clefs du gouvernement de coalition, dirigé par son vieux cadre Gottwald, sa voie « pacifique » d'accès au pouvoir passa par la constitution de fronts ou de blocs, en novembre 1946 en Roumanie, en janvier 1947 en Pologne, en août en Hongrie. Partout, les postes clefs tombèrent entre les mains des communistes, et, naturellement, la police. Après la conférence de Paris, en juillet 1947, où Marshall était venu proposer son plan de « sauvetage » de l'Europe, ce qui provoqua la sortie de Molotov, rompant l'union sacrée mondiale, les derniers masques tombèrent. En août, en Roumanie, toute opposition fut liquidée. Ana Pauker prit le pouvoir en novembre, le roi Michel abdiqua en décembre, et, aux élections de mars 1948, tous les sièges du front national revinrent au Parti communiste. Le mois suivant, la République populaire était proclamée. En Bulgarie, c'était dès la fin de 1947 que la république était devenue « populaire ». Le plan Marshall avait été proposé à la Tchécoslovaquie : l'URSS imposa le refus. Les ministres bourgeois démissionnèrent du gouvernement le 20 février 1948 et, le 25, le coup d'État de Prague, caricature de révolution, donna tout le pouvoir au Parti communiste. Benes se soumit. Mais le ministre des affaires étrangères Jan Masaryk tomba malencontreusement d'une fenêtre. En mai, une nouvelle Constitution était votée, et la « démocratie populaire » instaurée. C'était là riposter clairement aux chaînes dorées étendues sur l'Europe par les États-Unis. L'assimilation structurelle du « glacis », niée ou contestée dans sa possibilité lors des débats du 2e congrès mondial de l'Internationale, commençait à prendre nettement figure.

Depuis un an, Truman, successeur de Roosevelt, n'avait pas caché sa « doctrine » opposant le « monde libre », « qui repose sur la volonté de la majorité et les institutions libres [et celui qui s'appuie] sur la terreur, l'agression, la suppression des libertés ». Et, s'il ne le dit que plus tard, et dans ses Mémoires, c'était « à la tête du monde libre » que se plaçaient les États-Unis. Nulle équivoque, donc, sinon, pour les opinions publiques occidentales, quant au sens du plan Marshall, d'ailleurs précédé d'aides massives en millions de dollars à la Turquie, à la Grèce et à l'Iran, considérés comme menacés par les griffes de Staline. Il n'était plus question de dissocier pays agresseurs et agressés de la guerre mondiale, mais seulement zones délimitées par Yalta et Postdam. L'Allemagne posait un problème délicat. Mais Truman sut faire entendre à la France que le conflit était bien fini et enterré, et que c'était une Europe soudée qui devait faire front contre le système ennemi. En somme, on en arrivait au schéma que les trotskistes avaient cru devoir se réaliser dès 1944, mais cela se passait dans des conditions toutes différentes de celles où les armes parlaient encore. Pour l'heure, on en était seulement à l'« endiguement ».

Il s'établit sans trop de peine à l'Ouest, constituant en quelque sorte, en face du glacis soviétique, un « glacis » d'États capitalistes, satellites de fait d'un super-impérialisme qui s'efforçait de n'apparaître pas encore trop ouvertement comme tel. Sur le « front » Est, en revanche, la Chine de Chiang Kai-Chek n'offrait aucune solidité entre un Vietnam en révolution et un Japon exsangue et occupé militairement.

La politique des deux glacis n'avait pas la même fin : celle de l'URSS était essentiellement d'exploitation, après les pillages sauvages par l'instauration d'échanges inégaux, de style colonial, et l'établissement d'un système défensif de ses zones d'expansion, difficiles à digérer. Celle des États-Unis avait des fins offensives, de reprises des zones perdues, mais qui exigeaient une longue remise sur pieds préalable de ses satellites, et une stratégie mondiale complexe. Une troisième guerre mondiale était pour l'heure impossible.

Première crise du stalinisme : la Yougoslavie

Encore une fois, un événement inattendu de tous allait incliner la conjoncture. Le 28 juin 1948 tomba la foudre d'une stupéfiante nouvelle : le *Rude Pravo* de Prague publiait une résolution du Kominform « relative à la situation du Parti communiste de Yougoslavie » (PCY) qui dénonçait les dirigeants de ce parti – et de l'État yougoslave – comme des nationalistes, et les condamnait comme des traîtres à l'« internationalisme prolétarien », véritable appel à leur renversement par les militants du PCY, appel qui n'allait pas tarder à s'exprimer en toute clarté.

À partir de cette date, la rupture allait se manifester dans une campagne acharnée, avec une violence que l'on n'avait vue jusqu'ici que contre le trotskisme, et jamais de façon aussi mondialement orchestrée depuis les procès de Moscou.

La surprise fut générale. Même les ambassades des puissances occidentales, à Belgrade comme à Moscou, pourtant les mieux placées pour suivre la politique de ces pays, n'avaient rien compris aux prémisses publiques, il est vrai voilées, d'une polémique commencée depuis trois mois. Les spécialistes de l'URSS et du stalinisme les plus attentifs s'étaient tous grossièrement trompés. Ainsi, un ouvrage anonyme, signé Ypsilon et titré *Stalintern*, sinon écrit mais au moins directement informé par des anciens du Komintern, et qui contenait une masse d'informations ignorées ou peu connues sur la politique stalinienne mondiale, et dont la préface de l'édition française était datée du fatidique mois de juin, titrait son chapitre sur la Yougoslavie : « Les partisans de Tito, chefs-d'œuvre du Stalintern ». Ce qui aurait pu cependant alerter à la lecture de ce livre, c'était qu'à l'encontre de tout ce qui avait été écrit jusque-là sur la Yougoslavie, il traitait le « soulèvement du peuple yougoslave [comme une] véritable révolution au cours de la conflagration mondiale », et soulignait son caractère spontané. De plus, il était le premier à révéler la liaison entre Tito et Dimitrov et leur volonté de créer une « Fédération balkanique ». L'erreur du mystérieux Ypsilon, c'était d'avoir pensé que la guerre révolutionnaire avait été menée selon les vœux de Staline, et que la « Fédération balkanique » découlait de sa volonté, écrivant : « Tito n'est qu'un lieutenant de Dimitrov », et concluant que l'URSS ayant été « la seule puissance capable d'utiliser ce soulèvement à son profit », de ce fait « les jacobins des Balkans avaient combattu en vain ». C'était bien voir les événements qui avaient échappé à quasi tous les observateurs, mais les juger à l'envers.

Inversement, nous avons vu que Spoulber, bien que persuadé que l'expansionnisme soviétique se traduirait par une tentative d'assimilation structurelle du glacis, pensait que la réussite de celle-ci, dépendant du rapport de forces entre l'URSS et les États-Unis, n'avait que des chances de réussite des plus douteuses. Ayant déjà pris ses distances avec l'Internationale, en ce même mois de juin 1948 il venait de publier, sous le pseudonyme de Nicolas Clarion, un ouvrage titré *Le Glacis soviétique,* où lui aussi mettait en valeur la spécificité de la guerre yougoslave et les réalisations sociales issues de cette guerre. Mais considérant comme absurde l'idée que les régimes de « démocratie nouvelle » soient des « expressions originales de la marche vers le socialisme », il comprenait la Yougoslavie dans cette réelle impasse.

Certainement en terminant son livre – étant donné la date du document cité – Spoulber/Clarion avait relevé que la *Pravda* du 28 janvier avait pris, « en termes très nets », position contre Dimitrov qui avait parlé de la création d'une confédération balkano-danubienne. Selon ce journal, « plus que de toute fédération, confédération ou union douanière, ces pays ont besoin de leur indépendance et de leur souveraineté ». Il ne pouvait découvrir, dans l'optique générale de son livre, le sens profond de cette information essentielle : le coup d'arrêt net donné à une opération préparée par Dimitrov et Tito, qui visait à opposer toute l'Europe de l'Est confédérée à l'URSS, c'est-à-dire à la suprématie de Staline.

Les thèses du 2e congrès mondial n'avaient pas analysé différemment de Spoulber la nature sociale des pays du glacis, puisqu'on pouvait y trouver l'affirmation de l'« incapacité à assimiler structurellement définitivement les pays du "glacis" à l'économie soviétique [...] tant du fait des rapports avec les impérialistes qu'avec le prolétariat de ces pays », et

que « nulle part la bourgeoisie n'a été détruite en tant que classe ni expropriée comme telle (à l'exception de certaines catégories placées dans la catégorie [*sic*] des "collaborateur") » Ces thèses « sur l'URSS et le stalinisme » ne faisaient aucune autre différence entre la Yougoslavie et les autres pays de l'Est européen que la « capacité à imposer purement et simplement les réformes » (thèse 19), alors qu'il y avait fallu ailleurs un compromis avec la bourgeoisie. Et le Parti yougoslave n'était pas distingué dans la thèse 31 qui définissait tous les partis communistes de ces pays comme des organisations dont « la seule fonction consiste à servir les manœuvres diplomatiques de la bureaucratie soviétique ».

Pourtant, dès avant la fin de la guerre même, la revue *Quatrième Internationale* avait noté les caractères particuliers de la guerre de partisans en Yougoslavie. Mais ces notations étaient restées superficielles et n'avaient guère porté que sur le caractère de masse du soulèvement et de la lutte.

Certes, l'insuffisance de l'information, et le peu (très peu d'ailleurs) qu'on avait pu connaître de la répression anti-trotskiste dans cette guerre de partisans, avaient occulté la portée et le sens des événements spécifiques de cette véritable guerre à la fois civile et nationale. Mais c'était aussi une insuffisance d'attention à un type de phénomène pourtant prévu par le Programme de transition qui mentionnait que :

> « Au sein de la bureaucratie [stalinienne], il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. »

Trotski avait ailleurs parlé de « révolutionnaires confus, mauvais, maladroits, fourvoyés », ralliés à Staline soit par myopie politique, soit par pragmatisme, obligation objective, voire opportunisme momentané, mais qui n'en restaient pas moins communistes de conviction, souvent en attente de temps meilleurs. N'était-ce pas la cause même pour laquelle Staline n'avait jamais cessé d'épurer ses propres partisans ? Quand

on se mit à étudier les parcours biographiques de Tito, de Mosha Pijade et de quantité d'autres cadres du PCY, puis de ceux des accusés d'Albanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Bulgarie, de Pologne, on s'aperçut qu'il s'agissait des cadres mêmes qui avaient été les héros de la lutte contre l'occupation de leurs pays, et que beaucoup étaient des anciens de la guerre d'Espagne, c'est-à-dire des communistes les plus aveuglément dévoués, mais qui, en même temps, avaient pu juger la réalité des crimes et des désastres de la politique stalinienne. De ce fait, la similitude de méthode entre ces procès, qui s'étagèrent de 1948 à 1952, et ceux de Moscou de 1936 à 1938, combinant les accusations aussi monstrueuses qu'invraisemblables et les aveux arrachés par la torture aux accusés, les apparentent beaucoup plus profondément par leur caractère contre-révolutionnaire, traduisant la peur panique, et d'une noire lucidité, de Staline de voir ressurgir le cours de la révolution qui signifierait sa fin avec celle de son système. Ne dut-il pas à la fois trembler et se sentir confirmé dans ses « mesures préventives » quand il apprit comment le Bulgare Kostov avait publiquement dénoncé le mensonge de ses prétendus aveux, et démontré quelle ignoble machination était son procès. Quant à Dimitrov, dernier secrétaire général du Komintern, l'homme qui, accusé de l'incendie du Reichstag, avait tenu tête à Goering lors de son procès et avait dû être acquitté, héros communiste, et fidèle de tous les cours staliniens, devenu président du conseil de la République populaire de Bulgarie, rappelé en URSS, il y mourut, sa voiture écrasée par un camion sur une route déserte.

Dans le cas particulier du Parti yougoslave s'ajoutaient, à l'expérience propre des dirigeants, les désastres du cours ultra-gauche insurrectionnel de la fin des années vingt, suivis de ceux, droitiers, du cours de front populaire, plus « les procès et les purges qui firent disparaître des centaines de dirigeants yougoslaves – notamment ceux qui avaient travaillé de longue date avec le Kremlin, ou avaient participé aux Brigades internationales en Espagne – [stimulant] sans doute un certain sens de la survie chez Tito et ses plus proches compagnons[2] ». C'était là, en soi, pour Staline une raison suffi-

sante d'éliminer de tels communistes, même s'ils n'avaient pas été tous du « complot » de la fédération balkano-danubienne, tels Ana Pauker en Roumanie ou Slansky en Tchécoslovaquie. La direction du Parti yougoslave se distinguait par le nombre de ces communistes qui avaient pu croire meilleure la ligne de Staline, mais s'y étaient englués, et auxquels les circonstances de la guerre avaient permis de s'autonomiser. Depuis la faillite du Komintern en 1933, si Trotski avait compris que jamais la direction stalinienne ne se redresserait, il s'était toujours refusé à assimiler les directions des partis du monde entier, fussent-elles sélectionnées et épurées depuis Moscou, à celle du Parti et de l'appareil d'État de l'URSS, et il avait dès alors estimé que, dans certaines conditions historiques, certains de ces partis du Komintern stalinisé pourraient se redresser.

La guerre-révolution yougoslave avait été une de ces circonstances historiques. Certes, dans des conditions inimaginables *a priori,* qui n'avaient pas été l'objet d'un plan préconçu, mais s'étaient imposées au travers même des contradictions de la guerre. L'invasion allemande, en avril 1941, avait trouvé devant elle un Parti communiste de longue date organisé clandestinement, uni et coordonné, et déjà au combat contre les oustachis croates. Nulle part ailleurs en Europe n'eut lieu une telle guerre de partisans. Lors du 5e congrès du Parti communiste de Yougoslavie, en juillet 1948, le rapport politique de Tito en donna l'histoire détaillée[3]. La guérilla eut là bientôt de véritables fronts. Dans un État formé artificiellement de pays historiquement opposés en de sanglantes oppositions, ce Parti communiste avait jeté les bases d'une fusion nationale, qui, certes, allait ensuite être détruite en quelques décennies, mais dont on ne peut ignorer le haut moment au nom de sa décomposition.

En cette guerre, l'unité nationale avait été donnée, plus encore que par le programme unifiant du parti, par l'unité et la conjonction des ennemis. La guerre des partisans yougoslaves avait bien été menée comme une guerre révolutionnaire et comme une révolution continue. Quelque part que l'on puisse accorder respectivement au dessein conscient préalable

de ses dirigeants et à leur réaction graduelle aux situations objectives, le fait est que la direction du PCY avait structuré les guérillas paysannes autour de « brigades prolétariennes de choc », constituées d'ouvriers des villes (essentiellement serbes), qui avaient dû fuir celles-ci où sévissait une dure répression ; qu'à l'opposé des tchetniks orthodoxes de Mihaïlovitch, fourvoyés dans la plus féroce des guerres ethniques avec les Croates catholiques et les Bosniaques musulmans, les communistes avaient, d'une manière internationaliste, commencé à forger, au travers de la guerre même, cette unité nationale restée formelle depuis la création de l'artificielle entité yougoslave. Il s'était imposé à eux de se donner uns structure politique unifiante en créant des comités populaires – des soviets, au vrai sens du mot – à la place des anciens conseils municipaux, et, dès la fin de 1942, un Parlement clandestin, fédératif, véritablement représentatif, l'Avnoj, certes en majorité communiste, mais où siégeaient également des représentants des vieux partis paysans : croate et musulman, agrarien et démocrate. Certes, ce Parlement proclamait l'inviolabilité de la propriété privée et promettait d'encourager « l'initiative privée de l'industrie, du commerce et de l'agriculture », mais, dans les conditions où il avait été désigné, de telles formules n'étaient guère que des concessions faites à la politique de collaboration de classes de Staline, et des concessions formelles, étant donné sa composition sociale.

Et l'essentiel était inconnu jusqu'aux révélations postérieures à 1948. Cet essentiel, c'était l'obstination avec laquelle la direction yougoslave s'était opposée, en alternant ruse, compromis, reculs partiels et coups de force, à la politique – et à la stratégie – que Staline s'efforçait de lui imposer dans la ligne de ses accords de partage du monde avec les impérialistes, ligne qui non seulement excluait toute subversion révolutionnaire prolétarienne en Europe, mais abandonnait la Yougoslavie – et la Grèce – à la zone d'influence des puissances bourgeoises.

La direction yougoslave refusa obstinément de réaliser l'unité d'action, puis la fusion, avec la « résistance » de Mihaïlovitch, ce qui aurait signifié la subordination du mouvement

communiste, puis sa fin. Les arguments de Tito opposés aux exigences de Staline ne pouvaient convaincre celui-ci, qui y répondit simplement en arrêtant les envois d'armes aux partisans, comme le révéla Pijade, dans sa terrible brochure de 1949, *La Fable de l'aide soviétique dans la guerre de libération nationale*. Paradoxalement, la délégation anglaise envoyée en Yougoslavie fut, elle, convaincue en constatant à la fois la puissance de l'armée des partisans et, non seulement le peu d'ardeur au combat des troupes tchetniks, mais… leur collaboration avec l'occupant.

On ne peut douter que c'est au plus tard à ce moment que la direction yougoslave prit une conscience nette de la divergence radicale de la voie dans laquelle elle s'était engagée avec celle de Staline. Au lieu de reculer, elle alla plus loin encore en refusant, par un mémorandum adressé à Moscou où étaient réunis les ministres des affaires étrangères des trois grandes puissances, de reconnaître le gouvernement du roi Pierre, en exil à Londres, assurant qu'elle ne tolérerait pas un retour qui ne manquerait pas de déclencher une guerre civile, le peuple désirant une République démocratique, et le seul pouvoir légal étant celui des comités de libération nationale, couronnés par les conseils antifascistes. Selon Tito, devenu maréchal après les victoires de 1943, les « Soviétiques » réagirent d'une manière « surprenante et pleine de colère », et dénoncèrent ces décisions comme « des coups de poignard dans le dos de l'Union soviétique ». Staline considérait une telle prise de position comme susceptible de remettre en cause l'accord de partage de l'Europe, et en même temps devait être en rage d'une telle indiscipline qui humiliait sa toute puissance. Mais c'est sans doute ce dernier point qui inclina les Anglo-Saxons, lesquels ne tenaient sans doute pas énormément au roi et à ses marionnettes, à accepter cette position comme une rupture du front stalinien, et à apporter une aide à la résistance, ce qui la sauva de la plus violente des offensives allemandes, au printemps de 1944.

Toutefois, cela eut pour conséquence – les offensives ayant entraîné de nécessaires replis –, un recul stratégique sur le plan diplomatique. La direction yougoslave dut feindre d'ac-

cepter, en mars 1945, un accord avec le roi Pierre II pour un gouvernement d'unité nationale. Mais il est évident, à lire les termes de cet accord, qu'il ne pouvait se réaliser que par la capitulation de l'une ou l'autre des deux parties, et que la direction du PCY s'était donné les moyens de n'être pas celle qui capitulerait. Ce que Tito expliqua plus tard en disant :

> « Nous prîmes notre parti de cet accord parce que nous connaissions notre force, parce que nous savions que l'énorme majorité du peuple était avec nous. […] En outre, nous avions une forte armée dont nos rivaux ne pouvaient même pas imaginer l'importance. »

Et il ajoute, plus loin :

> « Il ne suffisait pas de se livrer à certaines réformes – d'ordre social, politique et national –, pour que ce que nous appelions la nouvelle Yougoslavie fût un État d'un type nouveau, complètement différent de l'ancienne Yougoslavie. Non, il fallait procéder à des changements profonds, en premier d'ordre économique, pour que notre pays puisse se développer librement et devenir cet État de type nouveau, un État socialiste. […] Aussi décidâmes-nous de nous engager hardiment dans la voie de la liquidation totale du capitalisme en Yougoslavie. Au cours de la lutte de libération, nous avions déjà créé les conditions préalables. Partout où nous étions maîtres du territoire, nous avions liquidé l'ancien appareil d'État bourgeois, la gendarmerie et la police, les administrations des villages, des villes, des arrondissements, etc. Nous nommions de nouveaux organes du pouvoir populaire et ses organes de sécurité. Lorsque le pays fut complètement libéré, nous nous livrâmes à ce travail sur tout le territoire de Yougoslavie. De plus dans le processus de la lutte de libération, nous avions forgé une armée complètement nouvelle, une armée populaire. […] C'est une armée dont les cadres dirigeants, trempés par la guerre, sont composés pour 90 % des fils d'ouvriers et de paysans, le restant étant pris dans les rangs des intellectuels honnêtes[4]. »

Dans sa ruée vers l'Ouest, l'armée soviétique était entrée en Yougoslavie sur le territoire limitrophe de la Hongrie. Tito

n'avait pu empêcher cette intrusion. Mais l'armée des partisans avait opéré une véritable course aux frontières, et une course sur Belgrade pour empêcher les grands frères russes de s'octroyer la gloire de la libération. Ces occupants amis se retirèrent quand le gouvernement de coalition fut formé. Staline était joué par la feinte soumission de Tito. Des élections eurent lieu dès le 11 novembre 1945. L'opposition bourgeoise dut se limiter à un appel à l'abstention. Le Front de libération nationale, où le PC dominait largement, reçut 90,48 % des voix. Et ces élections-là n'étaient pas truquées.

Les puissances occidentales, qu'elles aient cru à la rupture avec Staline, ou au retour yougoslave dans le monolithisme stalinien, furent donc dupées comme Staline le fut lui-même.

La République populaire fédérative qui fut immédiatement proclamée avait une structure sans précédent. L'Assemblée comprenait, à côté de la Chambre fédérale, une Chambre des nationalités, instrument original de conciliation des tensions ethniques, si atroces naguère, et qui dans ces premières années vont paraître résolues. Passant outre à la contestation des élections par les représentants politiques de la bourgeoisie, le pouvoir étendit immédiatement le champ des nationalisations, développa l'épuration de tous les collaborateurs, y compris des ralliés. Les Occidentaux n'y purent rien. Quant à Staline, il dut temporiser, probablement en grinçant des dents, d'autant que Tito dosait ses défis savamment calculés, telle sa déclaration du 21 mai 1945 : « Nous ne voulons plus être dépendants de personne [...]. Nous ne voulons plus être une monnaie d'appoint, nous ne voulons pas qu'on nous mêle à je ne sais quelle politique de sphère d'intérêts... », déclaration que Staline jugea encore « un acte d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique » et qui le fit menacer Tito de désaveu ouvert « s'il commet encore une fois un acte semblable ». La manière dont Tito « corrigea » sa déclaration ajoute à l'insolence, parlant de l'amour du peuple yougoslave pour le grand frère « si respectueux de l'indépendance et du droit des petits peuples ». C'est dans le même temps qu'il travaillait avec Dimitrov à son projet de fédération balkano-danubienne et

dressait l'aile « gauche » du Kominform (en gros les hommes qui allaient être au banc des accusés des procès de Prague, Budapest...) contre les opportunistes qui ne s'étaient pas engagés dans la voie de la révolution ouverte par la guerre, au premier rang desquels les dirigeants du PCF.

Ne pouvant réagir dans cette région et à ce moment par la force ouverte, Staline, tout en feignant de soutenir Tito et la « gauche » contre les « opportunistes », au sein du Kominform, préparait un renversement interne de la direction yougoslave, assorti d'un coup d'État militaire prévu pour le 5e congrès, en juillet 1948. Il avait gagné le chef d'état-major yougoslave, le général Yovanovitch (qui tentera de s'enfuir en URSS, sera arrêté et tué), et d'autres militaires ainsi que des agents des services secrets, comme partout profondément pénétrés par le NKVD. Deux membres de la direction faisaient partie du complot, Hebrang et Jouyovitch. Mais les dirigeants yougoslaves n'étaient pas des naïfs. Ils avaient été élevés à cette école. Le complot fut déjoué, et Staline contraint de passer à la rupture ouverte.

Un mois après l'« exclusion » du Kominform, Tito croyait-il encore pouvoir amadouer Staline en concluant son rapport sous le signe de la « fidélité inébranlable à la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline », et en cachant que c'était sous la pression de ce Staline qu'il avait accepté de se soumettre en 1945 aux accords qui plaçaient la Yougoslavie dans la zone des impérialistes ? Si l'on ne sait ce qu'en pensa Staline sur le moment, on sait par son comportement à l'égard des autres États de sa zone qu'il craignait au plus haut point l'exemple d'un peuple qui s'était libéré seul, et d'un État socialiste politiquement autonome, fédération de républiques égales, qui avait immédiatement nationalisé toute l'industrie, mis en œuvre une réforme agraire qui limitait la propriété individuelle à 45 hectares, et de plus, refusait les échanges inégaux que l'URSS imposait à ses autres satellites. Une fédération de toute l'Europe de l'Est (comprenant même la Grèce, selon le plan de Dimitrov) sur un tel modèle, c'était un spectre pour le tsar de toutes les Russies.

Sa réaction allait combiner les ruses et les violences. Comme nous l'avons vu, ce fut un cours d'apparence sociale gauchiste dans le glacis, et la répression des leaders nationaux dénoncés comme « nationalistes ». La résistance communiste d'Albanie avait reçu un grand soutien des Yougoslaves, en particulier en armes. Mais son dirigeant Enver Hodja se rangea immédiatement contre elle sous l'égide de Staline et fit condamner et exécuter, dans le premier procès du glacis, le « titiste » Koci Xoxe, peut-être participant du complot fédéral, voire choisi pour jouer ce rôle tout simplement parce que c'était un concurrent qui lui faisait de l'ombre. De son côté, la direction yougoslave allait pousser encore plus loin ses réformes sociales populaires, destinées à assurer son appui dans les masses, et, après ce qui put sembler un temps d'hésitation quant au choix des axes de riposte polémique à la campagne stalinienne, elle choisit la ligne correcte consistant à se placer en position d'accusatrice, au nom d'une juste interprétation du marxisme et du léninisme contre leur violation par ses accusateurs du Kremlin.

L'Internationale et la Yougoslavie

La 4e Internationale avait vécu toute la guerre avec la perspective d'une explosion inévitable du système stalinien. Certes, la crise du Kominform n'avait guère de ressemblance avec le schéma d'un soulèvement révolutionnaire en URSS même. Il faut donc d'autant plus rendre justice à la direction de l'Internationale, dans sa majorité, qu'elle dut corriger immédiatement ce qu'il y avait eu la veille d'erroné dans les thèses sur le glacis du congrès mondial, en comprenant immédiatement l'importance de la rupture : que c'était là un « maillon faible » du système qui cassait, et qu'il fallait se jeter dans la faille.

Non seulement telle ne fut pas la réaction de toute l'extrême gauche, qui, en général, ne vit là que lutte entre bureaucrates staliniens, dont les uns ne valaient pas mieux que les autres, mais une partie des trotskistes adopta aussi ce point de vue. Le retard – voire le refus de certains – à admettre que ce qui s'était passé en Yougoslavie depuis 1941 était bel et bien une « guerre-révolution » tint, certes, dans un premier temps au manque d'informations sur ces événements, puis à

ce que les informations qui arrivèrent par vagues colportaient en même temps nombre de traits « stalinoïdes » quant au rapport du Parti aux masses, des relents du marxisme-léninisme dogmatisé, enfin à des témoignages sur la répression antitrotskiste, mais, de plus, à ce que le tout était en général surdéterminé par des *a priori* théoriques. Il s'agissait de l'idée d'un « système stalinien international », parfaitement homogène, clos et cohérent, dont les partis, hors de l'URSS, et particulièrement ceux qui étaient à la portée de ses forces armées et sous le contrôle du NKVD, étaient de simples tentacules de l'État et du Parti soviétiques, ou même de la croyance que l'essentiel des membres de ces partis y étaient endoctrinés jusqu'à la robotisation. De tels concepts, ou simples saisies intuitives, étaient passés des courants, tel celui de Castoriadis, jusqu'aux militants « ouvriéristes », durcis par leur contact quotidien, et violent, avec ceux du PC. Comprendre qu'aucun système policier ne peut être parfait, et combien moins un système policier fondé sur une mystification idéologique, échappait aussi bien aux théoriciens de l'apparition historique d'un nouveau système social qu'à ceux qui vivaient seulement une expérience démoralisante.

Dès le 13 juillet, donc à la veille du congrès du PCY, la direction internationale adressa à celui-ci, à son comité central et à ses militants, une première lettre qui proposait un soutien face aux dangers impliqués par la rupture, au premier chef le risque de capitulation, soit devant l'URSS, soit devant l'impérialisme, si la Yougoslavie ne cherchait pas son appui sur le prolétariat mondial. Cette lettre, écrite sans outrecuidance, voire sur un ton fraternel, posait plus de problèmes qu'elle ne leur apportait de réponses. On y sent l'inquiétude d'une répétition du processus de dégénérescence d'une révolution isolée – et qui plus est, isolée dans un petit pays dont l'unité nationale artificielle restait problématique[5].

Les inconnues mêmes que soulignait cette lettre étaient peu susceptibles de favoriser un ralliement unanime du mouvement sur des positions théoriquement justes, mais à allure de pari. Déjà fragilisée par les ruptures qui, en particulier en France, avaient précédé et suivi le 2e congrès mondial, l'In-

ternationale allait trouver dans l'« affaire yougoslave » les éléments des fractures suivantes, plus graves encore que les précédentes. Elle précipita certainement les ruptures successives des tendances Gallienne-Pennetier et de celle de Castoriadis-Lefort. La section anglaise, qui tenait la Yougoslavie, comme tout le reste du glacis, comme ayant été assimilée structurellement, en déduisait de façon originale qu'elle était un « État ouvrier sous direction stalinienne », que les masses devaient combattre par la révolution politique. Elle s'opposa donc au soutien au PCY.

En France, à la fin de 1948, une très forte majorité du comité central s'opposa pareillement, quoique sur une autre base théorique, à la politique de soutien, ne voulant voir dans le conflit qu'une lutte interbureaucratique où il n'y avait pas à choisir un camp contre l'autre, mais où il s'agissait de dresser les bases militantes et les masses prolétariennes contre les directions. Avec Jacques Grinblat, Michèle Mestre et Pierre Lambert se trouvait cette fois Marcel Gibelin, et ce fut lui qui fut le rapporteur de cette thèse. La minorité en accord avec le secrétariat international se limitait à trois titulaires, Pierre Frank, Marcel Bleibtreu et Michel Lequenne (un seul suppléant s'y ajoutait : Robert Berné, dit Garrive).

Ce premier débat fut d'autant plus confus et moins décisif que des divergences secondes sous-tendaient chacune des positions opposées, lesquelles allaient apparaître clairement lors de la discussion ouverte après le 7e plénum du comité exécutif international, en mai 1949.

En attendant, la direction de l'Internationale travailla sur la base d'un compromis. La résolution du 6e plénum définit le PCY comme « déformation bureaucratique d'un courant prolétarien anticapitaliste et révolutionnaire », et en appela aux sections afin qu'elles comprennent que, « à partir du moment où il y a conflit et rupture entre un parti communiste et le Kremlin, ce parti cesse d'être un parti stalinien comme les autres, et que toutes les possibilités de différenciation dans son sein sont désormais ouvertes ».

Cette base fut suffisante pour l'engagement d'une politique d'explication et de soutien critique, d'autant que la crise

entraîna, de la part des partis communistes, et en particulier du PCF, une campagne dont la violence hystérique n'avait pas eu d'équivalent depuis les procès de Moscou. Mais d'autre part, le PCY, à la fin de 1949, par la voix de Veljko Vlahovitch, ambassadeur de Yougoslavie aux États-Unis, reprenant des déclarations de Milovan Djilas, dans le but évident de rassurer l'impérialisme américain sur la politique étrangère du PCY, dénonçait la 4e Internationale comme un regroupement de gens suspects d'être des « espions impérialistes ». La direction de l'Internationale réagissait immédiatement et vigoureusement à une telle attaque dans sa lettre au PCY du 1er décembre 1949[6]. En même temps, par une circulaire aux sections, elle renouvelait les mises en garde contre le risque de réactions sectaires, et soulignait que Tito et Pijade, de leur côté, s'étaient contentés de dire que Trotski avait « eu tort d'un point de vue idéologique ».

Après le 5e congrès du PCY, l'information sur ce qu'avait été son activité sociale et politique pendant la guerre mondiale était devenue abondante. Du début de 1949 jusqu'à la guerre de Corée, une série de brochures apporta, dans une progression ininterrompue du radicalisme, de plus en plus d'éléments, de plus en plus percutants, à la controverse. Tous masques rejetés, cette direction yougoslave se trouvait obligée de remettre en cause, progressivement, de conséquence en conséquence, tous les dogmes boiteux du « socialisme réel ». Celui qui alla le plus loin n'était d'ailleurs pas un novice : Mosha Pijade ressemblait en quelque chose à un Gramsci yougoslave, et s'il avait dû longtemps se taire, il avait été le maître de Tito en prison, après 1928. Il semble bien toutefois que Pijade ne connaissait Trotski (et *a fortiori* le trotskisme) qu'indirectement, et de secondes mains… staliniennes, puisque « comme courant mencheviste ». Mais cela ne l'empêcha pas de publier, le 6 octobre 1949, dans *Borba,* un article titré « Les grands maîtres de l'hypocrisie », où il écrivait :

> « Depuis le jour même où on a proclamé que le trotskysme a cessé d'être un courant dans le mouvement ouvrier et qu'il est devenu l'agence du fascisme, depuis ce jour-là et particulièrement après la deuxième guerre

mondiale, toute pensée qui n'est pas en accord avec les pensées des dirigeants soviétiques est déclarée trotskyste sous forme d'agence fasciste. De cette façon il ne reste que l'extermination physique et le bûcher pour les sorciers, toute discussion est exclue.»

Et peu auparavant, le 22 septembre, il avait écrit du procès de Budapest contre Rajk, qu'il rappelait :

«Les procès en Union soviétique de 1936, dont les metteurs en scène ont pu aider également à l'arrangement du procès de Budapest, grâce à leur riche expérience. [...] Le procès révèle de façon brutale, presque cruelle, la dégradation de certains partis communistes, celui de l'Union soviétique et celui des autres pays kominformistes. Il révèle la soumission complète de tous ces partis au service de renseignements soviétique qui les domine et qui leur dicte la ligne politique. Il révèle [...] non seulement la tendance à l'asservissement total de tous les partis communistes du monde à la volonté d'un seul parti, et des pays socialistes à la volonté d'un seul pays, non seulement la transformation des pays, que certains dirigeants ont livrés sans réserve à la libre disposition de la puissance "dirigeante", en pays dépendants, satellites qui n'ont plus rien de propre ni en politique intérieure ni en politique extérieure, mais aussi la transformation des directions des partis et des gouvernements de ces pays en simples préfectures de police d'un État étranger. Ainsi on découvre la véritable dégénérescence d'une partie [*sic*] de la direction du Parti bolchevik, dégénérescence qu'il n'est plus possible de camoufler.»

Même si une dénonciation aussi radicale n'était encore expliquée que comme «chauvinisme panrusse et pan-étatique sans scrupule», il n'en concluait pas moins que «l'attitude contre-révolutionnaire de ces dirigeants bolcheviks envers la Yougoslavie ne peut pas être une exception, mais une déviation [...] qu'elle ne peut aller de pair avec une attitude révolutionnaire juste et qu'elle fait partie d'une nouvelle politique, d'une nouvelle ligne idéologique, qui constitue la déviation de la base même du marxisme-léninisme, œuvre de révision

qui s'est emparée de tous les domaines de la vie pratique et théorique».

Par une telle élaboration, la direction yougoslave allait apparaître en 1950 comme en passe de prendre la tête d'un mouvement de redressement communiste. Et même si les positions étaient nuancées, en un éventail d'états de conscience, où, à l'extrémité opposée d'un Pijade, Milovan Djilas élaborait sa propre version de la théorie de la bureaucratie comme classe nouvelle, ce qui, de l'extrémité gauche du groupe dirigeant le déportait sur sa droite, la résultante du mouvement était positive.

Une telle évolution allait favoriser en même temps celle de la 4e Internationale elle-même. Quand la discussion ouverte par le plénum de mai 1949 a lieu, le passage de la direction yougoslave de la défensive à l'offensive polémique, à quoi s'ajoute une mesure aussi importante que la nouvelle loi sur les comités populaires, permet à tous un plus juste regard théorique sur les événements et leur signification.

Jusqu'alors le modèle théorique de la révolution prolétarienne était fourni aux trotskistes par la révolution d'Octobre. En dépit de l'immense majorité paysanne de la Russie, il y avait eu là toutes les manifestations que le marxisme pouvait attendre d'une telle révolution : classe ouvrière atteignant la conscience politique de soi par l'expérience de son organisation dans les soviets, hégémonie politique de ceux-ci et, par conséquent, direction de la classe par un parti marxiste qui prenait le pouvoir porté par les masses de la classe soutenue par la paysannerie qui faisait le gros de l'armée ; destruction de fond en comble de l'appareil d'État féodalo-bourgeois, puis reconstruction d'un État d'un type nouveau et, malgré les difficultés effroyables de la guerre civile, engagement dans une large collectivisation de l'économie. En l'absence de l'ensemble de toutes ces données, quelles étaient celles que l'on pouvait considérer comme suffisantes pour définir un État ouvrier ?

Michel Raptis (Pablo) ouvrit la discussion par un texte qui parut en octobre 1949, suivi par un texte d'Ernest Mandel (Germain), en novembre, et un de Hunter (de la section

anglaise), en décembre. Tous tentent de trouver une conciliation entre les conceptions de Trotski et la réalité nouvelle, mais en un triangle de positions inconciliables. Tous, pourtant, partent des mêmes prémisses, celles des derniers textes de Trotski de 1939-1940, rassemblés dans le recueil *Défense du marxisme,* alors non traduit entièrement en français[7].

Dans des circonstances exceptionnelles, telles celles pouvant résulter d'une guerre, une direction aussi dégénérée que celle de l'URSS a pu assimiler des territoires sans qu'il y ait eu révolution. Cela était-il possible pour des nations entières, telles celles de l'Europe de l'Est ? Oui, répondait Hunter, pour qui tous les États du glacis étaient déjà assimilés à celui, dégénéré, de l'URSS, à des différences quantitatives près. C'est, disait-il, seulement une telle différence quantitative qui différencie la Yougoslavie des autres États de l'Europe de l'Est. D'un tel point de vue, la défense de la Yougoslavie contre l'URSS se justifiait essentiellement par l'effet de la rupture sur la conscience et l'évolution des masses ouvrières du pays, voire par un moindre degré de dégénérescence de la direction, en dépit du moindre avancement de la socialisation de l'économie. Un argument spécieux de Hunter était que si la Yougoslavie restait un État capitaliste, il n'y aurait pas de raison de principe à la défendre si elle était attaquée par l'impérialisme et que, d'une certaine façon, sa nature sociale justifiait les accusations portées contre elle par l'URSS. On voit à quel degré d'abstraction pouvait mener une intellection « économiste » de la théorie de « l'État ouvrier », passant outre à tous les aspects « humanistes » du socialisme, en particulier du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Malheureusement, on allait voir plus d'une fois ressurgir une telle déviation dans le mouvement trotskiste, et jusqu'à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS.

À cet argument, la circulaire du secrétariat international du 10 octobre 1949 avait répondu :

> « Il n'y a pas dans nos rangs divergence sur le fait que le caractère ouvrier de l'État soviétique ne justifie en aucun cas la violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. [...] Le socialisme, pour s'imposer, nécessite la violence contre les vieilles classes dominantes, mais on ne peut introduire le socialisme en exerçant la violence contre les peuples. »

Ernest Mandel, s'en tenant à la stricte orthodoxie trotskiste, niait une assimilation du glacis sans action révolutionnaire de masse, niait qu'une révolution ait pu avoir lieu en Yougoslavie dans des conditions si clandestines que Tito et les siens aient pu tromper sur ces événements à la fois Londres, Washington et... Staline, qui l'avaient soutenu alternativement. Rappelant la thèse de Trotski selon laquelle il ne peut y avoir aujourd'hui d'autres États que bourgeois et ouvriers, et que la présence, même nombreuse, de communistes – à plus forte raison de staliniens – dans un gouvernement ne change pas la nature de l'État et, donc, qu'il ne pouvait y avoir d'État ouvrier que lorsque l'ensemble des conditions politiques, sociales et économiques était rassemblé, il concluait par la théorie que, dans la période de transition qui était la nôtre, dans des zones faibles du système capitaliste comme c'était le cas en Europe de l'Est, pouvaient s'instaurer, dans des États restant fondamentalement (économiquement) bourgeois, des « gouvernements ouvriers et paysans ». L'avenir – qui ne pourrait selon lui se prolonger – de tels gouvernements « bonapartistes » dépendrait de circonstances diverses, et surtout extérieures. Et il en définissait dix variantes : une de prolongation instable momentanée menant à quatre types de « rentrée dans l'orbite impérialiste » (qu'il prévoyait pour la Chine, ce qui lui faisait écrire : « Il est dangereux d'utiliser des formules comme "monsieur Mao Tsé-Toung est un autre Tito." ») ; quatre de soumission ou intégration à l'URSS (ces variantes d'assimilation du glacis à l'URSS étant données comme hautement improbables – alors qu'elles étaient en train de se réaliser !) ; la dixième étant l'évolution révolutionnaire qui se réalisait en Yougoslavie et qui, à ses yeux, était encore inachevée.

Dans ses prémisses, Mandel, d'une part ne comprenait pas que les caractères de la guerre-révolution yougoslave n'avaient échappé ni à Staline – ce qui n'avait pas cessé de déterminer ses réactions contre-révolutionnaires – ni aux Alliés, qui, bien

que plus aveugles, n'y avaient vu que des situations, voire des nécessités de guerre, surmontables par la suite ; d'autre part il touchait le point aveugle des dernières théorisations de Trotski sur l'État et les systèmes sociaux, restées suspendues par sa mort.

Toutefois les conceptions de Mandel n'interdisaient pas le soutien à la Yougoslavie contre les attaques de l'URSS, puisqu'il ne s'agissait pas d'États impérialistes, ni même de bastions de l'impérialisme, et que ne se posait donc pas la question de la défense de l'URSS. Élargissant la question, Ernest Mandel écrivait :

> « Chaque conflit où la bureaucratie soviétique essaie de piétiner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit d'un pays semi-colonial ou colonial, soit d'un pays capitaliste dont la bourgeoisie s'est trouvée écrasée dans la guerre ou par le mouvement des masses, nous trouvera irréconciliablement opposés au Kremlin. Nous avons exigé depuis quatre ans le retrait des troupes d'occupation soviétiques de l'Allemagne ; nous avons défendu le droit du peuple allemand à disposer de lui-même contre la bureaucratie soviétique, indépendamment même de la nature sociale de l'Allemagne. Pourquoi ne le ferions-nous pas pour la Yougoslavie en pleine transformation révolutionnaire ? »

Cet accord sur les tâches ne réglait pas la question théorique. Pablo, quant à lui, sans se prononcer sur les autres États de l'Europe de l'Est, soulignait la spécificité yougoslave, reconnaissait la révolution dans la guerre de libération nationale, en un processus ininterrompu, et la nature « ouvrière » de l'État qui en était sorti, quoique bureaucratiquement déformé par ses origines. Ce faisant, et à l'inverse de Mandel, c'était finalement les critères politiques qu'il retenait comme déterminants, la transformation de l'économie pouvant tarder, n'étant qu'une conséquence de la révolution et, en somme, sa vérification. Cependant, dans une réponse à Mandel de février 1950, il admettait même la possibilité d'une voie non-révolutionnaire à la constitution d'un État ouvrier, par assimilation par des moyens militaro-bureaucratiques.

Dans son texte de la fin de 1949, Pablo évoqua pour la première fois – et cela passa alors inaperçu – la possibilité d'une période de « transition mondiale au socialisme s'étendant sur plusieurs siècles ». Hésitation théorique ou concession à ses interlocuteurs, il maintenait toujours la perspective d'une restauration capitaliste pour tout État ouvrier restant isolé.

L'importance de cette discussion ne doit pas être sous-estimée. Car si Mandel, moins d'un an plus tard, se rallia à l'analyse de la Yougoslavie comme État ouvrier, ce fut de façon non rétroactive, et en considérant les événements postérieurs à 1948 comme plus importants socialement que ceux de la guerre elle-même. Il conserva pour les autres pays de l'Est européen la conception d'États hybrides, « États bourgeois dégénérés » (*sic*) en voie d'assimilation structurelle à l'URSS.

Cette crise du Kominform eut une autre conséquence importante : elle brisa l'espèce d'hégémonie que le stalinisme avait réussi à imposer dans toute l'intelligentsia de gauche, en particulier en France. L'aura de la victoire militaire de l'URSS et du rôle des communistes dans la Résistance n'avait guère souffert des méandres d'une politique contre-révolutionnaire couverte de voiles tactiques. Quant aux monstruosités de l'immédiate avant-guerre, on voulait l'oublier, c'était du passé. Mais que Tito, la veille mythe vivant, devienne d'un seul coup un fasciste enragé, cela déchirait les voiles. Un groupe d'intellectuels de premier plan soudain rompit avec éclat. Autour de Jean Cassou, résistant qui, du cachot où il attendait la mort, avait mémorisé ses *Sonnets composés au secret* ; Clara Malraux, qui n'avait pas suivi son mari dans sa dérive à droite ; Louis Martin-Chauffier, ex-déporté qui avait écrit *L'Homme et la Bête* ; Claude Aveline, d'autres, animés par Jean Duvignaud, brillant jeune professeur membre du PCF, se polarisa un fort noyau d'ex « compagnons de route » qui rejoignaient les pestiférés d'hier, comme Maurice Nadeau et Daniel Guérin. Ils publièrent une revue de haute qualité intitulée *Contemporains*. Depuis l'ambassade de Yougoslavie, la compréhension de l'aide internationale, politique, intellectuelle, voire syndicale pénétra jusqu'à Belgrade, et plusieurs publications furent financièrement aidées, quoique très modes-

tement. L'une d'entre elles fut le bimensuel *L'Unité*, que Lambert lança avec des syndicalistes de FO et de l'enseignement, et qui militait pour une réunification syndicale que la situation rendait moins vraisemblable que jamais.

La révolution chinoise

En 1949 s'était produit un autre événement, et gigantesque celui-là, qui allait aussi secouer les conceptions marxistes et trotskistes de l'État : la complète victoire de l'armée Rouge chinoise déferlant sur toute la Chine jusqu'à la frontière vietnamienne, et emportant comme un fétu dans un ouragan le régime pourri de Chiang Kai-Chek. Pékin était tombé le 23 janvier. En février le Yang-Tsê Kiang était atteint. Un temps d'attente eut lieu dont on ne sut la raison politique que plus tard : Staline avait interdit à Mao d'aller plus loin. La direction chinoise hésita, tergiversa peut-être, puis viola l'interdit, le fleuve était franchi le 21 avril et, le 23 tombait la capitale, Nankin. En mai, c'était le tour de Shanghai ; à la mi-octobre de Canton, la grande capitale du sud qui, en 1927, avait été le tombeau du Parti communiste. La République populaire de Chine avait été proclamée à Pékin le 1er octobre.

Dès avril 1949, le 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale avait salué cette foudroyante victoire comme le coup le plus rude porté à l'impérialisme depuis de nombreuses années ; et les perspectives de ses conséquences positives pour toute l'Asie, et d'abord pour le Vietnam, l'Indonésie et le Japon étaient immédiatement esquissées[8].

Il n'en restait pas moins que cette révolution chinoise, aussi mal connue par le mouvement trotskiste que celle de Yougoslavie, posait encore plus de problèmes théoriques que celle-ci. Là, pas de « brigades prolétariennes de choc », une guerre révolutionnaire paysanne dirigée par un parti que la résolution considère encore comme « stalinien », inféodé à Moscou, pratiquant la révolution « par étapes » et recherchant un compromis avec la bourgeoisie nationale et l'impérialisme, n'était-ce pas une voie conduisant à la faillite ? La thèse 14 de la résolution excluait d'emblée pour la Chine une évolution semblable à celle de l'Europe de l'Est, du fait de l'absence d'occupation par l'armée soviétique, et de l'impossibilité d'une

aide économique de l'URSS à un pays grand comme un continent. Instruit par l'expérience, le comité exécutif international rappelait toutefois (thèse 18), que toute expansion du stalinisme entraînait contradiction, conflits, et ouvrait la voie à des ruptures, et que l'appui du PCC sur un immense mouvement de masses rendrait difficile son contrôle par le Kremlin. Mais le doute qu'un tel parti pût « achever » la révolution ramèna la perspective de son devenir à la possible différenciation d'ailes droite et gauche, dont il faudrait soutenir la seconde. On sait que les choses ne se passèrent pas ainsi. Mais, en revanche, ces appréciations négatives sur le PCC étaient écrites encore dans l'ignorance du pire : le massacre, orchestré dans des parodies sinistres de procès publics, des trotskistes des villes, cadres prolétariens et intellectuels.

Un an plus tard, le 8e plénum gardait l'idée que la direction chinoise était « stalinienne militariste », mais cependant rectifiait la perspective avec prudence :

> « Ce parti ne peut être considéré ni comme purement et simplement inféodé à Moscou (par l'intermédiaire de sa direction) ni comme tirant sa force principale de ses effectifs ouvriers et avant tout de l'appui du prolétariat. De ce point de vue, il diffère, aussi bien à sa direction qu'à sa base, des partis communistes de l'Occident, et aura très probablement une évolution différente, dépendant de la dynamique de la lutte de classes en Chine et dans le monde. »

Regardant désormais comme probable l'extension de la réforme agraire à toute la Chine et l'étatisation des industries-clés, la résolution poursuit :

> « Il n'est pas impossible qu'une telle orientation résulte de la pression des masses sur le PC et de la victoire dans ses rangs d'une aile gauche. Dans ce cas le PC chinois connaîtrait insensiblement [?!] un développement analogue à celui du PC yougoslave, ce qui amènerait dans un délai relativement plus long [!] son indépendance de fait du Kremlin et ouvrirait de nouvelles perspectives à la révolution chinoise et mondiale. »

Il y a là récidive de l'incompréhension de la nature de ces partis, qui malgré les déformations et le bureaucratisme dus à leur origine stalinienne, sont restés révolutionnaires.

Comme pour la Yougoslavie, l'événement provoque un flot de publications qui lève nombre de voiles sur la réalité complexe et originale de la révolution chinoise. Mais les livres clés, tels l'extraordinaire reportage de plusieurs années en pleine guerre révolutionnaire, *La Chine ébranle le monde,* de Jack Belden, et les premières publications d'œuvres de Mao Tsé-Toung, que dominent la *Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine* et, surtout, le recueil *Démocratie nouvelle,* ne paraîtront qu'en 1950 (et un an plus tard en français). De ce fait, la seconde partie de l'étude d'Ernest Mandel, datée de décembre 1950, qui paraît dans la revue *Quatrième Internationale* de janvier 1951, reste encore hésitante quant à l'achèvement social de la révolution. Que la politique du Parti communiste chinois n'ait pas « imité » celle de la bureaucratie soviétique, c'était trop peu dire, cela ne faisait pas de doute. Ce que l'on découvrait en 1950, c'est que Mao avait, au plus tard en 1940, élaboré sa propre stratégie, complètement opposée à celle de Staline qui avait fait ses preuves négatives entre 1925 et 1927, et au contraire inspirée, quoique de loin, par les idées de Lénine, antérieures à 1917. Sa théorie du « bloc des quatre classes » n'avait rien à voir, excepté le nom, avec celle, stalinienne, de subordination du prolétariat à la bourgeoisie nationale, mais, au contraire, posait en principe la prédominance du prolétariat, dirigé par son parti communiste. Les tournants (telles l'alliance avec Chiang Kai-Chek en 1936, et les cessions de territoires en 1945), avaient été des concessions imposées de l'extérieur à des moments critiques, mais que le PCC avait limitées en conservant son autonomie… et ses armes. Comme le Parti yougoslave, le Parti chinois avait rusé avec Staline… qui ne s'y était pas davantage trompé, et avait répondu à cette prise d'autonomie par de véritables trahisons. Belden allait confirmer que les Russes soutinrent Chiang et non les communistes chinois, que c'est l'armée soviétique qui installa les fonctionnaires nationalistes dans les villes mandchoues et les protégea durant de nombreux

mois après la capitulation japonaise. Cette collaboration fut si bien établie que Chiang demanda aux Russes de maintenir leur armée aussi longtemps qu'il fut nécessaire pour y amener de nombreuses troupes par les moyens de transport mis à sa disposition par les Américains. « Durant l'été 1945, Russes et Américains prêtèrent conjointement la main au généralissime. » Staline ne démentit pas, à l'égard de la révolution chinoise, la politique contre-révolutionnaire qu'il menait consciemment depuis la guerre civile espagnole et qui s'était manifestée à l'égard de la Yougoslavie et de la Grèce. Il respectait scrupuleusement les accords de Yalta, là où c'était la révolution qui risquait de les remettre en cause.

Tous ceux qui s'en tinrent à l'idée d'une « révolution paysanne » en Chine, et y virent une contradiction à la théorie marxiste, ne comprirent simplement pas la logique objective de la révolution permanente dont, en Chine, Mao Tsé-Toung appliquait empiriquement les lois. Quoi que purent en penser ou qu'en pensent des auteurs mal informés, les théoriciens marxistes n'ont jamais sous-estimé les mouvements paysans. Ce qu'ils ont constaté, dans le passé comme dans le présent, c'est que la paysannerie n'a jamais réussi à se donner une direction propre capable de la conduire jusqu'au bout de ses objectifs révolutionnaires. Si la base de la révolution chinoise était paysanne, sa direction était prolétarienne. Non par sa composition, il est vrai, mais par les fondements marxistes de sa pensée et de l'orientation de son action. Une telle direction n'avait été possible que du fait de sa formation dans le creuset de l'Internationale communiste des années vingt. Ses spécificités et ses déformations, elles, tenaient à la combinaison de cette origine avec sa composition sociale propre et à ses déterminations nationales objectives.

Dans son étude précitée, Ernest Mandel rapportait comment, dès que l'armée de libération s'était approchée des grands centres prolétariens, le comité central du PCC avait adopté une résolution, datée de mars 1949, où on pouvait lire :

> « Par suite de la disproportion entre les forces populaires et celles de l'ennemi depuis l'échec de la grande révolution de 1927 jusqu'à maintenant, le centre de gravité

de la lutte révolutionnaire du peuple chinois a été le secteur rural, amassant des forces rurales pour encercler et prendre les villes. [...] La période où ce procédé de travail a dû être adopté est maintenant terminée. [...] Le centre de gravité du travail du Parti doit être placé dans les villes.»

Tous ces faits, rapprochés des textes des dirigeants chinois dont on disposait alors, et surtout ceux de Mao Tsé-Toung, auraient dû empêcher d'expliquer par la «pression des masses» la radicalisation progressive de l'orientation du PCC au fur et à mesure des progrès de la guerre révolutionnaire et de l'élargissement des bases de son pouvoir. Par ailleurs, on peut aussi rester étonné que la connaissance de la théorie de la révolution permanente, vérifiée par la révolution yougoslave, n'ait pas amené la direction de l'Internationale à reconnaître aussitôt la République populaire de Chine comme un «État ouvrier», à l'étape de la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises, et de la voir définir ce gouvernement comme «gouvernement ouvrier et paysan». Enfin, dans cette étude de la fin de 1950, Ernest Mandel continuait à assurer qu'il ne fallait pas s'attendre à une rupture Pékin-Moscou. Pourtant, la réalisation même de cette révolution, aussi bien que les conceptions théoriques de son dirigeant donnaient toutes les conditions d'une rupture inévitable. Ce qui la suspendit fut la guerre de Corée.

1950, une année cruciale

1950 fut une année des plus hauts espoirs révolutionnaires, qui s'écroulèrent brusquement dans les derniers mois sur l'abcès de fixation de la guerre de Corée.

La radicalisation et l'effort théorique yougoslaves atteignirent alors leur plus haut niveau. Comme l'écrivit Djilas, la lutte contre le Kominform «a pris une ampleur exceptionnelle; elle a éveillé des forces nouvelles et libéré la pensée créatrice. Les marxistes, et plus généralement les militants progressistes de notre pays ont le sentiment d'être débarrassés d'une sorte de gangue qui, à leur insu, tenait emprisonné leur esprit».

Il n'est alors guère un seul discours, une seule brochure des membres de la direction yougoslave qui ne marque un progrès dans la voie du retour au marxisme et au léninisme authentiques, sur toutes les questions, des plus pratiques au plus abstraites (citons les brochures, aux titres expressifs, de Bebler, *La Classe ouvrière et le principe de la souveraineté des peuples dans les rapports internationaux*; de Melentije Popovitch, *Des rapports économiques entre États socialistes*; du général-colonel Kotcha Popovitch, chef d'état-major de l'armée yougoslave – dans sa jeunesse membre à Paris du groupe surréaliste –, *Révision du marxisme-léninisme au sujet de la guerre de libération en Yougoslavie*; enfin de Boris Ziherl, *De la morale communiste*). Ce sont les plus hauts dirigeants du Parti et de l'État qui vont alors le plus loin. Ainsi, Edvard Kardelj, dans un discours du 13 décembre 1949 publié en 1950, dénonce la transformation du marxisme en dogmatisme et en pragmatisme vulgaire par les staliniens, la théorie devenant la «servante d'une bureaucratie utilitaire et dépourvue de principes», et dénonçant le «culte fétichiste de l'État qui, avec l'appareil de ses dirigeants, est posé en interprète infaillible de la vérité absolue». Il proclamait que le PCY «ne considère pas la création scientifique comme une espèce de complément de l'appareil d'État» et que, «sans heurts d'idées, sans discussion scientifique, sans critique et sans vérification par la pratique des positions théoriques, il n'y a pas de progrès». Le 20 février, Tito dénonçait la pression qu'exerçaient les capitalistes américains sur la Yougoslavie en faisant traîner en longueur les démarches d'emprunts yougoslaves. Il soulignait la collusion du Kominform et de la réaction américaine contre la Yougoslavie et proclamait:

«Nous n'accepterons jamais que l'on marchande avec nos principes. Nous sommes un État socialiste, nous sommes des communistes, nous bâtissons un État socialiste, le socialisme. Et en cela nous ne céderons pas et nous ne ferons aucune concession, même pas dans notre politique extérieure. [...] Nous irons plutôt en haillons, aussi longtemps que nous n'aurons pas créé, avec nos propres forces, ce qui nous est nécessaire. [...] Toute at-

titude différente de notre part se vengerait terriblement. […] Nous ne nous trouvons dans aucun camp, nous ne faisons partie d'aucun bloc.»

Le 22 février, le gouvernement de la République fédérale yougoslave, sur la demande de Hô Chi Minh, reconnaissait la République du Vietnam. Le 7 mars, parlant à Split devant quatre-vingt mille personnes, Tito déclarait :

«Le bureaucratisme sera impitoyablement pourchassé en Yougoslavie, qui ne veut pas imiter en tout point l'Union soviétique, et surtout en ce domaine.»

Il y reviendra, et ira plus loin le 14 juin, dans une déclaration aux élèves de l'école supérieure du PCY :

«Il est indiscutable que certains phénomènes nés en Union soviétique, lors du processus d'édification du socialisme, ont causé de l'inquiétude parmi la classe ouvrière dans le monde entier. Il est des hommes qui ont compris ces phénomènes comme nécessité, croyant qu'ils disparaîtraient un jour. Nous avons acquis la conviction que cela ne disparaîtra pas de soi-même s'il n'existe aucune force qui puisse s'y opposer, car aucun phénomène négatif dans la société n'a disparu de lui-même.»

Et le 17 octobre, une lettre au comité central sur les mesures d'économie dans le ravitaillement dénonce les privilèges matériels, «sorte de rente en nature aux dépens de la communauté», comme des «vestiges du passé» qui, conjointement avec une gestion purement administrative de l'économie, feraient naître une base matérielle pour la bureaucratisation, c'est-à-dire pour le «développement d'une caste bureaucratique privilégiée».

Le 19 mars, Djilas avait expliqué devant un public d'étudiants et de professeurs, à Belgrade, comment c'était l'isolement, l'encerclement et l'arriération de l'URSS qui avaient amené «la création d'une couche de privilégiés de la bureaucratie, le centralisme bureaucratique, la transformation provisoire de l'État en une puissance au-dessus de la société». Le lendemain, c'était Kardelj qui poursuivait sur ce thème, dénonçant les bureaucrates routiniers du Kominform qui ne se demandaient pas «d'où vient le fait qu'au moment même

où la cause du socialisme devait obtenir parmi les pays capitalistes de nouveaux adhérents à travers le monde entier, à la suite des victoires remportées par la révolution chinoise, s'affaiblit le mouvement ouvrier et se consolident les forces réactionnaires».

Le 31 août, la revue yougoslave *Politique mondiale* publiait un article traitant du «testament» de Lénine, en citant de longs extraits et indiquant qu'à son avis, la «déviation de la ligne marxiste-léniniste» a commencé en URSS depuis la mort de Lénine.

Le 27 juin, la loi de gestion ouvrière des entreprises d'État avait été votée. Les élections commencèrent un mois plus tard et s'étendirent jusqu'à la mi-septembre. Les instructions insistaient sur la possibilité offerte aux ouvriers de présenter plusieurs listes de candidats au cours de ces élections. Ce droit fut amplement utilisé. Dans certaines entreprises, trois, voire quatre listes de candidats s'opposèrent.

D'importantes mesures de démocratisation furent prises concernant les coopératives paysannes, dont l'organisation et la direction passaient de la gestion des pouvoirs populaires à celle des fonds d'arrondissement, dont les délégués étaient élus par les coopérateurs eux-mêmes.

De même l'enseignement était démocratisé, le pouvoir passant en ce domaine des ministères aux comités d'enseignement des arrondissements et des villes. Les conseils de citoyens (de parents) auprès des comités, jusque-là consultatifs, allaient avoir désormais droit de contrôle et de veto. Enfin, le «travail volontaire», obligatoire à la mode soviétique, était aboli.

Nous avons vu que, dès 1949, Mosha Pijade avait évoqué la question de la «dégénérescence» de «certains partis communistes», à commencer par celui de l'URSS, et s'était attaqué aux causes de cette dégénérescence. Il continua à se situer à la pointe de la polémique. Les 22 et 26 mars 1950 paraissaient dans *Borba* ses articles sur «La fable de l'aide soviétique dans la guerre de libération nationale», bientôt publiés en brochures dans de nombreuses langues étrangères. Il y produisait la correspondance échangée entre directions yougo-

slave et soviétique durant la guerre, de laquelle ressortait nettement l'opposition yougoslave, dès 1942, à la politique de « front national » que Staline voulait leur imposer avec les forces contre-révolutionnaires de Mihaïlovitch, et comment, en rétorsion, Staline avait abandonné les partisans à leur sort au moment où ils se trouvaient tenaillés par la pire des offensives fascistes, par la faim et les épidémies.

Dans la plupart des sections de l'Internationale, à la lumière de cette évolution yougoslave, l'orientation de soutien du secrétariat international s'imposa. Elle permit à celui-ci de nouer des contacts directs avec la direction du PCY, qui aboutirent à apporter à la Yougoslavie une aide matérielle, faible sans doute pour un pays en état de quasi-blocus, mais importante à l'échelle des forces du mouvement trotskiste, et mieux que seulement symbolique.

En France, la minorité dont Marcel Bleibtreu était la tête politique devint majorité par changement de position de nombreux membres du comité central et de quasi tout le Parti. Dans son rapport au 6e congrès du PCI, en janvier 1950, Bleibtreu écrivait qu'une autocritique devait être faite : « Nous avons hésité jusqu'en 1948 à voir dans l'histoire récente de la Yougoslavie le visage de la révolution prolétarienne. » Et ses conclusions étaient caractéristiques de son radicalisme théorique :

> « Il est faux de parler d'une caste bureaucratique yougoslave de la même nature que la bureaucratie russe [il est faux de parler de] capitulation devant l'impérialisme. »

Il insistait sur ce que la Yougoslavie restait indépendante à la fois de Wall Street et du Kremlin, mais que son isolement aboutirait à sa défaite, et que c'était au « prolétariat mondial et à son avant-garde révolutionnaire, à la IVe Internationale, de combattre cet isolement ». Il développait ensuite ces tâches précises et s'efforçait de désarmer les réserves subsistantes en affirmant :

> « Ces actions ne peuvent être séparées d'une critique constructive des erreurs et insuffisances du PCY, tout particulièrement de la mortelle théorie du socialisme en un seul pays. »

La section française entreprit alors la plus large et la plus énergique campagne d'information et de défense de la Yougoslavie, et de démasquage des monstrueux procès de Prague, Budapest, Bucarest, Tirana et Varsovie, sans oublier la liquidation de Markos en Grèce, qui avait le même sens. En organisant un meeting sous le titre question « Tito est-il trotskyste ? », nous répondions, sans confusion, à une interrogation qui se posait publiquement.

Les nombreux meetings et conférences organisées pour entendre les premiers journalistes et militants qui étaient allés sur place voir ce qu'était le « phénomène yougoslave » – parmi lesquels Louis Dalmas et Claude Bourdet – furent régulièrement attaqués par des commandos organisés par le PCF. Le meeting qui précéda, à Paris, le départ des brigades de travail et d'enquête, rassemblées par une intense propagande, donna lieu à une véritable bataille dans la salle des Sociétés savantes, où militants du PCI et « brigadistes » durent briser toutes les chaises pour élever des barricades aux portes. La verrière de la salle fut crevée par les bombes lacrymogènes des commandos du Parti communiste, dont une manifestation de diversion sur le boulevard Saint-Michel servit à éloigner la police.

Malgré ces opérations terroristes, l'initiative des brigades fut un grand succès. Le PCI encadra plus de mille cinq cents jeunes, étudiants et ouvriers, de toute la France, qui partaient en Yougoslavie sur le mot d'ordre emprunté à Jaurès : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. » Aux brigades françaises se joignirent deux brigades anglaises, deux belges, une suédo-danoise, une norvégienne, une hollandaise, une italienne, une allemande et une autrichienne, une américaine, une vietnamienne, une d'exilés espagnols et une d'anciens partisans grecs, doublant presque le nombre des brigadistes français. Après une ou deux semaines de travail sur le chantier de ce qui devait être la cité universitaire de Zagreb, les brigades parcoururent la Yougoslavie dans tous ses recoins, toutes ses nationalités. Elles eurent des rencontres et des entretiens avec des dizaines de comités populaires, de comités de gestion d'usine, de coopératives, de sociétés diverses, d'états-majors. Les brigades elles-mêmes étaient de véritables forums

de discussions ininterrompues, d'autant plus passionnées que s'y côtoyaient des représentants de tous les courants du mouvement ouvrier, les staliniens exceptés, des sociaux-démocrates aux anarchistes, sans compter l'arc des positions existant dans la 4e Internationale, et socialement depuis des ouvriers inorganisés jusqu'à des étudiants en sciences politiques. Nombreux furent ceux qui ne trouvèrent là que ce qu'ils étaient persuadés de trouver en partant, mais la majorité apprit beaucoup, dans les contradictions mêmes d'un pays européen resté étonnamment loin du nord de l'Europe, où des paysannes en robes brodées marchaient pieds nus dans les champs tandis que des bourgeoises de Zagreb sortaient de leurs maisons baroques pour dire pis que pendre du socialisme, et où les ouvrières musulmanes de Sarajevo venaient de voir voter la suppression du terrible voile noir qui leur cachait tout le visage, tandis que l'on pouvait discuter de marxisme avec les étudiants et de jeunes officiers qui avaient été des partisans. Le PCI recruta largement parmi les brigadistes.

En rentrant de Yougoslavie les brigadistes se trouvèrent en face des problèmes posés par la guerre de Corée qui, de conflit local, prenait en septembre des aspects de début de guerre mondiale.

La guerre de Corée

La Corée avait été divisée en 1945 en deux zones d'occupation sur l'axe du 38e parallèle : l'URSS au Nord, les États-Unis au Sud. La rupture de l'union de Yalta avait glacé les deux zones. En mai 1948 avaient eu lieu des élections truquées, généreusement reconnues par l'ONU et par le « protecteur » Truman. Le 20 juillet, Syngman Rhee, despote asiatique féroce autant que corrompu, devint président de la République de Corée, fondée la veille, et en principe pour tout le pays. Il prépara aussitôt, et quasi ouvertement, l'invasion du Nord. Mais là, Kim Il Sung répliqua par des élections sans nul doute aussi peu démocratiques, et le 9 septembre fut proclamée la République populaire démocratique de Corée (elle aussi pour toute la Corée) dont Kim Il Sung devint le président. Tout était en place pour que commence la première guerre des deux blocs par intermédiaires interposés.

On ne sait pas encore ce qui décida Kim Il Sung à prendre les devants et à franchir la ligne du 38e parallèle. L'URSS avait cessé son occupation militaire dès 1948, mais il est inimaginable que Kim Il Sung ait pu agir sans l'aval de Staline. Et il était bien conforme à la ruse de celui-ci d'envisager l'avantage d'envelopper le nord de la Chine avec un État dont il avait le contrôle, voire, en cas d'échec, de l'obliger à un soutien qui l'affaiblirait. Sans doute jugea-t-il l'opération à la fois urgente dans le moment de l'affrontement et la situation des forces, et facile à réaliser dans cette région du monde, vu l'impopularité de Syngman Rhee, et le fait qu'un soulèvement armé important avait eu lieu spontanément à l'extrême sud de la péninsule. Tout sembla d'abord justifier un tel calcul, puisque les troupes du Nord entrèrent dans le Sud comme dans du beurre et, en huit jours, du 25 juin au 3 juillet, avaient conquis tout le pays, à l'exception d'une petite poche au sud.

Mais c'était sous-estimer la volonté de Truman d'endiguer toute nouvelle progression « communiste » et d'en découdre. Et il y mit le prix. Il put d'ailleurs s'assurer l'appui « moral » du Conseil de sécurité contre l'« agression », terme qui faisait fi de l'unité théorique de ce pays. L'offensive américaine, menée au nom de l'ONU, commença le 18 septembre avec des moyens formidables, comparables à ceux mis au point contre l'Allemagne en 1944. Attaquant à la fois depuis le centre et le sud, elle reprenait non seulement ce sud mais pénétrait profondément dans le Nord. Cela provoqua l'inévitable contre-offensive chinoise du 26 octobre. La Chine ne pouvait en aucun cas accepter les États-Unis sur sa frontière nord. C'est pourtant la Chine qui sera déclarée agresseur par la commission politique de l'ONU, décision ratifiée par l'Assemblée générale. En un mois et demi les Sino-Coréens avaient repris tout le Nord et occupé une large bande du Sud enveloppant Séoul. Pour arrêter et faire refluer les forces chinoises, l'armée américaine utilisa la terrible arme du napalm, qui fut déversé sur le flot de milliers de fantassins chinois, les changeant en une masse de caoutchouc noir. La guerre de Corée allait durer quatre ans pour parvenir au retour des deux parties sur la ligne du 38e parallèle. En ces quatre ans, on y

compta près de deux millions et demi de morts, dont 900 000 Chinois et 500 000 Nord-Coréens ; l'autre million se partageant entre Sud-Coréens et forces des Nations unies (mais seulement 30 000 Américains).

Sans aller jusqu'à la position de James P. Cannon, secrétaire du Socialist Workers Party, pour qui le déclenchement de cette guerre était le soulèvement spontané du peuple coréen tout entier, l'Internationale prit nettement position du point de vue de la lutte anti-impérialiste, contre l'intervention « coloniale » américaine soutenue par l'ONU, considérant qu'aussi stalinienne que fut la direction nord-coréenne, c'était dans cette guerre celle du peuple coréen, qui avait à résoudre par lui-même les problèmes de son indépendance. Dans l'Internationale, on savait plus ou moins qu'il y avait eu une résistance maoïste en Corée du Nord avant l'entrée de l'Armée rouge. On ignorait non seulement que Kim Il Sung était rentré dans les wagons de cette armée, mais aussi que sa première tâche avait été de liquider les chefs de la résistance, ses rivaux potentiels. Mais l'aurait-elle su que la direction de l'Internationale n'en aurait sans doute été conduite qu'à tempérer les termes de son soutien, puisque l'essentiel était pour elle l'opposition à l'intervention impérialiste qui, en elle-même, ne pouvait que ligoter les masses à leurs directions de fait. Il n'en reste pas moins qu'une telle position isola plus que jamais l'Internationale.

La Yougoslavie, de son côté, se trouva prise au piège de la guerre de Corée. Entravés par leur besoin de l'aide américaine, ses dirigeants prirent une attitude « neutraliste » face au conflit, puis condamnèrent l'« agression nord-coréenne » sur les critères juridiques et moralistes qui étaient ceux, non seulement des gouvernements d'Occident, mais de la gauche antistalinienne, du POUM à la Ligue socialiste indépendante de Shachtman.

L'appel du secrétariat international de la 4e Internationale aux communistes yougoslaves de novembre 1950 manifestait l'inquiétude de ce qu'elle pointait comme un tournant, rappelant que l'on pouvait admettre de l'État yougoslave qu'il manœuvre diplomatiquement à l'ONU, mais qu'il était faux,

pour le Parti yougoslave, d'idéaliser cet organisme international comme un lieu d'arbitrage neutre, alors qu'il était un instrument de domination impérialiste, et renvoyait à la leçon léniniste sur la nécessité d'un langage de vérité, sous peine de tromper les masses et non l'ennemi.

Juste dans son fond, ce rappel aux principes n'avait plus cependant le caractère de critique dans le cadre du soutien des mois précédents. La rupture totale de l'Internationale et de la Yougoslavie était proche.

C'est qu'il y avait aussi un tournant de la direction internationale. On lit dans l'appel :

> « Le mouvement va vers des explosions gigantesques et des événements décisifs. Il vous faut choisir : ou être clairement et fermement avec les masses prolétariennes et coloniales contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique ou glisser dans le sillage de l'impérialisme contre les masses prolétariennes et coloniales. Vos rapports avec les révolutionnaires qui, dans le monde, se sont affirmés les amis de la Yougoslavie prolétarienne seront déterminés par ce choix. »

Déjà, sinon toute la direction internationale, du moins son secrétaire général qui écrivait cet appel, voyait dans la guerre de Corée le début d'une troisième guerre mondiale, et la voyait comme guerre mondiale de « camps » sociaux opposés, une « guerre-révolution » mondiale.

Contrepoint de l'auteur

Cette nouvelle période commença aussi pour moi comme celle d'une nouvelle vie, sur le triple plan de ma vie privée, professionnelle et de mes activités politiques. Le mois même du 2e congrès mondial, j'épousais Soledad Estorach, que j'avais rencontrée à l'école internationale de cadres du début 1947. Mariage décidé comme protection, puisque nous nous y déterminâmes en raison de la crainte de voir le nouveau gouvernement expulser les réfugiés de la guerre d'Espagne vers les geôles de Franco, mais d'un vrai couple de militants. Soledad avait été une des plus jeunes membres de la CNT-FAI, et une des animatrices des Mujeres libres de Catalogne pendant

toute la guerre civile. Repliée en France en 1939, l'accueil réservé aux vaincus du combat pour la liberté l'avait menée directement dans une prison, à Orléans. Évadée grâce à l'aide d'anarchistes français, elle était retournée clandestinement en Espagne lors de l'éclatement de la guerre mondiale, et y avait ainsi vécu plus de cinq ans dans les conditions les plus difficiles. Sa rencontre et liaison avec Andres, un trotskiste, avait contribué à sa mutation politique. Ensemble ils étaient revenus en France avec les espoirs portés par la Libération. Lui, reparti un peu plus tard, tomba rapidement dans les griffes de Franco pour une longue détention. En quelques mois, j'étais passé de représentant à comptable, puis aux fonctions de secrétaire à tout faire des Éditions du Pré aux Clercs, tandis qu'au PCI je joignais à des fonctions d'organisation mes débuts de journaliste révolutionnaire. J'avais repris ma place au comité régional parisien, et j'eus à m'occuper de l'organisation pratique du 2e congrès.

C'est Gibelin qui me fit écrire dans *La Vérité,* ayant remarqué après un premier papier sur l'Espagne, où j'avais collaboré avec Soledad, que j'écrivais assez facilement, et point trop langue de bois. Ma liaison avec Soledad m'ayant plongé à la fois parmi les anarchistes espagnols et les textes classiques de cette tendance, c'est à nos rapports, le plus souvent conflictuels avec eux, à la fois sur les plans syndical et politique, que je consacrai mes premiers articles. Mais progressivement des articles plus importants me furent demandés, et jusqu'à quelques articles leaders.

Il n'y eut plus de tendances et encore moins de fractions en cette période et, pour ma part, j'entretenais des relations très amicales aussi bien avec Gibelin et Bleibtreu qu'avec Jacques Grinblat, un maître quant à l'organisation. Il n'y eut guère de tensions qu'en ce qui concerne le soutien à la Yougoslavie. Déjà se dessina une certaine opposition des cellules ouvrières à la polarisation par ce travail, et à la participation aux brigades, que Lambert soutint en sous-main. À vrai dire, les discussions internes sur le problème étaient aussi vives à l'intérieur du PCI qu'avec nos sympathisants et amis. Le comité central me choisit pour diriger le groupe trotskiste de

la première brigade, la « Jean Jaurès ». Comptant 74 personnes, elle fut certainement l'une des plus grosses et était d'une totale hétérogénéité. Ce fut elle aussi qui dut essuyer les plâtres, aussi bien des interventions policières tout au long du voyage en France et en Italie qu'avec les responsables yougoslaves du camp qui ne s'attendaient pas à des exigences que n'avaient pas eues les brigades du temps du Kominform, en particulier quant à la répartition du temps de travail et de celui d'enquête. Tout s'arrangea cependant, malgré une chaleur inconnue de nous, et qui rendait difficiles les heures de terrassement. Le commandant de la brigade était un social-démocrate qui tenait surtout au titre et me laissa toutes les charges de relations et d'organisation. Les problèmes des relations internes de la « fraction » trotskiste ne furent pas le moindre de mes soucis. J'y avais en particulier un pôle violemment « antititiste » en Stéphane Just, et un autre pôle d'enthousiasme sans nuances avec sa propre compagne Nadia. Les discussions se poursuivaient interminablement jusque dans le travail de creusement des fondations de la future Cité universitaire (qui, je crois, ne fut pas bâtie). Malgré tout, la franche camaraderie régna. Les relations avec les jeunes animateurs yougoslaves, la plupart étudiants de Belgrade, devinrent vite très chaleureuses. Laissant de côté quelques « touristes » et même un trafiquant libanais, les enquêtes furent menées à bien par le plus grand nombre, d'abord dans la région de Zagreb, puis lors de notre voyage à travers la Bosnie, enfin sur la côte Adriatique. Au retour, la confiance des brigadistes me valut d'être élu commandant de la brigade. Le noyau actif de celle-ci continua son activité à Paris, préparant les partants aux problèmes que nous avions rencontrés, et publiant des comptes-rendus de notre voyage et de nos enquêtes. Dans *La Vérité,* je partageai avec Ernest Mandel (qui signa au moins une fois de mon nom, et une fois ajouta un paragraphe avec lequel je ne fus pas d'accord à l'un de mes articles), la publication d'une série de reportages sur la Yougoslavie.

En cette fin de 1950, Lambert, qui me savait lecteur insatiable et passionné, me demanda de tenir une rubrique littéraire dans *L'Unité.* Je l'appelai « Nos livres » et la signai Pierre

Géraume (ce qui me vaut d'avoir des livres dédicacés à ce nom, en particulier de Maurice Dommanget, qui ne m'a connu que sous ce nom). La chronique dura ce que dura le journal. Je n'y eus qu'un accrochage… avec Maurice Joyeux, qui y fit passer derrière mon dos un article élogieux du *Mensonge d'Ulysse* de Rassinier, lequel ouvrait, avec ce livre, l'offensive que l'on n'appelait pas encore « négationniste ».

Dans le même temps, je fus chargé du secrétariat de rédaction de *Contemporains,* la revue des intellectuels en rupture avec le Parti communiste. Je n'y écrivis pas, trop impressionné par la culture et l'écriture des membres du groupe où, en revanche, je fus reçu avec amitié, et où j'appris beaucoup.

L'histoire et les écrits critiques

Plus on avance dans l'histoire, plus les travaux historiques sérieux se font rares. Sur cette période, la base solide repose sur les documents réunis par Rodolphe Prager, dans le tome 3 des *Congrès de la Quatrième Internationale. Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950),* (Paris, La Brèche, 1988) la préface de Pierre Frank, et introductions de Michel Lequenne et Rodolphe Prager. Les acteurs majeurs de cette période n'ont pas écrit, ou pas encore, de Mémoires. On ne reviendra pas ici sur les ouvrages traitant de questions particulières et cités dans le texte. Les ouvrages généraux sur l'histoire du trotskisme se partagent entre ceux qui sont trop succincts (Pierre Frank, Daniel Bensaïd, etc.) et ceux qui sont caractérisés par leur partialité hostile, souvent inintelligente. Celui de Jean-Jacques Marie, dans toute sa seconde moitié, devient un simple légendaire lambertiste, paraphrase des anonymes *Enseignements de notre histoire,* qui est à la 4e Internationale ce que *L'Histoire du PC (b) de l'URSS* est à celle de la Révolution russe.

6

Le temps de la grande crise (1951-1952)

Cette période fut dominée par une menace. L'explosion des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, au-delà de l'horreur qu'elle provoqua immédiatement chez tous ceux qui n'étaient pas possédés par la haine guerrière et raciale, fut l'origine d'un véritable traumatisme mondial. Une telle arme, d'une puissance de destruction sans précédent, et entre les mains d'un seul État, ne représentait-elle pas une menace effroyable pour tous les autres ? Cette peur s'exprima dans toute une série d'ouvrages. Elle ajouta comme une angoisse profonde latente aux craintes d'un nouveau conflit mondial que dessinait le début de la « guerre froide ».

Dès 1940, l'URSS avait été alertée sur la possibilité de construction d'une telle arme par les physiciens d'Occident. Aussitôt qu'en 1942 les Oppenheimer, Fermi et Szilárd se mirent au travail à Los Alamos, ils en avertirent leurs collègues soviétiques. Pavel Soudoplatov, le grand maître des services secrets soviétiques, écrit dans ses Mémoires :

> « Il est officiellement admis qu'à plusieurs reprises ils ont consenti à partager avec les savants soviétiques leurs informations sur les armes nucléaires. Ce qui, au début, les a poussés, c'est la crainte de Hitler ; ils croyaient à la possibilité, pour les Allemands, d'être les premiers à produire la bombe A. Ensuite, le physicien danois Niels Bohr contribua à les conforter dans les dispositions qu'ils manifestaient déjà pour le partage des secrets nucléaires avec la communauté scientifique mondiale. Enfin, en mettant leurs connaissances en commun avec les

Soviétiques, ils augmentaient leurs chances de battre les Allemands dans la course à l'arme nucléaire[1].»

Ces savants soviétiques étaient en retard, « aucun fonds ne fut alloué à cette recherche ». On sait que, pour Staline, relativité et mécanique quantique relevaient d'une science idéaliste bourgeoise. Ce n'est qu'au début de 1943 qu'il « fut convaincu que le projet d'une bombe atomique n'avait rien d'illusoire ». Dès lors, les éminents physiciens soviétiques, tels qu'Abraham Ioffé, Piotr Kapitsa, et le plus jeune Igor Kourtchatov, purent rattraper leur retard, puissamment aidés par les renseignements transmis par l'espionnage soviétique aux États-Unis. En août 1949, la première bombe soviétique explosa. Elle commença à lever un peu la crainte que les dirigeants staliniens avaient eue de voir cette terrible arme utilisée contre eux. Inversement les États-Unis étaient inquiets de perdre leur monopole. À partir de là, la dissuasion devenait une affaire de course à l'arsenal nucléaire.

En décembre 1950, MacArthur demandait 26 bombes A pour finir en dix jours la guerre de Corée. Truman en avait envisagé l'usage et, s'il destitua MacArthur, ce fut seulement parce que celui-ci exigeait le pouvoir discrétionnaire de leur utilisation. D'ailleurs, son successeur Ridgway envisagea lui aussi de les utiliser. Et si Truman y renonça finalement, ce fut par crainte de l'effet que cela aurait eu sur l'opinion publique mondiale. Tous préférèrent finalement raser la Corée du Nord au moyen plus « discret » des bombes géantes et du napalm.

À ce moment, les dirigeants des États-Unis ne craignaient pas encore l'arsenal de l'URSS, voire avaient des raisons politiques de penser que Staline n'interviendrait pas à ce niveau et dans ce secteur. Plus tard, ce fut la dissuasion qui sauva le Vietnam et la Chine de l'arme atomique. Cet équilibre de la terreur fut dès lors efficace, et d'autant plus qu'il devint évident que les progrès de puissance des armes nucléaires impliquaient des risques en retour sur ceux qui les utiliseraient. Mais une telle conscience n'était pas encore atteinte en 1950, et le passage de la guerre froide à la guerre de Corée créa une situation de pessimisme général. Il se manifesta en particulier en France par le film d'André Cayatte, *Avant le Déluge,*

où le Déluge attendu est la guerre atomique sous-tendant le désespoir de la génération du temps, dont l'auteur montre les effets psychologiques.

L'amorce d'un tournant

On peut dire que c'est ce climat qui se fit jour à la tête de l'Internationale à la fin de 1950. À la tête, car le tournant se manifesta d'abord seulement sur les rapports avec la Yougoslavie. Avec la prise de position neutraliste de la direction yougoslave sur la guerre de Corée, ceux qui avaient été hostiles au « soutien critique » pouvaient, ouvertement ou non, prétendre qu'il fallait s'attendre à une capitulation de la direction yougoslave devant l'impérialisme. Mais ceux mêmes qui en avaient été les plus chauds tenants admirent sans difficulté que, politiquement, l'Internationale et la Yougoslavie se trouvaient des côtés opposés du « front » coréen.

Toutefois, cela ne changeait rien à la nature de l'État yougoslave, et donc de son rapport à l'État soviétique. Le texte de Pierre Frank, « Quelques enseignements de la révolution yougoslave », du numéro d'août-octobre 1950 de la revue *Quatrième Internationale,* se terminait par le rappel suivant :

> « Bien que les communistes yougoslaves n'aient pas rencontré au cours des deux années écoulées l'aide du prolétariat mondial à laquelle ils avaient et ont droit, c'est encore la seule sur laquelle ils peuvent fermement compter. [...] Mais pour que l'action ouvrière internationale se montre plus ferme et plus rapide, il faudrait que les communistes yougoslaves aboutissent à des positions claires pour la reconstruction d'un mouvement communiste international et les formulent vigoureusement. Ils ont déjà fait beaucoup, et ils peuvent encore faire beaucoup pour ce renouveau révolutionnaire. »

Ce n'était pas là un langage sectaire. Mais que pouvaient les trotskistes pour protéger la Yougoslavie prise dans l'étau d'une guerre froide qui se réchauffait dangereusement ?

Certes, pour ceux qui rentraient de Yougoslavie, encore bouillants d'une expérience passionnante et de contacts militants chaleureux, ce n'était pas de gaieté de cœur qu'ils prenaient connaissance de positions qui les mettaient en porte-

à-faux dans la lutte avec les staliniens. La prise de distance s'imposait, et ce fut sans problème : l'esprit internationaliste et le sens de classe étaient sans faille dans le PCI. Ce tournant sur le tournant, qui fut pris dans l'unanimité au comité central, refaisait l'unité du Parti… pour peu de mois.

Le numéro de janvier 1951 de la revue *Quatrième Internationale* publiait la « Résolution sur la révolution yougoslave » du 9e plénum du comité exécutif international, qui justifiait le soutien critique par les étapes d'évolution du PCY, mais, dans une longue note éditoriale non signée – très probablement de la main de Pablo –, et titrée « Le nouveau cours de la direction yougoslave », était soulignée l'inversion de ce cours à gauche. N'était-ce pas maintenant Djilas – lui qui en avait été jusque-là à la marge, du fait de sa ré-appropriation de la théorie de la classe bureaucratique – qui défendait la nouvelle position du PCY dans *Borba*, renvoyant dos à dos les divers impérialismes, avec tout de même la remarque que celui de l'URSS était moins progressiste que celui du capitalisme ! Les choses se gâtaient. La note éditoriale rappelait fermement :

> « Nous soutenons la Yougoslavie, pays dans lequel les masses révolutionnaires ont réalisé un ensemble de conquêtes, renversant le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique qui menaçaient et menacent ses conquêtes. Nous les défendrons de même dans l'avenir, aussi longtemps qu'elles subsisteront, aussi longtemps que le régime prolétarien subsistera en Yougoslavie, contre tous leurs ennemis, y compris éventuellement contre la direction yougoslave si elle maintenait et accentuait son cours actuel. Nous avons […] soutenu cette direction yougoslave aussi longtemps qu'elle faisait des pas en avant dans la voie de la liquidation de son passé stalinien et esquissait la possibilité d'une réorientation conséquente marxiste-révolutionnaire. »

Elle concluait :

> « La IVe Internationale, qui ne base exclusivement son action que sur la tendance fondamentale révolutionnaire de notre époque, s'efforce de suivre les changements brusques inhérents à la situation dans laquelle elle lutte pour jeter chaque fois tout son poids afin que tel ou tel processus progressif particulier puisse se développer au maximum – naturellement dans les limites que permettent en définitive les possibilités objectives. »

Mais le paragraphe précédent avait pointé la cruelle vérité :

> « Actuellement des forces beaucoup plus importantes que notre intervention, ou celle du mouvement ouvrier révolutionnaire indépendant dans le monde, agissent en direction contraire et provoquent ce cours rétrograde de la révolution yougoslave. »

À ce stade, l'accord était total dans la majorité internationale. En revanche, personne ne semblait avoir prêté attention à l'éditorial du même numéro de la revue, titré « Paix, guerre et révolution », sans équivoque de la main de Pablo. Au terme d'une analyse du rapport des forces dans l'affrontement mondial entre l'impérialisme et les forces qui lui étaient opposées, il introduisait d'abord l'idée que ce « rapport [évoluait] actuellement au désavantage de l'impérialisme », pour aboutir à la « perspective […] de la Révolution-Guerre, de la révolution qui se prolonge en guerre, ou de la guerre qui se transforme en révolution ». Ces changements, continuait-il en une phrase soulignée, « sont en rapports directs avec l'acuité extrême à laquelle ont abouti les contradictions du régime capitaliste et avec l'écroulement sur une grande échelle de ce régime ». L'auteur insistait fortement sur ce qui était là pour lui la forme que prenait la « révolution permanente ». Et il poursuivait en un long paragraphe souligné :

> « Permanente, comme jamais elle ne l'a été. Permanente dans le sens que la lutte, commencée par les masses coloniales contre leurs classes dirigeantes et l'impérialisme, par le prolétariat contre le capitalisme, par l'impérialisme contre l'URSS, ne pourra plus s'arrêter. Elle s'approfondira et s'amplifiera en accélérant son rythme, embrassant des forces toujours nouvelles, rompant tous les équilibres, emportant dans son courant torrentiel les épaves de toutes les situations et de tous les régimes

vermoulus, jusqu'à la victoire finale du socialisme mondial.»

Sans souligner, il achevait :

«Le stalinisme sera, à son tour, malgré des succès passagers ici et là, décomposé durant cette période, la plus révolutionnaire que l'histoire ait connue.»

Par une brusque modération curieuse, le dernier paragraphe précisait :

«Ces perspectives ne résolvent pas tous les problèmes tactiques. Elles sont cependant nécessaires. Car l'avant-garde révolutionnaire, pour s'orienter et se tenir ferme, pour ne pas sombrer dans les lamentations petites-bourgeoises des prêcheurs de temps apocalyptiques survenant à la suite de la guerre selon les uns, à la suite de la domination mondiale stalinienne selon les autres, a besoin de s'élever à un certain niveau historique de compréhension théorique adéquate.»

Un tel langage prophétique était sans précédent dans le mouvement trotskiste. La dénonciation finale des prêcheurs d'apocalypses était précédée d'une véritable Apocalypse révolutionnaire, dont l'optimisme n'était modéré par aucune considération dialectique : ni le frein de la dissuasion atomique dans l'affrontement des blocs, ni les freins contre-révolutionnaires donnés par le stalinisme à la révolution coloniale, ni le freinage de la lutte de classes dans l'Europe occidentale du fait de la reprise économique, ni l'absence de direction révolutionnaire mondiale capable de coordonner des luttes hétérogènes. Aucun de ces éléments qui, pour le moins, allaient morceler les luttes révolutionnaires, les dévoyer dans un long blocage chaotique n'était pris en compte.

« Où allons-nous ? » et sa critique

Si ce texte passa quasiment inaperçu, il n'en allait pas être de même de celui qui parut dans le numéro suivant de la revue, datée de février-avril 1951, comme contribution à la discussion préparatoire au 3e congrès mondial, et titré « Où allons-nous ?[2] ». À défaut de cataclysme révolutionnaire, ce fut un cataclysme dans l'organisation. Il ne s'agissait plus de vision

prophétique à demi littéraire, mais d'un pronostic inéluctable : la troisième guerre mondiale était imminente, et ce serait une guerre-révolution. Mais ses conditions changeaient totalement par rapport à l'éditorial du trimestre précédent. Telle qu'elle se présentait, cette guerre serait celle des « blocs ». Mais, par ce fait même, ce serait la guerre de deux systèmes sociaux opposés :

«La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité sociale objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique.»

Il n'était plus question de distinguer prolétariat et bureaucratie. Les trotskistes se trouvaient de fait dans le « camp stalinien », et c'est au travers de la victoire finale inéluctable de celui-ci que les révolutionnaires auraient à trancher des problèmes de la révolution.

Ce révisionnisme brutal se couvrait, dès la première page du texte, en attaquant. Qui ? « Des camarades [?] ont écrit [qui ? où ?] qu'à la veille de la dernière guerre notre théorie, c'est-à-dire la façon dont notre pensée collective (la pensée de notre mouvement) avait embrassé la réalité de son temps, paraissait solide, sans fissures. Maintenant, disent ces camarades [?], tout semble se disloquer.» À ces camarades inconnus, jamais identifiés, qui auraient pleuré «à chaudes larmes sur l'harmonie soi-disant brisée de notre théorie », Pablo répondait :

«Quant à nous, qui n'avons jamais concédé à la théorie (à n'importe quelle théorie) une primauté sur la vie (une telle affirmation [*sic*] va essentiellement à l'encontre d'une compréhension véritable, non mystique, non schématique de ce qu'est le marxisme), nous donnons à ce phénomène [de quoi, de la théorie brisée ?] une tout autre explication.»

Personne, dans l'Internationale, ne pouvait douter d'être entrés dans une période nouvelle. Mais qu'est-ce qui la caractérisait ? Quels éléments nouveaux remettaient en question

certains éléments – et lesquels – de l'acquis marxiste, enrichi, précisé sur nombre de points par d'éminents théoriciens, et par Trotski en particulier ? D'une manière contournée, Pablo remettait en question le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, comme contradiction essentielle de « l'État ouvrier dégénéré », qui avait amené Trotski à la perspective de la chute de cette bureaucratie en cas de victoire comme en cas de défaite dans la guerre mondiale. Nous avons vu comme cette théorie faisait problème, non seulement du fait du renforcement apparent du système bureaucratique en URSS même, mais aussi face à des phénomènes de l'après-guerre, tels ceux de son assimilation progressive de l'Europe de l'Est, et de la victoire révolutionnaire de partis « staliniens », en Yougoslavie, puis en Chine. Mais où étaient ces « gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme dure encore et remporte même des victoires, [qui] rapetissent l'histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme s'accomplisse dans les délais de leur courte vie, afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la révolution » ? Ce n'étaient pourtant pas les adversaires que Pablo allait rencontrer en France, et qui s'étaient trouvés théoriquement armés pour comprendre non seulement l'erreur de perspective sur l'issue de la guerre, du fait des conditions inattendues de cette guerre, mais aussi les phénomènes nouveaux, tel que ceux de ruptures dans les bureaucraties, que Trotski avait lui-même prévues. N'était-ce pas ainsi que la direction internationale avait analysé le « schisme » yougoslave ? Cela pouvait-il se généraliser ? Il allait apparaître bientôt que Pablo, sans doute à partir de la déconvenue yougoslave, en doutait, sinon au-delà de son apocalyptique « guerre-révolution ». Et il le manifesta encore vigoureusement un an plus tard en protestant contre un article sur la « Nouvelle Démocratie de Mao Tsé-Toung », où l'auteur, Pierre Géraume (alias Michel Lequenne), se permettait de prévoir l'inéluctabilité de la rupture entre la Chine et l'URSS, alors que Pablo avait annoncé leur « codirection du mouvement stalinien international » dans la guerre à venir. En fait, le phénomène de ces nouveaux États

collectivistes à direction bureaucratique posait effectivement un autre problème théorique, mais lui aussi abordé par Trotski, et nulle part ailleurs que dans *La Révolution trahie,* à savoir l'inévitable phénomène de bureaucratisation, d'autant plus grand que la révolution avait lieu dans un pays où le prolétariat était faible et/ou peu avancé. Le phénomène nouveau que les révolutions de l'après deuxième guerre mondiale se passent exclusivement dans des pays sous-développés, sans écho révolutionnaire de la part du prolétariat des pays impérialistes, constituait bien un phénomène inattendu, et qui posait un problème théorique considérable, mais qui n'avait rien pour inciter à l'optimisme.

Tout au contraire Pablo, considérant cette situation de « rupture multiple de l'équilibre du régime capitaliste et dans le fait que cette situation va en s'aggravant », en tirait la déduction que : « C'est la progression des forces opposées à l'impérialisme qui rapproche la possibilité d'une réaction dernière et désespérée [*sic*] de guerre de la part de l'impérialisme. » Et :

> « C'est la réalité objective qui pousse à la première place ce complexe dialectique de la Révolution-Guerre, qui détruit implacablement les rêves "pacifistes" et qui ne laisse aucun répit au déploiement simultané [*sic*], gigantesque des forces de Révolution et de la Guerre, et à leur conflit à mort. »

La première déduction de ce pronostic ne pouvait être que celle-ci :

> « La discussion entre marxistes révolutionnaires ne peut s'engager par conséquent sur l'inévitabilité ou non de la guerre, aussi longtemps que le régime capitaliste reste debout, mais se limite à la question des délais, des conditions pour l'éclatement de la guerre, ainsi que sur la nature et les conséquences d'une telle guerre. »

La discussion ainsi bouclée avant de commencer, et le délai pour le déclenchement de la guerre évalué à deux ou trois ans, toute critique renvoyait par avance aux « rêves » et aux « rodomontades pacifistes », à « ceux qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du monde, soit qu'ils [le] prévoient à la suite d'une guerre atomique ou d'une expansion mondiale du

stalinisme. Mais ces cœurs sensibles n'ont aucune place parmi les cadres marxistes révolutionnaires de cette époque, la plus terrible de toutes où l'acuité de la lutte de classes est portée à son paroxysme ». C'était un net appel à l'expulsion de tous ceux qui contesteraient cette analyse et sa perspective. Pendant deux ans, les premiers ralliés à cette thèse, en tête desquels Michèle Mestre et son ombre portée Mathias Corvin, vont accabler la majorité française de ces accusations de « pacifisme », fustigeant « ces gens qui, en réalité, ont peur de la guerre » !

Mais l'optimisme apocalyptique avait un envers. Nous avons vu que le « camp » du prolétariat mondial serait sous direction stalinienne :

> « Une telle guerre prendrait dès le début, le caractère de *guerre civile internationale* [souligné par Pablo], particulièrement en Europe et en Asie qui passeraient rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires. »

Pablo précisait :

> « Ce schéma de développement de la révolution, qui est le schéma réel [*sic*] et qui a ses raisons d'être, implique un passage plus compliqué, plus sinueux, plus long du capitalisme au socialisme, qui emprunte des formes transitoires de la société et du pouvoir prolétariens. [...] Cette transformation occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre-temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme, nécessairement éloignée des formes "pures" et des normes. »

Une telle philosophie de l'histoire, qui sautait par-dessus l'alternative dialectique « socialisme ou barbarie » (tout juste rappelée comme possibilité de chute dans la barbarie, en trois lignes en bas d'un paragraphe), s'efforçait de dissimuler un révisionnisme profond.

> « La compréhension du stalinisme est impossible à la pensée vulgaire, mécanique ou simplement cartésienne. Nous voyons constamment l'échec de cette pensée dans

> les analyses, les conclusions, les perspectives de tous ceux qui, dans le camp capitaliste ou dans le mouvement ouvrier, s'efforcent d'expliquer le stalinisme et de le définir. »

Tout trotskiste pouvait accepter cette prémisse, mais :

> « Les répercussions d'une telle pensée se font sentir dans nos propres rangs. Devant des phénomènes tels que la formation et l'évolution du glacis soviétique en Europe, l'affaire yougoslave, les révolutions coloniales actuelles, le régime de Mao Tsé-Toung, la confusion et l'embarras ont gagné jusqu'à l'intérieur de notre propre mouvement. »

Et plus loin quelques cas étaient précisés : « Tel fut le cas de certains de nos mouvements pendant la guerre et lors de sa liquidation en Europe [qui ? En tout cas aucun des dirigeants des sections alors majoritaires de l'Internationale]. Tel fut surtout le cas de certaines tendances de notre mouvement en Chine et, en partie, en Indochine. » Belles fleurs empoisonnées sur les fosses communes des martyrs trotskistes d'Extrême-Orient !

Certes, on pouvait trouver dans ce texte tout et son contraire. Ainsi « la perte finale inévitable du stalinisme [qui] sera réalisée d'autant plus rapidement que le renversement du capitalisme et de l'impérialisme progresse et gagne une partie de plus en plus importante du monde ». Au bout de combien de siècles ? En tout cas au-delà du renversement de l'impérialisme ! On y trouvait aussi un hommage au 2e congrès de l'Internationale dont, pourtant, le manifeste « Contre Wall Street et le Kremlin » allait bientôt être dénoncé violemment comme « neutraliste » pour son parallélisme des « fronts ». Mais ne fallait-il pas à Pablo se couvrir, lui qui avait été la tête principale de ce congrès, au nom des changements de situations intervenus depuis !

Plus de trois mois avant sa publication, son texte avait suscité l'inquiétude de membres éminents de la direction de l'Internationale qui en avaient connu les prodromes, puis eu la primeur. Le principal n'était autre qu'Ernest Mandel qui écrivit dix thèses sur le stalinisme pour tenter de corriger la ligne

d'« Où allons-nous ? » sans la dénoncer ouvertement. Deux autres, les membres français du secrétariat international, Pierre Frank et Privas (Jacques Grinblat), prirent l'initiative en janvier de réunir les membres parisiens du comité central, à l'exception de Michèle Mestre et de Corvin, et leur firent part de la très vive inquiétude que leur avait causé la lecture de cet « Où allons-nous ? » encore inédit. Pourquoi exclure Mestre et Corvin de cette réunion, ce qui lui donnait un caractère fractionnel ? C'est que, depuis des mois déjà, ces deux membres de la direction menaient une petite guerre contre le reste de la direction française sur la proximité d'une troisième guerre mondiale, l'accusant de « neutralisme » sous le prétexte qu'elle n'acceptait pas toutes les implications qu'ils tiraient eux-mêmes du caractère de classe du futur conflit mondial, en particulier la conséquence que la défense de l'URSS en devenait la ligne stratégique, ce qui, pratiquement, conduisait Michèle Mestre, qui avait alors la direction de *La Vérité,* à l'adoption de la plupart des mots d'ordre de politique internationale du PCF. En fait, le couple avait été l'objet d'un véritable lavage de leurs cerveaux peu solides de la part de Pablo, et était gagné complètement à ses analyses et perspectives. C'en était l'application politique qu'ils mettaient en œuvre avant tout débat. Ce qui allait apparaître dans « Où allons-nous ? » sous une forme alambiquée se manifestait d'abord par un tournant brutal du journal, tandis que, dans les couloirs, le refus de telles positions était expliqué par la « peur petite-bourgeoise de la guerre ».

En même temps qu'ils alertaient le comité central, Frank et Privas tentaient de limiter l'effet de choc de leur révélation, et tentaient de rassurer les autres membres en annonçant les dix thèses de Mandel qui devaient, disaient-ils, remettre les choses au point. Malheureusement, pour excellente que fût l'analyse de celles-ci, développant l'acquis du congrès mondial avec les corrections nécessaires, en particulier sur l'assimilation structurelle de son glacis par l'URSS, ces thèses, intitulées « Que faut-il modifier et que faut-il maintenir dans les thèses du 2e Congrès mondial sur la question du stalinisme ?[3] », présentées comme amendements et non comme

contre-texte, acceptaient la prémisse de la proximité d'une troisième guerre mondiale. Certes cette prémisse, admise également par Frank et Privas, n'impliquait pas la seconde, à savoir la ligne stratégique de la « défense de l'URSS ». La huitième thèse montrait au contraire comment cette défense contre l'impérialisme était subordonnée à celle de la défense des masses et de leurs actions révolutionnaires. Toutefois, la perspective d'une guerre mondiale prochaine impliquait que ce serait l'URSS qui la mènerait contre le bloc impérialiste, et les thèses de Mandel renvoyaient la fin révolutionnaire des belligérants au terme du conflit (en somme le schéma non réalisé de la fin de la deuxième guerre mondiale). Ce syllogisme allait conduire les premiers adversaires de Pablo à capituler devant lui.

Dès novembre 1950, Bleibtreu avait perçu, avec sa finesse analytique particulière, des ambiguïtés dans les thèses du 9e plénum du comité exécutif international et, par l'intermédiaire du membre hollandais de cet organisme, avait réussi à y faire intégrer des amendements. Malgré ceux-ci, il trouvait encore ce document « confus et contradictoire », et il le fit rejeter par le comité central français. Seuls, déjà, Mestre et Corvin avaient voté contre les amendements. En janvier, le comité central prévenu y vota des annexes, signées de Bleibtreu, Frank et Privas, et dont le premier était probablement l'auteur. Celles-ci, dont l'axe était la lutte contre la guerre, rappelaient qu'aucun ouvrier ne pouvait la souhaiter. C'était s'opposer radicalement au bellicisme du dernier cours stalinien, et répondre également à l'optimisme guerrier de Mestre et Corvin, et, par-là même, aux ambiguïtés sur ce sujet des thèses du 9e plénum et encore plus au « Où allons-nous ? » pas encore publié.

La surprise, à cette réunion du comité central, ce fut que le membre du secrétariat international qui y assistait, représentant alors du SWP des États-Unis, tout nouveau venu, Livingstone (George Clarke), soutint la position Mestre-Corvin, et attaqua personnellement Frank et Privas, avec une violence qui étonna tous les présents. Pendant un an et demi, il allait se comporter de la même façon, avec une brutale et insultante désinvolture, qui lui valut le surnom de « cow boy » de

la part d'un comité central composé en majorité de membres ouvriers, dont beaucoup étaient des militants de la période de guerre, qui n'avaient pas été habitués à un tel traitement par qui que ce soit, et surtout pas par ses prédécesseurs, Sherry Mangan, Joe Hansen et Sam Gordon, qui pouvaient traiter les jeunes en grands frères, mais jamais avec arrogance. Cette session du comité central enleva la direction du journal à Michèle Mestre et la transmit à Privas.

En mars parurent les « Dix thèses » d'Ernest Mandel. Mais le PCI n'était pas au bout des coups de théâtre de la direction. Loin de calmer le jeu, une lettre du secrétariat international se faisait accusatrice de la direction française. Et si Frank avait refusé de signer cette lettre, Privas l'avait signée, expliquant que la révision contre laquelle il avait sonné l'alarme n'existait pas, mais se réduisait à des fautes de formulations. En un second temps, Frank s'inclina à son tour, et fit l'autocritique de son vote des annexes du comité central, dont il était signataire, et qui, en janvier, ne visaient explicitement, il est vrai, que les positions du duo Mestre-Corvin. Mais personne n'ignorait que Mestre et Corvin étaient téléguidés par Pablo. Les autres membres de la majorité du comité central avaient le droit de se demander si on les prenait pour des idiots. Ce retournement allait introduire une faille dans ce qui était jusque-là la quasi-unanimité de la section française. L'atmosphère des débats en devint détestable. Que se passait-il au sommet de l'Internationale ?

Dysfonctionnement de l'Internationale

Il allait apparaître que son fonctionnement, formellement parfaitement démocratique, était faussé par le mode de représentation des régions et sections. Centralisée depuis 1948 comme « parti mondial de la révolution socialiste », l'Internationale n'avait ni les forces numériques ni les moyens politiques de ses statuts. Les sections, dans leur grande majorité, minuscules, participaient peu aux discussions générales, étant le plus souvent entièrement polarisées par leurs problèmes nationaux de construction et de lutte contre des adversaires de classe qu'elles affrontaient pour la plupart dans des conditions variant d'un pays à un autre, et quasi toutes dans une

difficile illégalité. La seule organisation ancienne et disposant d'un assez grand nombre de cadres expérimentés était le SWP des États-Unis. Sa direction ne manqua pas elle-même d'être alertée par les ambiguïtés des thèses du 9e plénum, puis par les innovations théoriques de « Où allons-nous ? » Elle y réagit à la manière diplomatique des « Dix thèses » de Mandel, par une « Contribution à la discussion sur la perspective internationale » qui s'efforçait de redresser la barre vers une analyse plus traditionnelle. Malheureusement, la défense de ce texte fut confiée à son représentant au secrétariat international, ce Livingtone, devenu plus « pabliste » que Pablo, et qui enterra la contribution de son parti sans autre forme de procès. Le SWP, d'ailleurs, était retenu à ce moment par une bataille sur un front opposé, avec une minorité, dirigée par Johnson et Forest, deux dirigeants venus du WP de Shatchtman, et restés comme ce dernier sur la théorie de l'URSS comme régime capitaliste d'État. La dénonciation des thèses de Pablo par cette tendance était en même temps une reprise de la lutte contre la notion d'État ouvrier dégénéré, et donc une relance de la polémique de 1940. La lutte avec cette tendance, qui se termina par sa rupture à la fin de 1951, polarisa entièrement la direction du SWP. De plus, le régime très centralisé de ce parti inclinait ses dirigeants à soutenir la plus stricte centralisation des autres sections sous la direction internationale. Enfin, les crises anciennes et récentes de la section française lui avaient donné la réputation simpliste d'être indisciplinable.

Le secrétariat international siégeait en France. Ce pays n'avait pas alors la section la plus importante de l'Internationale, mais elle était la plus importante de celles de l'Europe, encore en reconstruction politique, et la France occupait une position centrale, tant du fait de l'histoire de son mouvement ouvrier et révolutionnaire et de sa place dans l'histoire du trotskisme, que de sa situation géopolitique, en quelque sorte point central des questions politiques nées de la deuxième guerre mondiale. Cette localisation faisait que trois membres sur sept qui assuraient la continuité physique du secrétariat international étaient, l'un Français, Pierre Frank, le deuxième

Pablo, exilé en France (et à un moment où n'existait plus sa section grecque d'origine), enfin Ernest Mandel (Germain) qui, Belge, se trouvait dans la proximité la plus immédiate. Les autres membres « tournaient », soit que leur section d'origine ait été trop faible en cadres pour se passer longtemps de celui qu'elle détachait, soit, comme le SWP, que ce fût par une conception même de la direction de l'Internationale. Mais, de ce fait, l'autorité des membres permanents devenait considérable. Selon le mot célèbre, ils étaient « plus égaux que les autres ». Et c'était particulièrement le cas pour Pablo qui, seul, n'avait pas à se partager entre le secrétariat international et une section. Et plus encore par le fait qu'aucun de ces membres permanents n'était rétribué. Frank recevait peut-être de maigres indemnités, mais vécut toujours quasi en ermite entre traductions de brevets scientifiques et partage du traitement de sa femme, elle-même militante. Mandel professait, écrivait des livres, et pouvait sans doute compter sur une famille riche, bien qu'il en fût l'enfant prodigue. Pablo, lui, avait d'importants revenus personnels. Si les deux autres étaient en contact avec la vie réelle, via la participation à l'activité de leur section, pour Pablo l'avantage de situation se changeait en son contraire par son isolement social. Mais, politiquement, il dominait à la fois Frank et Mandel par leurs côtés faibles. Mandel était un esprit brillant et fin, un travailleur infatigable et minutieux, mais à sa jeunesse qui le faisait se sentir disciple à l'égard de Pablo, il joignait une fragilité de caractère, bien cachée par sa fermeté inébranlable face à l'adversaire de classe. Quant à Frank, son prestige de grand aîné était fragilisé par le fait d'avoir été dans sa jeunesse le lieutenant de Molinier, et sa fidélité scrupuleuse à l'enseignement de Trotski ainsi que son esprit de parti se traduisait par une pesanteur, lente à s'adapter au nouveau. Tout cela faisait que Pablo trônait, non seulement au sommet de l'Internationale, mais au-dessus d'elle, dans une sorte d'espace politique abstrait. Dans cette lutte politique où l'argument des « pressions subies » était largement utilisé contre la majorité française, « Où allons-nous ? » apparaît bien comme un chef-d'œuvre d'impressionnisme, reflet théorisé d'analyses présentes, voire dominantes,

dans la gauche intellectuelle du moment. À sa position quelque peu souveraine, et vécue comme telle à une certaine distance de la vie de la section française, Pablo ajoutait l'aura de son rôle d'unificateur du trotskisme en Europe, de leader de la lutte contre les déviations gauchistes et droitières, et finalement de l'homme de la juste politique à l'égard de la Yougoslavie. Sans culte de la personnalité, il apparaissait tout de même, non seulement à beaucoup de militants, mais à nombre de dirigeants de petites sections éloignées, voire de cadres nouveaux, comme « celui qui ne s'était jamais trompé ». À cela il ajoutait encore une grande habileté tacticienne. Il allait en jouer avec maîtrise devant l'opposition française.

« Où va Pablo ? »

Bleibtreu n'était pas homme à se laisser entraîner dans un piège de formules confuses. Dans son « Où va Pablo ?[4] », écrit en mars, mais publié seulement en juin, il remettait les pendules à l'heure sans ménagements. Ce texte, peut-être le meilleur qu'il ait écrit, est remarquable par sa méthode, la rigueur de sa pensée théorique. Il récusait d'emblée la pratique des ambiguïtés diplomatiques entre marxistes révolutionnaires. La notion du « monde stalinien » et les conséquences qu'en tirait Pablo ne pouvaient être considérées comme des maladresses stylistiques, surtout de la part de celui qui avait mené la lutte contre des idées fort proches, développées cinq ans plus tôt par David Rousset. Cette notion relevait bien d'un « campisme », subordonnant la lutte de classe à des directions qui la déviaient, et cela pour un avenir indéterminé. De même, la confusion introduite entre bureaucratie soviétique stalinienne et toute espèce de bureaucratie pouvant apparaître ne pouvait être une étourderie de la part d'un dirigeant comme Pablo. Enfin, l'idée de la codirection soviéto-chinoise supposait une unité « idéologique », et donc une identité de nature entre toutes les bureaucraties, qui aboutissait à donner un avenir à cette bureaucratie « stalinienne », et par suite une fonction historique, dont on ne voyait plus ce qui la différenciait d'une nouvelle classe dominante socialement nécessaire. À cette révision de l'analyse et de la perspective de ce qui avait fondé la 4e Internationale, Bleibtreu opposait l'analyse qu'il

avait développée dès l'« affaire yougoslave », puis la révolution chinoise – et qu'il allait étendre au Parti communiste vietnamien – de partis spécifiques, dont les dirigeants, formés dans la période révolutionnaire de l'Internationale communiste, d'abord courbés par nécessité vitale ou opportunisme sous le joug de la bureaucratie stalinienne, s'en étaient émancipés dans le cours même de leurs révolutions, qu'ils n'auraient pu mener au bout sans cette rupture. Par ailleurs Bleibtreu posait les problèmes de rapports de forces en termes politiques et non numériques et techniques comme le faisait Pablo. Pourtant, il ne précisa pas une déviation « mécaniste » de Pablo sur cette question, qui expliquait l'évolution des directions par la pression des masses – en Chine comme en Yougoslavie –, pression qui n'était pour le moins pas initiale, et non par la dialectique directions/masses. Il concluait toutefois avec un accord sur l'idée « optimiste » de l'évolution favorable du rapport de forces entre les classes, mais en fixant comme tâche essentielle la lutte contre la guerre. Là encore, globaliser les rapports de forces mondiales, alors que les prolétaires des pays avancés étaient tous sur la défensive, et que les révolutions coloniales ne dépassaient le niveau nationaliste qu'en fonction de certaines de leurs directions, c'était, sinon du « mécanicisme », du moins une simplification optimiste, que beaucoup acceptaient pour ne pas tomber sous l'accusation de « défaitisme ».

Contre la cohérence des concepts de Pablo, celle de Bleibtreu était entière. Mais elle laissait ouvertes deux failles : l'acceptation de la perspective de guerre mondiale prochaine, et son accompagnement de la vue optimiste de l'évolution de la conscience prolétarienne, vue qui allait être cruellement démentie par tous les événements de la décennie. Dans ces failles allait passer tout ce qui contribuera à la défaite internationale de la majorité française.

La perspective de guerre mondiale n'avait pourtant rien de fatal. Elle fut relativisée dans les thèses de la majorité, dont la rédaction suivit le « Où va Pablo ? ». Michel Lequenne, coauteur de ces thèses, dans un texte polémique contre Pierre Frank paru en juillet 1951, écrivait :

> « D'autres guerres de Corée sont possibles (en Iran peut-être, ou en Espagne) guerres civiles qui ne se transformeraient pas fatalement en troisième guerre mondiale. »

On sait que cette perspective était la bonne, quoi que ces guerres n'eurent pas lieu dans les deux pays cités, alors en pleine agitation révolutionnaire – l'Iran, où Mossadegh nationalisait le pétrole et chassait les impérialistes anglais, et l'Espagne plongée dans un immense mouvement gréviste sur des mots d'ordre révolutionnaires –, mais dans la reprise à un niveau plus élevé de la guerre du Vietnam, et le début de la « révolution arabe » qui commença en Égypte l'année suivante. Ces révolutions de l'Orient musulman, partenaires oubliés de la discussion de 1951-1952, ne se plaçaient dans aucun des deux « camps » de l'analyse pabliste. La guerre du Vietnam, elle, et après elle la révolution algérienne, allaient confirmer ce qu'on pouvait lire dans le texte de Lequenne, à savoir que :

> « L'exemple coréen montre aussi que, malgré le danger qui grandit autour de lui, le stalinisme garde son attitude de contre-révolutionnaire fondamentale et n'accorde de soutien aux révolutions que dans la mesure précise où elles fatiguent l'impérialisme sans le vaincre tout en s'épuisant elles-mêmes. »

Les impérialistes n'avaient pu manquer d'observer la limite étroite de l'aide en armement de l'URSS à la Corée : pas un avion en face de l'armada aérienne américaine, et c'est à pied, marchant en masse sans aviation pour les couvrir que les Chinois étaient allés s'offrir au napalm américain. Il allait en être de même au Vietnam. Ainsi, si tous les « dominos » de la révolution coloniale furent effectivement autant de défaites de l'impérialisme, ce fut bien ce rôle contre-révolutionnaire du stalinisme qui lui permit de tenir bon devant ces pertes et de se rétablir.

Malgré les « points » accordés par Bleibtreu à Pablo, son texte mit ce dernier en position délicate. Habilement, et laissant à ses « hussards » (Mestre-Corvin et Livingtone), le soin des attaques violentes et insultantes contre la majorité française, Pablo opéra un repli tactique avec son texte « Sur la

nature et le caractère de la période de transition du capitalisme au socialisme[5] », ramenant les siècles de transition à la banalité des étapes nécessaires pour arriver à une société sans classes, et la fin du stalinisme à une période beaucoup plus courte, mais, toutefois, toujours liée à la destruction parallèle du capitalisme et de l'impérialisme, c'est-à-dire implicitement… au terme de la « révolution-guerre ».

Préparation du 3e congrès mondial

La préparation du 3e congrès mondial, en France, fut dramatique. Depuis la réunion extraordinaire du comité central d'avril, où la minorité Mestre-Corvin était maintenant augmentée, non seulement de Frank et Privas, mais aussi de Simonne Minguet et de Calvès (ce dernier ne voyant rien de mal dans les thèses du 9e plénum mais n'acceptant pas « Où allons-nous ? »), le bureau politique avait changé de composition : Frank et Privas représentant maintenant la minorité, Michèle Mestre et Corvin étaient remplacés par les majoritaires Michel Lequenne (Maurin) et Daniel Renard (Garnier).

Le congrès mondial fut précédé par le 7e du PCI, en juillet 1951, où les thèses de la majorité, opposées à celles du 9e plénum, recueillirent les deux tiers des voix. Les « Dix thèses » de Mandel furent également votées, mais coupées d'un préambule écrit après coup par leur auteur afin d'en effacer le caractère polémique contre le « Où allons-nous ? ». Un peu plus d'un tiers des voix allant à la minorité, c'était une perte par rapport au début de l'année. Comment l'expliquer ? D'abord, bien évidemment par le renversement de position de Frank et de Privas. Ils avaient une autorité sur toute une partie de l'organisation, surtout du côté des militants de l'ancien CCI. Et puis les explications des tournants et des « rectifications » embrouillaient la discussion. Enfin, ce qui tendait à y prendre la première place, c'était les conclusions quant à la voie de construction du parti.

C'était là un problème sensible pour tous les militants. Depuis la scission de la fin de 1947, qui lui avait fait perdre près de la moitié de ses membres, le PCI, plus homogène et de composition plus prolétarienne que par le passé, avait connu un certain nombre de succès, tant par son inscription dans les

luttes ouvrières que dans le mouvement de soutien à la révolution yougoslave. En dépit de cela, l'organisation demeurait ce qu'on y appelait une « passoire », du fait que les gains militants constants étaient vite neutralisés par des départs dus à la fatigue de l'activisme « bolchevik », ou à la démoralisation de ne pas percer, dans cette période de Guerre froide, bloqués qu'étaient les trotskistes, d'un côté par l'anticommunisme de la social-démocratie, de FO et du centrisme des intellectuels qui viraient leur cuti pro-stalinienne, de l'autre par le durcissement sectaire du PCF, étendu à la CGT dont les militants du PCI étaient exclus les uns après les autres. Dans une telle situation, les problèmes de construction de la section indépendante se posaient en permanence et remplissaient des bulletins intérieurs, en termes plus souvent tactiques, voire organisationnels, que stratégiques.

Un certain nombre de militants exclus de la CGT s'étaient repliés à FO et commençaient à y rassembler une tendance de gauche. Ces militants et ceux de la FEN, qui luttaient sur le mot d'ordre d'unité syndicale, avaient depuis la fin de 1950, un organe, *L'Unité*, codirigé par Lambert, l'un des deux dirigeants de la commission ouvrière du PCI, et par un syndicaliste de FO, violemment anticommuniste, du nom de Michel Morin. Quelle efficacité pouvait avoir un tel organe ? Même si les membres de FO qui y participaient appartenaient en principe à la gauche d'une centrale hostile à la réunification, l'importance de la place qu'ils occupaient dans la rédaction et les ambiguïtés de leurs articles déséquilibraient la publication vers la droite, et la rendaient ainsi fort peu susceptible d'influencer des adhérents de la CGT, et à plus forte raison d'y susciter un courant unitaire. Une telle faiblesse n'avait pas échappé à Pablo, et encore plus celle de la dépendance que l'aide yougoslave pouvait entraîner pour la rédaction. C'était là le type de voie militante que Pablo voulait éliminer comme allant à l'inverse de sa perspective.

Pourtant, si Michèle Mestre dénonçait violemment *L'Unité*, Pablo n'engagea pas immédiatement le fer avec Lambert sur ce thème. C'est que celui-ci était resté neutre dans le débat. Il s'était abstenu en avril sur les thèses du 9e plénum. Il est

vrai que cet empirique, dont les eaux manœuvrières du syndicalisme étaient l'élément favori, n'était jamais apparu en pointe dans les débats théoriques. Mais il y avait plus, dans ce cas. Pour sauver le bastion de son journal, il tenta une médiation secrète avec Pablo. Que lui proposa-t-il ? On ne l'a jamais su exactement : sans doute son ralliement contre la survie du journal, avec promesse de le reprendre solidement en main. Mais, avec Pablo, il avait affaire à un homme qui ne transigeait pas sur ce qu'il jugeait essentiel, doublé d'un politique machiavélien. Celui-ci prit le temps de réfléchir au problème, le fit traîner en longueur, puis… dénonça l'homme et son marché en pleine assemblée générale. C'est ainsi que Lambert entra dans la majorité française… pour le malheur de celle-ci.

En tout état de cause, *L'Unité* n'offrait nulle voie réelle de construction du Parti. Au contraire du 9e plénum et de « Où allons-nous ? » la discussion glissait vers leurs conséquences en termes d'orientation organisationnelle, et était apparue l'idée d'« être plus près des ouvriers communistes » et, de fil en aiguille, celle de la nécessité d'un entrisme massif, bientôt baptisé « *sui generis* ». Que cachait cette formule latine ? Bien entendu, qu'un tel entrisme ne pourrait être que clandestin, et non « à drapeau déployé », comme avant la deuxième guerre mondiale dans les organisations social-démocrates. Mais avec quelle visée stratégique ? C'est là que la perspective générale revenait en force : « accompagner les ouvriers communistes » dans la poussée à gauche que provoquait déjà la préparation de la guerre (?), puis dans la radicalisation qu'entraînerait cette guerre de classe mondiale. Double supposition, donnée comme des conséquences d'évidence, et auquel le texte de Michel Lequenne répondait en rappelant que toutes les guerres mondiales avaient été des défaites pour le prolétariat et toutes le commencement des démoralisations. Et Bleibtreu avait souligné que s'il était vrai que le rapport de forces était actuellement en faveur du prolétariat, il fallait d'abord l'utiliser pour mener la lutte contre la préparation de la guerre.

Poussés dans leurs retranchements, les « pablistes » reconnaissaient que le *sui generis* impliquait bien qu'il ne s'agissait pas d'un travail de pression interne, s'efforçant de pousser

des staliniens le plus à gauche possible vers nos positions, aux fins d'en « détacher des pans », sinon vers notre courant, du moins d'une opposition, mais d'un enfouissement de longue durée, conditionné par la guerre prochaine. Ce n'était donc pas une « voix extrême [définissant] l'entrisme », mais la simple mise au clair du non-dit que ce passage du texte de Lequenne que cite Prager :

> « Les conclusions auxquelles Pablo a gagné plusieurs dirigeants doivent conduire au minimum à un tournant de nos organisations (d'Europe et d'Asie au moins) d'un travail de masse vers le rôle de groupes menant au sein des partis staliniens un travail limité au soutien critique. Cette ligne, qui condamne en fait le trotskysme, ne peut que difficilement se défendre ouvertement[6]. »

Et ce n'était même pas encore le fond de la boîte de Pandore du *sui generis*.

Réduits à ne plus considérer que cette extrémité du débat, sans égards pour ses préalables, un certain nombre de militants, partant du constat que nous étions bloqués entre les deux fronts politiques, estimèrent qu'un entrisme pouvait s'envisager, d'autant qu'un certain nombre de militants l'avaient pratiqué, et clandestinement, avant la fin et tout de suite après la deuxième guerre mondiale. La direction de la tendance majoritaire chargea Robert Berné (Garrive) d'écrire une annexe aux thèses qui en définissait les conditions, ce qu'il fit. Il s'agissait d'opposer à l'entrisme généralisé que supposait le *sui generis*, un entrisme clandestin classique, « travail de fraction » selon les termes traditionnels. N'était-ce pas là un début d'accord possible, sur la base d'un « entrisme progressif » dans le PCF, limité bien entendu aux militants non connus comme trotskistes, et accompagné d'une rectification du travail syndical dans la CGT ? Ce fut en tout cas cette conception que la majorité française avança pour parvenir à un dépassement du conflit, rendu impossible par la tension atteinte au sein de la section entre majorité et minorité, et préparer un compromis lors du 3e congrès, où la majorité française espérait voir les représentants des sections prendre conscience des véritables enjeux.

Le 3e congrès mondial

Dans de telles conditions où, devant le congrès mondial, la lutte devenait délicate contre une majorité française représentée par Bleibtreu et Gibelin, deux dirigeants exempts de toute erreur droitière ou gauchiste, avec deux jeunes suppléants aussi nets, Daniel Renard et Robert Berné (tandis que la représentante de la minorité était Michèle Mestre), Pablo manœuvra. Il adoucit à tel point sa position sur l'entrisme que la commission qui se réunit pour la France put se conclure sur une position unanime, et que les « Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IVe Internationale », document clé du congrès, précisaient dans la thèse 23 :

> « Dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit encore les PC, nos organisations, *nécessairement indépendantes* [nous soulignons], doivent s'orienter vers un travail plus systématique en direction de la base de ces partis et des masses qu'ils influencent[7]. »

Et dans la « Résolution sur la situation internationale et les tâches de la IVe Internationale », surtitrée « La lutte contre la guerre impérialiste et pour la victoire de la révolution socialiste mondiale », on peut lire :

> « En France, notre organisation indépendante donnera une attention particulière à notre propagande et à notre action parmi les ouvriers influencés par le PC[8]. »

Loin de l'entrisme généralisé, c'était bien la « ligne Bleibtreu » ! Victoire illusoire cependant, alors que Pablo allait se faire donner un chèque en blanc avec la « résolution sur le PCI français » où l'on peut lire :

> « La commission demande au congrès mondial d'approuver la ligne générale de la résolution préparée par le [secrétariat international] pour servir de base à l'élaboration d'un texte définissant l'orientation du travail du Parti français en conformité avec les décisions du congrès mondial. Ce texte sera élaboré par le [secrétariat international] et le [bureau politique] dans son ensemble. Le congrès mondial fait confiance à la direction actuelle pour appliquer la ligne du congrès, avec loyauté et efficacité, et en assurant une association adéquate des membres de la minorité. S'il s'avère que la direction française ne répond pas à cet espoir, le [comité exécutif international] et le [secrétariat international] seront chargés de prendre toutes mesures organisationnelles pour redresser la situation dans le PCI[9]. »

Le piège était tendu, puisque l'interprétation dépendait d'une majorité d'adversaires de la direction française, le SI plus les minoritaires, dont la déclaration au congrès annonçait les intentions[10], et qu'elle serait cyniquement le contraire de celle des textes cités ci-dessus.

Par ailleurs, Mandel avait interdit que ses « Dix thèses » soient votées, et les thèses françaises étaient repoussées par 39 voix contre 3 (délégués majoritaires français et délégué minoritaire du groupe vietnamien de France). Inversement, la thèse de politique générale du SI était adoptée par 39 voix contre 3. Il y eut une seule abstention, celle du délégué suisse qui avait manifesté sa défiance tout au long des débats.

Ajoutons que le rapport sur la Yougoslavie avait été confié à George Clarke (Livingstone). Il y justifiait globalement la politique passée de la direction internationale, mais avec des attaques contre des adversaires intérieurs anonymes – qui ne pouvaient pourtant atteindre la majorité française que pour ceux qui auraient ignoré ses positions et actions –, et il y avançait des énormités telles que l'identification, « quoique sous une forme différente », de la révolution yougoslave à l'assimilation du glacis par l'URSS, ou que cette thèse inédite :

> « Ce fut le tournant à gauche du Kremlin dans le glacis, la rupture définitive avec la bourgeoisie indigène qui commença avec les événements de Prague en février 1948 – sous la menace du plan Marshall d'une invasion économique par l'impérialisme – qui força le Kremlin à rompre avec Tito. »

Subrepticement, ce texte ne se limitait pas à la suspension de notre soutien critique à la Yougoslavie mais, au nom d'une crainte « d'un alignement de la Yougoslavie avec l'impérialisme dans une guerre contre l'URSS », préparait un retournement à 180° en faveur de l'URSS et, pour l'aider, révisait l'analyse de la révolution yougoslave, qui devenait « essen-

tiellement social-patriote [...] guerre de la "démocratie" contre le "fascisme", dont les "racines idéologiques" » expliquaient « leur politique de trahison et de capitulation devant l'impérialisme mondial aujourd'hui[11] ». Que personne ne se soit soucié de rectifier le pathos et le double langage d'une telle élaboration laisse pantois.

Ce résultat ambigu du 3e congrès mondial, dont toutes les analyses furent infirmées dans les plus brefs délais, frappe par la myopie théorique du gros des cadres de l'Internationale, parmi lesquels ceux qui, avec les Suisses, premiers troublés, découvriront le pablisme moins de deux ans plus tard. La cause principale du peu d'intérêt accordé à la divergence sur l'analyse et la perspective tint d'abord à la confusion sur le mélange des thèmes et à la minimisation de ces divergences par les membres du secrétariat international. Mais elle tint aussi à l'inversion de la source de l'inquiétude théorique, passée de celle qu'avait éveillée « Où allons-nous ? » à celle qu'aurait ressentie la direction internationale à l'égard d'une possible dérive de la direction française. Par ailleurs, la plupart des délégués à ce 3e congrès venaient maintenant pour trouver des solutions à leurs problèmes régionaux, voire pour faire trancher leurs différends entre groupes de même pays, et étaient ainsi nombreux en tant que « demandeurs »... auprès d'une autorité maintenant établie. Nombre de dirigeants de petites sections étaient soit jeunes, soit nouveaux venus, et respectueux des « grands aînés » (tel était le cas en particulier des délégués d'Amérique latine). De plus, beaucoup comprenaient mal les problèmes en jeu, et en particulier ceux d'un pays européen où le prolétariat était courbé sous l'hégémonie d'un parti stalinien (car contrairement au schéma du « monde stalinien » de Pablo, rares étaient les pays où un PC était à la fois hégémonique et en position de contrôler les masses travailleuses). Inversement, enfin, un parti comme le SWP, échaudé par ses crises anciennes et récentes, avait à ce moment le souci majeur du maintien de l'unité à tout prix.

Vers la scission

Ce congrès des dupes achevé, la réunion du comité central du PCI qui suivit, les 29 et 30 septembre, ne vit pas immédiatement la reprise du conflit, la majorité comptant bien ne pas aller plus loin que la ligne explicite du congrès. Toutefois le CC refusa la demande du SI de formation d'une direction paritaire, ce qui était sans précédent dans les organisations trotskistes, ne serait-ce que parce que cela mène inévitablement à la paralysie d'une direction. Au contraire, la direction du journal fut enlevée à Grinblat et passa à Bleibtreu et Lequenne. On accorda aux minoritaires que les articles en direction du Parti communiste seraient écrits par Privas (Grinblat) ou Michèle Mestre. En revanche, les pages « ouvrières » (luttes et syndicats) furent traitées par Daniel Righetti, Lucien Fontanel et Stéphane Just, accessoirement par Lambert, soit tous des majoritaires.

Dès le 6 décembre, par un texte titré « Pour la réorientation de notre travail syndical en France », Pablo engagea une première offensive, à partir du terrain le plus faible pour la majorité, celui du travail syndical et du journal *L'Unité*. Cette « réorientation » était si radicale qu'elle dressa toute la majorité d'un seul bloc. Il ne s'agissait plus en effet de rompre seulement certaines alliances (essentiellement dans FO ; celles que, plus tard, Lambert devait au contraire cultiver), mais de ne plus « agir comme tendance distincte, attirant par l'exemple indépendant et regroupant dans l'immédiat autour d'un pôle les ouvriers staliniens, mais de profiter du courant unitaire propulsé par la direction stalinienne elle-même, afin de s'intégrer dans la masse des ouvriers staliniens organisés. Une telle intégration sera à la fois une intégration de nos militants dans les syndicats et dans la masse des ouvriers staliniens, c'est-à-dire qu'elle réalisera à la fois notre but politique général, ici en France, quelle nous permettra de nous intégrer dans le réel mouvement syndical en France – et ceci de la base au sommet ». Texte ahurissant ! Le « courant unitaire propulsé par la direction stalinienne elle-même » était une pure vue de l'esprit. Il participait de l'idéalisation du cours ultra-gauche propulsé par le Kremlin, semblable à ceux de la « troisième période » des années vingt et des années trente en Allemagne, et qui, dans le glacis, présidait aux procès contre l'authentique gauche du Kominform. Ce dernier « tournant à gauche » de

Staline, non seulement n'était en rien « unitaire », mais au contraire était comme les précédents d'un sectarisme absolu. Supposer que les militants ouvriers trotskistes, quasi tous connus comme tels, pouvaient s'intégrer dans une CGT dont beaucoup, sinon la plupart avaient été exclus, et en plus envisager cette « intégration "de la base au sommet" » (?!), c'était, ou une ignorance impossible de la situation sur le terrain, ou cela cachait quelques chose… qui s'éclairait déjà dans ce texte par l'exigence que nos militants ouvriers cessent de vendre publiquement notre presse et d'apparaître comme trotskistes.

Aux séances des 19 et 20 janvier 1952, Pablo fut présent et posa un ultimatum en termes nets : ou la majorité s'inclinait devant les exigences du secrétariat international, ou nous allions vers la scission. Il ne servit à rien que les plus modérés, Gibelin et Righetti entre autres, tentent de trouver encore une fois un compromis, que Bleibtreu et Lequenne réaffirment la volonté majoritaire de mener un travail progressif à l'intérieur du PCF, c'était une soumission totale et la remise de la direction à la minorité que Pablo exigeait. Se heurtant à la fermeté du bloc majoritaire, il procéda alors à une étonnante mesure, non seulement anti-statutaire, mais décidée hors réunion plénière du SI : la suspension de tous les membres majoritaires de la direction française.

En dépit du climat dramatique créé par une telle décision, que les sanctionnés ne pouvaient regarder que comme bureaucratique et que refuser, la volonté majoritaire de rester dans l'Internationale et la confiance en un sursaut de celle-ci furent telles qu'ils acceptèrent en février, au cours d'une réunion extraordinaire du comité exécutif international, en échange de la levée de la suspension, un bureau politique numériquement paritaire, composé de quatre majoritaires : Bleibtreu, Lambert, Renard, Berné, et de trois minoritaires : Frank, Privas et Mestre, plus Mandel, délégué par le secrétariat international, mais qui, dans le cas – inévitable – où une position n'aurait pas la majorité de cinq voix, allait avoir « voix prépondérante ». C'était en fait donner la direction à la minorité. Ce qui explique les noms des majoritaires de ce bureau politique : certains membres de la direction avaient refusé d'y participer. L'avoir accepté montre à quel point la majorité française était désespérément opposée à la scission. Le tout dernier espoir de solution était mis dans un congrès extraordinaire qui devait être préparé par cette direction bicéphale pour mai.

En ce même mois de février, Pablo présenta au 10e plénum du comité exécutif international un rapport de trente pages. À la dixième, il annonçait la guerre dans des « délais relativement courts », pour préciser en conclusion : « Deux ou trois ans – et même un peu plus – avant la lutte décisive, ceci n'est pas beaucoup pour nous préparer. Au contraire, il faut agir vite, placer nos forces, agir dès maintenant pour notre intégration partout dans le réel mouvement des masses. C'est la raison pour laquelle les discussions sur les applications tactiques de la ligne du 3e congrès mondial ne peuvent pas traîner en longueur. » Dans les dernières pages, après de multiples détours, il apportait des précisions sur ce qu'il entendait par « entrisme *sui generis* » :

> « Afin de s'intégrer dans le réel mouvement des masses, de travailler et de rester par exemple dans les syndicats de masse, les ruses et les capitulations sont non seulement admises, mais nécessaires. […] On n'hésitera pas, si nécessaire […] à mettre tout à fait à l'arrière-plan sa qualité de trotskyste si les directions bureaucratiques l'exigent et si nous mêmes arrivons à la conclusion que c'est là la condition pour faciliter notre intégration[12]. »

Oralement, Pablo allait encore plus loin : la section française indépendante, ce ne devait être qu'un noyau autour du journal, et la masse des militants devaient pratiquer l'entrisme. Quand les membres de la majorité lui disaient : « Mais quasi tous nos militants ouvriers sont connus comme trotskistes : doivent-ils capituler pour adhérer au PCF ? », Pablo répondait : « Ils capituleront. »

Dans sa perspective « visionnaire » d'une guerre imminente commencée par la ruée de l'Armée rouge au travers d'une Allemagne désarmée dans une France aux masses gagnées d'avance, Pablo était hanté par le sort qui avait été celui des trotskistes chinois. S'il ne l'écrivait pas, cela s'expliquait oralement, et transparaissait dans le rapprochement

entre le court délai de déclenchement de la guerre et la perspective d'un « travail à longue échéance » à l'intérieur des organisations staliniennes.

On comprend que la levée de boucliers de la base de l'organisation fut totale et que la lutte de tendance devint lutte de fraction, atteignant une violence sans précédent dans le Parti, et non sans débordements accusateurs. Il arriva même que ceux des dirigeants, et Bleibtreu en particulier, qui cherchaient encore désespérément des voies de compromis, soient pris à partie pour leurs concessions. Démoralisés, les militants quittaient le PCI par dizaines, et parmi eux nombre de cadres de premier plan comme Marguerite Bonnet ou Jeanne Danos, et toute l'activité de la section fut gagnée par la paralysie.

Il saute aux yeux qu'élevée au-dessus d'une organisation dont les deux tiers étaient en opposition avec un tel « entrisme *sui generis* » qu'elle voulait lui faire appliquer, une telle direction n'était pas en mesure de dénouer la crise, mais ne pouvait au contraire que l'exacerber. Bleibtreu obtint encore cependant, grâce sans doute à des négociations avec Mandel, une résolution commune, le 31 mai, qui jetait les bases d'une combinaison de travail indépendant et de travail entriste.

La décision avait été prise par la tendance majoritaire de faire écrire une lettre à Cannon par Renard, l'autorité du dirigeant américain étant alors encore plus grande que celle de Frank et même de Pablo, ayant été intronisé par Trotski lui-même. Cette démarche fut vaine. La réponse de Cannon, tardive, montra qu'il n'avait pas su s'élever au-dessus de l'optique de son expérience américaine[13]. Le choix de Renard suggéré par Lambert, pour écrire cette lettre, qui lui fit insister sur le sujet faible de *L'Unité,* était d'ailleurs erroné : le jeune cadre ouvrier s'adressant au grand aîné, c'était se placer en situation d'élève à maître. Et le second répondit sur ce ton du maître qui s'en tient aux textes votés et donne une leçon de morale.

L'Unité continuait d'ailleurs d'être le talon d'Achille de la majorité. Lambert s'y accrochant se refusait à y faire éclater la crise nécessaire. Fort heureusement, la direction de FO elle-même dénoua la situation en essayant de prendre entièrement le contrôle du journal. Prévenu par un membre du bureau confédéral, Dumont, secrétaire du syndicat FO de la Bibliothèque nationale, et membre du comité central du PCI, dénonça le complot lors d'une assemblée générale du journal. Ainsi fut purgée *L'Unité,* dont ce fut d'ailleurs le commencement de la fin.

Le congrès extraordinaire fut renvoyé à juillet. Mais, en juin, le 11e plénum adopta une résolution inouïe. D'avance, il était décidé qu'à l'issue du 8e congrès du PCI, le comité central et le bureau politique devaient avoir une majorité sur la ligne du 10e plénum de février 1952, et que ceux qui se refuseraient à reconnaître une telle direction ou à appliquer sa politique se placeraient « automatiquement en dehors de l'Internationale et de sa section française[14] ». Comme cette résolution du 10e plénum avait modifié la décision du congrès mondial sur les places respectives du travail indépendant et de l'entrisme, subordonnant le premier au second, cette nouvelle résolution était un véritable ultimatum adressé à la majorité française, mais aussi un coup de force bureaucratique et la mise de l'Internationale devant un état de fait. Cet ultracentralisme, sans précédent dans l'Internationale, aboutissait à la négation du droit élémentaire d'un congrès, donc des militants. À partir de ce plénum, on peut dire que la scission était fatale.

Alors que le congrès était convoqué le 29 juin, une action scissionniste manifeste eut lieu dans la nuit du 27 : le pillage par un groupe de minoritaires, entrés par effraction dans le local du Parti non gardé, du matériel technique de l'organisation. Le comité central réuni le lendemain vota l'exclusion des minoritaires qui refusaient la restitution de ce matériel. Un nouveau bureau politique était élu : aux membres majoritaires du bureau politique paritaire furent adjoints Robert Chéramy, Stéphane Just, Jean Lefebvre et Michel Lequenne.

Au jour dit, ce ne fut pas un congrès qui se réunit, mais deux, au rez-de-chaussée et au premier étage du même immeuble de la rue de Lancry. Des deux cents membres environ qui restaient dans le PCI au terme de ce conflit, la minorité n'en emmenait qu'une cinquantaine. Nous avons vu que,

même au début de la deuxième guerre mondiale, les trotskistes organisés étaient plus nombreux. Le désastre était total. À peine plus d'un an plus tard, c'était la moitié de l'Internationale qui rompait avec le centre pabliste, à la suite du SWP. Le désastre devenait mondial.

Un mois avant le congrès de scission du PCI, le PCF – qui aux élections législatives de 1951 avait perdu 400000 voix et soixante sièges de députés –, ouvrait son « procès de Paris » en engageant, sur ordre de Thorez en convalescence à Moscou, les mesures qui allaient conduire à l'exclusion d'André Marty et de Charles Tillon, soit le plus ancien de ses dirigeants, l'ex-marin révolté de la mer Noire, et le principal dirigeant de la lutte clandestine pendant la guerre mondiale. Staline poursuivait, hors de sa zone d'occupation, le « ménage » des plus radicaux de ses fidèles. Le premier résultat allait être, lors de l'élection législative partielle dans le secteur de Marty, à Paris, le 7 décembre, une perte de 40000 voix, les abstentions dans les quartiers ouvriers de son 13e arrondissement atteignant 48,6 %[15].

Quant à la guerre de Corée, elle s'arrêtait avec un *statu quo* de retour sur la ligne du 38e parallèle qui… dure encore en 2005. Le va-t-en-guerre MacArthur avait été remplacé par le négociateur Ridgway, puis par MacClark. Là, l'endiguement était réussi, mais à quel prix ! Restait le Vietnam. En fait de guerre mondiale, l'impérialisme américain avait encore pour priorité l'arrêt de la tombée de nouveaux « dominos » révolutionnaires. De son côté Staline, loin de préparer une guerre offensive, savait à quel point le sol tremblait sous ses pieds : après la liquidation de tous les leaders gauches de son Kominform, « Tito » potentiels, il préparait un nouveau cours de terreur en URSS même.

Contrepoint de l'auteur

Cette période amorça les plus sombres de ma vie militante. À la différence des périodes précédentes, je me trouvai au premier plan du conflit français, puis international. Pour les esprits simplistes qui voient partout des « questions de personnes », je dois dire que non seulement elles ne jouèrent aucun rôle

dans mes prises de positions, mais qu'au contraire elles allaient me déchirer du fait d'amitiés dans les deux camps. La confiance en des dirigeants avec lesquels j'étais lié depuis sept ans s'effondrait. Pablo, qui nous apparaissait presque comme infaillible, sombrait dans un révisionnisme qu'il fallait être un aveugle théorique pour ne pas voir. Frank et Privas, qui nous en avaient averti les premiers, changeaient de positions, reniaient ce qu'ils avaient écrit ou signé la veille et rejoignaient cette Michèle Mestre que je n'étais pas le seul à ne pas estimer. Certes, les plus proches me restaient, Bleibtreu et Gibelin, et la plupart de ceux de ma génération politique, qui n'étaient pas prêts à sa laisser prendre au piège des mots, et à confondre vessies et lanternes. Mais que, précisément, Pablo tente de jeter sur nous un tel filet de rétiaire, nous le ressentions comme une trahison, que certains n'allaient pas hésiter à interpréter au sens propre.

Pour ma part, je ne cédais pas à ce simplisme destructeur. Mais ce fut l'occasion de me souvenir de ce que Bleibtreu m'avait dit en 1947, quand je lui avais rendu compte du cours de philosophie de Pablo : « Le problème, c'est qu'il ne comprend pas la dialectique. » Cela allait me faire comprendre son « campisme », qui allait se poursuivre en modifiant ses « camps progressistes », jusqu'à la fin de sa vie. Un autre souvenir me revint. Dans le début de ces années cinquante, il s'était senti traqué par des gens qui étaient certainement des agents staliniens. Il fallut le cacher. Je lui procurai une superbe planque, à La Ciotat, chez mon vieux copain d'adolescence Jean Lebas. Celui-ci lui fit rencontrer des militants ouvriers des chantiers navals. Et mon ami m'avait communiqué sa stupéfaction de constater que Pablo ne savait pas parler à des ouvriers. Sa pensée évoluait bien dans un monde abstrait. Je compris également le retournement des autres, quand Bleibtreu me rapporta ce que Mandel lui avait dit : « Il vaut mieux sauver l'Internationale que de s'acharner à avoir raison. » Avait-il oublié que c'est un tel raisonnement qui avait guidé tant de communistes à capituler devant Staline ? Certes, Pablo n'était pas Staline. La capitulation devant son révisionnisme et sa panique n'en allait pas moins précipiter l'Internatio-

nale dans la plus grave crise de son histoire, dont il lui fallut plus de vingt ans pour se relever, sans compter un manque à gagner peut-être tout simplement historique.

Sur le moment, ce fut l'indignation. Comment peut-on comprendre un tel tournant de Pablo aujourd'hui, et mené avec une telle combinaison de ruse et de violence ? À la fois par l'impressionnisme et par le mécanicisme de sa pensée, le tout porté par un ego surdimensionné qui l'assurait d'avoir raison, non seulement contre ceux qui s'opposaient à lui et qu'il jugeait de haut, enfermé dans son système clos, mais contre ses propres alliés qu'il traitait avec condescendance, voire mépris. Cela finit par la rupture avec lui de tous les militants de qualité qui lui furent successivement proches.

Ce qui, dans « Où allons-nous ? », apparut à de nombreux militants comme « une capitulation devant le stalinisme », n'était en réalité qu'un traitement « mécaniste » du concept de nature double de la bureaucratie soviétique. Si elle restait « ouvrière » par la nécessité de défense d'un État ouvrier, certes dégénéré, mais ouvrier tout de même, le défendre, avec tous ses acquis contre une offensive impérialiste, ne pouvait-il pas l'amener, dans des « conditions exceptionnelles » à aller plus loin, sur une voie progressiste, que ses intentions premières ? Certes pas à un retour au communisme, mais à un stade de transition (celui des siècles évoqués). Alors que cela s'était passé en Yougoslavie et en Chine, et, « sous une forme différente » dans le glacis (Clarke), cela ne pouvait-il pas se passer à une échelle semi-mondiale ? Cette idée, où l'on reconnaissait clairement celle du David Rousset de 1945, c'était là une des deux pentes où l'on pouvait glisser depuis la ligne de crête des contradictions de la « nature double ». À condition d'oublier que celle-ci n'empêchait pas que la bureaucratie soviétique soit devenue définitivement « contre-révolutionnaire », ce que Trotski avait bien spécifié, bien que n'ayant pas eu le temps d'en développer les conséquences, mais sans jamais oublier, lui, que toute défense de l'URSS impliquait une lutte implacable contre la bureaucratie ! Pour Pablo, il était clair que « le nouveau » exigeait de revenir sur ce dernier point. Et les trotskistes qui le refusaient allaient

se voir affublés du curieux qualificatif de « stalinophobes », et la nécessité du combat sur deux fronts assimilée au « neutralisme » ou à la recherche de la « troisième voie » de certains centristes. Si l'on ajoute à cela qu'en 1951-1952 Pablo était sûr et certain de la proximité de la guerre mondiale et de ses conséquences, on comprend que rien ne l'arrêta : la section française devait céder ou être brisée. Il la brisa.

Mais comment comprendre que des cadres expérimentés et cultivés aient plié devant lui ? Il faut d'abord écarter les explications simplistes de « guerre des chefs » ou de reconstitutions des deux tendances de la guerre mondiale, voire de l'opposition apparue en 1948 sur la crise yougoslave, examinée dans le chapitre précédent.

La majorité française avait à sa tête, entre autres, des anciens de la gauche du POI, Gibelin, Bleibtreu, Gérard Bloch, et nous avons vu que le parcours sinueux de Lambert ne le faisait représentatif d'aucun courant ancien. Inversement, derrière Pablo, puis Mandel, Frank était un ancien « moliniériste » et Privas (Grinblat), celui qui avait été le dirigeant le plus gauchiste sectaire du CCI. Michèle Mestre et Corvin, anciens du POI, avaient été du petit groupe de Spoulber, d'abord gauchiste, puis flottant, et ils n'avaient à ce moment quasi-personne autour d'eux. Calvès avait toujours été un « électron libre ». Certes, entre les cadres les plus anciens, il existait des inimitiés, parfois fortes, par exemple celle qui opposait Privas à Lambert. Mais si elles s'exaspérèrent dans ce conflit, ce fut sur des bases politiques, et non entre « clans », d'ailleurs inexistants. En revanche, il n'existait pas de telles inimitiés dans la génération de la guerre et de l'après-guerre, mais seulement des affinités qui jouèrent, et parfois au-delà des désaccords politiques, dans les choix décisifs. Ainsi, par exemple, Roger Foirier, dont l'antistalinisme était particulièrement radical, suivit Frank et Privas, plus par vieille camaraderie que par choix politique. De jeunes militants suivirent celui ou celle qui les avaient recrutés. Un cas particulier était celui de Lambert. Bien qu'il fût un repoussoir pour beaucoup – ce dont usa et abusa la minorité, en inventant une tendance « Bleibtreu-Lambert » pour parler de la majorité –, il conquit le contrôle

des militants ouvriers, en particulier ceux du bloc Puteaux-Suresnes, de l'ex-CCI, en se faisant le défenseur intransigeant de l'autonomie de ce secteur.

Une autre thèse est apparue dans le livre d'Edwy Plenel, *Secrets de jeunesse*. La scission aurait séparé des « internationalistes » : Pierre Frank « seul ou presque », et une majorité française, « groupe Lambert [...] largement coupée d'une pratique internationaliste concrète et, de ce fait, plus facilement enclin à épouser les spécificités françaises ». Comme nous avons vu que ce « groupe Lambert » est une invention fractionniste, ce schéma s'effondre de lui-même.

En fait, Frank et Privas, convaincus de l'imminence de la guerre mondiale, admirent sa conséquence de voir nos sections d'Europe – et d'abord celle de France – éliminées par la répression stalinienne consécutive à l'invasion du continent par les armées soviétiques, et celle de la nécessité de protéger nos effectifs militants par un plongeon dans l'entrisme. N'oublions pas que, selon Charles Tillon : « Des informations courant sous le manteau font penser que les milieux occidentaux ont eu connaissance d'un plan de guerre de Staline ayant comme objectif une poussée foudroyante en direction de l'Europe capitaliste » (*Un « procès de Moscou à Paris »*, p. 64). Il s'agissait, bien entendu, d'une opération d'intoxication de la part de Staline. Mais il est intéressant de voir que les « milieux occidentaux » y prêtaient l'oreille. Cela s'ajoutait au chantage à la scission internationale, fort à l'égard de Frank et Privas, qui, en tant qu'anciens « moliniéristes », avaient derrière eux le spectre de leur passé hors de cette Internationale. Enfin, ils pensèrent sans doute que leur crédit dans le PCI pèserait plus lourd que celui des autres dirigeants. On sait qu'ils se trompaient lourdement. Certes Bleibtreu, qui ignorait tout copinage, était même distant et souvent tranchant, et ainsi n'avait aucun « charisme ». Inversement, Lambert était jugé par beaucoup comme peu sérieux, peu sûr. Mais cette organisation ignorait le suivisme et, dans sa majorité se détermina politiquement.

Nous subîmes la scission comme un drame. Nul d'entre nous ne la voulait. En rejeter encore, quarante ou cinquante

ans après, la responsabilité sur ceux qui ensuite dégénérèrent (comme Lambert) ou quittèrent le mouvement, est une esquive inacceptable. Et d'autant plus quand c'est en fermant les yeux sur la dérive des premiers et plus décidés pablistes de ces deux années. De la part de ceux qui s'aveuglèrent en ce temps, il ne peut y avoir de véritable autocritique que dans la reconnaissance que ce fut Pablo qui décida et nous mena à la scission. Le choc fut traumatique pour tous les militants de la majorité française, dont beaucoup s'éloignèrent avant et après la scission. Lors du congrès de scission, Righetti lui-même était sorti, ainsi que des cellules entières. Si certains revinrent ensuite, comme Righetti et la cellule de Puteaux-Suresnes, cette saignée fut la cause, comme nous allons le voir, de la dérive lambertiste, laquelle fut ainsi un effet et non la cause de la scission.

L'histoire et les écrits critiques

Cette grande crise de 1952-1953, et les débats qui la précédèrent restent le point aveugle de l'histoire de la 4e Internationale. La longue survivance des courants qui en procédèrent, et l'attitude des acteurs des événements qui n'ont pu ou voulu revenir sur un passé qui fait partie de leur histoire, ont déterminé des histoires inversement mystifiées, qui continuent d'alimenter des écrits pseudo-historiques plus ou moins désinvoltes.

La palme de ces légendaires appartient au texte lambertiste anonyme *Les Enseignements de notre histoire,* supplément à *La Vérité* [*sic*], de mai 1970. Il est la source unique du *Trotskysme et les trotskystes* de Jean-Jacques Marie (Paris, Armand Colin, 2002).

Les documents principaux – mais non exhaustifs – sur cette époque figurent dans le tome 4 des *Congrès de la Quatrième Internationale. Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)* (Paris, La Brèche, 1989).

Malheureusement, les préfaces de ce volume ont été écrites par Rodolphe Prager et Livio Maitan. Ceux-ci ne vécurent pas en France les événements de cette période, et Livio Maitan

était alors un jeune dirigeant dans l'Internationale qui subissait au plus haut point l'autorité de Pablo. N'ayant connus les faits qu'à distance et d'une seule source, ils ont adopté la thèse « pabliste » de cette période, Prager avec une relative modération, Maitan avec un parti-pris fractionnel, regrettable tant de temps après les événements. Curieusement, celui-ci ne traite pas de l'histoire à partir des faits et des positions de l'époque, mais à partir d'un choix orienté des dérives ultérieures de certains des acteurs. L'introduction sur la crise qui avait été demandée à Michel Lequenne, a été refusée par la majorité de la rédaction et renvoyée en une annexe, à laquelle Livio Maitan s'est permis d'ajouter le plus contestable commentaire polémique. Cet événement, en brisant le comité de rédaction, a provoqué l'arrêt de la publication.

À défaut de Mémoires sur ce temps, le numéro spécial des *Cahiers Léon Trotsky* (juillet 1995) que Pierre Broué a consacré à Raoul, alias Claude Bernard, mort le 7 mai 1994, vaut une mention. Pierre Broué a écrit le contexte biographique d'écrits, notes, interviews et lettres de Raoul, dont une partie importante porte sur la période de la grande crise de 1951-1952, et nous en donne la vue que l'acteur en a eue, parfois sur le moment, mais surtout longtemps après, en 1969 et 1992. Il s'agit donc d'éléments essentiellement subjectifs. Dans ces textes, ni histoire ni analyses politiques. Ce qui domine, ce sont des jugements à l'emporte-pièce sur les hommes, non sans fâcheuses lacunes, légèretés et... règlements de comptes, qui culminent même, ici et là, en véritable jeu de massacre. C'est que Raoul, homme spirituel et sympathique, et dont l'activité, surtout dans la lutte anticolonialiste (comme nous l'avons vu dans le chapitre 3), a été un militant d'un courage et d'une intelligence remarquables, n'était en rien un théoricien, mais essentiellement un activiste quelque peu aventurier. Il ne joua aucun rôle dans cette grande crise. Dans la majorité française, il fut toujours le centre d'un petit groupe de copains, sinon marginaux, en tout cas « originaux ». Ses jugements sur cette période sont superficiels, proches de ceux du lambertisme qu'il accompagna, quoique de façon critique, et en justifiant son choix parce que c'était là que demeuraient les militants

ouvriers du trotskisme, mais toutefois en s'y enlisant très longtemps. Nous avons donné une critique serrée de ce numéro spécial des *Cahiers Léon Trotsky*, dans nos « Notes sur notre histoire » 1 et 2, dans les numéros 148 et 149 (1997) de *Critique communiste*. Ces études reprenaient et développaient, celle qui, dans la même revue *Critique communiste,* avait été publiée dans le numéro de mai-juin 1976, sous le titre « Continuité et discontinuité du "lambertisme". Contribution à l'histoire d'une dégénérescence ».

7

Les années de la dispersion (1953-1968)

La scission du PCI de France, en juillet 1952, catastrophique, fut en même temps absurde, puisque, moins d'un an après, ses conditions étaient ruinées à la base par la disparition de Staline et la période de chaos qui s'ensuivit en URSS, éloignant pour un temps imprévisible tout risque de cette troisième guerre mondiale, dont la prédiction de l'inévitable proximité était l'assise du tournant panique imposé depuis le sommet de l'Internationale.

Alors, pourquoi cette scission fut-elle entérinée ? Non seulement parce que le choc avait été trop dur, les oppositions, y compris personnelles, trop aiguës, le heurt des deux morceaux du PCI devenu public, en particulier lors de deux élections partielles où leurs candidats s'opposèrent sous le même sigle, mais aussi parce que les « camps » n'étaient pas restés ce qu'ils avaient été au début du débat. Dès la scission, dans les deux congrès séparés s'étaient dessinés les contours d'une scission ultérieure. Si ce ne fut, comme nous le verrons plus loin, qu'une amorce dans le congrès majoritaire, cela fut immédiatement plus net dans celui de la minorité.

En creusant plus profond, comme cela est possible à un demi-siècle de distance, on peut comprendre la crise et les dérives qui en procédèrent comme un double effet du tournant du monde en ces années, et de son choc en retour sur la pensée trotskiste. Nous avons vu que la « question de l'URSS » fut la cause récurrente de toutes les crises du trotskisme. Quoique celui-ci fût l'opposition la plus radicale au stalinisme, il lui était lié précisément comme toute négation l'est à ce à

quoi elle s'oppose. Quoique Trotski ait bien vu la contradiction fondamentale du système bureaucratique stalinien (qu'abandonnaient les théories simplistes du « capitalisme d'État » et de la réalisation d'un nouveau système réalisant la chute du monde dans la barbarie), il n'avait pas cessé de penser que cette contradiction amènerait son effondrement, qu'il soit détruit par une révolution « politique » ou par la contre-révolution bourgeoise au travers de la guerre. Il n'avait pas compris (et d'ailleurs personne d'autre que lui non plus) la possibilité de l'équilibre d'un système auquel ses contradictions mêmes permettraient de subsister entre révolution et contre-révolution, et encore moins que sa fin viendrait d'une implosion provoquée par ces contradictions internes.

Pablo avait pris une position forte en insistant sur le « nouveau » de la situation mondiale et sur la nécessité conséquente pour le mouvement trotskiste d'y apporter une réponse nouvelle. Mais celle-ci allait en fait à l'encontre de ce nouveau pour verser sur la pente d'un seul aspect de la contradiction stalinienne. Une partie de ceux qu'il entraîna, par l'allure d'un paradoxal optimisme de cette déviation, allaient, dans les années suivantes, dériver plus loin encore que lui (groupe Michèle Mestre, puis « posadisme »). Mais, dans son opposition, et par un phénomène « normal » de réaction, c'est la dérive inverse qui allait l'emporter avec la dégénérescence « lambertiste », contre la trop frêle ligne de crête du trotskisme subsistant. Il va falloir les longues années, que nous allons examiner, pour qu'au travers de diverses expériences, les forces du trotskisme recommencent à se retrouver.

Deux dégénérescences

La dérive « mestriste »

Dans le congrès minoritaire, la lutte de Michèle Mestre et de Mathias Corvin contre Pierre Frank et Jacques Grinblat (Privas) n'était pas nouvelle. Mais elle avait été larvée, à partir du ralliement des deux derniers à la ligne de Pablo, de par la priorité, pour les deux groupes, de l'opposition à la majorité. Libérés par la scission des nécessités d'un front commun, il s'agissait maintenant d'une lutte ouverte pour la direction,

des plus anciens et radicaux pablistes contre ceux qu'ils considéraient comme des « ralliés » opportunistes, peu sûrs et inconséquents quant au tournant nécessaire de l'Internationale. Ils avaient pour eux le dernier mot de Pablo.

En effet, en décembre encore, Pablo publiera un petit livre écrit en août, et titré *La Guerre qui vient*. N'ayant plus à déjouer l'opposition de la section française, et se croyant sûr du reste de l'Internationale, il poussait encore plus loin la révision de la conception du stalinisme élaborée par Trotski. Ayant adopté la division du monde en deux « blocs », il identifiait celle-ci à l'antagonisme entre impérialisme et révolution, qu'il opposait mécaniquement, écrivant : « Toute crise, tout affaiblissement à l'intérieur de l'un ou l'autre système se traduit automatiquement [*sic*] dans un renforcement du camp adverse. » Et, mettant les points sur les « i », il répondait à sa propre question :

> « Ces États non-capitalistes peuvent-ils cependant s'appeler États ouvriers *préparatoires au socialisme* ? [ici, c'est nous soulignons ces deux mots] – la dynamique de la situation internationale évolue vers la République socialiste mondiale. Cette dernière raison rend absurde l'hypothèse d'un régime social mondial intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Elle éliminera les déformations bureaucratiques des États ouvriers actuels et facilitera l'épanouissement du socialisme dans chacun pris isolément. »

Et pour que tout soit clair, il expliquait plus loin :

> « Les forces qui menacent le régime capitaliste sont, nous l'avons dit, celles de la Révolution sous toutes ses formes : les États non capitalistes, la révolution coloniale, le mouvement révolutionnaire international. Dans tous ces éléments s'expriment [...], directement ou indirectement, sous des formes plus ou moins claires et conscientes, le processus fondamental, objectif de la révolution socialiste mondiale de notre siècle. [...] La bureaucratie soviétique elle-même, malgré son conservatisme et son caractère contre-révolutionnaire organique, sera obligée de donner une certaine impulsion révolutionnaire aux masses qu'elle contrôle et influence. De-

> vant le danger qui en ce moment est le danger imminent et principal de se trouver battue par l'impérialisme et d'être détruite ainsi en tant que couche sociale privilégiée qui tire ses avantages et sa puissance des fondements économiques et sociaux actuels de l'URSS, la bureaucratie soviétique est obligée à sa manière de défendre ces bases. D'autre part comme elle n'est pas une force sociale autonome, elle ne pourra assumer cette défense sans faire appel à une certaine mobilisation de la classe ouvrière de l'URSS et du monde. »

Enfin, le texte escomptait toujours l'union des forces de l'URSS et de la Chine.

Naturellement, il n'en allait pas autrement du PCF.

> « [Sa] très large base de masses avec laquelle il doit compter et dont il subit – indirectement et de façon déformée – l'influence, il est facile de voir qu'en contraste avec la situation d'avant-guerre de ce parti, sa direction n'est plus un simple organe de transmission des ordres du Kremlin. Empiriquement, handicapée par sa formation et ses traditions bureaucratiques, cette direction est obligée de réfléchir de temps en temps sur sa politique, d'élaborer elle-même certains de ses aspects en tenant compte de sa base. »

Ceci était écrit à propos d'un parti qui sera un des derniers à se déstaliniser, voire même simplement à accepter le rapport Khrouchtchev de 1956, et qui ne va plus cesser de perdre du terrain dans les masses ouvrières. Et c'était à l'heure du procès Marty-Tillon – dont nous avons vu les effets au chapitre précédent –, et où Pablo discernait une réaction à une tendance qui avait « influencé de façon contradictoire toute la politique de la direction du PCF dans les derniers mois », ajoutant :

> « Dans la mesure où cette tendance trouvait un écho dans la base et surtout correspondait aux réalités et aux nécessités du mouvement, la direction du PCF fut obligée de lui faire des concessions à la fois pour lui couper sa base, arrêter son développement potentiel, et être en

meilleure posture pour l'attaquer ensuite sans apparaître elle-même complètement alignée à droite[1].»

On ne peut guère imaginer quelque chose de plus contraire avec ce qui était en train de se passer et de ce qui allait s'ensuivre.

Meilleurs représentants de cette « ligne », Michèle Mestre et Corvin gardaient le cap, en rupture absolue avec les analyses et pronostics de Trotski quant à l'impossible redressement de certains partis staliniens, et surtout celui de l'URSS. Suivant cette logique, si les circonstances inévitables de la guerre de classes peuvent – et doivent même –, radicaliser n'importe quelle direction stalinienne, le trotskisme, en tant que tel, est donc non seulement inutile, mais devient réactionnaire. Michèle Mestre ira jusqu'au bout de ce raisonnement. Quand, sous l'effet des bouleversements internationaux, l'Internationale commencera timidement à opérer un redressement politique, cette ancienne dirigeante rompra, en juillet 1954, lors du 10e congrès du PCI minoritaire, devenu section française de la 4e Internationale, après que ses thèses eurent été repoussées par le 4e congrès mondial, n'entraînant d'ailleurs avec elle qu'un groupe minuscule. En 1956, l'écrasement par l'armée soviétique de la révolution hongroise antistalinienne fut salué comme une action révolutionnaire par ce groupe dégénéré. Plus tard, c'est dans cette logique qu'elle reportera sur le maoïsme la fonction de direction de la révolution mondiale.

Mais au moment de la scission, Pablo ne pouvait soutenir l'attaque de Michèle Mestre contre les « ralliés », car c'étaient ceux-ci qui avaient autorité sur la base minoritaire et dans l'Internationale. Il continua donc à parler un double langage, maintenant ainsi l'équilibre entre les deux ailes de sa tendance.

Modestes débuts du « lambertisme »

Dans le congrès majoritaire, le conflit futur se manifesta d'abord de manière feutrée. Il s'agissait de déterminer ce qui pouvait encore se faire avec des forces diminuées. La majorité avait opposé à Pablo un travail entriste « classique », c'est-à-dire clandestin, dans le PCF, mais progressif et avec

des militants inconnus comme trotskistes. Pour la direction de la tendance, c'était un enjeu sérieux. Lucien Fontanel, gérant de *La Vérité,* son éditorialiste pour les pages « ouvrières », et qui, hospitalisé, n'avait pu assister au congrès, écrivait à Michel Lequenne en lui demandant si, pour Bleibtreu, cela n'avait pas été une simple riposte polémique. Il fut rassuré par la réponse : il y avait bien pour la direction majoritaire la volonté d'un travail nécessaire dans le PCF. Mais Lambert, lui, argumenta contre la possibilité de la simple poursuite de notre travail politique, et *a fortiori* dans le PCF, et avança la nécessité d'un « repli » sur le travail syndical. À ce moment, son opposition ne se manifesta pas encore de façon radicale. Ce ne fut qu'un échange d'arguments.

Pour comprendre la suite des événements, il importe ici de braquer le projecteur sur un « mythe fondateur » du lambertisme. Il y aurait eu, dès avant la scission, un bloc de la « commission ouvrière » dont Lambert aurait été le leader[2]. On en trouve encore comme un écho dans le texte de liaison de Pierre Broué aux écrits de Raoul[3] :

> « Après une très longue bataille politique plutôt confuse, la décision de Michel Pablo de faire "entrer" au Parti communiste une quinzaine de cadres du PCI ayant des responsabilités syndicales, précisant qu'ils devraient faire pour cela les déclarations qu'on exigerait d'eux, les militants groupés dans la commission ouvrière se décidèrent à la résistance. À leur tête se trouvait Pierre Lambert. C'était la scission. »

Raoul lui-même dit autre chose, avec son style si particulier, mais qui contient là la vérité : « Lambert [...] a réagi quand il a compris que la liquidation de l'*Unité syndicale* lui tirerait le tapis sous les pieds. » Quant à la « commission ouvrière », elle n'avait pas un « leader », mais plusieurs responsables égaux, dont Marcel Gibelin, anti-pabliste de la première heure, et qui avait été à ce titre, comme nous l'avons vu, un délégué de la majorité, avec Bleibtreu, au 3e congrès mondial. Même à prendre la version de Broué, il y a comme une distinction entre ceux qui menèrent d'abord un débat, plutôt confus (c'est-à-dire qu'il ne comprit pas, du fond de la pro-

vince où il avait repris des études supérieures), mais que, par la suite, il fallut que ce soient les militants de la « commission ouvrière » qui s'opposent à l'exigence d'une entrée capitularde dans le PCF. L'élément de vérité qui est derrière cette reconstitution, ce fut, nous l'avons vu, qu'apparut la signification véritable de l'« entrisme *sui generis* » pour que l'essentiel des ouvriers de l'organisation (et non pas la « commission ouvrière »), qui luttaient ouvertement comme trotskistes depuis des années, prennent position pour la majorité du comité central. Quant à Lambert, humilié publiquement par Pablo après ses tentatives d'obtenir de lui un compromis sur l'*Unité* (qui ne s'appelait pas encore l'*Unité syndicale*), il s'efforça alors de trouver, au travers de la commission syndicale, une base dans la majorité.

Ce qui est vrai, c'est qu'il réussit à l'obtenir... sur la base de la démoralisation où la scission jeta les militants ouvriers. Ses *Enseignements de notre histoire,* qui ne peuvent éviter quelques vérités incontournables, évoquent « la profonde démoralisation entraînée par la scission [qui] aggrava les conséquences engendrées par la désertion de la majorité des vieux cadres ». Laissons de côté cette mention de « majorité des vieux cadres », inexacte, puisque les cadres de la guerre et de l'avant-guerre étaient, dans cette scission, assez également partagés, mais qui contribue à gommer ceux... que Lambert réussira à exclure ensuite les uns après les autres. Cette explication ne dit en rien quels furent les effets de cette « profonde démoralisation », et comment elle s'exprima. Le rôle de l'aveu consiste ici à rejeter sur l'organisation tout entière ce qui était d'abord l'effet de la démoralisation de Lambert lui-même, à savoir sa proposition de « repli » sur le travail syndical.

Gibelin n'était pas intervenu dans le débat. Lui aussi pensait que notre travail syndical restait essentiel,mais non exclusif, et à ce titre il devint pour Lambert le premier adversaire à abattre, et d'autant qu'il jouissait d'une plus grande autorité dans FO.

Face à ce « défaitisme » de Lambert, il est vrai que la position de la direction majoritaire se heurtait au fait qu'il restait peu de forces. Pour minorer l'effondrement ultérieur de son effectif, Lambert s'est efforcé de réduire celui qui subsistait à l'été 1952. Mais même en estimant à 150 les militants qui restaient, il était difficile de poursuivre à la fois toute l'expression publique – journal, Cercle Lénine, etc. –, le dur et patient travail dans les usines de lutte à un contre mille, et

en plus de trouver des forces clandestines pour entrer dans le PCF.

Les événements allaient pourtant venir à la rescousse. Comme nous allons le voir plus loin, la tâche impossible fut fournie par le PCF lui-même, avec l'exclusion d'André Marty.

Mais comment Lambert put-il devenir ce qu'il est devenu, à savoir le gourou indéracinable d'une secte politique? La question n'a cessé d'être posée, car le « phénomène Lambert » étonne. Et non seulement les observateurs politiques extérieurs au mouvement trotskiste, mais y compris ceux qui l'ont connu de près dans le passé.

Ce n'est pas tomber dans une conception simpliste de l'histoire que de se pencher sur le rôle important qu'un individu peut y prendre dans certaines circonstances. Et il est aisé de comprendre que plus une organisation est petite, plus le rôle d'un individu peut y devenir important. Lambert prit sa force dans la faiblesse du PCI réduit au minimum: celle de cette démoralisation, conséquence de la scission. Mais il la trouva en fonction de traits particuliers du militant qu'il était.

Jusqu'à cette scission, Lambert n'avait pas joui d'un grand prestige dans le PCI. Au sein du noyau dirigeant, de 1945 jusqu'à cette scission, il n'était qu'un spécialiste du travail syndical, au passé peu reluisant, et dont on se méfiait des embardées. Mais c'était un activiste qui disposait de beaucoup de temps, s'étant trouvé une sinécure par le biais de ses liaisons dans FO, où s'étaient « réfugiés » un bon nombre d'anciens qui, le plus souvent, avaient été recrutés dans la SFIO avant la guerre. Et il disposait de la liberté de mouvement que cette sinécure lui accordait pour multiplier des contacts tous azimuts, en particulier dans le travail « colonial », et de préférence avec les « personnalités ». Toutefois, il ne dirigeait seul aucune de ces activités. En revanche, il pratiquait activement le « copinage » et jouait très bien le rôle du « copain sympa », à l'écoute complice des problèmes du militant de base, apte à comprendre et... à envenimer les critiques.

D'autre part, l'individu Lambert souffrait à coup sûr des humiliations qu'il avait vécues depuis 1940, et que nous avons vues dans les chapitres précédents. Il n'avait pu devenir

membre du comité central, et justement en tant que « responsable ouvrier », que lors du congrès qui suivit la réunification. Son inimitié à l'égard des anciens dirigeants du CCI était grande. Mais il détestait aussi tous les autres, du fait à la fois qu'ils le connaissaient bien et qu'ils lui étaient supérieurs intellectuellement. La scission le délivrait de ses plus anciens et proches adversaires, et ouvrait le champ à l'ambition de son ego souffrant.

Dès l'automne 1952, Lambert commença à mettre en place l'organisation d'une fraction – c'est-à-dire d'un groupe rassemblé sans base théorique ou politique –, qui allait devenir, en à peine plus de deux ans, ce que ses *Enseignements* nomment le « groupe trotskiste français », reconnaissant que ce ne sera plus alors une « organisation » mais seulement un « noyau », qui « par la force des choses [...] se substituait à tous les organismes et entraînait à sa suite les militants, dans l'accomplissement des tâches, sur une ligne politique définie à peu près sous sa seule responsabilité, avec un minimum de contrôle des militants » (*Enseignements...*, p. 94). L'aveu est de taille ! Mais telle n'était pas encore la situation en 1952.

Pour s'imposer, le premier obstacle que Lambert avait à surmonter était Marcel Bleibtreu, principale tête politique de l'organisation depuis la fin de 1944, et en dernier lieu de la lutte contre la révision pabliste. Et Bleibtreu avait sélectionné autour de lui une solide rédaction de *La Vérité,* presque entièrement homogène. Pour abattre Bleibtreu, Lambert commença un travail de sape, homme par homme, sur la base de la critique de l'insuffisance du travail militant de Bleibtreu et de la difficulté de travailler avec lui : bref, lui opposer un bloc soudé d'activistes.

Mais jusqu'au début de 1953, les positions que Lambert commença à défendre – essentiellement d'opposition –, restèrent minoritaires dans le comité central. Dans le bureau politique de six membres, il ne pouvait s'appuyer que sur Stéphane Just ; les quatre autres : Marcel Bleibtreu, Gérard Bloch, Garrive (Robert Berné) et Michel Lequenne défendaient les mêmes positions (voir, par exemple, le procès-verbal de la séance du 3 mars 1953). Ce ne fut que la réunion du comité central qui

suivit qui modifia cet équilibre d'une voix, celle de Garrive ; Bloch flottant pendant plus d'un an. Cela ne réglait encore en rien la direction du Parti. Bleibtreu restait le directeur politique de *La Vérité*. La suite de l'irrésistible montée de Lambert va suivre les données successives des grands événements de l'époque.

De l'« affaire Marty » à la mort de Staline

L'« affaire Marty-Tillon » qui éclata en septembre 1952 et trouva sa première sanction en décembre, était très nettement l'extension, au-delà du glacis, de l'opération de « purge » entreprise par Staline contre tous les éléments de la « gauche bureaucratique » susceptibles d'être contaminés par le « trotskotitisme ». Si, en France, le « procès » ne pouvait aller jusqu'aux exécutions du « groupe Slansky » qui avaient lieu dans le même temps en Tchécoslovaquie, les bureaucrates du PCF tentèrent d'au moins tuer moralement. Sans y parvenir. Les « procureurs » réussirent à réduire Tillon à un long silence, mais il en alla tout autrement avec Marty.

Une telle affaire, où la politique du PCF combinait ultra-gauchisme intérieur et opportunisme droitier à l'extérieur, montrait en « creux » à quel point une organisation trotskiste unie et solide aurait été nécessaire, et condamnait, avec la scission, l'analyse de Pablo et son « tout entrisme ». Dans son article du numéro de janvier 1953 de *Quatrième Internationale,* Pierre Frank l'avouait involontairement en écrivant : « Toute grande crise d'un Parti communiste pose la question du trotskysme, de la IV^e^ Internationale. » Mais il n'en traitait que comme d'un épisode. Et Pablo, de son côté, faisant l'analyse du 19^e^ congrès de PCb de l'URSS, après avoir rappelé que « les termes tournant "à gauche" ou à "droite" ne s'appliquent pas à la politique stalinienne », n'en concluait pas moins à un « gauchissement de la politique stalinienne, qui se maintient fondamentalement malgré ses oscillations conjoncturelles inévitables ? ».

Quasi inverses étaient les analyses que Bleibtreu allait faire de ce 19^e^ congrès, sur la base du déchiffrement minutieux de la presse soviétique par Basile Karlinsky (Karl Landon), et les conséquences qu'il allait tirer du procès Marty. La direc-

tion qui sortit de ce 19e congrès (en fait, Khrouchtchev expliqua plus tard qu'elle fut concoctée par Staline au lendemain du congrès), fut saluée par toute la presse spécialisée comme le signe d'une démocratisation. Au lieu d'un bureau politique, n'était-ce pas un « présidium » de vingt-cinq membres ! Bleibtreu comprit – et semble-t-il lui seul – qu'au contraire ce magma n'en isolait que mieux Staline au-dessus de lui ; le secrétariat et son bureau, non prévus par les statuts, étant malléables au jour le jour. Immédiatement après eut lieu l'arrestation des médecins du Kremlin, « assassins en blouse blanche », juifs pour la plupart. Là encore, l'analyse de Bleibtreu élucida ce qui ne fut confirmé que des années plus tard : non seulement que ces arrestations étaient l'ouverture d'un nouveau cours de terreur, et que celui-ci serait quasi ouvertement antisémite, mais que les reproches de manque de vigilance faits aux services de sécurité d'État, qui n'avaient pas démasqué plus tôt ces « assassins », entre autres de Jdanov, visaient Beria au premier chef. Bien loin que le 19e congrès ait eu le but que lui donnait Pablo, à savoir de faire preuve « de la force matérielle et militaire de l'URSS, et de la faiblesse du camp impérialiste déchiré par ses antagonismes intérieurs », il s'agissait d'une pure opération intérieure de raidissement bureaucratique où, en éliminant un « second » en train de devenir plus puissant que lui, le vieil autocrate voulait recommencer son opération de paralysie de tout son empire dans la peur. Ajoutons qu'alors que Pablo et Mandel s'émerveillaient des progrès prodigieux de l'économie soviétique, Khrouchtchev tremblait de voir adopter un plan quinquennal monstrueux, inapplicable à une économie chaotique.

Dans le même temps, Bleibtreu trouvait l'accès à Marty. Celui-ci avait un frère, médecin comme Bleibtreu, et par son intermédiaire il entra en contact avec l'exclu. Dans les *Enseignements* de l'histoire lambertiste, ce contact et ce qui s'ensuivit est liquidé par cette note négative du bas de la page 95 :

> « Il fallut rompre avec Marty, avec qui les trotskystes français avaient à juste titre pris contact lorsque les staliniens le prirent en chasse ; cette prise de contact ne méconnaissait ni son passé ni son incapacité à en tirer jus-

> qu'au bout les leçons ; mais la rupture fut nécessaire dès qu'il s'avéra que l'ancien secrétaire du PCF refusait d'engager le combat politique. »

Misérable tentative de justification de la liquidation sectaire d'une action à l'intérieur du PCF, qui ne pouvait être que patiente ! En fait, la fraction de Lambert ne joua aucun rôle, ni dans les passionnantes discussions avec Marty, ni dans l'aide qui lui fut apportée pour sortir de son isolement (il n'avait plus rien de tout ce qui lui était attribué auparavant comme dirigeant, ni appartement, ni voiture et chauffeur, ni revenus de ses mandats – versés automatiquement au Parti – ni même sa femme qui lui avait été arrachée…), enfin rien pour rassembler ses vieux partisans – tel Lemoine, vieux dirigeant du syndicat des mineurs, amené une nuit de son coron à Paris –, avec lesquels furent constitués les premiers « comités Marty ». Plus tard, c'est Michel Lequenne, via ses contacts dans l'édition, qui trouva un éditeur pour *L'Affaire Marty*. Lambert subit passivement cette activité ! Il lui était difficile de justifier auprès de ses amis de FO des relations avec celui qui était pour eux le « boucher d'Albacete ». Pour des trotskistes, une telle rencontre était une expérience politique du plus haut intérêt. C'était découvrir un de ces « enlisés » dans le stalinisme qui gardait le communisme au fond du coffre, un de ces adversaires qui n'avait pas cessé d'être fasciné par le trotskisme, qui avait accumulé les déceptions et les amertumes, et qui racontait comment il avait demandé à Staline quand serait reconstituée l'Internationale communiste, lui expliquant : « Sans Komintern on n'aura pas de prolétariat révolutionnaire en France », et s'était vu répondre par le Père des Peuples : « On n'a pas besoin de prolétariat révolutionnaire en France. »

Le 5 mars 1953, on apprenait la mort de Staline ; et peu après on voyait Beria commencer à ouvrir les camps de concentration. Bleibtreu alla-t-il trop loin en déduisant que Staline avait été assassiné ? À l'époque, cela fit rire ou hurler. C'est pourtant ce titre, *Staline assassiné*[4], qu'Avtorganov donna à son livre où il reconstitue soigneusement ce qui ne fut un assas-

sinat, mais l'organisation d'une agonie privée de soins, par un Beria qui sauvait ainsi sa peau.

Mais Beria ouvrant les camps ! C'était une chose invraisemblable pour toutes les conceptions simplistes du stalinisme. Curieusement, il y eut de cette vérité le même refus de la part du pablisme comme du lambertisme, bien qu'à partir de saisies opposées de la bureaucratie. Pour le pablisme, la projection sur les hommes du Kremlin de sensibilités aux pressions sociales, faisait prendre au sérieux les déclarations sur une direction désormais collective et, par conséquent, la liquidation de Beria en juillet comme le verdict condamnant le complice de Staline dans le « procès des médecins ». À ce simplisme faisait écho celui des lambertistes pour qui tous les bureaucrates staliniens étaient d'indiscernables gangsters s'entretuant pour conquérir la place du chef disparu.

La réalité était plus complexe. Certes, Beria était un monstre et, si possible, pire encore que Staline. Quand on connut enfin sa biographie, on put découvrir même qu'il n'y avait pas eu en lui – à la différence de Staline et des autres hauts bureaucrates – la moindre goutte de communisme dans son parcours : c'était un aventurier impitoyable, pur produit de la machine stalinienne. Mais il avait une supériorité sur Staline : il était beaucoup plus intelligent. En face des dangers que la montée des révolutions faisait planer sur le pouvoir stalinien d'URSS, il n'y avait que deux parades envisageables : soit la terreur qui paralyse les masses, soit des concessions savamment dosées et maîtrisées. La voie de la terreur avait si parfaitement réussi à Staline, de 1934 à 1938, que c'était celle qu'il avait appliquée au glacis contre le « titisme » et qu'il s'était préparé à administrer à l'URSS à la veille de sa mort. Mais Beria avait compris que la terreur n'était plus possible alors qu'elle menaçait les terroristes eux-mêmes et qu'elle mettrait l'URSS en position de faiblesse face à l'impérialisme. Il choisit la seconde voie qui le mettait en une situation qu'il croyait de force entre ses pairs, et qui tendait à renverser dans le pays son image de policier suprême. Il alla même plus loin et, pour un autre coup double : se libérer d'une Allemagne de l'Est en crise économique, avec une partie de la population en fuite vers l'Ouest,

et le prolétariat potentiellement le plus dangereux, ainsi que l'intelligentsia (qui comprenait, rappelons-le, des hommes comme Bertold Brecht et Ernst Bloch…), et parer ainsi aux menaces des impérialistes. À cette fin, il fit des avances indirectes à ces derniers, en proposant au présidium du conseil des ministres de l'URSS d'abandonner « la politique de construction forcée du socialisme » en RDA, pour travailler à la « création d'une Allemagne unie, démocratique, pacifique et indépendante », etc.[5]

Que *La Vérité*, seule dans toute la presse, de droite comme de gauche, informe d'aussi invraisemblables vérités, et à la veille du soulèvement du prolétariat de Berlin le 17 juin, c'en était trop pour Lambert et sa fraction. L'éditorial de Michel Lequenne sur ce sujet fut censuré derrière son dos par Gérard Bloch et Robert Berné. En réponse à cette censure, Lequenne démissionna, Bleibtreu et Karlinsky se solidarisèrent avec lui. Lambert avait ainsi fait tomber le bastion du journal.

En juillet, on apprit l'arrestation de Beria. Malenkov paraissait le vainqueur. Ce n'était encore qu'une apparence. Tous les bureaucrates suprêmes savaient que Malenkov était un être sans envergure, un « grouillot » comme l'écrivit Khrouchtchev. C'est en tant que tel que Staline avait donné la première place à Malenkov au 19e congrès, et pour en faire l'exécuteur de Beria, la veille son complice. Qu'après la mort du Maître il soit maintenu au premier rang par celui-là qui savait avoir failli être sa victime n'avait rien pour le rassurer. Et d'autant plus que les mesures progressives de Beria n'empêchaient pas qu'il restait le chef de toutes les polices et qu'il avait immédiatement frappé ceux qui avaient été promis à être ses successeurs. Malenkov était bien incapable de sortir de ce piège. Il fallut Khrouchtchev pour trouver la solution : l'appel à l'armée, en particulier au maréchal Joukov. Khrouchtchev raconte en détail le complot et son exécution dans ses *Souvenirs*[6].

En revanche, ce que ce même Khrouchtchev dit de leurs désaccords préalables au sujet des camps est controuvé, en cela que la politique de libérations fut suspendue et ne reprit que beaucoup plus tard. Il est vrai que, juste au lendemain de la chute de Beria, dans la nuit du 19 au 20 juillet, 8000

déportés, mineurs au puits numéro 1 du camp de Vorkouta, se mirent en grève, entraînant les vingt autres puits. Les gardiens, puis une commission de la direction centrale de Moscou tentèrent de négocier. Les grévistes demandaient la libération de tous les prisonniers politiques, qui acceptaient pourtant en échange de rester comme salariés libres pendant cinq ans. Les agents du MVD (successeur du NKVD) ne proposaient en réponse que des miettes. Les déportés refusèrent et continuèrent la grève deux semaines au bout desquelles la répression commença: 120 dirigeants de la grève furent fusillés, et un grand nombre de prisonniers dispersés dans d'autres camps.

La grève générale d'août 1953

Une trêve de la lutte intérieure dans le PCI eut cependant lieu en août où, comme un orage d'été inattendu, se déclencha, contre les décrets-lois de Laniel prolongeant l'âge du droit à la retraite dans la fonction publique, la plus grande grève générale qu'eût connue la France depuis 1936. Le 4, les fédérations de fonctionnaires avaient appelé à une heure de grève. Le 5, à partir d'un appel parti d'un bureau de poste de Bordeaux, c'est la grève illimitée qui déferla. Contrairement aux prévisions pablistes, ce mouvement partait, non de la CGT sous contrôle stalinien, mais d'une section FO où se trouvaient des trotskistes du PCI majoritaire*. Dès le 6, toute la Fonction publique s'enflammait. Dans les jours qui suivirent, ce furent successivement la SNCF, EDF, les hôpitaux, Air France et la marine marchande, les douanes qui se joignirent au mouvement. À partir du 12, il s'était étendu au secteur privé avec quelques débrayages dans l'industrie et les mines. Le 13, ce fut le tour des banques, des assurances, des constructions navales. Le 14, le bâtiment et la chimie entraient dans la danse. On compta plus de quatre millions de grévistes. La bourgeoisie s'affola. Des forces de police considérables furent mobilisées. Des chars entourèrent Paris. Mendès-France s'écria qu'on était en 1788. Le maréchal Juin demanda des mesures contre le droit de grève, et le chef d'état-major de l'armée de terre s'indigna de la faiblesse du gouvernement contre les grévistes. Ils avaient tort: les syndicats et les partis ouvriers veillaient. FO et la CFTC tentaient de limiter le mouvement à des actions

* dont le secrétaire, Jean Vigué avait des sympathie d'extrême gauche.

par branches de 24 ou 48 heures, et négociaient en coulisse avec le pouvoir. La CGT s'efforçait, mais en vain, de se joindre à eux, et en appelait au front unique à la base. Le PCF se tenait coi. Depuis la mort de Staline, le cours ultra-gauche avait été abandonné et un cours purement pacifiste lui succédait, dont la SFIO, toute entière ralliée à l'atlantisme, refusait les avances. Ainsi abandonné, le mouvement s'effilocha et se termina le 31. S'il dut ranger ses décrets-lois, Laniel n'en fut même pas renversé.

Pendant toute cette grande grève, le PCI majoritaire fut en état de mobilisation générale, avec assemblée quotidienne, menant campagne pour un comité national de grève. Quasi tous les militants étaient dans la grève. Chacun fut à son poste, y compris au journal, où Michel Lequenne revint et écrivit les articles leaders. Mais tous les efforts militants se perdirent dans le mur de mousse des organisations syndicales et politiques. Sur ce terrain aussi, les deux PCI rivaux eurent le même optimisme de voir repartir le mouvement pour des batailles plus décisives. C'était une erreur: un si grand mouvement pour un si petit succès eut un effet démoralisateur.

Extension internationale de la scission

Le secrétariat international, après la scission française et de si grands événements mondiaux, avait besoin d'un 4e congrès mondial de consolidation. Deux documents le préparèrent, tous deux portant la marque personnelle de Pablo: « Montée et déclin du stalinisme » et « Notre intégration dans le réel mouvement des masses ». Le 14e plénum du comité exécutif international ne s'était pas encore réuni pour le préparer qu'une seconde scission eut lieu: celle du plus vieux et du plus solide parti de l'Internationale, le SWP des États-Unis, ce parti dont le dirigeant historique, Cannon, avait accepté l'exclusion du PCI. Que s'était-il passé ?

Pierre Frank, dans son petit volume, *La Quatrième Internationale*[7], n'admet qu'une erreur de perspective des thèses du 3e congrès, « dans le rythme relatif des crises du capitalisme et du stalinisme », et pense qu'elle « n'aurait pas dû par elle-même provoquer une scission ». Il objecte d'ailleurs que les adversaires de ces thèses « n'avaient en général aucune

perspective réelle de crise du stalinisme, même à une échéance assez longue », ce qui, nous l'avons vu, est inexact. Et quand il ajoute que « l'on se trouvait au début d'une situation inattendue, dont l'issue n'était pas claire. Aussi n'est-il pas trop surprenant d'apercevoir après coup que la quasi unanimité du congrès recouvrait en fait des positions et des tendances divergentes qui ne s'étaient pas exprimées, non par absence de démocratie dans l'organisation, mais à cause d'une absence de clarté dans la situation », c'est encore, et doublement, inexact, au moins pour la section française. Était-ce exact pour le SWP ? Pas tout à fait non plus puisque, comme nous l'avons vu, un texte du Political Commitee du SWP, de juin 1951, caché au comité exécutif international et au congrès, au moins par Livingstone (Clarke), avait émis les plus grandes réserves à l'égard des thèses du 9e plénum, précisément sur le rôle et la nature du stalinisme. Ce document précisait aussi que la nécessité de s'opposer au bloc impérialiste et de défendre les conquêtes d'Octobre ne signifiait pas soutenir la diplomatie et la stratégie du Kremlin, que la bureaucratie du Kremlin ferait tout pour réprimer, même en pleine guerre, tout mouvement révolutionnaire anti-impérialiste qui échapperait à son contrôle, et insistait (ce que même le « Où va Pablo ? » de Bleibtreu n'avait pas fait) sur le tiers rôle des révolutions coloniales, en particulier au Moyen-Orient, dont l'interaction aggraverait à l'extrême, non seulement la crise de l'impérialisme, mais aussi celle du stalinisme.

Pourquoi des questions aussi importantes n'avaient-elles pas été au cœur de la discussion du 3e congrès mondial ? Probablement parce qu'à ce moment les divergences apparaissaient au SWP comme des questions à discuter, sans saisir à quel point elles déterminaient le tournant organisationnel dicté à la section française. Et c'est précisément quand Clarke rentra aux États-Unis pour imposer au SWP un entrisme dans « tous les milieux politiquement vivants qui polarisent des masses ouvrières », au nom de la perspective de la « guerre qui vient », réaffirmée dans les thèses de « Montée et déclin du stalinisme », que la section américaine se trouva dans la même situation que celle de France deux ans avant auparavant. Mais là, l'intrusion fractionnelle fut immédiatement sanctionnée par l'exclusion de la minorité Clarke-Cochran.

Pierre Frank a écrit :

> « Lorsque cette lutte intérieure aboutit à une scission, la majorité du SWP en attribua la responsabilité à la direction de l'Internationale, avec laquelle elle avait des divergences à ce moment-là sur la "déstalinisation". »

Était-ce inexact ? La « Résolution sur les causes et les enseignements de la crise de l'Internationale », adoptée par le 14e plénum du comité exécutif international, prouve l'accord total de la direction internationale avec la minorité américaine. On y lit :

> « L'évolution sectaire et rétrograde de la direction majoritaire du SWP peut se résumer dans les derniers temps dans ses conceptions concernant la perspective et la tactique aux États-Unis ainsi que dans sa manière de concevoir la révolution internationale à l'étape actuelle et la place de la question de l'URSS et du stalinisme dans cette dernière. »

Tout y est ! Et l'orientation proposée est exactement celle qu'a défendue Clarke. Certes, l'optimisme du SWP quant à l'essor du prolétariat américain était erroné à l'heure où se déchaînait le maccarthysme, mais infiniment plus grave étaient les thèses de « Montée et déclin… ». Si, comme l'écrit Pierre Frank, ce fut « de façon imprévue [que ce texte] mit le feu aux poudres », quel aveu d'aveuglement acharné dans l'erreur ! Ne peut-on pas y lire, dans la thèse 18, que les mesures prises par les « sommets bonapartistes de la bureaucratie » tendent à « asseoir la dictature sur une base plus large, […] sur une base plus populaire » ; que, dans la thèse 20, « les forces centrifuges apparues dans la dictature, que le régime libéral a accentuées, commencent à avoir raison du monolithisme du groupe dirigeant lui-même… [que] ce processus de différenciation au sein du parti et de ses sommets a été influencé par le début de la montée révolutionnaire dans le glacis ». Enfin que « si la nouvelle équipe dirigeante cherche à gagner du temps à l'échelle internationale en faisant des concessions de forme et de ton à l'impérialisme, elle ne peut moins que

jamais faire des concessions substantielles qui pourraient aboutir à un compromis réel avec Wall Street». Et premier exemple donné : «liquidation de la révolution coloniale» (ce qu'on allait voir du Vietnam à l'Algérie, et de l'Irak à Cuba). D'où la conclusion :

> «Dans ces conditions, la course aux armements et les préparatifs de guerre impérialiste continueront fondamentalement tels qu'ils ont été décrits par le rapport du 12e plénum du [comité exécutif international].»

Et à la thèse 22 :

> «La guerre qui vient coïncidera non avec un reflux, mais avec un nouveau bond en avant de la révolution internationale.»

Certes, après avoir affirmé dans la thèse 21 : «Aujourd'hui l'URSS est par son industrie et par son prolétariat la deuxième [?] base d'appui pour le socialisme dans le monde», il était bien nécessaire de préciser, au moment où Michèle Mestre tirait toutes les conclusions logiques de ces analyses en claquant la porte de l'Internationale, qu'«en même temps, nos sections doivent combattre résolument toute tendance d'apologie ou de justification du régime politique actuel en URSS. [...]La tâche d'une nouvelle [?] révolution politique en URSS reste plus brûlante que jamais.» Mais : «Le sens de toute l'évolution récente, c'est que mûrissent les conditions qui préparent et facilitent cette révolution».

Les thèses suivantes sur «La montée et déclin du stalinisme dans les autres pays non capitalistes» (étrange définition négative pour des marxistes !), puis «dans les pays capitalistes», enchaînaient les erreurs et illusions déjà vues ci-dessus, pour s'achever sur ces mots :

> «Si nous apprenons à combiner une fermeté principielle intransigeante avec une souplesse tactique extrême quant à l'intégration de nos forces dans le réel mouvement de masses, nous ferons coïncider le déclin et l'effondrement du stalinisme avec le triomphe de la IVe Internationale et de la révolution mondiale.»

On voit que ce n'est pas par hallucination qu'un tel texte éclaira le SWP, par ailleurs réveillé par l'attaque pour un entrisme généralisé «dans les masses vivantes». Et que devint la minorité pabliste américaine de Livingstone (Clarke), défendue si vivement encore en décembre 1953 ? Redonnons la parole à Frank :

> «La minorité du SWP, à peine après avoir rompu avec celui-ci, exposa publiquement des positions de liquidation du trotskysme et combattit ouvertement la IVe Internationale.»

Pablo n'eut pas plus de chance avec son cow-boy qu'avec sa Michèle Mestre. Peu d'années après, Clarke avait une confortable sinécure à l'ONU.

La rupture du SWP entraîna celle de la section anglaise et celle de la Suisse. C'est encore Bleibtreu qui prit l'initiative des contacts avec ces sections et fut le maître d'œuvre de la création du comité international. Il ne s'agissait pas d'opposer une 4e Internationale bis à l'officielle, mais d'unir des forces pour un redressement de celle-ci. Il n'ignorait pas les écarts importants qui pouvaient exister entre des sections aux histoires très diverses, et entre les personnalités de leurs leaders. Il eût fallu du temps pour parvenir à une certaine homogénéité politique entre ces formations. Il n'eut pas ce temps, et la suite de la dispersion allait aussi ruiner ce comité.

L'année 1954 allait à nouveau porter au rouge les divergences entre le «groupe Lambert» et ce qui était devenu une «tendance Bleibtreu», minoritaire, de par des divergences portant quasi sur toutes les questions.

Mais, dans le cours de cette année, le principal adversaire de Lambert devint Marcel Gibelin. Cela tint à ce que les événements français comme internationaux eurent leur écho jusque dans FO, où la tendance de gauche se développa, surtout dans la région parisienne où elle allait devenir majoritaire. Et dans cette tendance, Marcel Gibelin avait acquis une autorité qui faisait de l'ombre à Lambert. Celui-ci trouva l'occasion de sa première opération bureaucratique de dirigeant quand Gibelin accepta, sans en aviser le bureau politique, de participer

à une délégation en URSS de la centrale. Dès la réunion du comité central qui suivit, Lambert fit de cette indiscipline une faute grave, voire une amorce de rupture, dont il convenait de se garder des suites, connaissant le genre de déclarations compromettantes que les Soviétiques faisaient signer aux participants de ce type de voyages. Par un véritable forcing, il fit voter un texte de dénonciation, « susceptible d'être publié » au cas où… En l'absence de Bleibtreu, Jacques Danos et Michel Lequenne eurent la faiblesse de voter ce texte de « précaution », auquel ils ne pouvaient opposer que leur confiance en Gibelin. Ils s'en repentirent dès le soir même, mais il était trop tard. Le « nouveau » Lambert fit publier une résolution du bureau politique excluant Gibelin, la veille même du retour de celui-ci lequel, bien entendu, n'avait rien signé de compromettant, mais au contraire avait empêché, sinon tous, du moins plusieurs des délégués de signer une déclaration ayant valeur d'approbation de la politique khrouchtchévienne. Plus encore, Gibelin réussit à faire publier dans *Combat* un reportage de qualité. Michel Lequenne demanda à Gibelin de se battre contre le traquenard de Lambert. Il refusa avec un mot qui traduisait son découragement : « La logique de cette organisation, c'est que ce soit les plus bêtes qui l'emportent. » Il allait se replier sur l'activité syndicale, où, plus tard, il fut l'un des inventeurs des chèques-restaurants. Jacques Danos quitta l'organisation. Coup double pour Lambert : Danos était aussi pour lui un gêneur, en tant que l'un des dirigeants de la « commission coloniale ». Mais coup manqué, toutefois, en ce qui concerne la gauche FO : Gibelin y garda toute son autorité, et Lambert allait être contraint d'en créer une « bis », avec des éléments peu fiables, tels que l'anarchiste Joyeux, voire douteux, tel Alexandre Hébert.

L'impasse de l'entrisme *sui generis*

Bien que la perspective qui était censée justifier l'entrisme *sui generis* se trouvât erronée, sa pratique fut-elle au moins efficace ? Dans l'Internationale, une légende tenace le prétend. Ce n'est cependant pas ce qui ressort à la fois de la seule étude approfondie qui en a été faite, le mémoire de maîtrise

de Gérard Grzybek[8], et du témoignage de ses survivants politiques que nous avons recueillis.

En fait, la scission en elle-même privait l'entreprise de toutes ses possibilités : presque aucune force militante pour réaliser l'entrisme (Gilbert Marquis a même rapporté à Gérard Grzybek que la cinquantaine de militants de la minorité s'était réduite de moitié en quelques mois), et, comme pôle indépendant pouvant servir de phare à l'entrisme, un groupe si petit que le trotskisme en devenait absent, d'où la conséquence que la plupart des membres du PCF qui furent recrutés en furent démoralisés, et que quasi tous le désertèrent.

L'application de l'orientation tombait dans tous les travers dénoncés par la majorité dans sa résolution pour le 7e congrès : jamais la cristallisation du centre indépendant n'atteindra la masse critique capable de devenir un pôle attractif. À tel point que, dès après le 4e congrès mondial, Claudio Guiliani (Livio Maitan) expliquera doctoralement que si le but du travail entriste n'est pas le recrutement individuel, il n'en fallait pas moins s'efforcer de recruter des militants et des cadres. Comprenait qui pouvait !

De plus, certains militants qui s'étaient rangés dans la minorité pour des raisons diverses n'envisagèrent pas d'entrer dans le PCF, tels Camille Januel ou Pierre Avot-Meyers. Il n'y eut que sept entristes, et parmi eux trois ou quatre qui avaient déjà eu une activité trotskiste ouverte. Le changement d'usine de Gilbert Marquis, et de région de Michel Fiant, n'empêchèrent pas que leurs traces soient retrouvées et qu'ils aient donc à renier leurs « erreurs de jeunesse ». Le seul Marquis, qui avait eu l'habileté d'« avouer » avant qu'on ne lui demande rien, réussit à tenir quatre ans avant d'être exclu pour travail fractionnel. Denis Berger qui, étudiant, avait commencé par le militantisme dans le Mouvement de la paix dès 1953, mentionna lui aussi d'emblée un léger passé d'opposition et de doutes. Il put devenir secrétaire de cellule, mais ne put monter au-delà. Comme la majorité l'avait prévu, seuls des militants jeunes, parfaitement inconnus comme trotskistes, tel Gilbert Dalgalian qui venait d'adhérer au PCI en 1952,

purent être comme poissons dans l'eau dans les structures staliniennes.

Donc entrés ! Mais pour faire quoi ? L'objectif allait changer sous la pression d'événements qui, d'année en année, modifiaient la face du monde.

1954. En mai, la bataille de Diên Biên Phu voit l'écrasement de l'armée française au Vietnam du Nord et met fin provisoirement à la guerre, en juillet, par une paix bâtarde où, sous la pression de Molotov, les Vietnamiens acceptent le partage du pays en deux zones sur la ligne du 18e parallèle.

En juin, l'URSS reprend des relations diplomatiques avec la Yougoslavie, et en juillet propose un pacte européen de sécurité collective. À la fin de l'année, la guerre d'Algérie éclate, va durer huit ans et bouleverser la France.

Pablo commence à penser en décembre que « l'action des masses en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie et dans les autres pays capitalistes est capable de perturber une fois de plus les plans de guerre de l'impérialisme et faire à nouveau hésiter et reculer celui-ci». (En somme ce dont Bleibtreu avait rappelé la possibilité !) Il juge en même temps nécessaire de redéfinir le « contenu politique de l'entrisme » qui nécessite maintenant de « travailler à l'intérieur de ces organisations [staliniennes] de manière à grossir un courant de gauche de plus en plus radical afin d'influencer – dans toute la mesure du possible – leur politique présente et d'attendre des moments plus propices pour arriver à une victoire totale ». Et pour être clair, il termine en précisant :

> «Et quand un militant de ces organisations demande ce qu'il doit faire, nous répondons : "Reste là où tu es et continue à y travailler en liaison avec la tendance marxiste révolutionnaire".»

C'est là un net tournant de l'objectif de l'entrisme, mais cependant en gardant la volonté de maintenir des militants dans un parti dont ils rejettent la politique comme erronée, et qui, tentés par là même d'en sortir, ne se voient offrir qu'une issue ambiguë. Ce flou va conduire à des échecs, des pertes, et une crise grave du PCI (que nous préciserons « IVe » pour

le distinguer de celui de la majorité française, les deux courants ayant gardé le même nom).

1955. Le ministre de l'intérieur François Mitterrand décide l'envoi du contingent en Algérie pour ce qui ne doit pourtant être qu'une « opération de police ». C'est tout le pays qui va être impliqué dans cet événement d'« outre-mer ». En avril a lieu la conférence de Bandoung, où vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique dressent un front des nations pauvres, et pacifiques, entre les deux blocs. Sous son « neutralisme positif » l'hétérogénéité des orientations est grande entre ces États. Mais le courant le plus important est peut-être celui du « nassérisme », qui va polariser les « révolutions arabes ».

En URSS, Malenkov est contraint à la démission de la direction, Molotov mis à l'écart. Le pacte de Varsovie s'oppose au pacte Atlantique, mais Boulganine et Khrouchtchev se rendent à Belgrade. Tito n'est plus fasciste : tout avait été la faute de Beria ! Les partis communistes entrent en crise les uns après les autres, sauf… celui de France, qui se blinde.

Pour Pablo, la voie de la révolution politique est ouverte. Et lui-même fait un retour sur cette Yougoslavie, la veille vilipendée. Nous découvrons dans la conclusion de son éditorial du numéro de juin de la revue *Quatrième Internationale* que :

> «C'est à la tendance marxiste révolutionnaire intégrée dans chaque pays au réel mouvement des masses de s'affirmer plus que jamais comme la véritable alternative aux directions officielles en faillite.»

Mais n'est-elle pas invisible en tant que telle dans ces mouvements ? Les entristes doivent-ils radicaliser leur action, former une tendance déclarée, accessible ? C'est ainsi que vont le comprendre un certain nombre d'entre eux. Et tout d'abord Denis Berger qui découvre que des opposants vont spontanément dans ce sens.

1956. En France, les élections législatives portent au pouvoir un « Front républicain » des radicaux de Mendès-France à la SFIO. Guy Mollet, le bien nommé, est président du conseil des ministres. Il se rend à Alger, y est accueilli par des jets de tomates, et capitule devant le bellicisme des pieds-noirs. En mars, des « pouvoirs spéciaux » pour l'Algérie sont votés avec

les voix du PCF. La ligne du Kremlin n'est-elle pas maintenant de retrouver une alliance avec les impérialistes secondaires contre les États-Unis ?

Nasser a nationalisé le canal de Suez en juillet. En novembre des troupes anglo-françaises vont débarquer en Égypte. Elles devront se retirer honteusement, les puissances dominantes des deux Blocs ayant un intérêt contradictoire mais égal à se concilier ce pôle de Bandoung.

Au 20e congrès du PCb de l'URSS, Khrouchtchev et son discours secret dénoncent le culte de la personnalité et les crimes de Staline. La déstalinisation est en cours. La direction du PCF ignore ce rapport, mais une crise sourde commence dans le Parti. Et, inversement, voilà que, successivement, le peuple polonais puis le peuple de Hongrie se soulèvent contre le pouvoir stalinien. En Pologne, après la tentation d'une intervention, Khrouchtchev a l'intelligence de s'incliner devant l'immense mouvement populaire et d'accepter le « moindre mal » du passage du pouvoir entre les mains de Gomulka, la veille en passe de procès pour « titisme ». Bonne décision pour le Kremlin : Gomulka ne tardera pas à redevenir un bon stalinien. Il en va tout autrement en Hongrie. Ici, la révolution anti-bureaucratique se fait en deux temps. Le premier se conclut comme en Pologne par un passage du pouvoir entre aile droite et aile gauche de la bureaucratie, de Gerö à Janos Kadar et Imre Nagy. Mais sous la pression des masses, ce dernier fait sortir la Hongrie du pacte de Varsovie, annonce la fondation d'un nouveau parti et proclame la neutralité du pays. Les chars russes mettent un terme à ce second temps en écrasant la révolution dans le feu et le sang.

Devant cette tragédie, les enthousiastes de la déstalinisation douce se partagent entre dénonciateurs et approbateurs de la répression. Ce qui n'avait pas été prévu par l'analyse pabliste, c'est que la révolution « politique » ne tendrait pas à améliorer le système, mais à le renverser. Une large faille va s'ouvrir là entre d'une part staliniens, néostaliniens, et moitiés et quarts de staliniens, et d'autre part marxistes révolutionnaires qui sont pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à leur droit de se tromper.

Les « révélations » de Khrouchtchev percent le mur de silence du PCF, ce qui, avec sa politique en face de la guerre d'Algérie, forment un cocktail explosif. Paradoxalement, c'est Félix Guattari, lequel n'est pas entriste, qui entraîne Denis Berger à publier, avec les étudiants de la cellule philosophie (Sorbonne) du PCF auxquels il est lié, un bulletin d'opposition. Ce sera *Tribune de discussion*. Bien que cela rompe en fait avec les principes de l'entrisme *sui generis,* la direction du PCI, en particulier Pierre Frank, accepte l'opération et y participe. Le vent va tellement en ce sens que, bientôt, un autre bulletin va spontanément paraître à la fin de 1956, *L'Étincelle,* avec Victor Leduc, qui fusionnera avec *Tribune de discussion* en avril 1957. La réplique du PCF ne se fait pas attendre, sous la double accusation de ces bulletins comme « trotskistes et policiers ». En même temps, des « sous-marins » staliniens créeront un bulletin concurrent, *Unir !*. Des attaques viendront plus tard d'autres côtés : comme on pouvait s'y attendre, du *Communiste* de Michèle Mestre, bien placée pour dénoncer les trotskistes entristes, mais aussi de *Socialisme ou barbarie* de Castoriadis et de *La Vérité* alors devenue lambertiste.

Le courant de prise de conscience – pour certains bien tardive – crée des remous entre les différents niveaux. Sartre va donner un peu d'argent à *Tribune*. Henri Lefebvre et François Châtelet y participent, mais avec réticences et timidité. La peur du trotskisme continue à paralyser ces opposants de cabinet qui se limitent à suivre la déstalinisation khrouchtchévienne sans oser la dépasser d'un pas. Cela va les conduire – de la même façon que Sartre – à justifier la seconde intervention soviétique contre la révolution hongroise, après avoir condamné la première. Et *L'Étincelle* finira par rompre l'unité de cette première opposition. Il n'aura servi à rien que, pour sauver l'action commune, les « entristes » s'abandonnent à assurer qu'ils ne sont « ni trotskistes ni policiers ». C'était donner des verges pour se faire battre. Mais n'est-ce pas que, pour certains de ces entristes, perce déjà l'idée que la voie du dépassement révolutionnaire de la crise du communisme ne va pas passer par le trotskisme, mais par un « centrisme de gauche » ?

À ce moment, quel était le bilan de l'entrisme ? Fort maigre en tant que renforcement du centre. Selon les divers témoignages des militants du temps, le PCI (4e) semble avoir doublé, voire triplé ses effectifs. Mais à quel moment ? Selon Denis Berger, en 1956 l'organisation n'avait que soixante membres, pour passer à cent quarante deux ans plus tard, soit à l'époque du rassemblement de l'opposition en tendance. Mais un développement non négligeable était venu du travail trotskiste ouvert, d'une part en Normandie, sous l'impulsion de Camille Januel, d'autre part dans les milieux enseignants, sans compter le retour de quelques militants partis pendant la crise. Quel est le solde dû à l'entrisme seul ? Selon Gilbert Dalgalian, une cinquantaine (ce dont doute Pierre Avot-Meyers, pour qui régnait le flou entre sympathisants et vrais adhérents). En tout état de cause, ce n'étaient pas des ouvriers, mais surtout des étudiants, et ils auraient été perdus presque aussitôt que gagnés, certains du fait de leur formation médiocre qui les amenait à diverses embardées politiques, et le plus souvent sans doute par cet effet de déconvenue de militants passant d'un parti de masse à un groupuscule. Notons d'ailleurs qu'il en avait été ainsi depuis la Libération : le type d'organisation trotskiste étant incapable de retenir des militants formés au mode d'activité dans un parti de masse, surtout quand il s'agissait de militants ouvriers. Quant aux cadres formés et « mouillés » par le stalinisme, aucun ne rejoignit jamais le trotskisme. Typique est le cas d'un Henri Lefebvre, opposant toute sa vie, mais qui n'osera jamais aller jusqu'au bout de son long enlisement douloureux avec le stalinisme. Un signe significatif de l'échec, c'est que le seul membre du PCF gagné par l'entrisme qui fut membre de la direction de ce travail était Michel Ravelli, anarchiste ayant fait une incursion dans le PCF et qui, peu d'années après, redevint un pur anarchiste, et un violent ennemi du trotskisme.

Le seul entrisme *sui generis* qui fut réussi prouve son échec *a contrario* : c'est celui d'André Fichaut. Ayant été un militant trotskiste connu en Bretagne, c'est seulement en 1956 que, semblant ne l'être plus depuis des années, il put adhérer au PCF. Cela lui permit à coup sûr de mener une activité syn-

dicale remarquable de talent, d'énergie et d'efficacité, qui lui assura un grand prestige local et le rendit indéracinable dans la CGT. Mais quand il démissionna du PCF après 1968, ce fut sans avoir créé un groupe d'opposition, ni entraîné personne avec lui[9].

Un cas particulier d'entrisme fut celui des militants vietnamiens. Comme les polarisations extrêmes de la guerre ne laissaient plus de place au trotskisme, il apparut évident à la majorité du groupe qu'un retour ne pouvait se réaliser qu'à condition de pratiquer l'entrisme préconisé par Pablo. Mais fallait-il rentrer au Vietnam, alors que tous les militants du groupe, du fait des dures luttes avec les staliniens dans les camps, puis à l'extérieur, étaient bien connus comme des trotskistes ? L'appel du pays joua-t-il son rôle dans la décision ? Le retour eut lieu et fut un total désastre : une partie des militants furent exterminés peu après leur arrivée ; une partie disparut « dans la nature » ; une dernière partie entra si bien dans le Viet-minh qu'ils s'y adapta.

La guerre d'Algérie

Dans le même temps, la guerre d'Algérie se développait dans la plus profonde horreur de l'atrocité coloniale.

Elle avait éclaté sans que personne ne l'ait vu venir, comme il en va presque toujours des événements révolutionnaires. Mais là avec ce surplus d'accidentel que les partisans mêmes de l'insurrection ne l'avaient voulue ni à ce moment ni de cette façon.

Les trotskistes du PCI majoritaire, malgré leurs liens de solidarité avec le MTLD, n'avaient qu'une vue superficielle des conflits qui agitaient ses cercles dirigeants. Ils y distinguaient en gros les messalistes et les centralistes, mais le lien privilégié avec les premiers, et d'abord avec Messali Hadj lui-même, faisait regarder les seconds comme tournés vers le PCF, ce qui, comme on l'apprit plus tard de Mohammed Harbi[10], était totalement erroné. On doit retenir la distinction que fait celui-ci entre courant « nationaliste populaire », auquel un islam populaire servait de ciment social (n'oublions pas que Messali devint Hadj du fait d'un pèlerinage à La Mecque, et qu'à partir de là il ne quitta plus la barbe et la chéchia), et un

courant « nationaliste élitaire » issu des couches sociales formées dans la colonisation. Mais en même temps les directions des deux courants appartenaient aux mêmes couches sociales, et se distinguaient par un langage d'autant plus différent que les centralistes manquaient totalement d'unité idéologique, et même politique. Enfin et surtout, il y eut là un problème de pouvoir entre d'une part le leader patriarcal en résidence surveillée en France, qui l'exigeait de façon absolue, et d'autre part les jeunes dirigeants de terrain, problème qui ne cessa de s'envenimer dans une situation d'impasse politique et de constante répression larvée. Les trotskistes avaient connu l'existence de l'OS qui tendait à trancher le conflit par l'action, mais ignoraient sa dissolution, et son remplacement par le « groupe des 22 », dont sorti le CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action).

Tout l'été 1954, la crise du MTLD fit rage, et les messalistes semblaient l'emporter, ayant d'ailleurs eu, en France, l'initiative de la violence contre leurs adversaires. Quand l'insurrection fut déclenchée dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, le rapport des forces semblait être en leur faveur. Et le pouvoir les en crut les dirigeants, et c'est contre eux qu'il exerça d'abord sa répression.

Le PCI (Vérité) est immédiatement sur le pied de guerre. Immédiatement aussi, une divergence radicale oppose Lambert et la tendance Bleibtreu. Pour Lambert, contre toute évidence de ce qu'on peut savoir dès ce moment, ce sont les messalistes qui ont déclenché l'insurrection. Messali lui-même est à Niort, dans la famille d'Annie Cardinal, femme de Daniel Renard, et Lambert identifie sa cause à celle du PCI. Ne va-t-il pas le sacrer « Lénine de l'Algérie », proclamer le MNA « parti prolétarien révolutionnaire », dirigeant la majorité des maquis, et prophétiser qu'au-delà de son triomphe, c'est la révolution française qui est commencée ! À ce délire s'oppose la minorité qui nie que l'OS (puisqu'on ignore encore qu'il s'agit du CRUA) soit messaliste, et pense que tout l'effort des trotskistes doit tendre à l'unité dans la lutte des deux courants algériens comme la première nécessité de la conjoncture. C'est là une opposition plus radicale encore que les pré-

cédentes, parce que conditionnant les actions immédiates, et que Lambert ne peut accepter. Il trouvera l'occasion de son premier « procès » dans les suites policières d'un édito de *La Vérité* signé anonymement du bureau politique. La police convoque ceux qu'elle considère comme membres de ce bureau politique, dont Bleibtreu et Lequenne, plus Fontanel, gérant du journal. La consigne est de ne répondre qu'à la question d'identité, sans confirmer ou infirmer les noms attribués à ce bureau politique. Consigne suivie par tous. Mais la tendance demande que la direction choisisse les noms de ceux qui seront inculpés. Refus de Lambert. Or c'est laisser au pouvoir le choix des inculpations. Nouvelle convocation des mêmes ! La consigne est cette fois de ne pas y répondre. Après une discussion tendue, la direction de la tendance choisit l'indiscipline de répondre comme la première fois. Finalement, tous les convoqués seront inculpés. Ce sont les premiers de cette guerre. Comme il s'agit d'un délit de presse, et que les suivants auront des motifs plus graves, il n'y aura jamais de jugement, et un non-lieu général des années plus tard. Mais l'indiscipline aura suffi pour que Lambert décide d'en profiter pour procéder à l'exclusion des minoritaires. Et d'autant plus que, le 18 mars 1955, une assemblée générale de la région parisienne, c'est-à-dire de la grande majorité du Parti, a voté à 56 % une résolution Bleibtreu exigeant la fin d'une situation de division, que « le centralisme démocratique soit rétabli pour souder le Parti en un seul front dans la lutte contre la répression », le retour des minoritaires au bureau politique, et la convocation du comité central, non réuni depuis des mois. Il le sera en deux jours… pour exclure Bleibtreu, Lequenne et Fontanel, ce qui entraîne la sortie avec eux, d'abord de tous les membres minoritaires du comité central, soit Daniel Righetti, Georges Mougard, Charles Magne, et de Janine Weil, membre de la commission de contrôle, puis, les jours suivant, de toute la tendance qui sera dite « Bleibtreu-Lequenne ».

L'Internationale et le PCI (4e) n'avaient pas dans leurs rangs de militants directement liés aux organisations algériennes et s'en tinrent d'abord à la position de principe de soutien de la lutte et de condamnation de la répression. Mais

bientôt, elle n'aura plus de doutes sur le fait que la direction de l'insurrection est bien ce FLN qui vient de se constituer, et rassemble, autour du CRUA et d'éléments du MTLD de Kabylie, les centralistes et certains militants et groupes du MNA. Comme l'écrit Sylvain Pattieu :

> « Si la priorité est donnée aux contacts avec le FLN, c'est pour des raisons pragmatiques et non idéologiques : le PCI et la 4e Internationale analysent assez vite le FLN comme l'organisation qui dirige la révolution algérienne. Dès lors la nature du Parti, sa composition sociale, la teneur de son programme et de son organisation importent peu : ces considérations passent au second plan et seule compte l'action concrète pour l'indépendance et surtout contre l'impérialisme français[11]. »

C'est là la position marxiste révolutionnaire correcte, telle qu'elle a été constamment celle de la 4e Internationale : défense inconditionnelle des luttes révolutionnaires contre toute oppression. Mais il faut souligner ici qu'un tel principe peut recevoir des interprétations sensiblement différentes. Un tel soutien inconditionnel peut-il aller sans critique éventuelle de ceux que l'on soutient ? Et précisément à ce sujet, un débat avait eu lieu au Cercle Lénine, le lieu de débats publics politiques et culturels du PCI (Vérité), peu avant le soulèvement algérien, et à propos du Maroc. Daniel Guérin y avait déclaré que l'on ne pouvait soutenir inconditionnellement une lutte telle que celle de l'Istiqlal. Lambert l'avait contredit violemment, tandis que Michel Lequenne répondait au contraire à Daniel Guérin que la défense inconditionnelle impliquait la critique fraternelle des erreurs et fautes éventuelles que pouvaient faire ceux que l'on soutenait. Étrangement, ce désaccord se retrouva, caractérisé comme « travail anti-parti au Cercle Lénine », ajouté à l'indiscipline dans le réquisitoire d'exclusion de Lequenne du PCI. Lambert pratiquait en effet alors le soutien sans critique à des luttes dont il tenait à l'alliance des dirigeants. Cela fut porté à l'absolu pour le compte du MNA, en même temps qu'inversement ce n'est pas de critique qu'il s'agira à l'égard du FLN, mais de calomnies, puisqu'il sera donné comme « interlocuteur de choix pour le gouvernement français ». Ironie

de l'histoire : quatre ans plus tard, c'est le seul maquis messaliste, celui de Bellounis, qui capitulera et passera dans les rangs français, obligeant le courant lambertiste à rompre avec le parti du « peuple-classe » algérien ! Cette déconvenue participera à la totale dégénérescence lambertiste : désormais les luttes révolutionnaires, du Vietnam à Cuba, ne recevront de sa part nul soutien politique, mais au contraire des dénonciations. Indéfiniment, le PCI lambertiste, devenu OCI et finalement Parti des travailleurs (PT), allait jouer son double rôle de canal de diversion du trotskisme, côté face par son radicalisme verbal (accompagné de violences physiques contre tous ses adversaires de gauche) et son orthodoxie formelle, côté pile par ses pratiques machiavéliennes ambiguës, qui allaient en faire… une pouponnière de cadres social-démocrates.

Paradoxe ! C'est Yvan Craipeau, alors membre de l'éphémère Nouvelle Gauche, où se côtoient les partisans des courants algériens opposés, qui met les dirigeants du FLN qu'il connaît en contact avec le PCI (4e). L'aide que va apporter l'Internationale, et singulièrement le PCI, à la révolution algérienne ne sera pas seulement d'agitation et de propagande, comme toutes celles qui ont été menées à distance dans le passé, mais une aide effective, matérielle, exigée par une lutte qui non seulement concerne l'impérialisme français dans sa colonie la plus proche, mais atteint la métropole même. Elle permit un tournant dans l'activité du PCI, qui plaça au second plan l'activité entriste, en précipitant sa crise et son changement d'orientation. C'est un réseau complet – et le premier – qui sera rapidement constitué et réalisera des prodiges – d'ailleurs avec des forces humaines très limitées autour de Simonne Minguet, Pierre Avot-Meyers et Henri Benoîts –, de l'impression et de la diffusion du premier journal du FLN, *Résistances algériennes,* jusqu'à la réalisation de faux papiers, et, finalement une usine d'armes sur la frontière marocaine. À une extrémité de cette activité, Henri Benoîts aidait directement les travailleurs algériens de son usine ; à l'autre extrémité Pablo établissait des contacts au sommet. Bientôt, à partir de la cellule de Vernon, c'est toute la région « Seine » du PCI dont l'essentiel de l'activité est de soutien au FLN. Un

acteur important de cette activité fut Sherry Mangan. Malade, il était resté à l'écart du conflit de 1952-1953. Rallié ensuite à l'Internationale, où il reprit sa place au comité exécutif international, il apporta à la révolution algérienne la même aide qu'il avait accordée à l'activité clandestine du début de la guerre mondiale. Encore une fois, sa nationalité américaine et son calme courage lui permit des exploits. Il ne vit pas la fin de cette guerre, mourant le 24 juin 1961 à l'âge de 57 ans.

Si le devoir d'aide révolutionnaire fut ainsi accordé inconditionnellement et sans réserve à un « front » dont les objectifs révolutionnaires étaient loin d'être clairs au-delà de la volonté d'indépendance, il fut non-critique. Certes, le PCI ne connaissait pas totalement la terrible réalité des règlements de comptes qui firent des ravages dans les sommets du FLN (tel l'assassinat au Maroc d'Abane Ramdane en décembre 1957), mais il en eut des échos, parfois nets, et il ne put ignorer les violences qui aboutirent à son hégémonie sur la willaya 7, celle de métropole. Mais dans une guerre, et au sein même de la puissance ennemie, comment critiquer ses alliés sans ajouter aux armes de l'ennemi ? Les autres réseaux qui allaient se former fermeront pareillement les yeux, n'ayant non plus nulle faculté d'intervenir sur un milieu si fermé qu'il restait obscur, même à beaucoup de ses familiers.

Cette guerre coloniale secoua beaucoup plus profondément le monde culturel français que celle du Vietnam. Tant de principes démocratiques violés, tant d'engagements et promesses non tenus, tant de mensonges cyniques évidents, et la torture si largement utilisée qu'on ne put la cacher ! Ce n'était même plus seulement l'intelligentsia de gauche qui diffusait l'information cachée, protestait et devait lutter pour son droit à l'expression, mais jusqu'à des intellectuels « humanistes » et chrétiens. Aussi minoritaire qu'elle ait été, la Nouvelle Gauche fut un phénomène beaucoup plus significatif que n'avait été le RDR. Encore une fois en France, des intellectuels se liaient avec des politiques marginaux pour suppléer à la carence des partis auto-bâillonnés. De ce fait, et à l'exception de la Fédération communiste libertaire, projetée en avant dès avant l'insurrection et avec une violence qui l'isola

dans l'année la plus grise, quand la répression tomba sur les organisations d'extrême gauche, elles ne furent pas totalement isolées, et les condamnations en furent modérées par la crainte du pouvoir de voir s'étendre l'émotion et la protestation.

Par cette action révolutionnaire radicale, l'Internationale amorçait en France un début de redressement. Mais il y avait un décalage entre l'action, l'analyse et la perspective.

La Voie communiste

Comment dépasser la décomposition lente des partis traditionnels de la classe ouvrière, survivant à la fois de par leur caractère « institutionnel » et par leur ancrage dans les syndicats – quoiqu'eux aussi en déclin – c'est-à-dire au niveau élémentaire de la conscience de classe ? Pour l'Internationale, et en particulier pour les trotskistes français, du fait même de leur origine historique, il ne faisait pas de doute que cela passerait par une mutation ou un éclatement des partis communistes. Cette idée, qui ne cessa jamais d'être plus ou moins présente dans la pensée trotskiste, était au cœur de celle du pablisme, et donc de la génération qui s'y forma. Elle n'allait pourtant pas cesser d'être contredite, et l'on peut même dire que cette contradiction, portée par la vie politique spontanée, commença, quoiqu'en mineure, dès cette fin des années cinquante, à conduire à des tentatives de construction d'organisations dépassant les partis bloqués. Si l'on peut les considérer comme « centristes », ce n'est à coup sûr pas au sens ancien d'organisations situées entre social-démocratie et partis communistes, mais au sens d'au-delà des deux partis traditionnels, quoique sans atteindre le niveau du marxisme révolutionnaire, simultanément et contradictoirement compromis par sa filiation avec le bolchevisme et par la pénétration des critiques, voire des calomnies staliniennes.

Des années de la guerre d'Algérie jusqu'à 1968, le cœur de la classe ouvrière fut engourdi par la double épreuve de ses défaites et de l'opposition violente de ses partis, projetée dans les syndicats, et durcie par la guerre coloniale. De ce fait, le dépassement de ces partis fut soutenu par les forces plus légères de ce que la sociologie vulgaire appelait du nom empirique et confusionniste de « classes moyennes ». En fait, il s'agis-

sait des couches en expansion du prolétariat moderne : employés, fonctionnaires de base, techniciens, cadres techniques divers, enseignants… et d'étudiants qui, de plus en plus étaient leurs enfants ; enfin d'une masse en progression d'intellectuels prolétarisés.

Nous avons vu que c'est à partir de l'Université que l'opposition communiste prit sa première forme organisée. Son action ne pouvait que porter d'abord sur une jeunesse mobilisable pour une sale guerre à laquelle personne ne partait gonflé des illusions généreuses ordinaires, et sur une jeunesse massivement inorganisée politiquement. Une telle réalité sociale était loin du schéma préfabriqué de l'entrisme.

Gérard Grzybek rapporte qu'en 1957, le trotskiste Kapandji recrutait encore en annonçant l'apocalypse de la guerre qui venait. En octobre, le 5e congrès mondial de l'Internationale n'amena encore qu'un demi-tournant. Si Pablo fait une autocritique quant au boom économique de tout le système impérialiste, il ne s'en acharnait pas moins à prédire sa crise, et son dépassement prochain par l'économie soviétique, conduisant à l'idée qu'il y aurait de ce fait nécessairement guerre défensive déclenchée pour contrer le rapport de force mondial favorable aux forces de la révolution, la « coexistence pacifique » ne ménageant que des pauses précaires. Et d'autant plus que le fait dominant de l'après-guerre était désormais la révolution coloniale qui se développait et venait d'atteindre l'Afrique, ce qui allait donner base au prochain grand tournant de Pablo. Quant à l'entrisme, le 20e plénum du comité exécutif international, au début de 1958, accepta son expression par *La Voie communiste* qui venait d'être fondée en remplacement de *Tribune de discussion*, mais entendait bien que l'opposition et le mécontentement soient contenus à l'intérieur du PCF et utilisés à la seule lutte pour son redressement.

Il y avait là une contradiction, alors que des trotskistes allaient apparaître à visage découvert dans cette publication que quittait Henri Lefebvre, ulcéré d'avoir « été roulé par les trotskistes », et alors que l'exclu Gérard Spitzer entrait à sa direction, lui qui, d'origine hongroise, très jeune militant du PCF dès la clandestinité, et ex-directeur du bureau de presse

de l'ambassade de Hongrie en France, en avait démissionné au lendemain de l'intervention soviétique. Dès ce moment, non seulement Denis Berger, mais Michel Fiant et Raymond Bouvet, tous trois membres de la direction du PCI, critiquent l'orientation de l'Internationale, qui conduit à ce que certains militants « s'enterrent dans le travail de masse » tandis qu'inversement d'autres se contentent de recruter des militants un à un, et veulent que l'essentiel des moyens financiers soient mis sur *La Voie communiste,* avec l'orientation de gagner des cadres du PCF au trotskisme.

En mai 1958, c'est le coup d'État légal de De Gaulle. La 4e République s'effondre piteusement devant l'homme fort, rappelé selon l'exigence du comité insurrectionnel militaro-fasciste qui vient de s'emparer du pouvoir à Alger. Nul ne sait encore que la 5e République, cet État fort de ses rêves qu'il va enfin pouvoir créer, sera néocolonialiste, et que, reprenant son rôle de Bonaparte, de Gaulle roulera à la fois son aile d'extrême droite fasciste, colonialiste et militariste, et les partis discrédités de la gauche respectueuse. Lors des élections législatives de novembre, le PCF perdra un million et demi de voix qui iront à de Gaulle.

Pour Berger, dès juin, il ne s'agit plus de propagande et de travail sur le long terme, mais d'action sur les trois thèmes de lutte : contre la guerre d'Algérie, contre cet État fort antidémocratique, et d'appel et de soutien aux luttes ouvrières. Seul, à ses yeux, un journal comme *La Voie communiste* a assez d'assise pour rassembler les forces d'opposition les plus radicales, tandis que *La Vérité des Travailleurs* est sans écho. Pierre Frank y oppose l'agitation faite par le PCI le 13 mai, à un moment où l'opposition est restée paralysée.

Le cœur de cette opposition est plus profond. Il est vrai que l'autonomie que vont de plus en plus demander Berger, et Félix Guattari encore plus violemment que lui, c'est la formation d'un regroupement, non pas sur le programme apporté tout formé par la 4e Internationale, mais « centriste », en cela qu'il se limite au niveau de conscience des forces regroupées, et pour évoluer avec elles. Pour une efficacité dans les milieux communistes, c'est bien la bonne voie. Et cette projection

en avant de ce centre oppositionnel est bien ce qu'exige la situation.

Pas plus que la majorité du PCI en 1952, Denis Berger ne veut de rupture avec le PCI de 1958 et avec l'Internationale. Mais il se heurte à l'acharnement stupide de ceux qui exigent que les entristes luttent pour que les opposants dans le PCF s'y maintiennent, avec toujours l'idée mythique qu'à un moment donné, assez prochain, ce sont de larges pans, sinon une majorité du PCF qui glisseront vers une politique révolutionnaire, ce qui coïncide avec l'illusion de la très prochaine révolution politique en URSS même.

En juillet, au 23e congrès de PCI, Félix Guattari précipite la scission en lisant sa lettre de démission. C'est que lui ne croit déjà plus en la 4e Internationale. Ne le suivront ni Michel Fiant ni Jacques Fortin. Denis Berger se limite à démissionner du bureau politique. Mais comme c'est en refusant le contrôle de son activité, il est exclu en novembre.

La Voie communiste allait connaître un succès politique important, d'abord par celui du journal, d'une qualité rare dans les publications d'extrême gauche, et par le radicalisme de sa position dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Le groupe fut ainsi un pôle qui réussit le regroupement de nombreux militants révolutionnaires en déshérence, en particulier les communistes libertaires dont la répression avait concassé les structures organisationnelles et obligé les poursuivis, dont Georges Fontenis leur tête, à la dispersion dans la clandestinité. On connaît aussi maintenant ses actions clandestines hardies, qui soudèrent dans ses rangs des militants qu'on allait plus tard retrouver sur différents théâtres de la lutte révolutionnaire, telle Michèle Firk, qui se suicida pour échapper aux tortures des policiers guatémaltèques qui venaient l'arrêter.

Comment donc expliquer que ce groupe disparut presque en même temps que la guerre d'Algérie ? Sans doute au fait même qu'il lui fut trop lié, et que l'évolution en chute libre de la révolution algérienne, dont ils avaient pourtant été les Cassandre, démoralisa nombre de ceux qui avaient été le plus en pointe dans son soutien. Mais aussi du fait que le regroupement de La Voie n'avait pas d'assise politique homogène :

ni programme, ni perspective commune, ce qui provoqua une dispersion d'où certains émergèrent, mais où beaucoup se perdirent.

Le PSU et sa tendance socialiste révolutionnaire

Exclue du PCI majoritaire, la tendance dite Bleibtreu-Lequenne se constitua en Groupe bolchevik-léniniste, et le bulletin polycopié qu'elle publia s'appela *Trotskysme*. Ce nom et ce titre étaient des défis qui insistaient sur l'ancrage dans la continuité historique du trotskisme. Mais que faire à une douzaine de membres dont les domaines d'activité étaient tous différents, des étudiants Jean Baumgarten et Jean-Marie Vincent aux syndicalistes des deux centrales ?

Une première activité un peu collective fut offerte par la création du Comité des jeunes contre l'envoi du contingent en Algérie, fondé par des élèves d'Yvan Craipeau. Ce comité réussit la première agitation publique. Dans le vide d'activité contre la « sale guerre », il eut le succès initial de rassembler toutes les organisations de jeunesse de gauche jusqu'aux Éclaireurs de France. Michel Lequenne donna même une existence, limitée à la durée du comité, à des Jeunesses syndicalistes FO qui n'avaient jusque-là existé que pour toucher des subventions. Mais ce succès fut aussi la cause de son peu de durée d'existence. Les Jeunesses communistes firent de l'expulsion des organisations trotskistes une condition de leur participation ; les « Jeunesses » qui dépendaient d'organisations adultes furent sommées de rompre avec ce mouvement subversif. En octobre 1955, un premier meeting prévu à la Mutualité fut interdit, ce qui donna lieu à la première manifestation surprise. Tout cela, à cette heure, tomba dans le silence général. L'activité de ce comité fut la première contre la guerre, et il est remarquable qu'elle fut menée par de jeunes militants, sans aucun cadre connu à leur tête. Elle ne put survivre aux élections de janvier 1956. Comme l'a écrit un de ses « leaders », Maurice Rajsfus :

> « Il n'y avait plus de place pour une lutte politique publique telle que notre Comité l'avait envisagée en septembre 1955. L'heure était venue des réseaux de soutien

clandestins, après l'échec relatif des premières manifestations au grand jour[12]. »

Contactée par Yvan Craipeau, la majorité du Groupe bolchevik-léniniste accepta sa proposition d'entrer dans la Nouvelle Gauche (où la double appartenance était de droit). Le groupe réalisa son entrée, ce qui lui permit de trouver un milieu d'action plus large, mais en y perdant ses deux membres postiers. Puis la Nouvelle Gauche devint l'UGS (l'Union de la gauche socialiste) en décembre 1957, après sa fusion avec le Mouvement de libération du peuple (MLP), organisation prolétarienne, catholique et pro-stalinienne. L'UGS était une formation centriste, sans véritable programme politique, avec beaucoup de syndicalistes qui n'étaient que cela ; beaucoup de discussions à n'en plus finir sur tout, et en particulier sur la guerre d'Algérie où cela allait du pacifisme au soutien, soit du FLN, soit du MNA. Mais c'était tout de même un progrès par rapport à la Nouvelle Gauche, et qui rameuta des militants restés en suspens hors de toutes les petites organisations, lui donnant une capacité d'action accrue.

Plus de droit à la double appartenance, qui aurait d'ailleurs été ridicule pour le petit Groupe bolchevik-léniniste. Il se transforma en comité de rédaction de la revue *Tribune marxiste*, dont il ouvrit ses colonnes à des militants retrouvés des anciennes scissions, comme Yvan Craipeau et Pierre Naville, à de vieux compagnons de route comme Daniel Guérin, ou à des sympathisants nouvellement découverts comme Edgar Morin, Serge Weinstock et Gérald Suberville. Dans l'UGS, chacun des trotskistes du groupe pouvait retrouver un milieu d'activité et un riche champ de débat où se formaient de nouvelles et solides solidarités.

L'UGS n'aura elle aussi qu'une brève existence. Le coup du 13 mai 1958 et l'arrivée au pouvoir de De Gaulle pousse les minoritaires de la SFIO à rechercher des partenaires et, hors des grands partis, seule l'UGS est une organisation militante, mais qui les inquiète par son gauchisme. Il faudra de longues négociations pour qu'en avril 1960, le Parti socialiste unifié (PSU) apparaisse.

La question d'une nouvelle fusion avec un PSA où venait d'entrer la petite formation de Mendès-France, qui évitait ainsi son élimination par refus de la base de l'UGS, provoqua la sortie de nombre de militants de celle-ci, comme Jean-René Chauvin par exemple. Le groupe de *Tribune marxiste* au contraire fut unanimement d'accord pour participer à l'expérience, et, dans le dernier numéro de la revue, l'article de Michel Lequenne, « Pourquoi aller au PSU ? » s'efforçait de convaincre les éléments de la gauche de l'UGS qu'il y avait là un champ et un instrument d'action plus vaste pour le courant révolutionnaire. La participation à la formation du PSU n'était en rien un « entrisme », puisqu'elle était celle de membres de l'UGS n'ayant jamais masqué leur visage de trotskistes, et qui s'y trouvaient donc « de droit ».

Dans le PSU, Marcel Bleibtreu proposa de changer le nom de *Tribune marxiste* en *Nouvelle Revue marxiste* pour donner signification à un élargissement du comité de rédaction de la revue, et obtenir en particulier la collaboration de Pierre Naville à sa direction. Cela fut ressenti par Michel Lequenne comme signifiant un changement d'orientation et de perspective du « noyau trotskiste » d'origine. Il accepta cependant cette mutation qui pourtant ne donna pas vie à la revue au-delà du second numéro. Mais, en revanche, Lequenne obtint la décision de former d'emblée dans le PSU une tendance « socialiste révolutionnaire », sorte de drapeau déployé, et de nette force équilibrant l'aile droite, alourdie de Mendès-France, et de nouvel appel vers le groupe de militants de l'UGS restés en marge. Comme Bleibtreu n'obtint pas d'alliance, non seulement avec Naville et Laurent Schwartz, mais même avec Craipeau et Filiatre qui restèrent constamment dans la majorité, il prit toute sa place, c'est-à-dire au premier rang, dans la direction de la tendance SR. Le seul qui allait s'en éloigner fut Jean-Marie Vincent.

Pour former celle-ci, Lequenne s'adressa à tous les trotskistes des divers courants. Les « entristes » lambertistes n'y passèrent que pour tenter de la tuer dans l'œuf, puis s'en allèrent. En revanche tous les autres en devinrent des membres actifs et des animateurs, dans une belle unité retrouvée.

C'étaient à la fois des membres de l'Internationale, qui étaient là surtout comme couverture de leur travail de soutien au FLN, tels Simonne Minguet et Henri Benoîts, et des anciens de toutes les périodes, tels Roger Foirier, Marcel Pennetier, André Calvès et bien d'autres. Dans son développement, en furent membres quantité de jeunes militants, de Michael Löwy à Arlette Laguiller. Y furent gagnés au trotskisme des militants anciens comme Jules Fourier et des jeunes comme Jacques Pesquet.

Le PSU s'était formé en pleine guerre d'Algérie, et en somme comme un de ses effets politiques. La lutte contre cette guerre fut un ciment de ce jeune parti, et combien plus pour la tendance SR qui fut à la pointe radicale de l'action, en particulier dans l'invention des manifestations surprises à contre-courant des sens de circulation. Dans un parti où l'on couvait un Mendès-France qui avait été le premier ministre de la répression du soulèvement algérien – « sans faiblesse parce qu'elle est sans injustice » –, c'est une pression constante qui allait être nécessaire pour que la garde ne soit pas baissée. Ainsi fallut-il des interventions violentes, en particulier de Jean Baumgarten au nom de la tendance SR, pour obtenir une réaction, d'ailleurs insuffisante, au massacre de la manifestation pacifique des Algériens de la région parisienne à Paris, la nuit du 17 au 18 octobre 1961, dont on ignore encore le nombre des morts, surtout celui de ceux qui furent jetés morts ou vivants dans la Seine. Il est aussi caractéristique que le seul majoritaire qui signa la Manifeste des 121 fut Laurent Schwartz, la direction se prononçant au contraire à la fois contre le droit à l'insoumission et contre l'aide au FLN, tandis que se retrouvaient dans cet appel, avec les surréalistes, qui en étaient à l'origine, et nombre d'intellectuels qui se démarquaient ainsi du marais pacifiste, plusieurs membres de la tendance SR et de l'Internationale.

La tendance SR produisit un bulletin régulier et, par ailleurs, tint des réunions à caractère d'université marxiste. Michel Lequenne y opposa à la révision par Serge Mallet de la théorie marxiste des classes, dissociant le prolétariat et projetant sa partie supérieure en nouvelle classe petite-bourgeoise, la

notion de l'extension du prolétariat à tous les travailleurs qui n'avaient que leur force de travail à vendre, qu'ils soient manuels ou intellectuels, et de plus en plus manuels-intellectuels. Par ailleurs, quand la majorité elle-même ressentit le besoin d'un programme, Craipeau introduisit l'idée de « programme de transition », et tous les projets reprirent la formule sans que sa signification fût connue ou comprise. La tendance SR se devait de lui donner corps en travaillant à partir de celui du congrès de fondation des la 4e Internationale. Il n'est pas sans intérêt de rappeler quarante ans après que Bleibtreu, son principal rédacteur, fit alors remarquer que l'expérience soviétique montrait la nécessité d'équilibrer la démocratie directe des soviets par une chambre parlementaire élue au suffrage universel.

En 1961, Simonne Minguet, sur la base de l'accord politique qui se manifestait dans la tendance SR entre membres du PCI (4e) et anciens du GBL, fit à Michel Lequenne la proposition d'une discussion aux fins d'un retour dans l'Internationale. Ce ne pouvait être une question personnelle. Michel Lequenne en fit la proposition à tous les anciens du PCI et à quelques trotskistes anciens ou à de petits groupes. Quasi tous ceux du PSU acceptèrent d'en discuter, mais Bleibtreu s'y refusa, confirmant ainsi le changement de perspective qui allait le conduire à l'isolement. Un tel retour ne pouvait se réaliser sans discussion approfondie des positions réciproques sur toutes les questions importantes. Les débats qui suivirent ne permirent pas de revenir sur les divergences de 1951-1952. Mais les accords se révélèrent toutefois être assez larges pour qu'aucun des participants ne voie d'obstacle devant ce qui apparaissait l'essentiel de l'heure, à savoir la révolution coloniale et surtout la guerre d'Algérie. Le groupe comprenant la plupart des anciens du GBL, dont Karlinsky, certains membres de la tendance SR, comme Jacques Pesquet, mais aussi Calvès, accepta ce qui était une sorte de mini réunification. Ainsi eut lieu un retour-entrée à la 4e Internationale d'une quinzaine de militants. Tout d'abord, ce regroupement ne changea rien à leur activité dans le PSU. Ce fut seulement la fin de la guerre d'Algérie qui allait nécessiter des

changements d'affectation Ainsi d'Albert Roux et de Basile Karlinsky qui partirent pour l'Algérie.

Cette fin de la guerre allait dévoiler les forces centrifuges des constituants du PSU. Elles se révélèrent avec les six tendances du premier congrès de 1963, en janvier : deux de droite, celles de Mendès-France et celle de Martinet-Depreux ; celle de Rocard au centre (si petite qu'elle n'eut pas droit à un représentant au comité national) ; et trois à gauche, la tendance SR, celles de Poperen et de Desson. Sans majorité possible, la direction imposa la recherche des regroupements de tendances, par des commissions des « sages » qui devaient tenter d'aboutir à seulement deux tendances. Les « sages » de gauche étaient Jean Poperen, l'ex-député des Ardennes Guy Desson, et Michel Lequenne pour la tendance SR. La discussion fut délicate pour parvenir à une unique tendance de gauche. La direction de la tendance SR accepta une telle fusion pour éviter une minorisation qui nous aurait paralysés. Mais Calvès la refusa, qui s'en moquait parce que seule lui importait l'animation de ses journaux d'entreprises.

Le congrès du PSU de la fin 1963 n'opposa donc plus que deux tendances. Celle de la gauche unifiée n'eut que 45 % des voix. Elle était en réalité majoritaire, mais nombre de ses sections étaient composées seulement de véritables militants, tandis que celles d'origine PSA, comme celle de Depreux, avaient souvent de nombreux adhérents qui n'étaient que des cartes distribuées, mais dont les votes pesaient.

Malgré le soutien commun à la grande grève des mineurs de mars, qui resta isolée, les années qui suivirent furent de piétinement où la tendance de gauche se délitait. À son bureau, on étudiait les diverses possibilités de dépassement de ce PSU privé de véritable orientation. Jean Poperen affirmait que rien n'était possible hors d'une organisation de masse… ce qui allait le conduire au PS. Les militants de la partie la plus radicale de la gauche partaient. Les militants trotskistes n'y furent bientôt plus qu'une poignée.

Réunification et dernière scission

Le 6e congrès mondial, en janvier 1961, put annoncer avoir eu une centaine de participants d'une trentaine de pays, il ne

représenta pourtant qu'une Internationale en miettes. Elle ne comptait plus que des groupuscules. Après la grande rupture de 1953, la section géante de Ceylan, le Lanka Sama Samaja Party (LSSP), entra peu à peu dans une voie de dégénérescence. Unique organisation de masse du mouvement de l'Internationale, elle n'avait d'ailleurs jamais été trotskiste que par son sommet. Son rôle dans la société ceylanaise la fit glisser jusqu'à ne devenir qu'une organisation d'opposition de gauche parlementaire, abandonnant tout radicalisme révolutionnaire. Ernest Mandel constata que « la scission du mouvement trotskyste international en 1953 a indubitablement affaibli les forces opposées à l'opportunisme du LSSP[13] ». C'était là un aveu du désastre constitué par la scission, mais sans revenir sur ses causes.

La section française avait perdu, en 1958, les quelques dizaines de militants de La Voie communiste qui n'allaient pas être entièrement compensés en 1961 par l'arrivée de ceux de la tendance SR du PSU.

Et ce fut l'année où l'arrestation de Pablo et de Santen aux Pays-Bas cachait encore, par le front de leur défense, une profonde faille au sommet de l'Internationale. Ces arrestations, en effet, avaient eu lieu sur une affaire de fabrication de fausse monnaie pour le compte du FLN, qui outrepassait quelque peu la notion de « soutien inconditionnel » et était plutôt de l'ordre de la simple mise à son service. Et ce passage lui-même avait une profonde signification politique. Dans une période où la flambée incessante de la révolution coloniale atteignait l'Afrique noire au Congo, puis en Angola, et soudain triomphait à Cuba après une guerre de guérilla révolutionnaire sans précédent, l'apathie du prolétariat européen contrastait. Pablo glissa alors du campisme opposant le bloc prolétarien au bloc impérialiste à celui opposant le Sud des pays pauvres au Nord des pays riches, de la révolution coloniale contre les oppresseurs impérialistes.

Dans le clair-obscur de cette évolution, un de ses plus fermes piliers, Posadas, leader incontesté de la section argentine, et dont l'influence s'était étendue à d'autres groupes latino-américains, dont celui de l'Uruguay, se posa dès la fin

de 1959, puis au 6e congrès, en porte-parole autorisé d'un Pablo emprisonné contre ses critiques «européens». Pablo avait vu en Posadas un élève docile, et il le fut. Mais cela n'était pas contradictoire avec le fait qu'il était aussi, sur son terrain, un «caudillo» révolutionnaire, d'un type malheureusement fréquent en Amérique latine. Il crut défendre la politique de Pablo en conservant le schéma simpliste de 1952 d'un rapport de forces en constante progression pour la révolution, et d'une incapacité totale de l'impérialisme à l'enrayer ou même à la contenir. De plus, il prenait pour argent comptant l'annonce par Khrouchtchev d'un prochain dépassement de l'économie des États-Unis par celle de l'URSS. Privé de son tuteur politique, Posadas allait laisser libre cours à un esprit délirant de gourou, et se faire l'apôtre de la nécessaire guerre nucléaire préventive. Défenseur outrancier de Pablo, peut-être fut-il l'objet d'une tentative de modération de la part de celui-ci qui allait le conduire à se retourner contre lui et, devenant un maoïste sans nuances, se faire dénonciateur de la révolution cubaine. Cette dérive allait demander du temps pour s'effilocher en Amérique latine, dispersant ou égarant ceux qui avaient été ses partisans dont les meilleurs revinrent ensuite dans l'Internationale.

Si les relations sino-soviétiques n'avaient jamais été de «codirection» du mouvement des révolutions, la politique de coexistence pacifique de Khrouchtchev allait s'opposer radicalement à la politique chinoise anti-impérialiste, appuyée sur Bandoung. Cette rupture manifestait des différences d'intérêts profondes. Le fait que les deux États soient bureaucratiques n'impliquait pas le même niveau de bureaucratisation. Celle de Chine n'était pas encore arrivée au niveau contre-révolutionnaire de celle de l'URSS. Devant ce conflit, il n'y eut pas immédiatement opposition entre Pablo et le reste du secrétariat international. Il y eut même d'abord unanimité pour accorder un soutien critique à la Chine. Mais dès après sa libération et celle de Santen, Pablo allait renverser sa position, et dénoncer la politique chinoise comme «stalinienne» en opposition au réformisme de Khrouchtchev et à son soutien à Cuba. La logique de cette pensée doit se lire en renversement : c'est le nécessaire soutien à l'incontestable révolution, à la fois anticolonialiste et socialiste de Cuba, qui conduit au soutien critique de la déstalinisation khrouchtchévienne et, par voie de conséquence, à l'opposition à la Chine. Par ses liens avec les sommets du FLN, Pablo eut-il des informations que le reste de l'Internationale n'avait pas quant aux premières aberrations de la politique intérieure maoïste ? Cela est possible, mais alors aurait exigé de les faire connaître pour justifier une critique qui, en elle-même, n'eût pas été déterminante quant au jugement du conflit entre les deux États. La systématique de la pensée de Pablo prête plutôt à comprendre sa position sur cette question comme procédant de son analyse générale du «front de la révolution».

Et c'est cette nouvelle analyse qui va opposer désormais la tendance de Pablo et celle du secrétariat international – c'est-à-dire alors le trio Pierre Frank-Ernest Mandel-Livio Maitan –, qui s'oppose à cette manière, sinon de tirer un trait, du moins de mettre entre parenthèses le prolétariat des pays impérialistes.

Le début des années soixante de l'Internationale va se passer dans une longue lutte sourde, mêlée de collaboration conflictuelle. Les conceptions différentes, mais jusque-là masquées, de ce que devait être le soutien à la révolution algérienne, allaient se durcir après sa victoire et le début de la période d'indépendance. Ce n'était plus de soutien d'une lutte qu'il devait s'agir, mais du rapport d'une organisation révolutionnaire internationale avec un État dont les velléités de marche vers le socialisme devaient, certes être aidées (et ce fut le sens de l'envoi de militants dans les organismes de coopération), mais aussi suivies de façon critique dans leur développement. Devenu conseiller de Ben Bella, Pablo pouvait-il être en même temps sans confusion le secrétaire de l'Internationale ? Sa proposition de transférer le centre de l'Internationale de France en Algérie, outre l'imprudence d'une telle mesure, aurait accentué cette confusion et tendu d'une identification inacceptable. Mais, à ses illusions sur le devenir socialiste rapide de l'Algérie, et à sa confiance dans la tendance Ben Bella-Boumédienne, qu'il considérait comme l'aile

gauche du FLN, Pablo ajoutait la tendance à tiers-mondialiser l'Internationale. Cela conduisit à ce qu'en Algérie la cellule des militants envoyés de France par le PCI eut une vie séparée de celle des militants qui avaient été les spécialistes de l'aide à la révolution.

La rupture eut lieu à partir du moment où Pablo exigea une véritable autonomie politique pour sa tendance et son journal. Celui qui, au nom du centralisme du Parti de la Révolution mondiale avait exigé une discipline absolue à une section tout entière, la refusait pour son propre compte. La scission encore une fois ne manqua pas de confusion. À ce désaccord fondamental se joignirent des débats sur des questions annexes, d'une part sur l'Angola, où Pablo se prononçait de façon correcte pour le soutien au MPLA, tandis que la direction internationale se trompait en pensant que le courant gauche était l'UPA d'Holden Roberto, et d'autre part sur la Chine où l'Internationale partagea les illusions de quasi toute l'extrême gauche sur la révolution culturelle. Mais, quant au fond, la rupture de Pablo apportait dans l'Internationale un point final aux variations de ses cours d'erreurs ouverts en 1951.

Entre-temps, le comité international avait lui aussi éclaté. Depuis 1953, il n'avait jamais pu être un véritable centre international. De ses trois organisations majeures, seul le SWP fonctionnait sous le régime du centralisme démocratique, avec une direction plurielle. Le PCI lambertiste, devenu OCI, comme la Socialist Labour League d'Angleterre, avaient en commun d'être dirigées par des gourous intangibles : l'OCI par Lambert, la SLL par Gery Healy. Et chacun de ces « autocrates » tenait jalousement à son hégémonie politique et à ses zones d'influence. Leur unité n'était qu'un fédéralisme flou. Leur isolement les conduisit l'un et l'autre à un dogmatisme qui versa dans l'ultragauchisme théorique (pour Lambert, au moins, couvrant un opportunisme sans rivages). Un événement de l'importance de la révolution cubaine ne pouvait que faire exploser un tel organisme. Alors que le SWP se jetait dans le soutien à la révolution cubaine, les deux groupes sectaires n'y virent qu'une révolution politique bourgeoise. En

fait, ces deux formations étaient emportées dans un cours de dégénérescence irrémédiable.

Dès 1961-1962, des contacts furent pris entre le SWP et l'Internationale. Des entrevues vérifièrent que le rapprochement constaté dans la presse était réel. Le congrès de réunification eut lieu en juin 1963. Celle-ci marqua le début du redressement de l'Internationale, que les ruptures posadistes et pablistes qui suivirent confirmèrent, malheureusement payé de la perte de militants de qualité qui suivirent Pablo pour de longs parcours sinueux.

Les déconvenues des lendemains de l'indépendance de l'Algérie, culminant avec le coup d'État de Boumédienne, allaient se compenser par la polarisation politique sur l'essor de la révolution cubaine d'une part, et par la lutte contre le recommencement de la guerre du Vietnam d'autre part. Si le mouvement ouvrier bougeait peu, en revanche toute une jeunesse vibrait aux échos de ces luttes révolutionnaires, et le monde intellectuel connaissait aussi une intense fermentation. Le Manifeste des 121 avait des suites dans les regroupements et les débats. Ainsi, après l'arrestation des « pieds-rouges » trotskistes en Algérie – certains d'entre eux étant torturés –, leur libération exigea une campagne en France, à laquelle, de nouveau, l'intelligentsia de gauche participa largement. Le Cercle Karl Marx du PCI put traiter à la fois de la révolution cubaine (en condamnant le *Révolution dans la révolution* de Régis Debray, et en soulignant à l'inverse l'expérience d'organisation des communautés paysannes par Hugo Blanco), de l'épopée et de la mort en Bolivie de Che Guevara, et d'autre part du Samizdat soviétique, en accord total avec Jean Schuster au nom du Groupe surréaliste.

Considérant la situation de clivage que le rapport aux révolutions créait dans le monde intellectuel, le PCI proposa au Groupe surréaliste de reconstituer la FIARI (Fédération internationale des artistes révolutionnaires indépendants). La réponse fut une fin de non-recevoir. Mais le ton de découragement de ce « Ni aujourd'hui, ni de cette manière » appela une réplique de Michel Lequenne, par une longue lettre de précision au nom du PCI, soulignant les signes contradictoires

de la situation et les exigences de riposte à ses aspects négatifs. Entre cette lettre et une seconde réponse, André Breton mourut. Partageait-il le découragement de ceux qui écrivaient le 20 novembre 1966 : « Nous devons, plutôt que tirer orgueil de réussites localisées, prendre conscience, chaque jour, du déficit où nous laissent nos espoirs. Nous avons à combler un passif écrasant. Partout la réaction est installée », ou fut-il ébranlé par l'argumentation trotskiste, comme Vincent Bounoure, un des signataires du dernier texte, devait le dire plus tard à Michel Lequenne[14] ? Cet échange entre les deux formations les plus radicales du moment révèle combien le temps était tendu et lourd avant l'heureuse tempête.

Sans que personne ne pressente l'explosion qui allait se produire, ses ondes invisibles animaient l'atmosphère des années 1966 et 1967. Si l'entrisme dans un PCF « attentiste » piétinait et était réduit à rien, celui dans l'Union des étudiants communistes (UEC) progressait, porté par cette maturation d'une nouvelle génération entrant en politique. La lutte dans l'UEC donna son fruit par la rupture de 1967 et la fondation de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). La maturation que manifestait cette naissance, et son caractère d'annonce, sont vérifiés par le fait qu'un an avant, et de façon autonome, des jeunes communistes de Cannes, dont Catherine et Jean-Jacques Samary, avaient rompu avec la JC et fondé une première JCR locale dont le journal s'appelait *La Méthode*.

Temps de piétinement pourtant. Tout vibrait et rien ne semblait bouger. Les militants du PCI étaient actifs et influents dans leurs milieux d'activité et leurs syndicats, mais le PCI lui-même pouvait passer pour une société secrète, et son effectif stagnait.

Un tel climat n'allait pas sans tensions électriques. Une crise éclata au bureau politique du PCI en février 1968 : les jeunes dirigeants de la JCR attribuèrent le piétinement du PCI à l'immobilisme du vieux noyau de direction, et à l'invisibilité du parti en tant que tel, avec son journal à la maigrelette diffusion. En fait, ils exigeaient un changement d'axe de la direction et un recentrage autour de leur seule activité. On aurait pu voir là un recommencement de ce qu'avait été le

début de la crise sur *La Voie communiste*. Il y avait pourtant, plus profondes, et qui furent durables, des divergences politiques qui touchaient à la fois à la « voie cubaine » et à l'autonomie révolutionnaire supposée du communisme vietnamien par rapport à l'URSS. La jeune génération trotskiste elle-même subissait cette pression de la radicalisation de la révolution du tiers-monde. Une fois encore le « soutien » tendait à se faire quasi sans critique, fût-elle fraternelle. Ainsi la jeune trotskiste Jeannette Habel protesta-t-elle contre les réserves sur le « guérillérisme » de Guevara, qui apparurent lors de sa mort dans l'article de Michel Lequenne. Au terme d'un débat sur le journal ouvert par Hubert Krivine, Lequenne démissionna de sa direction qui passa aux mains de Jean-Pierre Beauvais… sans d'ailleurs que cela semble avoir changé quelque chose à sa diffusion pendant les trois mois qui suivirent. Mais, à ce terme, c'était l'explosion de Mai. Tous secteurs confondus, le PCI comptait 150 militants.

Contrepoint de l'auteur

Dès l'automne 1952, Lambert commença à former sa fraction. J'étais alors le seul permanent, chargé de la réalisation matérielle de notre journal *La Vérité*, dont je partageais la direction avec Marcel Bleibtreu. Celui-ci, immédiatement, s'efforça de contrôler l'incontrôlable Lambert, et en particulier quant aux ressources financières du parti. Inversement, pour isoler Bleibtreu, Lambert tenta, en se plaignant de son irrégularité militante, de me rallier au noyau qui, selon lui, était nécessaire à bien tenir en mains les rênes de la direction. Si quelqu'un connaissait les défauts de Bleibtreu, c'était bien moi qui réalisait le journal et travaillait quotidiennement avec lui. Mais je connaissais aussi bien Lambert ! Je lui répondis nettement que nous ne pouvions nous passer de Bleibtreu, qui était notre tête politique. Je passai ainsi immédiatement dans le clan de ses ennemis, et la sanction tomba avant la fin de l'année : il n'y avait plus assez d'argent dans la trésorerie pour mon maigre salaire de permanent.

Je repris donc mon poste aux éditions du Pré aux Clercs, qui allaient d'ailleurs déposer leur bilan peu après, ce qui

me conduisit aux éditions Bourrelier, entreprise où, n'étant plus le seul salarié, je pus faire un travail syndical, mais en passant de la CGT à FO où les employés de cet établissement étaient tous syndiqués. Le syndicat FO de l'édition était si maigre que j'en devins en un tour de main le secrétaire et, de ce fait membre actif de la gauche FO où je retrouvai Gibelin. Je n'en continuai pas moins à assumer toute ma fonction à la rédaction de *La Vérité*, travailler double ne me faisant aucun problème. En plus, outre mes articles de critique littéraire pour l'*Unité*, je dirigeais, avec Robert Chéramy, fidèle de Lambert, le Cercle Lénine dont les débats, aussi bien culturels que politiques, attiraient de nombreux sympathisants, et jusqu'à des intellectuels de renom.

Dans toute cette période de deux ans, mon accord politique avec Bleibtreu fut total et, au-delà même du journal, je fus son « lieutenant » dans toutes ses initiatives : collaboration pour la création des comités Marty (ainsi, c'est moi qui allai chercher Lemoine dans son coron et le ramenai à Paris, et couvris ses rencontres avec Bleibtreu où je l'y assistai), et dans la formation du comité international (j'eus la mission de rallier la section suisse). Mais au fur et à mesure que s'accroissait notre minorisation, Lambert s'immisçait dans nos propres secteurs d'activité, puis nous en élimina. Ainsi des comités Marty où il imposa la direction de Berné, qui devint en même temps le garde du corps de Marty. Dans la représentation de notre PCI au comité international, Lambert imposa Renard à côté de Bleibtreu. Celui-ci avait complètement abandonné le journal après la crise de juillet 1953. Pour ma part je continuai à y écrire jusqu'en mars 1954.

Après l'exclusion de Gibelin, la tension s'éleva sans cesse jusqu'à notre propre exclusion dans les conditions relatées plus haut. Cette rupture fut encore plus douloureuse que celle de 1952, moins par la séparation d'avec ceux qui nous excluaient, et pour lesquels nous perdions toute l'estime que nous pouvions avoir eu pour l'un ou l'autre, que par le fait de se retrouver réduits à un groupuscule, comme ceux que nous méprisions. Il y avait cependant un groupe qui échappait à ce conflit : celui de Raoul, sorte de tendance informelle, mais qui

avait cependant des réunions mi-politiques mi de copinage. Bleibtreu n'ayant pas d'atomes crochus de ce côté, c'est moi qui m'y rendis pour les inciter à sortir avec nous du PCI. Ils s'y refusèrent. Certains d'entre eux, entre autres Serge Dhénin et Jean Guillet, rompirent plus tard et se perdirent. Les autres furent longtemps, et Raoul en particulier, une sorte d'opposition de sa majesté Lambert, dont la critique moqueuse n'allait jamais jusqu'à l'affrontement politique.

Mes premiers désaccords avec Bleibtreu surgirent dès le premier numéro de *Tribune marxiste*, centré sur l'anniversaire de la révolution hongroise, à propos de l'article contre Sartre que j'y écrivis sous le titre « Sartre et le fantôme », répondant à son article des *Temps modernes,* « Le fantôme de Staline ». Dès cette époque, Bleibtreu pensait qu'il fallait gagner ces sortes d'intellectuels plus ou moins critiques à l'égard du PCF. Mon article ne fut publié que grâce au soutien que je reçus d'Edgar Morin qui, lui, n'avait déjà plus d'illusions sur Sartre. Ce premier désaccord n'eut pas de suite tant que dura la revue.

Il allait en être tout autrement au sein du PSU. Bien que notre collaboration y fût serrée dans la tendance SR, nombre de signes marquèrent vite une différence de perspective. Bleibtreu ne cessa pas de chercher des alliés pour un dépassement de notre tendance, ce qui supposait un espoir d'avenir du PSU. Et c'est ce qui l'amena à être en 1963 un chaud partisan de la création de la tendance de gauche avec le courant de Jean Poperen. Si j'y participai, ce fut rapidement sans l'illusion que nous puissions devenir majoritaires dans le PSU. De plus, mon retour dans l'Internationale m'ouvrait de toutes autres perspectives. Au titre de la fusion, plusieurs membres de notre petit groupe furent cooptés au comité central du PCI, dont Albert Roux, et moi au bureau politique. Peu après, je dirigeais *La Vérité des travailleurs*, dont plus tard j'obtins que l'on change, le (mauvais) titre en *L'Internationale.*

Dans ce même temps de 1961, à partir des liens renoués avec Denis Berger dès l'époque de *Tribune marxiste,* j'étais entré au comité de rédaction de *La Voie communiste*. Les deux centres politiques se révélèrent assez vite incompatibles, d'autant que, des deux côtés, se manifestait la volonté de faire de

la tendance SR un tentacule de l'une ou de l'autre formation politique, ce à quoi je m'opposai des deux côtés par respect de la vie démocratique de cette tendance qui avait acquis une autonomie, et dont les dirigeants que j'estimais n'étaient pas des « suivistes ». Par ailleurs, l'hétérogénéité politique de La Voie rendait difficile les discussions sur la perspective et, pour sa direction unanime, celle d'une réunification dans l'Internationale était hors de propos. Je dois ajouter que je n'ai jamais considéré Guattari comme un militant révolutionnaire sérieux, mais comme un dilettante en tous domaines.

En 1962, Maximilien Rubel me demanda de relire le manuscrit, puis les épreuves, de son premier volume de Marx pour La Pléiade. Pour *Le Capital,* j'en fis la lecture simultanée avec la traduction Molitor, ce qui me permit de découvrir un contresens dans celle de Roy, que Rubel n'avait pas vu, ce dont il me fut très reconnaissant. Il ne me rappela pourtant pas pour les volumes suivants, soit du fait de mes critiques de la dissociation du *Capital* en théorie d'une part, et histoire renvoyée en annexes (ce qu'il me dit lui avoir été imposé par Gallimard), soit par l'arrivée de Jean Malaquais dans son équipe.

Militer simultanément dans trois formations politiques était d'un activisme fort lourd, d'autant que s'y ajoutait mon activité syndicale, d'abord de secrétaire du syndicat FO de l'édition, puis en chevauchement avec une entrée dans le syndicat CGT des correcteurs. Il me fallut rompre avec FO quand je fus sollicité en 1966 de rentrer dans le comité syndical du Syndicat des correcteurs. J'allais y créer le secteur « édition », et y fus généralement chargé de la rédaction des résolutions.

Après l'échec de la gauche du PSU à atteindre la majorité, à la fin de 1963, et sans guère de perspective dans ce parti, j'acceptai le passage à l'UEC – où notre fraction entriste élargissait sans cesse son influence –, des groupes d'étudiants des JSU que nous avions gagnés. Ce furent là des éléments qui, en particulier à Rouen et Caen, allaient participer à la fondation prochaine de la JCR. Mais, désormais, les ex-SR étant minorisés dans la gauche du PSU, je ne vis plus beaucoup d'intérêt à rester dans sa direction. Une immense fatigue,

proche de la dépression, qui m'accabla alors, décida de ma sortie du PSU en 1965.

Quand notre petit groupe était rentré dans l'Internationale, nous l'avions trouvée en une double crise que nous ignorions auparavant. Il n'y eut rien d'étonnant à ce que je me trouvasse dans l'opposition à Pablo : la continuité de ma pensée politique s'opposait autant à son nouveau campisme qu'au premier. Au moment même de notre entrée, je croisais le posadiste urugayen Ortiz (que j'avais hébergé fraternellement en d'autres temps), et qui, sortant, déclara que notre retour était le signe de la dégénérescence de la direction internationale. Immédiatement, je me trouvai impliqué dans des débats de tendance assez violents, puis, du fait de la rupture de plusieurs membres de la direction, je retombai dans un nouvel activisme, ajoutant aux fonctions de membre du bureau politique et de dirigeant du journal, l'animation du Cercle Karl Marx.

Au 8e congrès mondial de l'Internationale, en décembre 1965, je fus élu membre du CEI avec, comme suppléant, le bouillant jeune dirigeant de notre secteur UEC, Alain Krivine, dernier gagné au trotskisme de son groupe de frères, mais qui en était immédiatement devenu le premier. J'appelais le secrétariat du bureau politique de trois membres, le « secrétariat des trois générations », puisqu'il était composé de Pierre Frank, d'Alain Krivine et de moi. Comme je travaillais alors aux Éditions Arthaud, ces réunions avaient lieu souvent au café Le Cassette, situé à l'angle de la rue de ce nom et de celle de Rennes. Il arriva que, pas loin de nous, on pouvait voir Lucien Goldmann extraire, pour les étudier, des papiers d'une énorme serviette noire.

Tout cela ne m'empêchait pas d'avoir une activité culturelle parallèle, dont j'avais compris assez vite qu'elle était pour moi un véritable balancier mental, indispensable à mon équilibre psychique dans les chaos politiques de ma vie en ces temps troubles. Depuis 1952, j'étais devenu passionné de surréalisme. J'en lisais les revues successives et quantité de livres qu'elles me faisaient connaître. Pour *La Vérité*, j'avais obtenu des dessins de Maurice Henry. La censure de Michèle Mestre pour un de ses dessins qu'elle trouva « neutraliste »

arrêta net sa collaboration. Les publications de Losfeld, que j'allais acheter dans ses magasins successifs, finirent par me lier d'amitié avec lui. Et c'est sans doute par son canal que je connus Jean Schuster. Le travail entrepris sur Christophe Colomb avec Soledad Estorach en 1955 adoucit le traumatisme de la scission. Celui que je fis sur les utopistes pour la revue *Satellite* mit de la lumière dans le marasme de la désertique fin des années cinquante et du début des années soixante. À partir de 1966, le jeune comédien militant Philippe Gaulier partit monter le Théâtre populaire de Bretagne à Saint-Brieuc. Selon la leçon de Brecht, il sut donner à ses mises en scène toute la résonance politique des œuvres qu'il monta. Les débats qui animaient ses représentations dans toute la Bretagne étaient le quotidien de sa troupe. Il m'appela à l'aide pour une polémique sur Molière contre les critiques universitaires locales, qui se prolongea plus tard par un véritable meeting de débat général sur l'art dramatique, où je fis venir tous les critiques de la gauche de l'époque, ainsi que Roger Blin, avec qui j'étais lié de longue date, et qui devint un maître pour Gaulier. Inversement, je dus à Gaulier la rencontre de la comédienne Babette Pons, qui allait me donner mes deux filles. La première, Delphine, naquit le 25 avril 1968.

L'histoire et les écrits critiques

La tradition trotskiste a taxé la période étudiée dans ce chapitre de « Traversée du désert ». Cela explique sans doute que son histoire et sa critique se limitent en général à des ossements blanchis. Cependant le désert n'est pas une étendue vide: on s'y égare et l'on y meurt beaucoup. Certains s'y adaptent et ne peuvent plus vivre ailleurs. C'est aussi le lieu des mirages, et l'on y peut devenir fou. Tout cela peut parfaitement être transposé à la vie politique. C'est ainsi que l'on peut comprendre la sclérose durable des formations sectaires qui se développèrent alors. À la fin des années cinquante, le « roman » de Lambert avoue n'avoir plus compté autour de lui qu'un noyau d'une cinquantaine de personnes. L'organisation de Barta avait disparu. Sa résurrection par Hardy (Robert Barcia) accentua ses côtés négatifs d'organisation ouvriériste, dont le marxisme et le trotskisme se limitaient à une dogma-

tique archaïque et close, incapable d'appréhender les transformations du monde. Sur son passé, ce courant s'est limité à publier ses documents. L'organisation lambertiste aux noms changeants prit également ses doubles caractères définitifs en ces années : côté face de dogmatisme dur, propre à toutes les violences, couvrant un intérieur d'opportunisme sans rivages, de compromis et de combines ; le tout maintenu en force par un système de direction terroriste. Ce sont précisément ces caractères de radicalité simpliste et de recours aux tendances masochistes qui n'ont cessé d'attirer des jeunes dans ce type d'organisations, avant l'effet répulsif, et, pour le lambertisme, inversement, l'attraction du véritable opportunisme réformiste, beaucoup plus fructueux pour des individus formés à la démagogie et au cynisme. On trouvera l'analyse critique des débuts de la dégénérescence de ce dernier courant dans mes « Notes sur notre histoire » (*Critique communiste,* n° 148 et 149).

La 4e Internationale elle-même, nous l'avons vu, n'a pas complètement échappé aux périls du désert. Ceux de ses historiens militants qui n'ont pas su revoir de haut cette période se sont efforcés d'en polir les aspérités et d'en voiler les vides. Tel est, *Combats et débats de la IVe Internationale* de François Moreau (Québec, Vents d'Ouest, 1993). Le seul petit livre de Pierre Frank, *La Quatrième Internationale. Contribution à l'histoire du mouvement trotskyste* (Paris, François Maspero, 1969) traite de cette période, brièvement et incomplètement, mais sans excès polémiques, et en apportant un certain nombre d'informations qui n'existent nulle part ailleurs.

Sur les questions particulières, et en dehors des textes indiqués ici en notes, il existe deux histoires du PSU, celle de Guy Nania, *Un Parti de la gauche : le PSU,* avec une préface de Depreux (Paris, Librairie Gedalge, 1966), et de Marc Heurgon, *Histoire du PSU,* t. 1, *La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)* (Paris, La Découverte, 2003). Notons que ces ouvrages « ignorent » la tendance socialiste révolutionnaire !

Les ouvrages polémiques et fractionnels sont trop médiocres pour mériter d'être cités.

8

Renaître pour se dépasser

À saisir photographiquement l'année 1968 dans sa totalité mondiale, elle peut apparaître peu différente des précédentes immédiates. Mêmes séries d'événements contradictoires : la guerre du Vietnam piétine, de la foudroyante offensive du Têt en janvier aux bombardements du Nord-Vietnam suivis de négociations sans issues commencées en fin d'année ; l'indépendance de nouveaux États africains (Guinée portugaise, Swaziland) et les guérillas en territoires portugais sont dominées par des séries de coups d'État militaires (Sierra Leone, Mali, Congo) et de l'intervention de la France au Tchad, tandis que la guerre civile du Biafra atteint les sommets de l'horreur ; au Moyen-Orient, la résistance palestinienne va voir se retourner contre elle Hussein de Jordanie, et la poursuite de la politique agressive d'Israël, qui se refuse à appliquer les résolutions de l'ONU, se voit (déjà) simplement « réprouvée » par Washington ; en Amérique latine, le recul de tous les mouvements révolutionnaires armés est consacré par des prises de pouvoir de militaires au Brésil, au Pérou, à Panama et par la montée de gouvernements de droite ; dans le bloc soviétique où Brejnev s'efforce de faire l'union sacrée des bureaucraties d'Europe de l'Est, la répression des écrivains du Samizdat se poursuit, et le « Printemps de Prague » se termine par l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique qui s'en retirera, mais en laissant un gouvernement à sa botte.

Rien de changé apparemment, et même remise en ordre réactionnaire partout sur la planète. Mais cette surface cache l'essentiel, et aux deux pôles. La défaite américaine au Viet-

nam est déjà inscrite dans les grignotages de l'armée populaire de libération auxquels répond la pleurnicherie de Johnson assurant que l'attaque de Saigon aurait « de graves conséquences ». La normalisation du bloc soviétique est pleine de lézardes qui ne vont plus cesser de s'élargir. Il y a eu douze ans entre l'écrasement de la révolution hongroise et le Printemps de Prague, mais il n'y aura maintenant plus de trêves jusqu'à l'implosion du système.

À côté de tout cela, que pèsent les « révoltes étudiantes » ? Dans « La chronologie générale des principaux événements » de l'année 1968 que publie *Le Monde* à la fin de l'année, il y a bien eu, le 22 mars, un « incident à la faculté des lettres de Nanterre où les cours ne reprendront que le 1er avril », mais rien en mai, et, les 1er et 14 juillet, des « incidents à Paris entre manifestants et policiers au Quartier latin et à la Bastille ». En septembre, elle notera encore de « vifs incidents à la faculté de médecine de Paris » et s'étendra davantage sur la reprise de l'agitation à Nanterre, à la Sorbonne (où la police occupe le campus) ainsi que dans des lycées à Paris et en province. Il y a bien eu aussi des heurts entre police et étudiants à Varsovie en mars ; et en avril au Brésil, en Allemagne après l'attentat contre Rudi Dutschke ; en juillet, c'est à Mexico que les heurts entre policiers et étudiants font sept morts, et 18 en septembre, et où l'armée occupe l'université.

Quant à ce qui se passa en Italie dans les mêmes mois, la « chronologie » du *Monde* n'en a rien retenu. Aux États-Unis ce ne sont pas encore les étudiants qui se soulèvent, mais les Noirs, d'où va naître le mouvement des Black Panthers. Le 21 juin, trois athlètes noirs Greene, Smith et Hines, vainqueurs du cent mètres, lèvent le poing en baissant la tête sur le podium quand retentit l'hymne américain. Tous ces événements n'auraient-ils rien à voir les uns avec les autres ?

L'acharnement des myopes volontaires à ne voir que des chahuts un peu vifs dans ces mouvements d'étudiants des grandes capitales de la zone Nord est contredit par la responsabilité de toute l'opposition au néolibéralisme que les mêmes attribuent trente ans plus tard à « l'Esprit de Mai ». Cet hommage que le vice rend à la vertu est comme une recon-

naissance que 1968 ouvre bien un tournant historique, que cette année est une de ces bornes de l'histoire dont l'importance est donnée par la chaîne de ses conséquences, dont les trente années suivantes apparaissent comme une décantation de ce que promet l'altermondialisme d'entrée dans le 21e siècle.

Mais il est vrai que ce n'est pas là le seul fait du Mai français, qui est, comme les autres, un aboutissement, une cristallisation et une explosion, un phénomène dialectique d'accumulation d'éléments de crise et de leur prise de conscience. Et ces éléments sont originaux, ce qui a déboussolé, non seulement les observateurs extérieurs au mouvement, politiques comme les sociologues (un seul, Edgar Morin en avait compris tous les signes, dans son *Esprit du temps*, sans en pressentir les conséquences), mais aussi, dans une certaine mesure, les acteurs eux-mêmes.

On peut retenir la date de 1968 comme celle de luttes de la première génération qui s'émancipe du stalinisme. Il ne s'agit certes pas de la génération prolétarienne tout entière, mais de sa frange estudiantine, n'entraînant pas encore les secteurs-bastions traditionnels de la classe ouvrière. Ceux qui n'ont retenu que cela ont analysé le monde étudiant selon son passé, où il était issu presque entièrement d'enfants de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite bourgeoisie. Il leur a échappé que ce qu'Ernest Mandel a appelé le « troisième âge du capitalisme » exigeait des travailleurs d'un niveau de connaissances beaucoup plus élevé que celui des écoles élémentaires, d'où l'ouverture et l'extension progressive de l'enseignement secondaire et supérieur aux enfants des classes populaires. De tels étudiants se trouvaient mêlés à ceux issus des familles d'intellectuels prolétarisés par le même mouvement de « l'industrialisation généralisée de toute activité humaine » (Ernest Mandel). Ainsi, en France, la population étudiante s'était multipliée par dix entre 1945 et 1968. Or il est très difficile d'élever les connaissances en les canalisant. C'était particulièrement difficile dans les vieilles nations d'Europe à l'enseignement de tradition humaniste. Ainsi, tandis que le vieux prolétariat ouvrier reculait jusque dans sa conscience de classe, sous le joug des « grands organisateurs

de défaites », une jeunesse, plus cultivée que par le passé, par là même plus ouverte sur un monde en crise sanglante, et en même temps faisant face à un horizon bouché, se substitua spontanément à un mouvement prolétarien en sommeil. Que ce soit les étudiants en lettres et en sciences humaines qui aient ouvert la brèche se comprend aisément à la fois par la nature de leurs études et par le fait que celles-ci ne répondaient pas aux besoins primaires du monde industriel[1].

Une telle conjonction répond bien aux interrogations devant lesquelles les spécialistes de l'observation bafouillent. Oui ces luttes de 68 avaient bien un caractère révolutionnaire. Et le prouvent d'une part leur écho dans le monde ouvrier, les luttes revendicatives qu'elles entraînèrent dans les zones périphériques de la classe ouvrière, et d'autre part par les crises qu'elles provoquèrent – dont la plus saisissante fut celle qui ébranla la 5e République –, enfin, ailleurs, par la violence haineuse de leur répression. Oui elle a eu un effet de révolution culturelle, en cela que la critique du mouvement portait sur l'ensemble des valeurs bourgeoises, du politique aux mœurs, de l'idéologie à la morale, de la vie sociale à la vie privée, que le tout en fut ébranlé, ouvrant les cent luttes partielles des décennies suivantes, du féminisme, de la liberté sexuelle et de la procréation, de l'écologie, du refus des exclusions… Non ce ne pouvait être la « répétition générale » d'une prochaine révolution socialiste comme la direction de la 4e Internationale elle-même le proclama, car ce ne fut que la révolution d'une avant-garde, et elle ne put ni bousculer les syndicats et partis dinosaures, ni trouver une unité politique nouvelle. Encore une fois, le verdict de Trotski se confirmait : « La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. »

Pour nombre de combattants de cette année cruciale, et d'abord pour ceux de la 4e Internationale, la conscience de ce vide, non seulement exista, mais fit l'objet de tentatives unitaires, au cœur même de l'action. Le 19 mai s'étaient rencontrées des délégations du PCI et de la JCR, pas encore fusionnés, et de l'Union communiste (Voix ouvrière) ; la discussion se poursuivait encore en juillet. Mais le sectarisme ouvriériste des héritiers de Barta allait encore une fois mener

à une impasse. Après la manifestation du 1er juin, un Comité d'initiative, visant à la constitution d'un mouvement révolutionnaire, tint meeting. Dans leur livre écrit peu après, Daniel Bensaïd et Henri Weber expliquaient les causes de l'échec de ce projet :

> « Alors que les militants de la JCR conçoivent le MR comme un mouvement à construire, dont les éléments émergent lentement au sein des comités d'action qui sont la force vive du moment, et non comme une avant-garde autoproclamée, d'autres militants, états-majors en mal de troupes, se proposent de créer de toutes pièces, à côté des CA, des sections du MR. Ce désaccord de principe finit de paralyser une entreprise sans prestige, initiative bâtarde, bâclée à la hâte, pour répondre à l'énormité des tâches laissées vacantes par le PC démissionnaire. Enfin le projet du MR relève d'une période révolue du tâtonnement organisationnel où une addition de personnalités et de militants, sans cohésion politique et sans ligne commune, compte sur le pouvoir attractif d'une diversité de pensées présentée comme "ouverture d'esprit". En fait, après mai, seules les organisations capables de se présenter comme un pôle original par leur spécificité militante, organisationnelle et programmatique, peuvent espérer exercer une attraction réelle sur l'avant-garde de fait qui s'est manifestée, souvent hors des organisations traditionnelles[2]. »

Trop tard ? Trop tôt ? Dès les fumées des barricades retombées, le Mouvement du 22 mars s'enlisait dans son spontanéisme ; l'UJCml maoïste se raidissait dans son néostalinisme en exigence d'hégémonie ; le PSU cuvait un moment d'ivresse gauchisante et allait entrer dans la campagne électorale en préconisant le désistement partout pour le « candidat de gauche » le mieux placé. Toutes ces organisations allaient disparaître dans les plus prochaines années. Une fois qu'eut joué le « piège à cons » des élections, vint le reflux. C'en était fini de la volonté même d'un « front » proposé par le PCI. Des comités d'action allaient continuer à vivoter, parfois pendant plus d'un an, dans leur isolement local ou d'entreprise.

À l'échelle internationale, le bilan fait par le livre de Bensaïd et Weber n'était pas faux. On était bien en présence d'une montée révolutionnaire de masse conjointe dans tous les secteurs du monde. Mais il était inexact d'écrire qu'en France le régime gaulliste n'avait dû son salut « qu'à l'incroyable veulerie de la gauche parlementaire ». C'était sous-estimer les effets profonds du stalinisme, joints à ceux de la social-démocratie, dans la désorganisation du monde du travail et la dissolution de la conscience de classe. Et dans ces différents secteurs de la révolution mondiale, les orientations de l'action n'étaient que régionales et limitées dans leurs objectifs divergents. En ce qui concerne la révolution latino-américaine, les mots d'ordre internationalistes de Che Guevara ne subsistaient que comme formules sans substance, tandis que Castro approuvait l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et manifestait son mépris pour les événements européens. La lourde survivance du stalinisme était un obstacle à la fois aux développements révolutionnaires et à la cristallisation d'une conscience de l'unité des opprimés face au front uni des oppresseurs du capitalisme impérialiste.

Inversement, la bourgeoisie, elle, ne s'était pas trompée sur les signes donnés par ce mouvement mondial ; elle avait tiré des leçons de ces secousses de son système et allait chercher à y remédier par des moyens contradictoires, mais qui purent se combiner, entre violence, directe ou indirecte, là où elle pouvait espérer briser l'adversaire (Vietnam, Chili, Timor, Argentine, Pakistan, Grenade, Iran, Nicaragua, etc.), et l'engluement du néolibéralisme, là où elle pouvait compter sur la collaboration de la social-démocratie devenue social-libérale. L'irrémédiable – quoique trop lent – déclin du système nomenklaturiste stalinien allait être, vingt ans durant, très favorable au succès de la seconde solution, comme complément et parachèvement de la politique de violence.

En France, la version engluement commença par l'élimination de De Gaulle et du gaullisme, aux aspérités trop agressives, tout en en conservant les instruments institutionnels. La remontée fut difficile pour la bourgeoisie, mais grâce au partenariat que lui offrit la social-démocratie, elle allait, par

des concessions peu coûteuses et de grand profit, obtenir un reflux total de l'élan de 68.

À regarder cette année cruciale à l'échelle des trente suivantes, on peut penser que ce qu'elle avait ouvert par ses luttes radicales s'était bel et bien refermé. Ce ne serait cependant que myopie. Les réformes mêmes dont le pouvoir bourgeois se crédita fut l'effet des luttes qui suivirent, et d'abord celles des femmes, imposées par un nouveau féminisme, éclatant un an plus tard – plus recommencement que renaissance –, et qui allait changer toute la vie des femmes du monde capitaliste, lancé en France par le Mouvement de libération des femmes, pour la liberté de la procréation et le droit à l'avortement, ainsi que les acquis dans le cheminement pour l'égalité des droits. Cet effet de « révolution culturelle » s'imposa, et jusqu'à des inversions, mais dont les acquis de liberté sont plus importants que leur perversion.

Cependant, les deux décennies qui suivirent 68 se soldèrent par un renversement du rapport des forces entre capitalisme et révolution. Au-delà de la victoire vietnamienne, obtenue dans la ruine du pays, toutes les révolutions ou les amorces, voire les menaces de révolution furent immédiatement isolées, puis écrasées. Bien loin du schéma pabliste, la politique contre-révolutionnaire du Kremlin, accentuée par son déclin, isola toutes les luttes, abandonnées chacune à ses seules forces. L'idéologie bourgeoise triomphait en proclamant la fin de l'histoire, la fin des utopies et la fin des idéologies (l'idéologie dominante, la plus puissante, ne se considérant pas elle-même comme telle) ; le capitalisme mondialisé et sa démocratie néolibérale (en fait la réalisation de la ploutocratie) furent promises à l'éternité. Une telle période ne pouvait qu'entraîner toutes les formes possibles de démoralisations et de reniements. D'autant plus que, du sous-sol des pays où les révolutions anticoloniales avaient été anéanties (telles celles des pays arabes) et des États nomenklaturistes en cours d'effondrement (telle la Yougoslavie), surgirent les monstres enfouis de l'histoire lente, opposant leur vieille barbarie à la barbarie postmoderne.

Était-ce donc là tout de même la fin de la période ouverte par 68, et datable de la chute du Mur de Berlin et de l'implosion de l'URSS entraînant celle de ses États satellites ? Oui et non ! Ce qui s'est terminé avec la mort du corps du stalinisme ne relève pas de 68, mais de ce qui a été le principal blocage au développement de 68. Et ce qui a commencé au-delà, avec les années quatre-vingt-dix, comme nouvelle combativité, avait besoin de cette mort pour que renaisse ce qui n'était qu'annonce en 68. Comme à la suite de toutes les défaites, est demeurée une conscience nouvelle qui a réagi aux coups reçus et préparé le devenir, tandis que se poursuivait, voire s'intensifiait, la double politique – carotte et bâton – de la mondialisation impérialiste et néolibérale.

L'histoire ne s'écrit pas au présent. Elle exige un certain recul, et nous vivons encore dans cette histoire en train de se faire. Une période n'est fermée que par l'achèvement de ce qu'elle a ouvert, et après que se sont développés tous les éléments nouveaux qui ont caractérisé son commencement. Or, nous l'avons vu, 68 reste un spectre pour les puissants du monde, et ils le dénoncent parce que la nouvelle opposition qui prend forme part de ce qui n'était alors qu'ouverture.

À défaut d'une telle histoire impossible, Daniel Bensaïd vient de donner, avec *Une lente impatience*[3], une autobiographie qui est en même temps un balayage historique de ces trente-quatre ans, et une tentative d'en penser le sens. Acteur, en tant que dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire et de la 4e Internationale, il n'a jamais cessé d'être l'analyste des événements qu'il vivait, et capable de rectifier sa vision à la lumière d'événements dont nombre furent déconcertants. Son apport est là de ceux que l'on dit « incontournables », du fait que l'on ne voit guère aujourd'hui quelque autre qui soit susceptible d'une telle vue synthétique et d'une lucidité aussi maîtrisée. Toutefois, sa limite est celle que, comme nous, il réfère à « l'effet Del Dongo à Waterloo » : les fumées de tout ce qui explose nous cachent les effets potentiels du choc des forces en présence ; et d'autre part nous ne savons pas tout ce peuvent méditer les états-majors qui, avec leurs lorgnettes, en voient à peine plus que nous qui sommes au milieu du champ

de bataille. D'où la nécessité de notre propre survol, d'un autre point de vue et avec un peu plus de distance.

La Ligue communiste, nouvelle section française de la 4e Internationale

Des organisations créées dans le feu de 1968, seule, la Ligue communiste (devenue ensuite Ligue communiste révolutionnaire) a eu un avenir. C'est aussi la seule qui a été l'objet d'une fusion, non seulement du minuscule PCI avec la Jeunesse communiste révolutionnaire, mais un peu plus tard (et avec des allers-retours), avec le groupe Révolution. Plus tard encore (1976), elle fut rejointe par la fraction gauche du PSU ; enfin, tardivement, il y eut le retour en son sein de l'AMR (TMRI) pabliste. S'il y a eu décantation de ces courants et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) elle-même, tous lui ont donné non seulement des militants, mais des dirigeants.

Que la nouvelle organisation accepte de devenir section française de la 4e Internationale, cela n'alla pas sans débats. Le dépassement-renouvellement n'était-il pas dans la logique de ce qui venait de se passer ? Cela l'aurait été si le mouvement avait vraiment été une « répétition générale », s'était poursuivi et étendu. Le rapide reflux justifia l'ancrage dans l'Internationale, qui assura au nouvel apport le lien à la fois avec le capital politique et théorique d'une continuité et avec un réseau qui, pour aussi faible qu'il fût, avait le mérite d'exister. Et ceux, nombreux d'abord, qui avaient des réserves, voire davantage, à l'égard du trotskisme, et qui acceptèrent tout de même l'engagement, n'eurent pas de raisons de le regretter. Car la Ligue communiste fut loin d'être une simple continuité du PCI. À la fois du fait de la supériorité numérique de la JCR que de son poids politique. Le 9e congrès de la section fut celui « des vainqueurs ». La direction changea de composition, non seulement par adjonction, mais par élimination d'anciens cadres.

Le trotskisme de la Ligue communiste fut de ce fait plus que coloré de gauchisme. On peut même dire que sa première période fut trotsko-guevariste. Non sans dommages, puisqu'elle entraîna un cours de lutte armée en Amérique latine, qui se termina par une suite de désastres, et non sans morts.

Mais ce gauchisme était sans doute l'effet inévitable des conditions de naissance de cette nouvelle génération, voire la condition de la combativité et de la fièvre de vie qui assura la vie de cette renaissance, dont Bensaïd donne des images hautes en couleur. Car comment, sans quelque excès, faire face à la fois à un ennemi aussi puissant et aux retombées boueuses de l'élan ? Sans doute était-il inévitable qu'une telle renaissance doive passer par une longue expérience de redécouverte – voire au mépris du legs des trop rares survivants de la génération perdue – pour affronter le nouveau et aller plus loin.

Parcours coûteux, cependant. Cette vitalité audacieuse mais brouillonne, qui s'exprimait par inventions et exploits, butta sur des écueils qui ne la brisèrent pas, mais allaient la projeter successivement dans deux ornières opposées.

L'une fut le « tournant vers l'industrie », qui consistait à investir des militants dans les grandes entreprises industrielles employant le prolétariat ouvrier traditionnel, ce qui tendait à corriger le trop grand écart pris entre avant-garde gauchiste et classe. Il fut à contresens de l'évolution sociale, au moment du déclin européen des grands bastions industriels et de l'essor de l'extension prolétarienne vers ce qui était auparavant ses zones périphériques. Cette incompréhension fut d'autant plus paradoxale que, comme nous l'avons vu, Ernest Mandel et Michel Lequenne avaient opposé le constat de l'extension du prolétariat aux théories de la nouvelle classe moyenne salariée. Il est vrai que cette extension créait, à son sommet, une nouvelle aristocratie ouvrière, mais, à la différence de l'ancienne, son champ de développement privilégié se heurtait rapidement à la même raréfaction de l'emploi que les couches inférieures, aux sélections les plus féroces, voire à la surexploitation, ce que le chômage des « cadres » allait montrer. D'autre part, cette aristocratie ne constituait qu'une faible partie des couches prolétarisées, la majorité étant composée des fonctionnaires, des employés des services publics et privés. Enfin, comme ce fut le cas pour l'ancienne aristocratie ouvrière, qui fournit le plus grand nombre des cadres du mouvement ouvrier ancien, la nouvelle, étant celle du prolétariat intellectuel, joue et jouera de plus en plus le même rôle dans le

nouveau monde du travail, ainsi que cela apparut déjà en 1968[4]. La ligne antérieure, dite « de la périphérie vers le centre », était plus correcte et n'aurait demandé qu'à être approfondie. Le fait que l'extension de la classe en soi ne s'accompagnait pas de la conscience pour soi, et qu'au contraire le chœur des sociologues s'enrageait à la nier, pesa jusque sur l'extrême gauche. Ne pas avoir assimilé cet enseignement pourtant surgi de ses rangs conduisit la LCR à un tournant brutal où des militants s'enlisèrent, y compris des cadres qui y disparurent. Au contraire ils furent trop peu nombreux dans les secteurs qui allaient mener le plus de grèves dans les deux dernières décennies du siècle.

La chute dans la seconde ornière, dont il est vrai la direction de l'Internationale eut la responsabilité majeure, fut celle des espoirs mis en 1978 et 1979, dans la recherche d'une « Unité du mouvement trotskiste mondial ». Le courant lambertiste – qui n'avait pas souffert en France de sa position de retraite en 1968, mais au contraire chevauchait la social-démocratie –, avait réussi à se donner des bases dans un certain nombre de pays, en particulier d'Amérique latine, et se donnait comme 4e Internationale en voie de reconstruction. Sous la pression du SWP, des contacts furent pris par l'Internationale aux fins d'une « réunification ». En dépit des mises en garde d'anciens qui connaissaient bien la nature profondément corrompue et dégénérescente de ce courant, des négociations furent engagées, avec échanges de textes portant sur les divergences à mesurer et dépasser, rencontres et préliminaires de fusions, jusqu'à ce que Lambert, s'étant servi de la controverse où il opposa habilement les erreurs de la LCR à son apparente orthodoxie, et de sa reconnaissance comme d'une réhabilitation, prît l'initiative de la rupture. Comme en même temps, et profitant du climat fractionnel créé par la tendance de Gérard Filoche dans la LCR, il y avait pratiqué un « entrisme » destructeur, il fit scissionner deux ou trois cents militants – mais il est vrai pour les perdre rapidement. Quoique la fraction perdue tînt plus du cancer que d'une aile agissante dans l'organisation, l'effet de rupture fut douloureux, et la Ligue perdit en plus quasi autant de militants

par démoralisation. La grave erreur avait tenu là à l'automystification sur la qualification de « trotskiste » pour une organisation comme l'OCI lambertiste. C'était prendre l'étiquette, pourtant galvaudée jusqu'à perdre sens, pour le contenu, alors que 68 avait déjà indiqué que la recomposition d'un mouvement révolutionnaire exigeait une mutation programmatique que Trotski n'avait pu prévoir.

La première tentative dans cette voie allait, il est vrai, se terminer en impasse : ce fut celle de la campagne présidentielle de 1988 où la Ligue se rallia à la candidature de Pierre Juquin, soutenu par le courant des « Rénovateurs » du PC, et lui apporta un appui décisif. Les comités formés autour de cette candidature rassemblèrent plus d'un millier de militants. La campagne de Juquin fut lamentable, en particulier par son acharnement à cacher la présence trotskiste derrière lui. Le résultat fut donc aussi mauvais que ceux, antérieurs, de la seule Ligue. Mais la LCR se rétracta après cet échec, et abandonna à Juquin les comités qu'il ne put retenir dans une nouvelle Nouvelle Gauche, encore plus éphémère que la précédente. La Ligue, non seulement n'y gagna rien, mais y perdit encore nombre de militants qui voulurent poursuivre l'expérience avec Juquin, et qui se dispersèrent ensuite, la plupart dans une Alternative Rouge et Verte, d'autres chez les Verts. C'était la première fois qu'elle se trouvait devant le problème d'une éventualité de dépassement, au prix préalable d'une situation minoritaire. Cette problématique, elle, n'est pas dépassée.

Au travers et en dépit de ces cahots, la LCR a jusqu'ici toujours fini par prouver sa vitalité par des sursauts de redressements, et manifesté à la fois son mûrissement et sa jeunesse en s'impliquant progressivement, patiemment, solidement, dans les syndicats les plus combatifs et dans tous les centres d'activité sociales qui suppléent, par un phénomène propre à ce temps, aux carences des vieilles organisations faillies. Cette présence et l'activité qu'elle y mène donnent une base potentielle à son dépassement bien manifesté par le succès de la candidature du jeune postier Olivier Besancenot aux élections présidentielles 2002, et par « l'effet Besancenot » qu'elle a pro-

voqué, amenant un afflux d'adhésions jeunes à la LCR en même temps que le retour d'anciens, voire de très anciens militants, retrouvant confiance dans l'organisation trotskiste.

L'Internationale

Les 9e et 10e congrès de l'Internationale peuvent être comparés, par rapport au 8e, avec ce que fut le 2e par rapport au 1er. Un renouveau avec des forces accrues, mais aussi laissant apparaître des contradictions potentiellement explosives. Celles-ci avaient deux sources : le régime de l'Internationale, et l'écart d'expériences entre Amérique du Nord et quasi le reste du monde.

À l'inverse du gauchisme des sections de l'Europe – tout particulièrement de la France – et de la plupart des sections du cône sud-américain, le SWP des États-Unis prônait l'enracinement dans les syndicats, et ralliait les sections historiquement liées à lui et celles qui étaient hostiles à la politique de lutte armée. Cette opposition était radicale. Elle allait diviser l'Internationale en deux parties presque égales qui se durcirent en fractions.

Toutefois, il n'y eut pas de scission pendant des décennies, mais une véritable paralysie du fonctionnement démocratique. Échaudé par la scission de 1952-1953, fruit d'un centralisme absolu du « Parti de la Révolution mondiale », Ernest Mandel, devenu le principal dirigeant de l'Internationale, versa dans l'eau glaciale d'un fédéralisme de fait, non de sections, mais de fractions. Entre elles, pas de milieu, pas de nuances, deux directions de fait, et une lutte intérieure permanente faussant tous les débats. Et conduisant finalement à l'accentuation des divergences.

Le soutien à Cuba du SWP qui avait perdu tous ses anciens cadres, devenu totalement acritique par opposition anti-impérialiste, modifia en conséquence son attitude à l'égard de l'URSS, au nom de sa « défense inconditionnelle ». Son fractionnisme alla jusqu'à exclure la tendance qui, en son sein, se prononça pour la majorité internationale. Ce fut le début de son déclin, et finalement de sa disparition, probablement aidée par une pénétration policière du même type que celle qui permit de détruire les Black Panthers.

Dans ces conditions, le centre de l'Internationale prit de plus en plus le caractère d'un simple bureau de liaison, et d'autant plus que les expériences des différentes sections allaient différer de pays à pays.

Une dernière épreuve frappa l'Internationale, et encore une fois du fait de la déficience de son analyse du phénomène stalinien en ses conséquences. Coup sur coup, ce furent les problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan.

Au Cambodge, un petit parti stalino-maoïste s'emparait d'un pouvoir flageolant et pratiquait le génocide de sa propre population, puis provoquait la guerre avec le Vietnam pas encore remis de la guerre américaine. Quelle était la nature de cet État cambodgien ? Pour le SWP et la minorité internationale, un État bourgeois à direction bureaucratique, d'où le nécessaire soutien à son adversaire vietnamien ; pour Ernest Mandel et la majorité, un État ouvrier né déformé bureaucratiquement, et la guerre avec le Vietnam une guerre fratricide à dénoncer des deux côtés. Bases théoriques abstraites autant qu'absurdes, inadmissibles pour nombre de dirigeants et militants qui constataient seulement que l'intervention vietnamienne au Cambodge sauvait précisément ce pays de la poursuite du génocide.

Quant à l'invasion de l'Afghanistan, à l'inverse, elle allait faire l'unité des deux fractions de l'Internationale pour le soutien critique de l'intervention d'un « État ouvrier » dans un « pays féodal ». Au comité exécutif international, le seul Michel Lequenne s'y opposa. Là, le vase débordait, en particulier pour une minorité du comité central de la LCR. Il y eut des blâmes pour des manifestations publiques du désaveu de cette ligne. Une violente discussion fut ouverte. Mais ce ne fut qu'un an plus tard que le retournement du Suisse Charles-André Udry, entraîna un faible retournement de majorité du comité exécutif, sans changer celle du secrétariat, d'où, pendant dix ans, une guérilla interne quant à la définition de ce que l'on défendait dans la résistance afghane.

Ce débat couvrait celui, récurrent, de la nature de l'URSS. La conception de l'État ouvrier dégénéré révélait son inadéquation à la compréhension des phénomènes nouveaux, à

laquelle s'ajoutaient les séquelles des analyses « pablistes » des années cinquante et soixante quant à l'évolution aux sommets de la bureaucratie. Le refus de corriger une analyse qui n'avait plus aucune assise solide, à la fois par dogmatisme « trotskiste » et par peur de tomber dans les errements du « capitalisme d'État » ou de « l'impérialisme bureaucratique », mena à un front buté devant la nouvelle thèse élaborée par Michel Lequenne, qui évitait les erreurs de toutes les précédentes, et fut adoptée par la tendance 3 de la LCR, puis par la tendance internationale dite Hoffmann-Heredia. Cet acharnement dogmatique laissa l'Internationale à la fois désarmée théoriquement et totalement désorientée, d'abord devant le cours Gorbatchev (qui ne représentait ni un cours Reiss – de gauche à tendance révolutionnaire –, ni un cours Boutenko – de retour au capitalisme), puis, enfin, devant l'implosion du système stalinien qui n'était ni le fait d'un réveil prolétarien (Filoche), ni l'effet de l'intervention impérialiste capitaliste.

Toutefois, l'effondrement du cœur du système stalinien, sans en supprimer les longues séquelles et les durables empoisonnements des esprits, laissa l'Internationale, à partir de la dernière décennie du siècle, face à un seul front, celui de l'impérialisme mondial dans les violences de sa mondialisation. Dans cette lutte, elle trouvait des alliés immédiats ou potentiels. Ainsi dans la mobilisation contre la guerre du Golfe, et combien plus contre celle d'Irak.

Les manifestations de sclérose théorique n'étaient-ils pas des signes que l'Internationale fondée par Trotski était parvenue au terme de sa mission historique, par changement radical des conditions même de la révolution mondiale, et qu'elle ne survivait que par l'absence des conditions d'émergence d'une cinquième Internationale propre aux nouvelles voies et fins ? Heureusement, aux caractères négatifs s'opposent l'expérience et le retour sur eux-mêmes des dirigeants de la génération de 68, en même temps que l'élan d'une nouvelle génération qui se manifeste par sa lucidité libérée du poids du passé.

Partout dans le monde comme en France, les trotskistes se sont trouvés dans des situations originales de contournement

des organisations traditionnelles. Moins que jamais les structures lutte ne pouvaient s'appliquer sur un mode uniforme imposé d'un centre. La 4e Internationale s'est empiriquement adaptée à une telle situation qui n'est pas sans rappeler celle qui existait avant la création de la 1re. De ce fait, la nébuleuse altermondialiste, qui rassemble quantité de types d'organisations, en puissance révolutionnaires, et où les trotskistes se trouvent souvent, présente les éléments susceptibles d'envisager un nouveau type de cumul de forces, une nouvelle Internationale.

Socialisme ou barbarie

Les plus clairvoyants des contemporains sont conscients que nous vivons un tournant de l'histoire. Mais quel type de tournant ? Sera-ce un tournant du type de celui du 16e siècle, ouvert dès la fin du 15e ou un tournant comme celui de la fin du 18e, qui parachève le précédent et ouvre l'ère de la domination bourgeoise sur le monde ? Ou au contraire sera-ce un tournant comme celui du 5e siècle où se parachève la fin de la civilisation gréco-romaine et qui précipite le monde dans les longues ténèbres du Moyen-Âge ? En termes marxistes, cela s'exprime par le dilemme « socialisme ou barbarie ».

Ce qui apparaît dans les sommets du monde capitaliste comme un apogée dont il ne reste plus qu'à nettoyer les déchets et à mater les résistances rétrogrades, à bien y regarder, a les parfums de pourriture d'une agonie, celle d'un système qui s'étouffe dans ses contradictions.

Qu'on ne voie pas là une prophétie optimiste. Le système capitaliste est une hydre aux cent têtes prête à détruire le monde, comme elle a commencé à le faire, pour durer dans une barbarie dont on ne distingue aujourd'hui que certains des caractères, mais dont, comme l'avait déjà noté Trotski, le nazisme et le stalinisme ont donné des esquisses. Les moyens employés contre la Révolution russe – dont on peut considérer les conséquences comme la cause principale de sa dégénérescence – indiquent ce que l'impérialisme mondial est capable de faire à l'échelle du monde entier. À l'immense supériorité de ses forces matérielles s'ajoute l'hégémonie de

ses moyens d'expression. En face, des millions d'hommes et de femmes aux mains presque nues !

Dans cette lutte titanesque, vaincre un tel monstre n'est pas assuré. Et l'image de Goliath et de David n'est pas suffisante pour représenter l'affrontement du Capital et du monde du travail, car l'hydre souffre à la fois des maux de ses contradictions et des poisons avec lesquels elle les traite. Ce sont là, certes, des risques que l'agonie affolée se fasse apocalyptique, mais peut aussi, inversement, donner des atouts aux travailleurs du monde entier et au jeune mouvement altermondialiste qui les représente. Car le monde du travail a infiniment plus de bras et de cerveaux que le monstre n'a de tentacules. L'histoire n'a pas de finalité fatale et reste ouverte. C'est la lutte qui dira si le tournant ressenti est de l'ordre de celui du 5e siècle (la barbarie) ou de celui du 16e (le socialisme). Mais quelle promesse que ce qui s'est révélé en 2003 comme nouvelle conscience, et d'une manière formidable, quand, dans le monde entier, des manifestations rassemblant des millions de participants ont eu lieu, spontanément et simultanément, contre le projet de la guerre bushienne contre l'Irak. Un tel fait était sans précédent.

Contrepoint de l'auteur

J'ai participé au mouvement de 1968 à la fois comme dirigeant du PCI et comme membre du comité du syndicat des correcteurs. À ce second titre, j'ai fait voter au comité, dès le début de la grève étudiante, un soutien financier à l'UNEF, qui a préludé à ce que notre syndicat soit l'un des très rares à soutenir le mouvement jusqu'au bout. Le 25 mai, son assemblée générale vota à la quasi-unanimité une résolution, que je rédigeai, et dans laquelle j'acceptai le mot d'ordre lambertiste de comité central de grève. Je lus cette résolution au meeting de Charléty. Comme membre du bureau politique du PCI, je participai aux négociations pour la formation d'un Mouvement révolutionnaire. À ce titre, j'écrivis l'article du PCI pour la tribune de *Lutte ouvrière*.

Mais, au lendemain de Mai, dans une réunion du bureau politique élargi, Hubert Krivine déclara que désormais les

anciens « devaient faire leurs preuves ». N'ayant jamais été un homme de pouvoir, je me retirai sans explication. Je crois que Rodolphe Prager fit de même. Pierre Frank était aussi dans cette ligne de mire, mais indéracinable en tant qu'un des plus vieux trotskistes et membre du secrétariat international.

Je revins toutefois dans le comité central, dès le deuxième congrès de la Ligue communiste, et à plusieurs reprises au bureau politique de la Ligue, enfin à diverses responsabilités, dont la participation à la direction de la revue théorique, *Critique communiste*. Donc participant comme acteur à l'activité de la section française jusqu'en 1988, puis, dès le 10e congrès mondial, au comité exécutif (CEI) de l'Internationale, avec un passage intermédiaire à sa commission de contrôle. Un contrepoint personnel détaillé reviendrait à une autobiographie politique qui n'a pas sa place dans cette histoire. Je ne rappellerai donc que le fait que cette participation fut plus souvent de minoritaire que de majoritaire.

Mes oppositions commencèrent par celles contre les dérives gauchistes. La principale fut contre la politique de « lutte armée » (en fait de guérilla urbaine) en Amérique latine, pour moi aventure blanquiste, où, toutefois, je ne me rangeai pas dans la fraction du SWP et fus donc isolé. Sur le terrain français, j'opposais à la ligne de constructions de « fractions (rouges) syndicales », celles de tendances de gauche.

Dès qu'était apparu le MLF, à l'initiative d'anciennes maoïstes, vite rejointe par les militantes de l'AMR « pabliste », je fus pour que nos militantes s'y engagent. Je me retrouvais encore une fois assez isolé, même la plupart des femmes de la Ligue étant hostiles à l'idée d'aller à ce MLF. Mais je trouvai parmi nos militantes mes premières alliées. Plus tard, je défendis aussi leur droit à des réunions non mixtes, dites « groupe Sand », à l'intérieur de l'organisation. Le gauchisme se manifesta aussi sur les questions de vie quotidienne et sexuelle, dans un oubli des positions communistes de Lénine et Trotski, au nom d'un « Éclatez-vous ! » et/ou l'éloge des perversités. Ma critique, dans *Critique communiste* du livre de Xavière Gauthier, *Surréalisme et sexualité,* provoqua une riposte offensive qui dura sur plusieurs numéros, mais où je

reçus un soutien, en particulier de notre camarade, le psychanalyste Jacques Hassoun (d'où le début d'une amitié), et de Frédérique Vinteuil qui allait jouer un rôle central dans la « commission femmes ». Au-delà de nos rangs, ce fut pour moi l'occasion d'une reprise de contact avec Vincent Bounoure et les surréalistes qui allait m'amener, en 1976, à entrer, avec Michael Löwy, dans le groupe surréaliste reconstitué.

À partir de la fin de 1973, mes oppositions ne furent plus isolées avec la formation de la tendance 3 (T3) dont la base fut surtout de la plus jeune génération de la Ligue. Son contenu théorique porta d'abord sur l'analyse des mutations du PCF, et sur celles du prolétariat. Cette tendance qui, dans les premières années, et selon les statuts, se dissolvait après chaque congrès, ne fut jamais une fraction comme celles que reconstituait indéfiniment Gérard Filoche. La T3 ne fut pas non plus une tendance d'opposition générale, dressant « ligne contre ligne », mais toujours limitée à des problèmes particuliers, quoique de grande importance. La plus grave de ces divergences fut celle de l'opposition à la ligne de soutien critique de l'URSS en Afghanistan, où je me retrouvai avec Denis Berger, Jean-Marie Vincent et… Henri Weber. Quand, un an plus tard, ce cours erroné fut redressé, j'eus – pendant dix ans – la charge d'écrire tous les articles et les études sur cette sale guerre (non sans débats houleux avec le secrétariat de l'Internationale), et j'allais pouvoir participer au mouvement de soutien à la résistance afghane, où je retrouvai Laurent Schwartz, et rencontrai des anciens du PCF qui avaient rompu avec le stalinisme sur cette question. Notre décantation des questions difficiles de cette guerre nous permit de finalement fixer notre défense sur le courant de Massoud, que la suite de l'histoire devait bien vérifier comme étant le seul progressiste.

Dès 1976, j'avais donné à *Critique communiste* l'étude « Continuité et discontinuité du "lambertisme" (contribution à l'histoire d'une dégénérescence) » qui suscita la protestation du SWP, et même la demande de sanctions à mon égard. En dépit de l'avertissement constitué par cette étude, la direction internationale s'enflamma en 1978 pour la « réunification » du « mouvement trotskiste mondial ». L'opposition à ce

qui fut, comme on l'a vu plus haut, un piège et une saignée finale pour la LCR, fut traitée comme du sectarisme.

Au-delà, et dans l'accord général avec le soutien aux mouvements révolutionnaires, du Guatemala à la Pologne, se posèrent les problèmes du régime de parti (contre la conception léniniste du parti) et de l'Internationale elle-même. La fatigue de trop de luttes d'opposition intérieure en même temps que la dispersion de la T3 après la campagne présidentielle de Juquin m'amenèrent à démissionner de la LCR, et donc de l'Internationale, dont j'avais, dès 1981, quitté la direction sur un désaccord dans la représentation de la tendance HH (Heredia-Hoffmann), c'est-à-dire Fanjuls-Lequenne. Angel Fanjuls, avocat argentin, avait appartenu à la formation de Posadas dont il s'était écarté des dérives. Exilé pendant la dictature « des colonels », il rentra, après leur chute, dans une Argentine où les groupes trotskistes pullulaient. C'est alors qu'il n'y avait là aucune section que le congrès international refusa sa candidature à la direction, révélant ainsi que l'Internationale, tout en continuant à se considérer comme « parti mondial », fonctionnait en fait comme une organisation fédérale.

Ma « sortie » de la LCR et de l'Internationale ne fut pas une rupture politique avec le trotskisme en tant que marxisme révolutionnaire de notre temp, et encore moins avec des hommes et des femmes pour qui je garde estime et, pour beaucoup, amitié et confiance. Il s'agissait d'une prise de distance pour réflexion et travail théorique, qui put ainsi s'accompagner de collaboration, et souvent serrée, à la presse de la LCR et de l'Internationale.

Histoire et critique

Sur cette longue période, le livre de Daniel Bensaïd *Une longue impatience* (Paris, Stock, 2004), est le seul ouvrage qui mérite attention. Les Mémoires de dissidents (Plenel, Filoche…) sont des textes où leurs auteurs organisent leur passé, et celui de la LCR, voire de l'Internationale, de façon à justifier leur écart. Les livres d'adversaires sont parfois de points de vue adverses (d'ultra-gauche pour ceux de Jean-Louis Roche), parfois de simple incompréhension, ou le plus souvent de pures constructions calomnieuses.

Notes

Avant propos

1. Georges Gusdorf, *Les Sciences humaines et la pensée occidentale,* t. 4, Paris, Payot, 1971.

Fallait-il créer une quatrième Internationale ?

1. «Épisode significatif» (30 décembre 1936), *in* Léon Trotski, *Œuvres,* t. 12, Paris, EDI, 1982.
2. Léon Trotski, *Œuvres*, Paris, EDI, 1980, t. 7, p. 97-107.
3. Léon Trotski, *La Révolution trahie*, in *De la révolution, Paris,* Minuit, 1971, p. 505.
4. Boris Bajanov, *Bajanov révèle Staline,* Paris, Gallimard, 1979. En 1924, Iéfraïm Skliansky, adjoint de Trotski au commissariat à la guerre, fut démis de ses fonctions et envoyé par Staline aux États-Unis comme président de la commission commerciale. Dans son autobiographie, donc en 1929, Trotski écrit : « Quelques semaines s'écoulèrent, et l'on reçut un télégramme annonçant que Skliansky, au cours d'une promenade en barque, s'était noyé dans un lac, en Amérique.» Il conclut : « La vie est inépuisable en méchantes inventions.» Pour sa part, et sur le moment même, Boris Bajanov n'eut pas cette innocence. Il écrit, p. 85 : « Mekhlis et moi nous rendîmes immédiatement chez Kanner [«Kanner est le secrétaire de Staline pour les affaires louches», p. 51] et lui déclarâmes à l'unisson : "Gricha, c'est toi qui as noyé Sklianski".» L'autre ne se défend même pas, sinon en disant : « Il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas savoir, même pour un secrétaire du Politburo.» Et Bajanov conclut : « Mekhlis et moi-même étions convaincus que Sklianski avait été noyé sur l'ordre de Staline et que l'"accident" avait été organisé par Kanner et Iagoda.»
5. *Mémoires d'un bolchevik-léniniste,* Paris, François Maspero, 1970.
6. « Épisode significatif », *op. cit.,* et Pierre Broué, *Trotsky,* Paris, Fayard, 1988, p. 480.
7. Léon Trotski, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, p. 527.
8. Voir en particulier Pierre Broué, *Trotsky, op. cit.,* chapitre « En un combat obscur».
9. Léon Trotski, *op. cit.*, p. 536.
10. Léon Trotski, *Œuvres,* 2e série, t. 3 : « Comment est-ce arrivé ? », Grenoble, Institut Léon Trotsky, 1989, p. 32-33.

11. Voir Pierre Broué, *op. cit.,* chapitre « Les débuts de l'opposition internationale».
12. *Op. cit.,* p. 734.
13. Voir Roy Medvedev, *Le Stalinisme,* Paris, Le Seuil, 1972.
14. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 751.
15. Marx-Engels, *Correspondance,* Paris, Éditions sociales, 1989, t. 12, p. 179.
16. Léon Trotski, *Écrits*, t. 2, « Pour de nouveaux partis et la nouvelle Internationale» (27 juillet 1933), Paris, EDI, 1978.
17. Léon Trotski, *op. cit.,* t. 2, p. 66.

Difficile construction

1. Voir Pierre Broué, *Trotsky,* Paris, Fayard, 1988, chap. 46 : « Le 4 août du stalinisme».
2. Léon Trotski, *Œuvres,* Paris, EDI, 1978, t. 2, p. 200.
3. Maurice Dommanget, dans son *Introduction du marxisme en France* (Rencontre, 1969), a montré la lenteur de cette pénétration jusqu'à la guerre. Ce n'est qu'entre les deux guerres mondiales que des textes essentiels de Marx, jusqu'alors inconnus des non-germanistes, ont commencé à être traduits. C'est peu dire qu'ils furent peu lus en dehors de cercles intellectuels, tel que le groupe d'Henri Lefebvre et Norbert Guterman. La formation des jeunes militants se faisait avec une dizaine de livres, du *Manifeste communiste* à *L'État et la Révolution* et aux livres que Trotski venait d'écrire.
4. Yvan Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste,* Paris, L'Harmattan, 1999, p. 98.
5. *Op. cit.,* p. 118.
6. *Op. cit.,* p. 119-120.
7. *Op. cit.,* p. 122-123.
8. Cité par Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskiste en France,* Paris, Syros, 1971, p. 176.
9. Toutes organisations qui s'effondrèrent sans retour devant la guerre mondiale. Et auparavant, en septembre 1937, et alors que Nin était assassiné et le POUM écrasé, Fenner Brockway, dirigeant de ce Bureau de Londres, refusait en son nom leur participation à la commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou (voir Léon Trotski, *Œuvres,* t. 14, p. 373-377).
10. *In* Léon Trotski, *Œuvres,* t. 12, p. 326.
11. Voir citations de *La Batalla* (organe du POUM), du 27 avril et du 23 mars 1937, *in* Felix Morrow, *Révolution et contre révolution en Espagne,* Paris, La Brèche, 1978, p. 98-97.
12. Voir Pierre Broué et Émile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne,* Paris, Minuit, 1961, p. 206-207.
13. Léon Trotski, *Œuvres,* t. 3, p. 132-149, et Pierre Broué, *Trotsky*, *op. cit.,* « Première percée avec les "Quatre"», chapitre L.
14. Voir «Léon Sedov, fils de Trotsky», numéro spécial des *Cahiers Léon Trotsky,* mars 1983. Et en particulier : Michel Lequenne, «Les demi-aveux de Zborowski».
15. Léon Trotski, *op. cit.,* t. 14, p. 231-251.
16. Léon Trotski, *op. cit.,* t. 14, p. 151-153.

17. Yvan Craipeau, *op. cit.*, p. 150.
18. *Op. cit.*, p. 149.
19. Dès 1933, dans son texte « La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'État soviétique », in *Œuvres,* t. 2 (Paris, EDI, 1978), Trotski rendait compte de l'utilisation de la formule – avec des guillemets – par Lénine, et pour des entreprises qui avaient déjà disparu.
20. Bruno Rizzi, dans son ouvrage, *La Bureaucratisation du monde,* allait, de cette « similitude » du « collectivisme bureaucratique » stalinien et fasciste, tirer la conclusion que ce nouveau système de classe, progressif par rapport à celui de la bourgeoisie, représentait l'avenir du monde.
21. Léon Trotski, *La Révolution trahie,* in *De la Révolution,* Paris, Minuit, p. 602-603.
22. Léon Trotski, *Œuvres,* « La section soviétique de la 4e Internationale », t. 8.
23. *Op. cit.*, « La décapitation de l'armée Rouge », t. 14.
24. Voir *Cahiers Léon Trotsky,* n° 6 spécial, et 7 : « Les trotskystes en Union soviétique », 1980.
25. Léon Trotski, *Défense du marxisme,* p. 78, EDI, 1972.
26. *Op. cit.*, « Sur la nature de l'URSS », p. 133.

L'épreuve de la guerre

1. Léon Trotski, *Œuvres,* Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1985, t. 14, p. 231-254.
2. *Op. cit.,* Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1985, t. 19, p. 53- 83.
3. *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* Paris, La Brèche, 1978, t. 1 : *Naissance de la IVe Internationale 1930-1940*, p. 337-377, .
4. Léon Trotski, *Œuvres,* Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1987, t. 24, p. 302-307.
5. *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* Paris, La Brèche, 1981, t. 2 : *L'Internationale dans la guerre (1940-1946),* préface de Rodolphe Prager, p. 10.
6. Dénoncée par de Gaulle lui-même dans *Vers l'armée de métier* (1934), où il préconisait l'arme et la guerre de chars, et dans *La France et son armée* (1938), critique des conceptions de l'état-major.
7. « La France sous Hitler et Pétain », *op. cit.,* p. 35-44.
8. Léon Trotski, *Œuvres,* Publications de l'Institut Léon Trotsky, 1985, t. 20 « La capitulation de Staline » (11 mars 1939).
9. *Op. cit.*, t. 21, « L'énigme de l'URSS » (21 juin 1939). Soulignons que ce pronostic, pris par nous comme déduction inévitable, détermina toute notre politique jusqu'à la fin de la guerre, d'où notre désarmement analytique face à la situation inverse lors de la sortie de cette guerre.
10. Léon Trotski, *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Minuit, 1967, p. 634 et 637.
11. Voir Rodolphe Prager, « Les années d'exil, 1939-1946 », in *Pour un portrait de Pierre Frank,* Paris, La Brèche, 1985, repris par Paolo Casciola, in *Quelques regards sur l'histoire du mouvement trotskyste, Hommage à Rodolphe Prager,* Quaderni Pietro Tresso, 2003.
12. Jean-Michel Brabant, « Prager, Rodolphe, dit Rudi, dit Duret Auguste », *in* Paolo Casciola, *op. cit.*
13. George Orwell, *Chroniques du temps de la guerre (1941-1943),* « 23 mai 1942 », Paris, Gérard Leibovici, 1988.

14. Voir « La question nationale en Europe », in *Quatrième Internationale,* n° 25-26, déc.-janv. 1946.
15. *La Vérité, 1940-1944, journal trotskyste clandestin sous l'occupation nazie,* Paris, EDI, 1978.
16. Yvan Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste,* Paris, L'Harmattan, 1999, p. 157.
17. Voir en particulier, Lucette Heller, *Histoire des Auberges de la jeunesse en France, des origines à la Libération, 1929-1945,* thèse de doctorat d'État, université de Nice, 1985.
18. Voir Céline Malaisé, « Trotskystes-épiciers au cœur des années noires. L'expérience du Croque Fruit », *Dissidences,* n° 12-13, octobre 2002-janvier 2003.
19. Léon Trotski, « Devant une nouvelle guerre mondiale » 9 août 1937, in *Œuvres,* t. 14, Paris, EDI, 1983.
20. Yvan Craipeau, *Contre vents et marées (1938-1945)*, Paris, Savelli, 1977, p. 124-126.
21. Voir André Calvès, *Sans Bottes ni médailles,* Paris, La Brèche, 1984.
22. Gérald Suberville, *L'Autre Résistance,* AIOU, Saint-Étienne-Vallée-Française, 1998 ; et André Calvès, *op. cit.*
23. Yvan Craipeau, *op. cit.,* et « Les trotskystes français dans la Seconde Guerre mondiale », *Critique communiste,* n° 25, novembre 1978. Dans *Contre vents et marées,* p. 181-182, Craipeau rend compte de ce que furent les relations entre Marcel Hic pour le POI et Jean Moulin pour le CNR, coupées par les arrestations du second en juin et du premier en octobre 1943.
24. Maurice Rajsfus, *La Libération inconnue,* Paris, Le Cherche Midi, 2004.
25. Voir Richard Walter, « La Main à plume, entre POI et PCF », *Dissidences,* n° 12-13, octobre 2002-janvier 2003.
26. Raymond Aron, *Histoire de Vichy,* Paris, Fayard, 1954.
27. *La Vérité,* n° 65, 26 mai 1944.
28. Voir Nguyên Van Liên et Dang Van Long, *Les Travailleurs requis,* Bibliothèque Nghiên Cuu, 2004.
29. Georges Orwell, *op. cit.,* p. 13-14.
30. Voir en particulier Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation,* Paris, Armand Colin, 1999.
31. Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre,* Paris, Plon, 1959, t. 3, « Le salut 1944-1946 », p. 31-32.
32. Éditions Pionnier, 1945, Paris, réed. EDI, 1968.
33. Voir dans *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 2, *L'Internationale dans la guerre (1940-1946),* l'actuelle plus large recension – quoique non exhaustive – de ces pertes, et, dans le n° de mars-mai 1948 de la revue *Quatrième Internationale,* le rapport d'activité de secrétariat international, « Dix années de combat ».
34. Voir Maurice Rajsfus, *La Libération inconnue, op. cit.*
35. Charles de Gaulle, *op. cit.,* p. 63.
36. Voir Simonne Minguet, *Mes années Caudron. Une usine autogérée à la Libération,* Paris, Syllepse, 1997, et Michel Lequenne, « Notes sur notre histoire - 3, autour des *Années Caudron* de Simonne Minguet », *Critique communiste,* n° 151, hiver-printemps 1998.

37. Voir *Vie et destin*, de Vassili Grossman (Lausanne, L'Âge d'homme, 1980, Paris, Julliard, 1983), sans doute le meilleur et le plus complet tableau de l'URSS de ce temps monstrueux.
38. Rodolphe Prager, t. 2 des *Congrès de la IV^e Internationale, op. cit.*
39. Charles de Gaulle, *op. cit.*

Deux ans d'équilibre mondial contre-révolutionnaire (1945-1947)

1. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre,* Paris, Plon, 1959, t. 3, *Le Salut (1944-1946),* p. 94-95.
2. *Op. cit.,* p. 99-101.
3. *Op. cit.,* p. 276-278.
4. *Op. cit.,* p. 38.
5. *Op. cit.,* p. 249-250.
6. *Op. cit.,* p. 239.
7. Voir Rodolphe Prager, « La première conférence internationale après la guerre », in *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 2, Paris, La Brèche, 1981.
8. Victor Serge, « Lettres à Emmanuel Mounier », in *Mémoires d'un révolutionnaire, et autres écrits politiques, 1908-1947,* Paris, Laffont, collection Bouquins, 2001.
9. Cité *in* Ngo Van, *Viêt-nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale,* Paris, L'Insomniaque, 1995, p. 305.
10. Ngo Van, *op. cit.,* p. 329.
11. Ngo Van, *op. cit.,* p. 372.
12. Mathias Corvin, « Les jours de notre mort de David Rousset », *Quatrième Internationale,* juillet-août 1947.
13. Laurent Schwartz, *Un Mathématicien aux prises avec le siècle,* Paris, Odile Jacob, 1997.
14. Yvan Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste,* Paris, L'Harmattan, 1999, p. 188-189.
15. Yvan Craipeau, *La Libération confisquée,* Paris, Savelli/Syros, 1978.
16. Rodolphe Prager, in *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 3, *Bouleversements et crises de l'après guerre (1946-1950),* Paris, La Brèche, Paris, 1988, p. 29.
17. Rodolphe Prager, *op. cit.,* p. 29.

Les « années yougoslaves » (1948-1950)

1. Rodolphe Prager, « Introduction » à « Le II^e congrès mondial (2-21 avril 1948) », in *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 3, Paris, La Brèche, 1988.
2. Voir Catherine Samary, *Le Marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave,* préface d'Ernest Mandel, Paris, La Brèche, 1988.
3. *Le Cinquième congrès du Parti communiste de Yougoslavie. 21-28 juillet 1948,* Le Livre yougoslave, 1949.
4. *Op. cit.,* p. 141-142.
5. *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 3, *Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950),* Paris, La Brèche, 1988, p. 379-304.
6. *Op. cit.,* p. 401-410.

7. Léon Trotski, *Défense du marxisme,* préface de Pierre Naville, introduction de Jean-Jacques Marie, Paris, EDI, 1972.
8. *Les Congrès de la Quatrième Internationale, op. cit.,* p. 461-473.

Le temps de la grande crise (1951-1952)

1. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciale. Mémoires du maître-espion soviétique* (avec la collaboration d'Anatoli Soudoplatov, Jerrold L. et Leona P. Schecter), préface de Robert Conquest, Paris, Le Seuil, 1994.
2. Michel Pablo, « Où allons-nous ? », in *Les Congrès de la Quatrième Internationale,* t. 4, *Menace de la Troisième Guerre mondiale et tournant politique (1950-1952),* Paris, La Brèche, 1989.
3. *Op. cit.,* p. 49.
4. *Op. cit.,* p. 71.
5. *Op. cit.,* p. 97.
6. *Op. cit.,* p. 369.
7. *Op. cit.,* p. 158.
8. *op. cit.,* p. 181.
9. *op. cit.,* p. 330-331.
10. *Op. cit.,* p. 331.
11. *Op. cit.,* p. 261-277.
12. *Op. cit.,* p. 333-361.
13. *Op. cit.,* p. 426-437.
14. *Op. cit.,* p. 449.
15. Voir André Marty, *L'Affaire Marty,* 1955 (rééd. Paris, Norman Béthune, 1972) ; Charles Tillon, *Un « procès de Moscou » à Paris,* Paris, Le Seuil, Paris, et Louis Couturier [Jean-Michel Krivine], *Les « Grandes Affaires » du Parti communiste français,* Paris, François Maspero, 1972.

Les années de la dispersion (1953-1968)

1. Michel Pablo, « De l'article Billoux à l'affaire Marty-Tillon », *Quatrième Internationale,* octobre 1952.
2. On voit apparaître ce mythe dans la brochure anonyme de 1970 titré *Les Enseignements de notre histoire,* probablement écrit par Lambert lui-même ou sous sa direction.
3. Voir « Notes sur notre histoire – 2 : La grande scission (1951-1952) », *Critique communiste,* n° 149, été 1997.
4. A. Avtorkhanov, *Staline assassiné (le complot de Beria)* (1976), Paris, Presses de la Renaissance, 1980. Sa version est confirmée par la biographie d'Amy Knight, *Beria,* Paris, Aubier, 1993-1994.
5. Document du 2 juin 1953, *in* Amy Knight, *op. cit.,* chapitre « La crise en Allemagne de l'Est ».
6. Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs,* Paris, Robert Laffont, 1971.
7. Pierre Frank, *La Quatrième Internationale,* Paris, François Maspero, 1969.
8. Gérard Grzybek, « Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante », mémoire de maîtrise sous la direction de Madeleine Rebérioux.
9. André Fichaut, *Sur le pont. Souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton,* préface d'Alain Krivine, Paris, Syllepse, 2003.

10. Mohammed Harbi, *Une vie debout,* t. 1 1945-1961, Paris, La Découverte, 2001, et aussi *Le FLN, mirage et réalité. Des origines* à *la prise du pouvoir (1945-1962),* Paris, Jeune Afrique, 1980.
11. Sylvain Pattieu, *Les Camarades des Frères (trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie)*, préface de Mohammed Harbi, Paris, Syllepse, 2002.
12. Maurice Rajsfus, *Une Enfance laïque et républicaine,* Paris, Manya, 1992 : le dernier chapitre, «La guerre d'Algérie», est la seule histoire un peu développée, quoique incomplète, de ce comité.
13. Cité par Livio Maitan, *in* «Écrits», *Inprecor,* n° 498-499, octobre-novembre 2004.
14. Toutes les pièces de ce débat (dont il faut noter que ce fut le dernier que mena Breton) se trouvent dans le t. 2 (1940-1969) des *Tracts surréalistes et déclarations collectives,* présentés et commentés par José Pierre, Paris, Le Terrain vague, 1982.

Renaître pour se dépasser

1. Voir Ernest Mandel, *Les Étudiants, les Intellectuels et la lutte des classes,* in *Écrits politiques,* introduction de Michel Lequenne, Paris, La Brèche, 1979.
2. Daniel Bensaïd et Henri Weber, *Mai 68, une répétition générale,* Paris, François Maspero, 1968.
3. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004.
4. Voir, par exemple, Jacques Pesquet, *Des Soviets à Saclay,* Paris, François Maspero, 1968.

Le Trotskisme, une histoire sans fard n'est pas un livre polémique de plus sur le trotskisme et pas davantage une apologie militante voire sectaire. C'est une histoire d'historien.

Certes son auteur a été un demi-siècle durant un membre de la 4e Internationale. mais son regard s'est distancié avec le temps et son expérience d'historien marxiste sur différentes périodes du passé l'a habitué à traiter l'histoire dans ses différentes déterminations.

Ainsi. cette approche de ce courant politique particulier est centrée sur l'histoire générale de notre temps. ce qui en éclaire les rapports événementiels et politiques.

Chacun des chapitres. qui correspondent ainsi aux périodes de l'histoire contemporaine. des années trente à la fin du 20e siècle. est suivi de deux «contrepoints» qui dissocient de l'histoire les éléments subjectifs: le premier, c'est celui de l'expérience propre de l'auteur : le second est un examen critique de l'histoire et de la critique du sujet, écrites avant lui.

Michel Lequenne est aussi connu pour ses travaux sur Christophe Colomb et la découverte de l'Amérique, comme critique et historien de l'art. ainsi que pour ses liens avec le mouvement surréaliste. Il a été membre de la 4e Internationale de 1943 à 1988. Il est aujourd'hui membre de la rédaction de la revue *Critique communiste*.

9 782849 500507

Collection Utopie Critique

www.syllepse.net

24 €